



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2017

CAUSERIE

Comme quoi il y en a parmi nous qui ont vraiment perdu la tête : Ils en arrivent à émettre des doutes sur les infos que l'on reproduit quand elles proviennent d'une agence de presse ou un média russe, apparemment la propagande officielle a plus d'effets sur des militants aguerris que sur de simples travailleurs.

A leurs places je me poserais des questions, et je leur conseillerais de se débarrasser de leur télévision, radio et autres médias toxiques. Je n'en dirai pas plus, ils doivent bien deviner ce que je pense de leurs critiques...

J'ai failli publier un article dans la causerie d'aujourd'hui provenant d'un média dit alternatif qui contenait peut-être une fausse information. C'est au dernier moment hier en fin de journée que je m'en suis aperçu par hasard, en me connectant à un autre blog et en lisant les commentaires des internautes.

J'ai envoyé un courriel à l'auteur de cet article et à la responsable du blog qui l'a publié pour avoir des explications. J'en ai également envoyé un à la personne qui était mise en cause dans cet article. J'attends leurs réponses.

Si j'ai un conseil à vous donner, fuyez Twitter et Facebook, tous ces supports pourris.

Pourquoi ne pas dire les choses telles qu'elles sont.

Eux, ils veulent sauver le régime, le réformer, replâtrer les institutions, sauver le PS, redorer son blason à coup d'illusions, promesses et pronostics sans lendemain, sauver les médias, faire en sorte qu'ils "redeviennent comme avant", sans doute quand ils étaient sous l'emprise du ministère de l'Information sous de Gaulle et de la censure. Nous, nous voulons les abattre pour qu'ils cessent de nuire à la société.

C'est la crise devenue permanente du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant, d'un système économique à bout de souffle, en faillite, qui s'exprime à travers :

- la crise sociale qui s'étend chaque jour à de nouvelles couches de la classe ouvrière et des classes moyennes ;
- la crise politique qui frappe et menace de dislocation tous les partis liés au régime en place ;

- le rejet croissant des institutions, des élus, de la justice, de la police ;
- la méfiance croissante envers les médias aux mains d'oligarques et subventionnés par l'Etat ;
- la radicalisation à droite de l'Etat ou du gouvernement, des partis de l'ordre, des médias, de la justice, de la police, de l'armée ;
- la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme par un nombre toujours plus grand de travailleurs déterminés à faire table rase du passé...

Ce sont les conditions objectives ou matérielles d'existence des travailleurs qui constituent le facteur qui en dernière analyse détermine leur comportement et influe sur leur mode de pensée, balayant tous les discours démagogiques, brisant tous les calculs d'appareils, déjouant toutes les prévisions destinées à les influencer ou à les conditionner pour qu'ils acceptent le sort que le capitalisme en crise leur a réservé.

Evidemment, tous les commentateurs autorisés ou auto-proclamés peuvent partager plus ou moins ce constat, mais ils ne peuvent pas aller au-delà. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas socialistes ou n'envisagent pas la rupture avec le capitalisme ou son abolition, ils estiment que les travailleurs ne seraient pas en mesure de gouverner, pour eux cette tâche échoit forcément à l'infime minorité d'exploiteurs qu'ils n'ont cessé de servir servilement ou auxquels ils doivent leurs statuts privilégiés.

Par conséquent, logiquement, ils sont conduits inévitablement à brasser du vent ou à produire des analyses qui aboutissent toutes dans une impasse politique, témoignant au passage leur impuissance à trouver une issue à la crise du capitalisme auquel finalement ils se soumettent en colportant des illusions dérisoires sur ses capacités à résoudre ses contradictions, alors que quotidiennement il fait la démonstration qu'il en est totalement incapable autrement qu'en répandant la haine, le chaos et la guerre à travers le monde.

Abattre le régime capitaliste et la totalité de ses institutions, l'éradiquer de la surface de la planète, exproprier les capitalistes sans leur verser un centime, confisquer tous leurs pouvoirs ou abolir tous leurs privilèges pour qu'ils cessent de nuire à la société, constitue la seule réponse politique valable à la crise du capitalisme pour en finir une fois pour toute avec les conséquences dramatiques qu'il fait subir injustement à tous les peuples.

Certains estimeront que cette ligne politique est trop radicale, extrémiste, qu'elle pourrait rebuter ou effrayer bien des travailleurs... Nous leur répondrons que les milliards de travailleurs avec leurs familles à travers le monde qui subissent des conditions de travail et d'existence épouvantables ou n'ayant aucun droit, hormis celui de subir le sort insupportable que le capitalisme leur a réservé comprennent notre discours ou le partagent dès lors qu'on leur explique patiemment notre politique, et que ceux parmi les militants ouvriers qui s'y opposent ne partagent sans doute pas leur terrible destin, leur sort misérable, leurs multiples difficultés pour uniquement survivre, leur angoisse à vous nouer le ventre, surtout quand il est vide, leurs souffrances, leur cauchemar quotidien, parce que leur engagement politique a en réalité pour unique objectif de faire durer le plaisir ou de préserver leur mode de vie confortable, leur statut privilégié, leurs misérables intérêts individuels dans le cadre de l'ordre établi qu'ils refusent d'affronter par crainte des lendemains incertains, autrement dit vaut mieux encore conserver le régime capitaliste qui nous a si bien servi jusqu'à présent, plutôt que prendre le risque de le renversement ou d'opter pour le socialisme synonyme d'aventurisme... par ignorance.

La bonne conscience peut facilement s'accommoder de bien des reniements ou compromis pourris et faire preuve d'un cynisme inouï quand elle est élevée au rang de principe ou théorisée comme nous l'enseigne le réformisme qui est la négation du socialisme ou de l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quand ils entendent dire ou qu'ils lisent que des millions de gosses sont condamnés à crever de faim dans les pires souffrances qui soient, même une telle inhumanité ou suprême injustice n'a aucune emprise sur eux ou ne coupera pas l'appétit de nos contradicteurs à la tête et au ventre décidément trop pleins.

Chaque travailleur ou militant qui lit ces lignes doit comprendre que face au capitalisme il n'existe que deux positions ou attitudes possibles : soit on s'en accommode en passant outre les conséquences monstrueuses qui en résultent pour tous les peuples, soit on admet qu'il faut s'en débarrasser une fois pour toute au moyen d'un soulèvement révolutionnaire.

Si on décide de s'en accommode, il faut savoir qu'à partir de ce moment-là on n'aura plus aucune légitimité pour s'exprimer au nom des exploités et des opprimés, encore moins du socialisme, pour avoir autant de cadavres d'innocents sur la conscience.

Maintenant on comprend parfaitement que ceux qui adoptent cette attitude n'ont pas réellement conscience de la portée de leurs actes ou de l'orientation de leur engagement et ses conséquences. Mon intention n'était pas de les juger, mais uniquement de les aider à en prendre conscience. Chacun doit faire face à ses responsabilités en connaissance de cause, encore faut-il que quelqu'un les en informe ou leur dise de quoi il retourne.

La tâche qui est la mienne ici est particulièrement ingrate, parce que je sais pertinemment que mon discours sera déformé ou mal interprété par de nombreux lecteurs qui refusent de regarder la réalité en face, mais elle est aussi gratifiante parce que je fais ce que j'estime être mon devoir au service de la cause que je défends de manière totalement désintéressée, j'essaie d'en être digne, d'être à la hauteur de mon idéal, celui qu'en principe nous partageons tous, mais dont nombreux en sont très éloignés pour que demain nous soyons plus nombreux à marcher sur la voie de notre émancipation ou du socialisme, du règne de la liberté.

La situation politique se radicalise sur fond de chaos orchestré au niveau de l'Etat-PS.

Vous n'avez pas voulu nous prendre au sérieux, vous avez eu tort. C'est dommage, pour nous tous, j'ignore si vous en avez conscience, je vous laisse le soin d'en jugez vous-mêmes.

Vous êtes manifestement sous l'influence des médias-oligarques et de démagogues qui finalement usent des mêmes méthodes scélérates pour nous discréditer ainsi que notre discours.

Vous ne vouliez pas regarder la réalité en face, il faut dire que tout était fait pour vous en détourner ou vous la rendre supportable, dorénavant au quotidien vous la prenez en pleine gueule et ce n'est qu'un début.

Lecteurs anonymes en adoptant ce comportement vous avez fait le jeu de nos ennemis qui aujourd'hui en tirent profit pour amplifier leur offensive.

Individuellement vous ne pourrez pas vous en sortir, ils vont vous pourrir la vie au-delà de tout ce qu vous avez pu imaginer jusqu'à présent, ils vont vous broyer si ce n'est pas déjà fait. Collectivement on peut résister, encore faut-il savoir en qui on peut avoir un minimum confiance, avec qui on peut s'allier ou s'organiser.

Je vous ai proposé de constituer une association des sympathisants du courant politique que j'animais, La voix de l'Opposition de gauche, vous avez cru bon de rejeter cette proposition et c'était votre droit. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Cependant j'ai constaté que même en préservant votre anonymat, vous estimiez inutile d'entreprendre une telle démarche qui ne comportait aucune contrainte, aucun engagement formel, aucun risque d'aucune sorte. Vous vous êtes peut-être dit que cela ne servirait à rien, du coup je n'ai pas insisté davantage, car au départ et pendant des années je n'avais pas envisagé de créer une structure dans laquelle des travailleurs pourraient se rassembler, estimant qu'il en existait déjà trop, ce fut sans doute une erreur de ma part.

Durant toutes ces années, l'évolution ou l'orientation de la situation mondiale et la manière dont les uns et les autres l'ont interprétée ou traitée sur le plan pratique, n'ont fait que confirmer mes convictions et justifier mon propre rejet de toutes les formations politiques existantes, tellement elles se compromettaient en tenant des positions insupportables ou en versant dans en permanence dans la démagogie ce que je ne pouvais pas partager.

La gangrène ou la décomposition du mouvement ouvrier n'a cessé de s'approfondir durant les dernières décennies. Et quand à la question de savoir s'il était possible ou non de construire le parti dans le contexte social et politique de notre époque, on y répondra en déclarant que rien ne peut justifier que des dirigeants se réclamant du socialisme se compromettent, renient leurs principes, recourent à des méthodes déloyales pour évincer leurs opposants et imposer leur ligne politique.

Les militants qui croiraient qu'elle les aurait épargnés se font de graves illusions. Les militants qui m'ont écrit que leurs dirigeants leur avaient fait avaler bien des "coulevres" en témoignaient si nécessaire, car ils ne s'en sont jamais remis eux-mêmes. C'est comme les gens qui ne lisent que des romans et ne verseraient pas dans une interprétation romanesque ou imaginaire de la réalité, ceux qui ne lisent que des romans policiers, ne tendraient pas à avoir une interprétation policière de la situation, et tous ceux qui demeurent accrocs de la télévision qui est la première source officielle de formatage ou conditionnement des esprits, leur attention ne serait pas centrée, axée, dirigée vers des sujets précis qui n'ont pas été choisis au hasard parmi des milliers d'autres pour les détourner d'autres questions plus brûlantes ou embarrassantes auxquelles ils ne doivent pas réfléchir, ceux qui passent leur temps sur les mal nommés réseaux sociaux pour étaler leur ignorance gaspillent leur temps et deviennent à leur insu des esclaves de ces instruments qui ont été conçus pour mieux les asservir...

Je ne suis pas épargné, bien que je me passe de tous ces travers en vivant en Inde, après avoir débranché la télévision depuis plus de deux ans, être absent des réseaux (anti) sociaux, en vivant dans un milieu hyper arriéré j'en subis l'influence, c'est ainsi que je me surprends à faire des conneries incroyables. Pourquoi ? Parce que je ne consacre pas suffisamment d'attention à mes propres affaires que je laisse à l'abandon. Heureusement quand j'ai fait une connerie, je m'en rends compte sur le champ, cela m'évite d'accuser injustement mon entourage d'en être responsable.

C'est pour dire qu'il ne faut pas se croire infaillible ou se prendre pour ce qu'on n'est pas, et que la moindre des choses c'est de commencer par examiner attentivement notre propre mode de pensée et notre propre comportement avant de porter un jugement sur quiconque ou quoi que ce soit.

La plupart des gens et des militants, il faudrait peut-être insister et dire particulièrement les militants, ne sont pas capables de

faire preuve d'une telle modestie, ils sont hypocrites en général ou se leurrent sur ce qu'ils croient avoir compris.

J'ai lu récemment un document interne du parti bolchevik datant de 1922 je crois, où Lénine fustigeait à juste titre les nombreux militants qui se comportaient en voyous, c'était à propos de l'attribution de logements par l'Etat qui faisait l'objet de passe-droits et autres actes de corruption qui tendaient à se généraliser. Lénine n'avait pas sa langue dans sa poche pour n'avoir jamais remis le programme de la révolution socialiste au fond d'un tiroir, il ne ménageait personne, il disait sincèrement ce qu'il pensait quitte à choquer ses interlocuteurs, telle était sa méthode et telle est la mienne. Ne comptez pas sur moi pour flatter la bêtise ou l'ignorance.

En aparté Je vais vous raconter un truc très vite qui après cela ne laissera aucun doute sur mes intentions. Un militant avec lequel j'ai de nombreux et importants désaccords m'a proposé de me verser de l'argent. Je ne lui ai pas répondu par crainte qu'il le regrette plus tard, alors que ma situation financière ne cesse de se dégrader, peu importe, je me suis dit que ce serait malhonnête d'accepter son offre. Ceux qui s'en offusquent, sont ceux qui aiment bien tourner autour du pot, auxquels il répugne d'appeler un chat un chat, qui ne supportent pas la réalité parce qu'elle est dure, cruelle ou laide souvent, parce qu'ils ne supportent pas ce qu'ils sont eux-mêmes. Nous voulions les aider à vivre ensemble cette épreuve, ils ont refusé, soit. En faisant ce portail, j'ai démontré que je ne partageais pas leur individualisme quasi pathologique, que j'étais prêt à tout partager avec eux pour être utile à notre cause, sans les convaincre ou cela ne leur suffit pas encore, souhaitons-leur d'être aussi exigeants envers eux-mêmes ou leurs dirigeants ou davantage encore.

Maintenant, je me dis que si nous étions parvenus à construire quelque chose ensemble, cela aurait contribué à modifier leur mode de pensée, leur vision du monde, leur comportement, à se débarrasser de leurs contradictions, à mieux supporter l'énorme pression qu'ils subissent quotidiennement, à les aider à vivre mieux débarrasser de toute hypocrisie, de tout jugement à l'emporte-pièces, bref, à se sentir plus libres et plus heureux sans empiéter sur les intérêts de leurs semblables quelque part dans le monde, dans la mesure où la mise en contact de travailleurs honnêtes et sincères, modestes, désireux de progresser, d'élever leur niveau de conscience favoriserait à la fois l'épanouissement de chacun et servirait notre cause commune, l'émancipation de l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais en vivant à 10.000 kilomètres de la France, c'était peut-être une utopie, un objectif hors de notre portée. Je demande aux lecteurs d'y réfléchir, ensuite j'aviserai. Ma santé est mauvaise, je fume beaucoup trop, si nous devons en rester là je mettrais un terme à cette activité politique.

Ne sombrez pas dans la schizophrénie.

Leur morale...

Demander le programme : Démagogie, flatteries, promesses sans lendemain, mensonges grossiers, amnésie soudaine, mémoire sélective, non-dits, etc.

... et la nôtre.

Quelques titres qui tombaient à pic : Faites tomber les masques, en famille, la stratégie du chaos et de la guerre, en oligarchie, ils osent tout...

Cause toujours il en restera quelque chose.

Les manipulateurs professionnels doivent pouvoir proclamer leur bonne foi s'ils sont démasqués pour ne pas se voir accusés de falsifications volontaires. Aussi existe-t-il plusieurs parades pour déjouer cette accusation plus subtiles que mêler vérités et contrevérités, dont celle qui consistera à délivrer des vérités au conditionnel, des demi-vérités, ce qui leur permettra le cas échéant de faire jouer le bénéfice du doute en leur faveur.

Ce qu'ils ont fait de la jeunesse

Djihad. Prévenus mineurs, défis majeurs - Liberation.fr

A l'image d'un jeune Kurde passé à l'acte dont le procès s'ouvre ce mercredi à Paris, 53 mineurs sont actuellement mis en examen dans des dossiers de terrorisme, sans compter ceux qui font l'objet d'un suivi. Un public adolescent qui pose des défis nouveaux à la justice. Liberation.fr 28.02

France. Opportunisme débridé, démagogie hystérique, sinisme aggravé.

Un jour ils proclament que le gouvernement PS est le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République, et peu de

temps plus tard ils nous appellent à voter PS, et quand on refuse ils nous traitent de sectaire et de gauchiste (un sympathisant du POID), ils osent tout !

Quelle outrecuidance, quel mépris ! Mais pour qui se prennent-ils ces gens-là ? Ils se démasquent, c'est parfait.

On conseillera aux militants qui appelleront les travailleurs à voter PS de leur rappeler au préalable l'intégralité des traités scélérats, décrets anti-ouvriers, mesures antisociales, lois liberticides, que le gouvernement et le PS ont adoptés depuis mai-juin 2012. Ils devront pousser l'honnêteté jusqu'à leur broser un bref aperçu de ses faits d'armes passés depuis 1914, attention, vomissement garantie et réaction violente imprévisible !

La gauche et l'extrême gauche sont à des degrés divers des clones de la gauche américaine (le parti démocrate d'Obama et Clinton), et les syndicats ceux de l'AFL-CIO (ou CIA).

Ils ont dit.

A bas la révolution et le socialisme !

- Mélenchon mardi lors d'un meeting à Brest - "Faire une révolution, ça ne signifie pas prendre un bâton et monter sur une barricade: nous comptons sur le bulletin de vote, sur la raison, sur les milliers de gens qui s'impliquent parce que demain il va falloir que tout le monde s'y mette". AFP 28.02

Parole qu'un franc-maçon ne renierait pas.

- Le député radical de gauche Alain Tourret - "le programme de M. Hamon qui n'est pas celui d'une gauche rationnelle et raisonnable marquée par l'esprit des Lumières". Reuters 28.02

Aveu. Ils haïssent la gauche... même en parole.

- Un des parlementaires du PS à propos d'Hamon - "On fait le maximum pour essayer de ramener le candidat au centre". Reuters 28.02

Quand un des porte-parole du 1% (ou du CAC40) s'exprime.

- Jean-Marie Le Guen sur RTL - Il (Hamon - ndlr) ne peut pas s'adresser simplement à 20% des Français qui, pour telle ou telle raison, sont sensibles à des thèmes d'une gauche radicalisée". Reuters 28.02

A retenir

- Plus d'un tiers des électeurs disent encore ne pas savoir pour qui ils voteront. AFP 28.02

- Décodex. 21.000 téléchargements pour 6 millions d'internautes accrocs au Monde, un bid ! (Source : Le Monde)

Rappel. Qui détient le pouvoir aux Etats-Unis ?

- Gen. Wesley Clark : « J'y pense chaque jour » - arretsurinfo.ch 24.02

Le 2 mars 2007, il était interviewé par la journaliste Amy Goodman sur DemocracyNow et réaffirmait que dix jours après le 11-Septembre, les invasions de l'Irak et de la Libye, et de plusieurs autres pays du Moyen-Orient étaient déjà planifiées. Il dénonçait de nouveau ces plans secrets d'invasion lors d'une conférence à San Francisco le 3 octobre 2007, dont voici un extrait vidéo, ainsi que sa transcription complète.

Amy Goodman sur DemocracyNow

(http://www.democracynow.org/2007/3/2/gen_wesley_clark_weighs_presidential_bid)

Transcription de l'audio

Le 11-Septembre, nous n'avions pas de stratégie, pas d'accord inter-partis, ni une bonne compréhension de ce qui s'était passé, et nous avons eu à la place un coup d'État politique dans ce pays. Un coup d'État politique(*). Des types impitoyables ont pris

la direction de notre politique étrangère, sans se donner la peine de nous en informer. Je suis allé au Pentagone 10 jours après le 11-Septembre. Je ne pouvais pas rester à l'écart de notre armée. J'y suis allé pour voir Donald Rumsfeld, avec qui j'avais travaillé dans les années 70, et je lui ai demandé : « Est-ce que j'ai été bon sur CNN ? » Il a répondu « Oui » et a ajouté : « J'ai lu votre livre ». Le livre parle de la guerre du Kosovo.

Puis il me dit : « Personne ne va nous dire où et quand on peut bombarder un pays, personne ! » Il poursuit : « Je pense l'appeler 'coalition flottante'. Votre avis ? » J'ai répondu, « Monsieur, merci d'avoir lu mon livre, et... » Il m'a alors coupé en disant : « Merci. Je n'ai plus de temps à vous consacrer. » Vraiment ! Et alors que je descendais pour quitter le Pentagone, un officier de l'État-major m'appelle dans son bureau et me dit : « Je veux que vous sachiez que nous allons attaquer l'Irak. » J'ai demandé « Pourquoi ? » Il a répondu « Nous ne savons pas. » J'ai dit : « Avons-nous établi un lien entre Saddam Hussein et le 11/9 ? » Et il m'a répondu que non.

De retour au Pentagone, six semaines plus tard, j'ai revu le même officier et lui ai demandé « Est-il toujours prévu que nous attaquions l'Irak ? » Il a répondu « Monsieur, vous savez, c'est bien pire que ça. » Il a pris un document sur son bureau et me dit : « J'ai reçu ce mémo du Secrétaire à la Défense ... qui dit que nous allons attaquer et détruire les gouvernements dans 7 pays en 5 ans. Nous allons commencer par l'Irak, et puis nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, en Somalie, au Soudan et en Iran. » J'ai dit « 7 pays en 5 ans ! » Je lui ai demandé « est-ce un mémo top secret ? » Il me répondit « Oui, Monsieur ! » Je lui ai dit : « Alors, ne me le montrez pas. » Il allait le faire. « Sinon je vais en parler. » J'ai gardé cette information pour moi pendant longtemps, 6 ou 8 mois, j'étais tellement abasourdi que je ne parvenais pas à en parler, et je ne pouvais pas croire que c'était vrai, mais c'est bien ce qui s'est passé.

Ces gens ont pris le contrôle de la politique des États-Unis, et j'ai compris alors, je me suis souvenu d'une réunion que j'avais eue avec Paul Wolfowitz en 1991. En 2001, il était vice-Secrétaire à la Défense, mais en 1991, c'était le sous-secrétaire, soit le numéro 3 au Pentagone. Il m'avait dit alors : « nous avons 5 ou 10 ans pour nettoyer tous ces régimes favorables à l'ex-Union soviétique, la Syrie, l'Iran, l'Irak, avant que la prochaine superpuissance n'émerge pour nous défier. » C'était une déclaration stupéfiante : l'armée servirait à déclencher des guerres et à faire tomber des gouvernements et non pas à empêcher les conflits. Nous allons envahir des pays. Mes pensées se bousculaient. J'ai mis ça de côté, c'était comme une pépite que vous conservez. Un groupe de gens a pris le contrôle du pays avec un coup d'État politique, Wolfowitz, Cheney, Rumsfeld... je pourrais nommer une demi-douzaine d'autres collaborateurs du Projet pour un Nouveau Siècle Américain (PNAC). Ils voulaient que le Moyen-Orient soit déstabilisé, qu'il soit chamboulé et placé sous notre contrôle. Tout cela nous ramène aux commentaires de 1991. En aviez-vous été informés ? Le plan a-t-il été annoncé publiquement ? Les sénateurs ou les députés ont-ils dénoncé ce plan ? Y a-t-il eu un débat public ? Absolument pas ! Et il n'y en a toujours pas ! Ils ont hâte d'en finir avec l'Irak pour pouvoir aller en Syrie. « Oh, nos légions vont y aller. »

Mais ce n'est pas pour ça que les Américains ont élu George W. Bush. En fait, ils ne l'ont pas vraiment élu. Ce n'est pas pour ça que beaucoup de gens... ce n'est pas pour ça qu'il avait fait campagne. Il avait fait campagne sur une politique étrangère humble. Nous avons eu la politique étrangère la plus arrogante de toute notre histoire. Il a fait campagne sur une absence d'intervention, et nous sommes en Afghanistan et en Irak. C'est stupéfiant !

Que vous soyez démocrate ou républicain, en tant qu'Américains, vous devez vous sentir concernés par la stratégie des Usa dans cette région. Quel est notre but ? Quelles sont nos motivations ? Pourquoi sommes-nous là-bas ? Pourquoi des Américains meurent-ils dans cette région ? C'est ça la vraie question. arretsurinfo.ch 24.02

Publié le 18 octobre, 2011

Source:

<http://www.reopen911.info/News/2011/10/18/le-general-wesley-clark-affirme-quun-plan-etait-pret-des-le-12-septembre-2001-pour-envahir-7-pays-dont-la-libye-et-l%E2%80%99irak/>

Et dire qu'il y en a encore qui se demandent qui gouverne les États-Unis, sidérant ! Pire encore, qui croient la version du 11-septembre de Bush, Wolfowitz, Cheney, Rumsfeld, hallucinant !

Question : Quelle légitimité peut-on accorder à ceux qui ont regardé les différentes vidéos (2006 et 2007) dans lesquelles l'ex-Général 4 étoiles retraité des Forces armées des États-Unis, Wesley Clark, révélait les plans militaires cachés du Pentagone et ses doutes sur la thèse officielle du 11-Septembre ou qui ont lu ses déclarations (5 mars 2006 sur ABC ; 2 mars 2007 sur DemocracyNow ; 3 octobre 2007, notamment), et qui savent donc que le Pentagone avait planifié de déclencher la guerre contre 7 États (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Iran), en réalité 8 en incluant le Liban, avant le 11-Septembre qui devait servir de prétexte, parce qu'un aussi vaste projet ne s'improvise pas sur un coin de table en 10 jours, qui persiste à croire que le Pentagone ne serait pas impliqué dans la réalisation du 11-Septembre ?

Réponse : Aucune.

Faire confiance dans des dirigeants, militants, journalistes, intellectuels qui pratiquent un tel déni serait faire preuve d'inconscience ou d'irresponsabilité, car en procédant de la sorte ils démontrent eux-mêmes qu'ils ne possèdent pas les qualités requises pour assumer le statut qu'ils se sont attribués ou qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. Ils ne sont pas dignes de confiance, assurément. Et pourtant à les entendre parler au nom de la vérité ou dénoncer les mensonges de tel ou tel dirigeant politique ou média on pourrait croire qu'ils sont impartiaux ou intègres, parfaitement honnêtes, or ils ne le sont pas, c'est ce qu'illustre ici leur manque total de discernement, leur refus d'admettre la réalité.

Rappelons que nous sommes en présence de personnes qui ont un niveau intellectuel supérieur à la moyenne de la population et qu'ils sont familiers au maniement de la logique, ainsi ils étaient parfaitement en mesure de saisir le rapport de cause à effet qui existait entre les plans du Pentagone révélés par Wesley Clark, le 11-Septembre et les guerres qui allaient suivre. Nous n'aurons pas la crédulité de leur accorder la moindre défaillance intellectuelle en la matière.

C'est cela leur faille ou leur faiblesse qui permet de les démasquer. Et leurs contradicteurs qui les attaquent ou les censurent le savent pertinemment. Ils savent qu'ils sont corruptibles et que pour cette raison ils ne peuvent pas se défendre ou aller au bout de leurs analyses, ce qui les conduit à se contredire ou à l'impuissance, à tenir un discours qui lorsqu'on y regarde de plus près est incohérent et ne mène nulle part, ce qui révèle pour peu qu'on soit rigoureux, que ce ne sont pas de véritables opposants au capitalisme contrairement à ce qu'ils veulent se faire passer, ce qu'on peut vérifier lorsqu'un événement qui se produit dans le monde fragilise ses fondements, ils se rangent au côté de ses représentants pour le défendre et en deviennent ses agents.

En complément

Je vous livre la réflexion que je me suis faite avant-hier avant de rédiger le passage précédent, comme quoi j'avais bien retenu la leçon, jugez plutôt vous-même.

Collusion entre le département d'État, la CIA, la NSA, le FBI et le Washington Post, le New York Times, CNN, CBS, le Pentagone et Goldman Sachs, JP Morgan, les premiers cercles de l'oligarchie financière, les dirigeants néoconservateurs des partis démocrate et républicain. La totalité des institutions leur sont acquises, ils occupent tous les postes de l'administration américaine. Ils ont conquis tous les pouvoirs politiques et économiques, exécutif, législatif, judiciaire, financier, médiatique, de sorte qu'il n'existe pratiquement plus de contre-pouvoir dans ce pays-là.

Chacun aura bien compris qui détient le pouvoir aux Etats-Unis et que ce n'est certainement pas le président qui n'est qu'une marionnette entre leurs mains. Par conséquent il s'agit d'un régime dictatorial incompatible avec l'expression la plus élémentaire de la démocratie quasiment hors la loi. Dans ces conditions, en appeler à la Constitution ou aux institutions relève de la pire inconsistance, crasse ignorance ou du charlatanisme.

Bien avant d'en arriver à cette situation extrême (droite), des milliers d'expériences, faits ou événements et l'évolution de certains indicateurs, facteurs ou rapports permettaient de nous renseigner très précisément sur ce qui était en train de se mettre en place aux Etats-Unis. Mais là aussi les évoquer valait d'être traité de sectaire ou gauchiste par les conciliateurs corrompus de tous bords, pour lesquels composer avec le régime et préserver leurs statuts et privilèges valait mieux que l'affronter ou promouvoir le socialisme.

[Twitter où le terrain de prédilection des diffamateurs et provocateurs en tout genre.](#)

Je compatissais sincèrement à la réaction d'opposants à la guerre des puissances occidentales en Syrie qui font l'objet d'un traitement infâme sur les mal nommés réseaux sociaux. Mais j'ai envie de leur dire aussi : La faute à qui ?

Qu'on se comprenne bien, évidemment je ne leur demande pas de se renier ou de se taire, je constate seulement qu'ils ne vont pas au bout de leur analyse et qu'ils paient comptant leur inconsistance. Ils dénoncent l'attitude des puissances occidentales qui se placent au côté des barbares de Daesh et Al-Nosra, mais ils refusent de se placer au côté de la République arabe syrienne représentée par le président Bachar el-Assad soutenu par l'immense majorité du peuple syrien.

En adoptant cette position, ils se retrouvent en porte-à-faux et particulièrement vulnérables, ils ne veulent pas se faire passer pour des suppôts d'un supposé dictateur et se retrouvent ainsi totalement isolés et à la merci des porte-parole des barbares auxquels finalement ils tendent le bâton pour se faire taper dessus.

Ce qui nous distingue, c'est que contrairement à moi leur position repose sur un ou des principes déconnectés de la réalité, et ils ne veulent pas ou ils ne peuvent assumer jusqu'au bout leur position.

Il est vrai que notre position est inconfortable mais tenable pour peu qu'on ait un peu de courage, paradoxale mais pas contradictoire avec notre combat pour le socialisme, on fait avec la réalité telle qu'elle est, il faut l'accepter, on n'en porte nullement la responsabilité, on aurait préféré que ce soit un gouvernement ouvrier ou le mouvement ouvrier syrien qui affrontent ces barbares, plutôt qu'un gouvernement bourgeois, on aurait été plus à l'aise pour expliquer notre position et la partager avec le

plus grand nombre.

Ma position s'inscrit dans le cadre du processus historique en cours et elle part de la situation telle qu'elle existait au début de 2011, à savoir que la Syrie était un Etat souverain et indépendant, que la République arabe syrienne était un régime bourgeois, laïc, parlementaire, ni plus ni moins démocratique que n'importe quel régime occidental, et qu'en face il existait une horde de barbares sanguinaires au service des intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne qui se destinaient à faire chuter ce régime pour instaurer une dictature théocratique archaïque, moyennâgeuse, implacable, féroce, conforme au wahhabisme qui en est le support idéologique.

En outre, ma position s'inspire de celle de Marx qui défendit l'unité de l'Allemagne malgré les Hohenzollern et Bismarck, j'ai déjà évoqué ce point dans une précédente causerie, je défends l'intégrité de la Syrie malgré Bachar el-Assad. Personne n'oserait un instant prétendre que Marx aurait été un suppôt de Guillaume 1er et de Bismarck, il estimait que l'unité de l'Allemagne constituait un progrès dans le cadre du processus historique inconscient, après avoir constaté que la constitution des peuples en nation constituait une étape incontournable pour permettre le développement des forces productives, qui contenait en germe et à terme leur dépassement (ou négation) et l'abolition du mode de production capitaliste... Je suis absolument convaincu que si à l'époque quelqu'un s'était avisé d'accuser Marx de soutenir Guillaume 1er et Bismarck parce qu'il partageait la même position sur l'unité de l'Allemagne qui devait être le prélude à la fin du régime monarchique, il aurait répondu si vous y tenez je l'assume, en précisant sur cette question uniquement. Et il le prouva par la suite en condamnant l'attaque de Bismarck contre la France pour briser la République et quand il annexa l'Alsace et de la Lorraine en 1871.

Ainsi ma position s'inscrit dans la continuité de la lutte du mouvement ouvrier pour son émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression, ce qui suffit pour garantir sa légitimité, car en tant que militant ouvrier je n'ai de compte à rendre à personne d'autres, surtout pas à des porte-parole de Daesh ou à des barbares issus du Front al-Nosra tous les deux provenant d'al-Qaïda, une créature de l'impérialisme américain, à des médias ou à des représentants des puissances occidentales, de l'OTAN ou des monarchies sunnites du Golfe qui les soutiennent.

On soutient tous les acteurs qui se placent au côté du peuple syrien qui défend la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité de la Syrie, hormis l'extrême droite qui dégage une odeur fétide pour se nourrir de la putréfaction dégageée par les victimes innocentes de l'impérialisme pourrissant.

Si vous demandez à un Syrien s'il préférerait vivre dans la Syrie présidée par Bachar el-Assad ou dans la Syrie dirigée par ces barbares, pas un Syrien normalement constitué ou sain d'esprit ne vous répondra qu'il préférerait la compagnie de ces monstres de cruauté.

Ceux qui ne supportent pas d'être traités de pro-Assad ou je ne sais quoi ne servent pas la cause du peuple syrien.

Ils sont à l'image du petit-bourgeois qui finalement est incapable de prendre position pour un camp, tergiverse, se dérobe, se renie, refuse de s'assumer, lâche, il ne veut pas prendre de coups, il ne veut pas affronter le courroux de ses ennemis, il craint l'affrontement par dessus tout qui compromettrait sa petite vie paisible, il gémit, se plaint parce que les choses ne se passent pas telles qu'il le souhaiterait, il en perd sa dignité bien mal placée au point d'en devenir méprisable ou répugnant, car il privilégie ses intérêts individuels au détriment de la cause (collective) qu'il prétend servir à condition que cela ne lui coûte rien.

Il s'improvise porte-parole d'une cause ou des masses populaires dont il n'est pas digne, il n'a aucune légitimité à s'exprimer en son nom ou en leur nom.

Ces journalistes ou intellectuels petits-bourgeois ne peuvent pas se prévaloir d'une quelconque légitimité populaire, puisqu'ils interviennent en dehors du mouvement ouvrier qui les répugne par ailleurs ou auquel ils refusent d'accorder un rôle historique dans le développement et le devenir de la civilisation humaine, alors ils sont conduits à exhorter les représentants de la bourgeoisie de leur accorder la légitimité dont ils se prévalent, pour pouvoir continuer à deverser jours après jours leur assertions insipides le regard rivé sur leur nombril qui fait office de centre du monde.

Bref, il faudrait les écouter, mais quand on leur parle, ils ne nous écoutent pas, ensuite ils se plaignent du traitement qui leur est accordé. Ils dénoncent l'incohérence de leurs détracteurs, mais ils sont tout aussi incohérents pour n'entrevoir l'histoire que par le petit bout de la lorgnette.

- La bataille de l'info : Contrôler le récit sur la Syrie par Louis Allday - investigation.net

Dans le contexte actuel, exprimer un avis à peine contraire, pointer des faits basiques mais mal perçus tels que l'existence d'un soutien populaire pour le gouvernement syrien, relever la violence des groupes rebelles... Tout cela suffit à attirer sur soi les persiflages et l'hostilité des médias sociaux.

Ces attaques sont rarement des confrontations d'opinions, elles se réduisent le plus souvent à des attaques personnelles,

hystériques, au vitriol ou pire. Une poignée d'arguments sont à chaque fois soulevés pour s'en prendre à ceux qui contestent l'opinion imposée : ce serait de l'islamophobie que de critiquer l'action des groupes rebelles ou de les qualifier d'extrémistes; et ce serait de l'orientalisme négateur de la personnalité syrienne que de mettre en évidence le rôle central de l'impérialisme U.S.

Même les critiques les plus légitimes se trouvent qualifiées de « fascistes », « stalinistes », poutinistes » ou les trois à la fois. Une telle stigmatisation des opinions contradictoires a pour but de faire taire toute opposition, de laisser le champ libre à la version imposée du récit et de justifier l'éventuel soutien de l'opinion en faveur d'une possible intervention en Syrie. (...)

Cela reste malheureusement un moyen efficace de faire taire les dissensions et d'imposer les paramètres souhaités au débat. (...)

Aucune guerre n'a été à ce point médiatisée avec mauvaise foi que l'actuel conflit syrien. Cet article tente de corriger quelques énormes mensonges qui circulent, de montrer à quel point certaines voix dissonantes sont exclues du débat par l'intimidation et les calomnies, et de démasquer aussi les propos prétendument neutres de certaines voix au sujet du conflit.

Un des nombreux mensonges qui polluent le récit dominant serait la non intervention de l'Occident dans le déclenchement du conflit en Syrie...

Pour lire la suite : Source: <http://www.investigaction.net/la-bataille-de-linfo-controler-le-recit-sur-la-syrie/#sthash.tXDtWGv5.dpuf>

[Ils osent tout. Quand George W. Bush exprime un regret agrémenté d'un énorme mensonge, de son temps les grands médias américains étaient indépendants.](#)

- Les médias perdent leur importance aux États-Unis selon George W. Bush - sputniknews.com

« Il est difficile de rassembler le pays lorsque les médias sont tellement divisés. Quand j'étais président, vous [les médias, ndlr] aviez beaucoup plus de poids parce que vous n'étiez que trois. Aujourd'hui, il y a tellement de médias que les sources d'information parlent sous le couvert de l'anonymat. C'est un autre monde », a déclaré George W. Bush à la chaîne NBC News, commentant les paroles de l'animateur sur les divisions importantes dans le pays et la promesse de M. Trump de réunir les États-Unis.

Auparavant, M. Trump avait qualifié des médias comme le New York Times, NBC News, ABC, CBS, CNN d'« ennemis des Américains »

George W. Bush considère que les médias jouent un rôle important dans la société démocratique mais pour cela ils doivent être, avant tout, indépendants.

« Je pense que les médias sont indispensables pour la démocratie et nous avons besoin de médias indépendants pour engager à la responsabilité des gens comme moi. Je veux dire que le pouvoir peut provoquer des contraintes. Cela peut être désastreux et c'est important pour les médias de ramener à la responsabilité des gens qui abusent de leur pouvoir », a expliqué George W. Bush. sputniknews.com 27.02

[Le saviez-vous](#)

- Le rôle diplomatique secret de Google dénoncé par Julian Assange - numerama.com 24.10.2014

Dans un livre publié en septembre dernier, le fondateur de Wikileaks décrit en profondeur le rôle diplomatique joué très discrètement mais efficacement par Google, en particulier dans les pays arabes. Pour Julian Assange, Google est devenu une officine au service des intérêts américains, notamment grâce à sa filiale Google Ideas dirigée par Jared Cohen.

Personne ne veut reconnaître que Google a beaucoup grandi et en mal. Mais c'est le cas". En septembre dernier est paru chez OR Books le livre When Google Met Wikileaks, écrit par Julian Assange. Le magazine Newsweek en publie cette semaine de très longs extraits, dans lesquels le fondateur de Wikileaks décrit avec minutie le rôle de l'ombre joué par Google dans la politique internationale des Etats-Unis. Le passage est véritablement passionnant, et mérite d'être lu. Il est étayé par des documents, dont beaucoup avaient fuité sur Wikileaks, qui donnent corps à l'analyse.

En résumé, Julian Assange estime qu'à travers l'action très politique de deux responsables de Google, son président Eric Schmidt et le beaucoup plus discret Jared Cohen, la firme de Mountain View est devenue une officine diplomatique au service des intérêts américains. Elle accomplirait une version modernisée du soutien qu'apportait la CIA aux dictateurs d'Amérique du Sud pendant la guerre froide. Il ne s'agit plus aujourd'hui de soutenir les régimes autoritaires contre les tentations communistes du peuple, mais de soutenir les rebelles contre les régimes autoritaires islamiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Déguisé sous des traits humanitaires, l'objectif fondamental reste toutefois le même : défendre le libéralisme économique et les

intérêts stratégiques américains.

Le libéralisme économique étant perçu comme une résultante des droits de l'Homme, il suffirait de défendre la liberté d'expression, de faciliter la communication entre les hommes et de mettre en valeur toutes formes de libertés individuelles pour que le libéralisme économique s'impose de lui-même. A cet égard, Internet est une aubaine. On sait que l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a ainsi financé un clone de Twitter à Cuba, ou tenté d'imposer des réseaux sociaux en Afghanistan, au Kenya ou au Pakistan.

Jared Cohen, l'homme de l'ombre des révolutions arabes

De son côté, Google a fondé Google Ideas, une structure méconnue dont l'agenda est exclusivement politique. Il s'agit de voir "comment la technologie peut permettre aux gens de faire face à des menaces en étant confrontés au conflit, à l'instabilité et la répression". L'organisation est dirigée par Jared Cohen, un ancien conseiller diplomatique de Condoleeza Rice et d'Hillary Clinton au ministère des affaires étrangères du gouvernement américain.

Selon sa fiche Wikipedia, Jared Cohen est un jeune spécialiste (33 ans) de l'anti-terrorisme, de la "contre-radicalisation", du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, des libertés sur Internet, et de "l'encouragement à l'opposition dans les pays répressifs". Il fut considéré l'an dernier par TIME comme l'une des 100 personnalités les plus influentes, tandis que le New Yorker lui avait consacré dès 2007 un portrait élogieux, qui rappelle qu'il s'était rendu en Iran pour aider l'opposition dès ses jeunes années d'étudiant.

L'activité de Cohen au sein de Google Ideas lui a valu jusqu'aux inimités de Stratfor, l'officine privée très influente et proche du pouvoir dont les e-mails avaient fuité en 2011 sur Wikileaks, valant au pirate-informateur pas moins de 10 ans de prison. Ils voyaient l'activité diplomatique de Google comme une forme de concurrence.

Dans un courriel interne cité par Julian Assange, daté du 27 février 2012, le responsable aux renseignements de Stratfor avait parlé en ces termes d'un projet confidentiel de Jared Cohen de se rendre dans les semaines suivantes à la frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan :

Google a le soutien et la protection aérienne de la Maison Blanche et du Département d'Etat. En réalité, ils font des choses que la CIA ne peut pas faire. Mais je suis d'accord avec toi. Il va se faire kidnapper ou se faire tuer. C'est ce qui pourrait arriver de mieux pour exposer le rôle secret qu'a Google pour faire mousser les soulèvements, pour être franc. Le gouvernement US pourra prétendre qu'il ne savait rien, et c'est Google qui tiendra le sac de merde.

Dans son livre, Julian Assange décrit par ailleurs toute une galaxie de fondations et associations qui sont directement ou indirectement liées à Google Ideas et à la diplomatie américaine, fondées ou rejointes par Jared Cohen. Parmi elles figurent Movements.org, créé par Cohen, qui a fusionné avec Advancing Human Rights. Or ce choix n'est pas neutre. AHR a été fondé par Robert Bernstein, qui a démissionné en 2010 de la prestigieuse association Human Rights Watch qu'il avait pourtant fondée. Il reprochait à HRW d'avoir été trop critique contre les violations des droits de l'homme par Israël. Par opposition, Advancing Human Rights ne s'intéresse donc qu'aux "sociétés fermées", fermant les yeux sur des régimes critiquables aux apparences plus démocratiques.

Un pouvoir d'influence sans précédent ?

De là à dire que Google Ideas protège aussi les intérêts israéliens en aidant à déstabiliser les puissances arabes voisines, il n'y a qu'un pas que Julian Assange prend garde de ne pas franchir. Il met toutefois en garde contre le pouvoir d'influence politique de Google, qui joue aussi bien sur des faits de société que sur des enjeux beaucoup plus stratégiques.

"Google est perçu comme une entreprise essentiellement philanthropique", écrit Assange. Mais, fait-il remarquer, si une entreprise militaire privée comme Academi (anciennement Blackwater) "avait un programme tel que Google Ideas, ça lui vaudrait un examen critique intense" auquel Google échappe, grâce à son image de bienfaiteur de l'Internet.

"Les aspirations géopolitiques de Google sont fermement mêlées dans celles de l'agenda des affaires étrangères de la plus grande superpuissance mondiale. A mesure que le monopole de Google sur la recherche et les services Internet s'accroît (...), son influence sur les choix et les comportements sur la totalité des être humains se traduit en un véritable pouvoir d'influer sur le cours de l'histoire". numerama.com 24.10.2014

- Comment Google a volontairement aidé à renverser le régime d'EI-Assad - numerama.com 23 mars 2016

Un courriel trouvé dans les archives du cabinet d'Hillary Clinton montre que Google Ideas, la « filiale diplomatique » de Google (désormais Jigsaw), a sciemment contribué à fragiliser le régime de Bachar El-Assad en Syrie.

Google n'est pas seulement un moteur de recherche, ni même une multinationale aux multiples services en ligne. C'est aussi

une puissance diplomatique obscure, que le fondateur de Wikileaks Julian Assange avait décrit dans un livre passionnant publié en septembre 2014, *When Google Met Wikileaks*.

À seulement 35 ans, cet ancien conseiller diplomatique de Condoleeza Rice et d'Hillary Clinton au ministère des affaires étrangères du gouvernement est un spécialiste de l'anti-terrorisme et de la « contre-radicalisation », et un bon connaisseur du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. C'est aussi, dans ce cadre, un militant de la défense des libertés sur Internet, qui aident à faire tomber les régimes autoritaires.

Cohen est à la tête de Jigsaw, anciennement appelé « Google Ideas ». Le rôle de cette filiale discrète est purement géopolitique, et vise à apporter un soutien aux opposants et à tout ce qui favorise notamment la liberté d'expression dans le monde, pour déstabiliser les régimes défavorables aux valeurs occidentales. Mais jamais Cohen ou Jigsaw ne le disent aussi nettement.

Mon équipe prévoit de lancer un outil pour encourager davantage de défections et donner confiance à l'opposition

Or la confirmation de l'agenda politique de Google et de sa filiale est venu dans un e-mail retrouvé dans les archives d'Hillary Clinton, qui ont fuité. On peut y lire un courriel envoyé par Jared Cohen le 25 juillet 2012, au cabinet de la secrétaire d'État, dans lequel l'homme informe la diplomatie américaine d'une initiative que Google Ideas s'apprête à lancer :

Objet : Syrie

Secrétaires-adjoints Burns, Jake, Alec,

Merci de garder ça pour vous, mais mon équipe prévoit de lancer un outil dimanche qui va traquer publiquement et cartographier les défections en Syrie et de quelles parties du gouvernement elles proviennent. Notre logique derrière ça est que bien que les gens traquent les atrocités, personne ne représente visuellement et ne cartographie les défections, dont nous pensons qu'elles sont importantes pour encourager davantage de défections et donner confiance à l'opposition.

Étant donné la difficulté à avoir des informations de Syrie en ce moment, nous réalisons un partenariat avec Al-Jazeera qui sera le premier propriétaire de l'outil que nous avons construit, traquera les données, les vérifiera et les diffusera en Syrie. J'ai attaché quelques visuels qui montrent à quoi ressemblera l'outil. Merci de garder ça vraiment pour vous, et faites moi savoir s'il y a quelque chose que nous devons prendre en compte ou auquel nous devrions penser avant le lancement. Nous pensons que ça peut avoir un impact important.

De fait, Google a sorti cet outil de cartographie des défections, toujours visible sur le site d'Al Jazeera (mais désormais inactif). Sur le site de Google, l'outil est décrit de façon beaucoup plus neutre dans le courriel envoyé à l'administration américaine :

« Peu après le soulèvement en Syrie qui a éclaté en mars 2011, un flux régulier de soldats, de chefs militaires, et de responsables gouvernementaux a commencé à faire défection vers l'opposition. Lorsque les défections ont commencé à se produire, les gens se sont tournés vers les médias sociaux pour raconter leurs histoires. Dans de nombreux cas, des transfuges ont téléchargé des vidéos personnelles sur Internet pour annoncer leur changement d'alliance. Les informations associées à ces vidéos ont fourni les métadonnées nécessaires pour cartographier et suivre les défections, y compris le nom du transfuge, sa description, sa date de la défection et sa relation à l'organisation.

Google Ideas, Al Jazeera, MayNinth, Movements.org et Potato se sont associés pour développer une visualisation interactive des données qui utilisait ces vidéos et leurs données associées pour cartographier les reportages vidéo disparates de défections du régime syrien. »

L'histoire ne dit pas à quel point l'outil a pu aider à encourager à grossir les rangs de la rébellion, mais Google a clairement contribué, en toute connaissance de cause, à tenter de renverser un gouvernement. Et il est aussi, désormais, associé aux opérations qui visent à contrer la propagande de l'État islamique, qui se nourrit en Syrie des cendres laissées par la guerre entre le régime d'Assad et la rébellion. numerama.com 23 mars 2016

[Dernières nouvelles du ministère de la Vérité](#)

L'info

- Le chef de la CIA dément la publication du NYT sur les liens du QG de Trump et Moscou - sputniknews.com 27.02

L'actuel directeur de la CIA s'est entretenu au téléphone avec les journalistes des médias américains influents pour démentir la publication du New York Times sur les liens entre le QG électoral de Donald Trump et les renseignements russes.

Le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer a mis en contact le directeur de la CIA Mike Pompeo et le président de la commission du renseignement du Sénat Richard Burr avec les journalistes du Washington Post et du Wall Street Journal pour évoquer la publication parue le 15 février dans le New York Times au sujet des liens présumés entre le QG électoral de Donald Trump et les renseignements russes, indique le portail d'information Axios.

D'après la source, MM. Burr et Pompeo ont indiqué que la publication en question ne correspondait pas à la réalité, sans toutefois argumenter leurs déclarations.

L'histoire fait suite à la publication polémique parue le 15 février dans le New York Times qui assurait que des membres du QG électoral de Donald Trump étaient entrés à plusieurs reprises en contact avec les renseignements russes au cours de l'année 2016.

Le Washington Post a indiqué la semaine dernière que la Maison Blanche s'était assurée le soutien d'une série de représentants des milieux du renseignement et de parlementaires qui se sont adressés aux médias américains pour démentir cette publication. L'édition a notamment cité le nom de Richard Burr et de Devin Nunes, chef de la commission du renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis.

Donald Trump a réagi à la publication, démentant catégoriquement les informations relayées. Le ministère russe des Affaires étrangères a pour sa part fait savoir que cette publication témoignait encore une fois des jeux politiques internes aux États-Unis. Le Kremlin a qualifié ces « fuites » d'infondées. sputniknews.com 27.02

Confirmation.

- «Aucune preuve» de contacts entre Trump et Moscou, selon le Comité pour le renseignement du Congrès - arretsurinfo.ch 28.02

L'enquête du Comité pour le renseignement du Congrès américain sur les contacts présumés entre l'équipe de campagne de Trump et les services de renseignement russes n'a découvert aucune preuve les établissant, a annoncé le président du Comité.

«Nous n'avons vu aucune preuve» que l'équipe de campagne de Donald Trump aurait communiqué avec la Russie, a déclaré Devin Nunes, président du Comité permanent pour le renseignement de la Chambre des représentants, aux journalistes. «A l'heure actuelle, je n'ai aucune preuve d'appels téléphoniques. Cela ne signifie pas qu'ils n'y en a pas eu. Nombreux sont ceux m'ayant dit qu'il n'y avait rien», a-t-il ajouté.

Evoquant la démission de Michael Flynn, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, face à des accusations de contacts «inappropriés» avec la Russie, Devin Nunes a reconnu que ce dernier avait parlé à l'ambassade russe à Washington avant l'investiture mais a ajouté qu'il n'avait fait que son travail. «Je continue d'affirmer que Flynn a fait ce qu'il devait faire, notamment préparer le président élu à entrer en fonction», a-t-il rappelé.

Les appels à enquêter sur les liens entre Trump et la Russie sont «une chasse aux sorcières»

Le président du Comité permanent pour le renseignement a également dénoncé le «Moscow Project», lancé par l'organisation américaine Center for American Progress qui appelle à mener une enquête indépendante sur les liens entre les associés de Trump et la Russie. «Nous ne pouvons pas faire une chasse aux sorcières contre le peuple américain», a estimé Devin Nunes.

Le 14 février, le New York Times a publié un article se fondant sur les propos de quatre responsables américains sous couvert d'anonymat et affirmant que l'équipe de campagne de Donald Trump avaient été en contact permanent avec des agents du renseignement russe. Hormis Michael Flynn, l'article mentionnait l'ex-directeur de campagne de Donald Trump Paul Manafort et les conseillers Carter Page et Roger Stone. Donald Trump a qualifié ces allégations d'«absurdité», tandis que pour le Kremlin, il s'agissait là d'«une histoire risible», ces accusations ne se basant sur aucun fait.

Source: <https://francais.rt.com/international/34580-aucune-preuve-contacts-entre-trump-russie>

La fausse information reprise en boucle par la totalité des médias-oligarques ou institutionnels.

Rappel. Huit médias français, dont Le Monde, ont décidé de collaborer avec Facebook pour réduire la présence de fausses informations sur le réseau social. En France, outre Le Monde, les médias partenaires sont l'Agence France-Presse (AFP), BFM-TV, France Télévisions, France Médias Monde, L'Express, Libération et 20 Minutes. lemonde.fr 06.02.2017

AFP

Donald Trump, sommé de s'expliquer sur la Russie ... - AFP.com

<https://www.afp.com/.../donald-trump-somme-de-sexpliquer-sur-la-russie-denonce-les...>

Le New York Times a révélé, citant quatre responsables ou ex-responsables ... de campagne du républicain et de hauts responsables du renseignement russe.

Le Monde

La journée de Donald Trump : son équipe de campagne aurait eu des ...

www.lemonde.fr/...trump/.../la-journee-de-donald-trump-abrogation-interrogatoire-et-de...

Selon le « New York Times », le renseignement américain a intercepté des ... équipe de campagne aurait eu des contacts répétés avec le renseignement russe ... Le Monde.fr avec AFP | 15.02.2017 à 03h36 • Mis à jour le 15.02.2017 à 09h22.

Libération

Le cauchemar russe de Donald Trump - Libération

www.liberation.fr/planete/2017/02/.../le-cauchemar-russe-de-donald-trump_1548659

15 févr. 2017 - Le New York Times a publié, mardi, un article décrivant l'enquête en cours du FBI sur ... des services de renseignement russes, avant l'élection du 8 novembre. ... Si les liens avec le gouvernement russe sont établis par les autorités Entre deux gaffes, Trump promet un nouveau décret sur l'immigration.

L'Express

Piratage, intox, contacts... Les intrusions russes dans la ... - L'Express

www.lexpress.fr/.../le-piratage-russe-et-autres-accusations-d-ingerence-dans-l-election...

Barack Obama, convaincu qu'il s'agissait de favoriser Donald Trump en ... Le New York Times et CNN révèlent que des membres de campagne de Trump ont eu En cours de vérification, il ferait état de liens entre Moscou et le président-élu, ...

20minutes.fr

Etats-Unis: L'équipe de campagne de Trump accusée d ... - 20 Minutes

www.20minutes.fr > Monde

15 févr. 2017 - Dans son édition électronique, le New York Times a affirmé mardi soir que l'équipe de campagne de Donald Trump avait e... ... Etats-Unis: L'équipe de campagne de Trump accusée d'avoir été en contact avec la Russie ... de hauts responsables des services de renseignement russes avant son élection...

BFM-TV

L'équipe de campagne de Donald Trump a eu des contacts ... - BFMTV

www.bfmtv.com/.../l-equipe-de-campagne-de-donald-trump-a-eu-des-contacts-repetes-a...

15 févr. 2017 - Le New York Times révèle en effet ce mardi que l'équipe de campagne de ... des contacts répétés avec les services de renseignement russes.

France Médias Monde

L'équipe de campagne de Trump a multiplié les contacts ... - France 24

www.france24.com/.../20170215-contacts-equipe-campagne-trump-services-russie-et...

15 févr. 2017 - D'après le New York Times mardi, des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump, ... ont eu des contacts répétés avec de hauts responsables des services de renseignement russes. ... L'équipe de campagne de Donald Trump a eu des contacts répétés avec de hauts France Médias Monde.

France Télévisions

Accusé de liens avec la Russie, Donald Trump dément - France Info

www.francetvinfo.fr › ... › Présidentielle américaine › Donald Trump

15 févr. 2017 - Le "New York Times" affirme qu'il y a eu des contacts répétés entre l'équipe de ... républicain et les services de renseignement russes pendant l'année électorale. ... Ces agences ont alors essayé de déterminer si l'équipe de ... a déclaré son porte-parole, Dmitri Peskov, lors d'un point-presse, mercredi.

Le Figaro

Contactés répétés entre la campagne Trump et Moscou ? (presse)

www.lefigaro.fr › ACTUALITE › Flash Actu

15 févr. 2017 - Par Le Figaro.fr avec AFP; Mis à jour le 15/02/2017 à 07:43; Publié le ... russes avant son élection à la Maison-Blanche, selon le New York Times. ... montrent des contacts répétés avec les services de renseignement russes.

Le NouvelObs

L'équipe Trump était en lien avec les renseignements russes pendant ...

tempsreel.nouvelobs.com › Monde › L'Amérique selon Trump

15 févr. 2017 - L'équipe Trump était en lien avec les renseignements russes pendant ... Mais loin de clore le chapitre sur la nature exacte des interactions entre l'équipe Trump et le ... et CNN ont ainsi affirmé que l'équipe de campagne de Donald Trump avait ... Selon le "New York Times", les services de renseignement ...

France Soir

Le "New York Times" accuse des proches de Trump de ... - France Soir

www.francesoir.fr › Politique › Monde

15 févr. 2017 - C'est le New York Times qui l'affirme, et la révélation pourrait créer une véritable onde de ... responsables des services de renseignement russes avant l'élection présidentielle de novembre 2016. ...

Huffington Post

L'équipe de Donald Trump aurait eu plusieurs contacts avec les ...

www.huffingtonpost.fr/.../lequipe-de-donald-trump-aurait-eu-plusieurs-contacts-avec-...

15 févr. 2017 - Rédaction du HuffPost avec AFP ... INTERNATIONAL - La crise russe continue à la Maison Blanche. ... Le New York Times affirme mardi 14 février qu'elle a eu des contacts ... l'attaché de presse de la Maison Blanche, en faisant référence à sa ... Donald Trump accuse aussi les services du renseignement ...

Europe1

Des contacts répétés entre l'équipe Trump et la Russie selon le New ...

www.europe1.fr › Accueil › international

15 févr. 2017 - Le New York Times affirme que l'équipe de Donald Trump a eu de nombreux contacts avec les services de renseignements russes lors de la campagne électorale. Le Kremlin ... Par Rédaction Europe1.fr avec AFP. russie ...

Ouest-France

États-Unis. L'équipe de Trump a multiplié les contacts avec les Russes

www.ouest-france.fr › Accueil › Monde

15 févr. 2017 - AFP. Facebook; Twitter; Google+; Lire le journal numérique ... de renseignement russes au cours de l'année qui a précédé l'élection, rapporte le ... Les révélations du New York Times interviennent alors que le conseiller à la ...

Yahoo

L'équipe de Trump a multiplié les contacts avec les Russes, rapporte ...

<https://fr.news.yahoo.com/l'équipe-trump-multiplié-les-contacts-avec-les-russes-10332...>

15 févr. 2017 - ... ont multiplié les contacts avec les services de renseignement russes au ... Les révélations du New York Times interviennent alors que Michael Le vice-président américain visite le camp nazi de Dachau. Actualités. AFP ...

Euronews

Agence France-Presse - Trump est un agent russe qui s'ignore, selon ...

fr.euronews-direct.bce.lu/.../3230081-trump-est-un-agent-russe-qui-signore-selon-un-an...

Donald Trump, le candidat du parti républicain à l'élection présidentielle, est "un ... vendredi un ancien patron de la CIA, dans un éditorial du New York Times. ... les services de renseignements russes à espionner sa rivale démocrate et remis ...

Etc., etc., etc.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ou leur propagande est planifiée à l'avance.

6 mois plus tôt, ils avaient lancé le même fake news pour favoriser leur candidate H. Clinton

- Donald Trump, le pantin de Poutine | Slate.fr

<https://www.slate.fr/story/120823/trump-pantin-poutine>

13 juil. 2016 - Les services de renseignements russes ont piraté les serveurs du Comité national ... Chad Buchanan / Getty Images North America / AFP. ... Comme l'a déclaré au New York Times un expert des finances de campagne, ...

- Trump est un agent russe qui s'ignore, selon un ancien patron de la CIA

www.tendanceouest.com/actualite-190890-trump-est-agent-russe-qui-ignore-selon-ancie...

5 août 2016 - Donald Trump à Ashburn, en Virginie, le 2 août 2016 - AFP/Archives ... un ancien patron de la CIA, dans un éditorial du New York Times. ... "Dans le monde du renseignement, nous dirions que M. Poutine (le président russe) ...

[Fabrication d'un président par les médias-oligarques.](#)

- Minutes d'antenne sur BFMTV: Macron = Fillon + Hamon + Mélenchon + Le Pen - sputniknews.com

Depuis l'annonce de la candidature d'Emmanuel Macron, la chaîne BFMTV semble avoir son favori. C'est du moins ce que laisse conclure un simple calcul des heures dédiées au candidat d'En Marche! et aux autres...

Alors que l'espace médiatique et télévisé de l'Hexagone est saturé de sujets électoraux, BFMTV affiche clairement ses préférences. Depuis que le fondateur d'En Marche! s'est porté candidat à la présidentielle, la chaîne semble succomber à la tentation de consacrer plus de temps d'antenne à ses prestations qu'à celles de tous les autres candidats... réunis.

Concrètement, BFMTV s'emploie à relayer en intégralité tous les grands meetings du candidat, dont l'apparition sur la chaîne est beaucoup plus fréquente que celle de ses adversaires. Pour appuyer ses dires, Marianne a décidé de calculer le nombre de minutes des réunions publiques des différents candidats diffusées, et ce depuis le mois de novembre. Le magazine a analysé les chaînes d'infos en continu le jour de chaque meeting (avec 1 000 participants ou plus).

Macron le plus diffusé

En somme, BFMTV a relayé à peu près sept heures de prestations de l'ancien ministre de l'Économie, soit autant que l'ensemble de ses principaux concurrents, Fillon, Mélenchon, Le Pen et Hamon. Ainsi, la chaîne du groupe NextRadioTV a relayé les interventions de Macron pendant 426 minutes au total au cours des quatre derniers mois, contre 440 minutes pour ses principaux rivaux, 182 minutes pour François Fillon, 135 pour Jean-Luc Mélenchon, 63 minutes pour Marine Le Pen et 60 pour Benoît Hamon (ce qui équivaut, par exemple, à son discours d'investiture exclusivement).

Autre fait curieux, bien que les réunions du candidat d'En Marche ! soient habituellement un peu plus longues que celles de ses concurrents, BFMTV ne les coupe pas.

Hamon à l'arrière

Mais ce n'est pas la seule révélation de Marianne. A analyser le nombre de meetings couverts, Macron sort toujours gagnant de cette course télévisée avec cinq de ses sept réunions publiques retransmises (61 minutes en moyenne par session). François Fillon bénéficie du même chiffre (cinq sur sept prestations relayées), ce qui correspond pourtant à seulement 26 minutes de diffusion en moyenne. Ensuite, la chaîne a couvert deux meetings sur cinq de Jean-Luc Mélenchon (22 minutes en moyenne), alors que sept meetings de Benoît Hamon n'ont été relayés que pendant neuf minutes en moyenne.

Autres chaînes d'infos

Comme le révèle l'analyse, Emmanuel Macron est de nouveau en tête de liste sur iTélé (groupe Canal+), en minutes d'antenne (une heure et 46 minutes). Pourtant, il bénéficie du même nombre de meetings diffusés que François Fillon et Marine Le Pen (une seule réunion pour chacun). LCI (groupe TF1) a de son côté retransmis sur cette même période quatre minutes de plus de réunions de Fillon que de celles de Macron. France Info a curieusement relayé un meeting de chaque candidat, sauf Benoît Hamon.

La réponse de BFMTV

L'enquête de Marianne n'a pas laissé indifférente la chaîne concernée. Selon le directeur général de BFMTV Hervé Bérout, les calculs ne seraient « pas honnêtes », vu qu'ils comprenaient « les candidats partis en campagne très tôt, comme Emmanuel Macron », et des candidats issus des primaires. sputniknews.com 27.02

[Elections présidentielles françaises. Légitimité introuvable.](#)

Mimétisme France-Etats-Unis.

Comment déstabiliser un ou des candidats en créant artificiellement un climat de violence (provocations) généralisée ou le laissant s'instaurer pour faire élire le candidat fétiche de l'oligarchie. La méthode du gouvernement français (PS).

- Fillon accuse le gouvernement d'un "climat de quasi-guerre civile" - AFP

Le candidat de la droite à l'élection présidentielle, François Fillon, a "accusé" dimanche le gouvernement de laisser "se développer dans le pays un climat de quasi-guerre civile" qui perturbe la campagne, après des incidents visant plusieurs candidats. AFP

- Marine Le Pen à Nantes: des autocars pris pour cible en marge du meeting - AFP

Plusieurs autocars transportant des militants du Front national ont été pris pour cible dimanche par des manifestants hostiles à la venue de Marine Le Pen à Nantes, peu de temps avant le début de son meeting, a constaté une journaliste de l'AFP.AFP

La débâcle annoncée.

- Avis de tempête sur la campagne de Hamon - Reuters

- Présidentielle : Benoît Hamon face à la fronde - Franceinfo

- L'aile droite du PS grogne contre Hamon qui revendique "sa liberté" - AFP

- Hamon ou Macron ? Le grand désarroi des vallsistes - LePoint.fr

- Jean-Marie Le Guen refuse de soutenir Benoît Hamon - Le Huffington Post

- Jean-Louis Missika, bras droit d'Anne Hidalgo, explique son soutien à Emmanuel Macron - Le Huffington Post

L'unité trop compromettante.

- Hamon abandonne l'idée d'alliance avec Mélenchon : "Il m'a confirmé qu'il serait candidat" - Franceinfo

Benoît Hamon a clos définitivement les interrogations sur une possible candidature commune avec Jean-Luc Mélenchon, dimanche 26 février sur TF1. Le candidat socialiste, qui a rencontré son rival vendredi, affirme que ce dernier lui a confirmé "qu'il serait candidat".

"Je l'ai vu, il m'a confirmé ce que je savais, c'est qu'il sera candidat. Dont acte, la situation est maintenant claire", a expliqué Benoît Hamon. Franceinfo 26.02

Le POID a dégotté une info insignifiante pour remonter le moral des dirigeants du PS.

La Tribune des Travailleurs.

23 février 2017 – Grande Bretagne : le candidat du Parti travailliste britannique (Labour Party), Gareth Snell, a remporté une législative partielle à laquelle participait le chef du parti europhobe d'extrême droite United Kingdom Independence Party (UKIP) dans le bastion pro-Brexit de Stoke-on-Trent, dans le centre de l'Angleterre.

Le POID passera sous silence à ses lecteurs deux jours plus tard la cuisante défaite du Parti travailliste britannique dans la circonscription de Copeland qui était un bastion travailliste depuis plus de 80 ans. (Source : euronews.com 24.02) On ne se refait pas.

Je vote pour l'impérialisme français

- Niger: 16 soldats tués mercredi, la France apporte son soutien - AFP

La France va venir en aide au Niger dont 16 soldats ont été tués et 18 blessés mercredi dans une "attaque terroriste" contre une patrouille de l'armée à Tilwa dans la zone de Ouallam (ouest) près du Mali. AFP 26.02

Sécurité alimentaire oblige.

- Présidentielle: l'accord Hamon-Jadot approuvé par les écologistes - AFP

Après plus de trois semaines de tractations, les électeurs écologistes ont approuvé dimanche à une très large majorité l'accord conclu entre Yannick Jadot et Benoît Hamon.

Outre le retrait de M. Jadot, l'accord avec les écologistes comporte un volet programmatique, dont de nombreux points sont en rupture avec la doxa socialiste, et un volet électoral, qui sécurise les députés EELV sortants -dont Cécile Duflot- et doit permettre aux Verts de constituer un groupe à l'Assemblée.

Le député européen EELV avait annoncé dès jeudi son renoncement au profit du socialiste, une décision plébiscitée par les électeurs de la primaire écologiste : 79,53% d'entre eux ont dit "oui" à l'accord (blanc: 5,08%, "non": 15,39%), malgré la campagne en faveur du "non" menée par des membres de l'aile gauche d'EELV, opposé à un "deal" n'incluant pas Jean-Luc Mélenchon.

La plateforme programmatique sur laquelle s'est engagé Benoît Hamon constitue "une rupture avec l'orientation du PS" sur le nucléaire, Notre-Dame-des-Landes ou encore les institutions, fustige dans le JDD le député Christophe Caresche, qui annonce

-sans que ce ne soit une surprise de la part de ce représentant de l'aile droite du PS- son ralliement à Emmanuel Macron.

Le député du Nord Christian Bataille, proche de Manuel Valls, avait déclaré vendredi qu'il ne pourrait voter pour Benoît Hamon si ce dernier maintenait ses choix en matière de nucléaire.

"Il y a un glissement à gauche qui risque de provoquer une hémorragie vers Emmanuel Macron", s'inquiète un responsable parisien. Lequel estime aussi que Benoît Hamon a fait une "erreur" en acceptant que Cécile Duflot se maintienne sur sa circonscription.

"Cela donne l'impression d'une tambouille d'appareil" et cela "va donner une justification politique et morale aux loyalistes pro-gouvernementaux pour partir", regrette ce proche d'Anne Hidalgo. "Il peut y en avoir une trentaine ou une quarantaine qui franchissent la ligne cette semaine", prévient-il.

Motif d'irritation supplémentaire: l'accord laisse libre EELV de présenter ou de soutenir des candidats face à ceux du PS, ce qu'il a bien l'intention de faire. Caroline De Haas, en pointe dans la lutte contre la loi travail, devrait ainsi défier Myriam El Khomri, Julien Bayou, le porte-parole d'EELV, prévoit de se présenter face à Seybah Dagoma, Alexis Braud, le porte-parole de Yannick Jadot, face à Stéphane Le Foll... AFP

Le coup éculé du "vote utile" ne fonctionne plus et tant mieux.

- Présidentielle : le Parti communiste en appelle à une "intervention populaire" pour une union de la gauche - franceinfo

Le porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles, a plaidé lundi 27 février sur franceinfo pour une "intervention populaire" afin de permettre l'union de la gauche pour la présidentielle.

Franceinfo : Pensez-vous qu'une alliance est toujours possible ?

Quelqu'un seul, ou même deux personnes, ne peuvent pas décider qu'on referme cette porte. La question est grave, il s'agit d'éviter un second tour Le Pen-Fillon ou Le Pen-Macron.

"Nous butons sur le présidentialisme" - Olivier Dartignolles, porte-parole du PCF. franceinfo 27.02

Si "le présidentialisme" constitue un obstacle à la présentation d'un candidat unique de la prétendue gauche, pourquoi ne le caractérise-t-il pas ? Parce que cet obstacle, c'est la Constitution de la Ve République devant laquelle ils se prosternent, qu'ils tiennent absolument à cautionner et préserver.

Maoïste for ever

- Daniel Cohn-Bendit se rallie à Macron - Liberation.fr

J'ai reçu un courriel d'une formation maoïste (adepte du parti unique) qui supplie Hamon et Mélenchon de s'entendre pour présenter un candidat unique...

[Expropriation générale sans indemnités. Les 0,7% qui gouvernent la France.](#)

- Les millionnaires continuent de fuir la France - sputniknews.com

En 2016, les riches ont continué de quitter massivement la France, signale le journal indien Business Standard, se référant au rapport Global Wealth Review 2017.

Selon le rapport, 12 000 millionnaires ont quitté la France en 2016.

Auparavant, le rapport sur l'année 2015 avait révélé que 10 000 personnes ayant une fortune égale ou supérieure à un million de dollars avaient quitté la France. Le nombre de millionnaires en France avait alors diminué de 3 %, passant à 323 000 personnes. Paris avait été particulièrement frappé par les départs : 7 000 millionnaires avaient quitté la capitale française, soit 6 % de leur nombre total. sputniknews.com 27.02

[Ils osent tout](#)

- Présidentielle: Christine Angot exhorte François Hollande à se représenter - AFP

La romancière Christine Angot exhorte François Hollande à se représenter à la présidentielle pour ne pas laisser la France "se désintégrer" et aller "dans le mur", face à l'extrême droite et à l'islamisme, dans une lettre ouverte parue dans Le Journal du Dimanche. AFP

- Grand Orient de France : la visite de François Hollande est un "hommage" - Franceinfo

- Nantes : plus de 2 000 manifestants contre la venue de Marine Le Pen - Franceinfo

- Paris: manifestation contre les "casseroles" des élus - AFP

"Stop corruption privilèges", "Fillon en prison": comme dimanche dernier, une centaine de personnes se sont rassemblées samedi 25 février place de la République à Paris pour dénoncer la corruption des élus, à l'appel d'un collectif citoyen. AFP

Initiée par un photographe, Vincent Galtier, sur Facebook (RT). Cette manifestation est une initiative venue de Facebook (huffingtonpost.fr). Aucune légitimité.

- Macron défend sa méthode de changement par «le peuple» - LeFigaro.fr

- Hollande au Salon de l'agriculture pour un "message de solidarité" - L'Express.fr

- S'il te plaît, drag-queen, raconte-moi une histoire... - Liberation.fr

- Haïti: le carnaval n'est pas du goût des sinistrés de l'ouragan Matthew -

Les dépenses réalisées pour l'organisation du carnaval national dans la ville des Cayes exaspèrent les familles frappées il y a cinq mois par l'ouragan Matthew et qui vivent encore dans des conditions inhumaines. AFP

- Italie: des milliers de personnes à la bataille d'oranges d'Ivrée - AFP

- Le couple Obama décroche un contrat d'édition record chez Penguin - AFP

- Bush parle d'un climat "plutôt détestable" à Washington - Reuters

- New York : manifestation de soutien à la presse face à Trump - AFP

Quelque 250 personnes ont manifesté dimanche 26 février pour soutenir le New York Times et les médias face à l'administration Trump, dans un climat de plus en plus lourd entre la presse et le nouveau président américain. AFP

Le New York Times, l'un des médias les plus corrompus au monde ! Abonné des réunions annuelles du groupe Bilderberg depuis 1954.

- Un documentaire sur les "Casques blancs" récompensé aux Oscars - euronews.com

Ils ont récompensé leurs barbares !

RT : Le fait que le documentaire sur les Casques blancs ait remporté un Oscar (<https://francais.rt.com/international/34536-documentaire-sur-casques-blancs-recompense-oscars>) est-il une victoire artistique ou plutôt politique ?

La journaliste Vanessa Beeley. : Je pense que c'est une victoire pour la propagande. On peut les féliciter pour leurs talents d'acteurs, plutôt que pour leur rôle humanitaire. Une journaliste de RT, Lizzie Phelan, et moi, nous étions à Alep-Est à peu près au même moment, lors de la libération de l'occupation du Front Al-Nosra, et aussi après la libération (<https://francais.rt.com/international/33130-ancienne-citadelle-alep-rouvre-portesvisiteurs>) de la ville, lors des cérémonies de célébration qui ont eu lieu avant Noël. Nous avons toutes les deux parlé aux civils dans différents quartiers libérés d'Alep-Est, qui sortaient après un emprisonnement qui a duré quatre ans et demi. Nous avons demandé à ces gens ce qu'ils savaient sur les Casques blancs. Et quand je mentionnais ce nom, une étiquette qui leur a été attribuée par les directeurs de la campagne de marketing et par les médias occidentaux, la plupart des civils n'avaient aucune idée de qui étaient ces Casques blancs.

Après quelques explications sur le sujet, après une mention de la défense civile, ils répondaient presque tout de suite : «Ah,

vous voulez dire la défense civile, le Front Al-Nosra».

Et c'était une réaction spontanée des Syriens qui habitaient dans des quartiers libérés. Et nous avons aussi obtenu un nombre de témoignages attestant qu'ils opéraient aux côtés des organisations terroristes à Alep-Est, ils ont même participé à certaines atrocités perpétrées par les terroristes (<https://francais.rt.com/international/31274-alep-liberee-quand-afp-donne-la-parole-aux-rebelles-decapiteurs-enfants>) à Alep-Est, aux alentours d'Alep et à Idleb. Par exemple, un de leurs leaders, un ami proche de Raed Saleh, le soi-disant président des Casques blancs – son nom est Mustafa al-Haj Yussef – montre sur l'une de ses pages dans les réseaux sociaux qu'il est lié à Daesh et à Ahrar Al-Cham. Il appelle à l'unité de l'organisation terroriste ebn question sur le territoire syrien, il a appelé à bombarder les civils à Damas lors des élections de 2014, alors qu'il était déjà membre des Casques blancs. Ils annoncent que beaucoup de leurs membres sont d'anciens combattants, mais qu'ils ont renoncé à se battre afin de rejoindre une organisation humanitaire. Mais de telles déclarations sur les réseaux sociaux entrent en contradiction avec ce récit.

Source: <https://francais.rt.com/opinions/34565-al-jazeera-tribune-changer-image-groupes-terroristes> ([https://francais.rt.com/opinions/34565- al-jazeera-tribune-changer-image-groupes-terroristes](https://francais.rt.com/opinions/34565-al-jazeera-tribune-changer-image-groupes-terroristes))

- Des manifestants forment le drapeau de l'UE à Bucarest - Reuters

Ils se démasquent...

[Leur vieux monde craque de partout.](#)

- Pays-Bas : le candidat de l'extrême droite favori aux législatives - Franceinfo

Aux Pays-Bas, le populiste Geert Wilders domine la campagne des législatives. Il dénonce le système, l'Europe et les étrangers. Franceinfo

- «L'image de la Corée du Sud est atteinte» - Liberation.fr

Lee Jae-yong, président et héritier de Samsung, a été mis en examen pour corruption. Liberation.fr

- Brésil : "Temer, dehors !" scandent des manifestants au carnaval de Rio - Franceinfo

[Stratégie du chaos, provocations, guerres, corruption...](#)

- Affrontements au Haut-Karabakh : l'Azerbaïdjan et l'Arménie se renvoient la balle - presstv.com

La République d'Azerbaïdjan a annoncé ce samedi 25 février la mort de plusieurs de ses militaires lors d'affrontements avec l'Arménie au Haut-Karabakh.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a déclaré dans un communiqué que les forces arméniennes avaient lancé ce samedi une attaque contre les positions de ce pays au Haut-Karabakh.

Le ministère de la Défense de la République autoproclamée du Haut-Karabakh a annoncé dans un communiqué que les forces arméniennes n'avaient subi aucune perte en vies humaines et que seules les forces azerbaïdjanaises en avaient subi lors de leur attaque.

Lors des échauffourées du début du mois d'avril entre les deux parties, quelque 75 militaires ont été tués.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a également annoncé avoir abattu un drone et détruit un poste de contrôle de l'Arménie. presstv.com 25.02

- Les Philippins se soulèvent contre le président Duterte - euronews

Les Philippins ont affronté la police pour manifester contre la brutale guerre antidrogue menée par le président. Et comme un symbole, ils avaient choisi le 31e anniversaire de la chute du dictateur Ferdinand Marcos. "Le parallèle qu'on voit entre Duterte et Marcos c'est qu'il font taire les dissidents..."

[Exploités : Brisez vos chaînes ! L'internationale mafieuse ressert les boulons.](#)

- JPMorgan et Microsoft forment une grande alliance dans la Blockchain - latribune.fr

Santander, ING et UBS sont aussi de cette alliance, aux côtés d'Intel et de BP, dans le but d'élaborer des standards d'utilisation de cette technologie émergente de stockage et de transmission d'information.

Une trentaine d'entreprises, principalement des secteurs de la banque et de la technologie, viennent d'annoncer ce mardi la création d'un vaste consortium, "Enterprise Ethereum Alliance", autour d'un projet fondé sur la Blockchain, la technologie novatrice de stockage et de transmission d'informations dite de "chaînes de blocs" (le sous-jacent de la monnaie virtuelle Bitcoin), que l'on compare volontiers à "un grand livre comptable public, anonyme et infalsifiable".

La première banque américaine, JPMorgan Chase, mais aussi les espagnoles Santander et BBVA, la néerlandaise ING, Crédit Suisse et UBS, et la taïwanaise Fubon Financial, se sont associées à Microsoft et Intel, Accenture et Thomson Reuters, ainsi que le géant pétrolier BP et des startups (Brainbot, ConsenSys, BlockApps, String Labs, etc) dans l'objectif d'élaborer des standards d'utilisation d'Ethereum, un type de Blockchain, un protocole d'échanges décentralisés permettant de créer des "contrats intelligents" (smart contracts), qui a le potentiel de révolutionner de nombreux champs d'activité, du paiement au commerce international.

Ethereum est un type de Blockchain développé par le jeune programmeur russo-canadien Vitalik Buterin (23 ans), qui était présent au lancement de l'alliance ce lundi.

Exploration des cas d'usage

Certains participants décrivent cette alliance au New York Times comme une façon de s'assurer une autre option que celle poussée par IBM, le projet collaboratif Hyperledger, lancé par la Fondation Linux, dont Intel, Accenture et JPMorgan font aussi partie, aux côtés d'Airbus et BNP Paribas par exemple. En parallèle, une soixante d'entreprises financières se sont associées au sein de la "startup" R3 CEV, un consortium développant des applications commerciales de la technologie Blockchain, autour des données de connaissance client (le "KYC") par exemple, qui a subi une série de défections (Morgan Stanley, Goldman Sachs, Santander) ces derniers mois. D'autres institutions financières, telles que Citigroup, Capital One, Nasdaq ou Visa, ont investi dans la startup californienne Chain Inc (aux côtés du français Orange Digital Ventures) qui veut bâtir une infrastructure blockchain dédiée aux services financiers.

La vaste alliance Enterprise Ethereum montre à quel point les grandes multinationales, en particulier de la finance, prennent au sérieux cette nouvelle technologie. Pour autant, celle-ci n'est pas encore mature, relève Antoine Oliveau, associé chez Deloitte, spécialiste des stratégies d'innovation dans la banque.

« La Blockchain en est encore dans la phase d'exploration des cas d'usage et son développement se fait à un rythme beaucoup plus lent qu'anticipé. Son déploiement à grande échelle ne se fera pas avant 2020-2025 » prédit-il. latribune.fr 28.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis.

L'Etat profond à l'offensive à visage découvert.

1.1- Buffett tacle Trump en saluant l'apport des "immigrants" à la prospérité - AFP

Le milliardaire Warren Buffett a insisté samedi sur la contribution des "immigrés" et de "l'Etat de droit" à la prospérité des Etats-Unis, au moment où le président Donald Trump veut accélérer l'expulsion des clandestins et s'en est pris à des juges.

"Depuis 240 ans --soit une période qui représente moins de trois fois le temps de ma présence sur Terre- les Américains ont combiné inventivité humaine, économie de marché, un flot d'immigrés talentueux et ambitieux et l'Etat de droit pour arriver à une abondance qui a dépassé le rêve des pères fondateurs", écrit l'octogénaire dans sa lettre annuelle aux actionnaires de son holding Berkshire Hathaway.

Le parrain du capitalisme américain et ancien soutien de Hillary Clinton prend ainsi subtilement le contrepied de Donald Trump qui prépare un nouveau décret limitant l'immigration et vient d'ordonner un renforcement de la lutte contre les sans-papiers.

L'année précédente, en pleine campagne pour la Maison Blanche, le milliardaire philanthrope de 86 ans avait déjà délivré un message aux accents politiques en exhortant les candidats à ne "pas parier contre l'Amérique".

Au cours du dernier trimestre 2016, son holding Berkshire, qui possède notamment des parts dans les groupes Kraft Heinz et Coca Cola et a récemment investi dans le géant Apple, a en tout cas profité à plein de l'euphorie qui a saisi Wall Street après l'élection de M. Trump en novembre.

Selon les résultats publiés samedi, son conglomérat a dégagé entre octobre et décembre un bénéfice net de 6,3 milliards de dollars, en hausse de près de 15% sur un an.

Sur l'ensemble de l'année 2016, le bénéfice s'est établi à 24,1 milliards, en très léger recul sur un an. AFP 26.02

Xénophobie institutionnelle et propagande.

1.2- Washington défie le Kremlin avec une chaîne TV russophone - AFP

Trois décennies après avoir contribué à la chute du communisme en Europe de l'Est, la Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) financée par Washington défie à nouveau Moscou, cette fois-ci avec une chaîne télévisée russophone.

Baptisée "Heure Actuelle" ("Nastoiachtchee Vremia" en russe) cette chaîne ciblant 270 millions de téléspectateurs dans l'ex-espace soviétique 24 heures sur 24, aspire à contrebalancer les médias pro-Kremlin.

Son lancement ce mois-ci survient alors que les relations entre la Russie et l'Occident sont au plus bas, marquées par l'annexion par la Russie de la Crimée et la campagne militaire russe en Syrie.

L'Occident soupçonne par ailleurs le Kremlin de vouloir propager, notamment via internet, de fausses nouvelles afin de stimuler la popularité de politiciens pro-russes et de déstabiliser les pays de l'Otan et de l'Union européenne.

Moscou a vivement réagi à l'arrivée du nouveau média financé par les États-Unis. "Il s'agit d'un blanchiment d'argent sous prétexte de combat contre la propagande russe", a affirmé un présentateur vedette pro-Kremlin, Dmitri Kisseliov, sans fournir de preuves de ses allégations.

RFE/RL qui émet les programmes vers 23 pays en 26 langues, a lancé la chaîne en collaboration avec la "Voix de l'Amérique", service radio-télévision du gouvernement américain ciblant plus de 236 millions personnes par semaine, en 45 langues.

Lors de la Guerre froide, ces stations ont livré une bataille idéologique en faveur de l'Occident et voyaient souvent leur signal brouillé par les régimes communistes.

Avides d'informations objectives, les gens derrière le Rideau de fer parvenaient toutefois à écouter en catimini ces émissions qui les encourageaient à s'opposer au totalitarisme.

Selon l'éditeur exécutif de "Heure Actuelle" Kenan Aliev, l'objectif de la chaîne, similaire, vise le régime du président russe Vladimir Poutine.

"Notre ambition, c'est de gagner le public dans cette région importante, systématiquement bombardée par une énorme quantité de désinformations, de mensonges et de propagande", a-t-il souligné. "Nous ressentons le besoin d'informations objectives et essayerons de fournir ce genre de service à nos téléspectateurs", a ajouté M. Aliev, interrogé par l'AFP.

"Heure Actuelle" offre par satellite, par câble et par internet ses programmes à partir de Prague où RFE/RL est basée depuis son transfert de Munich en 1995.

Certains programmes sont consacrés aux pays baltes, à la Moldavie et à l'Ukraine, ex-républiques soviétiques où vivent d'importantes minorités russes.

"La chose la plus importante, c'est que nous pouvons nous adresser via des réseaux sociaux et le numérique à un public difficilement accessible comme celui en Russie", a déclaré à l'AFP la directrice de "Heure Actuelle", Daisy Sindelar.

Le Congrès américain a approuvé le financement de RFE/RL pour des "décennies", assure le président de la station, Thomas Kent. Le budget opérationnel approuvé de "Heure Actuelle" se chiffre à 10 millions de dollars (9,5 millions d'euros). "Nous espérons que la singularité de ce que nous faisons aidera à préserver notre financement", ajoute M. Kent.

Parmi les concurrents, figure le service russe de la BBC, doté d'un nouveau bureau à Riga en Lettonie où les Russes d'origine représentent un quart des deux millions d'habitants de ce pays balte.

En avril, la Lettonie avait interdit pour six mois les émissions de la chaîne russophone Rossia RTR TV, l'accusant d'avoir incité à la haine et d'avoir diffusé des déclarations anti-ukrainiennes.

Pour sa population d'origine russe et contrer les médias pro-russes, la chaîne lettone LTV a créé sa propre station de radio-télévision et un site d'informations en russe.

Riga est aussi devenu un centre pour des médias russes indépendants ayant des difficultés à travailler en Russie, dont le site Meduza géré par d'ex-journalistes du site d'informations Lenta.ru.

En Estonie voisine, la radio-télévision ERR a lancé trois médias russophones. Ses habitants d'origine russe représentent un quart de la population de ce pays d'1,3 million de citoyens. AFP 25.02

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)

Wikipedia.org - Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) est une radio et un groupe de communication privés financés par le Congrès des États-Unis. L'organisation reçoit ses fonds du Congrès des États-Unis via la CIA, mais aussi des financements privés. En 1971, la CIA cesse de financer Radio Free Europe, qui est placé sous la surveillance du International Broadcasting Bureau (en) (I.B.B.), dont les membres sont nommés par le président américain.

Commentaires d'internautes.

1- "Ca relève de la psychiatrie maintenant. Tout ça pour faire de l'anti-Trump, autrement dit ces irresponsables narguent un pays étranger, pour faire de l'opposition interne."

2- "CNN ou BBC en version russe... ils vont se ramasser ils n'ont déjà plus de crédibilité dans leur propre pays. Même la moitié des Américains est pro Poutine selon des sondages réalisés aux USA, ce que Obama trouvait inquiétant et incompréhensible, et ce malgré l'énorme force de frappe et propagande des médias mainstream antirusse..."

3- "Seulement voilà : La population russe étant généralement bien plus éduquée que celle des US, les Américains perdent leur temps s'ils pensent pouvoir lui faire avaler les bobards de CNN et Fox !"

Trump : Le président du Pentagone.

1.3 - Trump accorde une hausse "historique" au budget de la Défense - Reuters

Donald Trump a annoncé lundi une augmentation du budget de la Défense des Etats-Unis qu'il a qualifiée d'historique.

Son projet de budget fait la part belle au Pentagone, conformément à ses promesses de campagne, et prévoit des coupes partout ailleurs dans le fonctionnement de l'Etat fédéral pour compenser les dépenses accrues en matière de Défense.

Le Pentagone devrait bénéficier d'une enveloppe supplémentaire de 54 milliards de dollars - soit une progression de 9,2% par rapport au précédent budget - avec liberté de dépenser cet argent à sa guise, a expliqué à la presse un responsable de la Maison blanche chargé du budget.

Inversement, tout ce qui ne ressort pas du Pentagone sera source d'économies, à hauteur de 54 milliards. Ce sera en particulier le cas de l'aide internationale.

"Ce budget est un budget de sécurité nationale et de sécurité publique", a déclaré le nouveau président américain lors d'une rencontre avec les gouverneurs des Etats fédéraux.

"Il comprendra une hausse historique des dépenses en matière de Défense afin de rebâtir les capacités militaires des Etats-Unis en cette période où nous en avons tant besoin", a-t-il ajouté.

"Nous allons faire plus avec moins, le gouvernement sera plus modeste et devra rendre des comptes", a-t-il promis.

Donald Trump entend en outre consacrer plus de moyens au développement des infrastructures aux Etats-Unis, là

aussi conformément à ses engagements. Il présentera son plan dans ce domaine mardi devant le Congrès. "Nous allons commencer à dépenser beaucoup pour les infrastructures", a-t-il déclaré.

Les négociations sur le budget au Congrès, qui a le dernier mot en la matière, durent généralement des mois.

Quelques heures avant l'intervention de Donald Trump, on expliquait de source proche du dossier que le président voulait accorder au Pentagone plus de moyens pour la construction de bateaux, d'avions et pour établir "une présence plus solide dans les voies navigables internationales clés", comme le détroit d'Ormuz et la mer de Chine méridionale.

Le budget du département d'Etat, de l'ordre de 50 milliards de dollars, pourrait être réduit, lui, de 30%, ce qui entraînerait une restructuration majeure.

Dans une lettre adressée aux responsables du Congrès, 120 anciens généraux et amiraux américains se sont élevés lundi contre ce coup qui pourrait être porté à la diplomatie et à l'aide internationale.

"Nous savons, de par notre expérience sous l'uniforme, que de nombreuses crises auxquelles notre pays est confronté n'ont pas de solution uniquement militaire", écrivent les officiers, parmi lesquels figurent l'ancien chef d'état-major de l'US Army, George Casey, l'ancien directeur de la CIA et commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, l'ancien commandant en chef de l'Otan, John Stavridis, ou encore l'ancien directeur de la NSA, Keith Alexander.

"Le département d'Etat, l'Usaid, (...) le Peace Corps et d'autres agences de développement sont cruciaux pour éviter des conflits et réduire le besoin d'exposer nos hommes et femmes en uniforme au danger", ajoutent les anciens généraux en appelant le Congrès à "renforcer la diplomatie et le développement en même temps que la défense pour assurer la sécurité de l'Amérique".

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) devrait elle aussi pâtir des coupes budgétaires envisagées.

S'exprimant vendredi dernier devant la Conservative Political Action Conference (CPAC), grand-messe annuelle des conservateurs américains, Donald Trump a promis une forte hausse du budget de la Défense afin de parvenir au "plus grand effort militaire de l'Histoire" des Etats-Unis. [nL8N1G95T8]

Certains experts s'interrogent toutefois sur la nécessité d'une forte hausse des dépenses militaires, qui représentent déjà quelque 600 milliards de dollars. Reuters 26.02

On prend les paris : Ce matin à Wall Street les actions des entreprises du complexe militaro-industriel-financier grimpaient en flèche.

Bienvenue au club des milliardaires de la Maison Blanche.

1.4 - Etats-Unis : le Commerce confié au "vautour" Wilbur Ross - latribune.fr

Le Sénat américain vient de confirmer la nomination du milliardaire Wilbur Ross à la tête du département du Commerce. Cet investisseur expérimenté et ancien banquier d'affaires a construit sa réputation en rachetant des entreprises en faillite et en les restructurant par des méthodes drastiques et redoutées.

Le club des milliardaires s'agrandit à la Maison Blanche. L'investisseur et homme d'affaires Wilbur Ross, désigné par Donald Trump à la tête du département du Commerce a été confirmé ce lundi à son nouveau poste par le Sénat où il a bénéficié d'un bon soutien des démocrates. Il a obtenu 72 voix favorables contre 27 opposées à sa nomination. Durant la séance à la chambre haute, il a dû répondre aux multiples questions concernant des probables conflits d'intérêts entre ses activités personnelles et son nouveau poste dans le gouvernement. Il devrait jouer un rôle prépondérant dans l'application des promesses de campagne de Donald Trump relatives au commerce et au protectionnisme.

Déjà présent pendant la campagne

Lors de la campagne présidentielle, Wilbur Ross a déjà participé à l'élaboration du programme de Donald Trump sur les aspects des échanges commerciaux. Il avait rejoint l'équipe du candidat après la convention de Cleveland pour mettre en place le plan des "100 premiers jours". Il avait notamment exprimé à plusieurs reprises des critiques sur l'accord de libre échange d'Amérique du Nord (Alena) avec le Canada et le Mexique et sur l'intégration de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce à partir de 2001. Selon lui, ces deux événements ont contribué "à détruire massivement des emplois dans l'industrie américaine" comme le souligne Reuters. Il avait déclaré dans une interview à la chaîne NBC en novembre dernier avec le nouveau secrétaire au Trésor Steven Mnuchin "qu'il y a le commerce, le commerce intelligent et le commerce stupide. Nous avons fait beaucoup de commerce stupide".

Né en 1937 dans le New-Jersey, Wilbur Ross est le fils d'un père juriste et d'une mère enseignante. Il est sorti diplômé de l'université de Yale en 1959 et a obtenu un M.B.A à l'université de Harvard en 1961. Il a entamé sa carrière dans la banque chez Rothschild en 1976 pour y rester jusqu'en 2000. En 2000, il fonde sa propre société financière WL Ross & Co. LLC avec laquelle il va mener de nombreux rachats et restructurations. "Le roi de la faillite"

Ross a bâti une grande partie de sa fortune en rachetant des groupes sidérurgiques en difficultés. Après avoir restructuré plusieurs sociétés dans ce secteur, il a réussi un coup de maître en les revendant à Mittal pour 4,5 milliards de dollars. Il va par la suite s'intéresser à d'autres secteurs comme le textile, le charbon et les pièces détachées des automobiles. Il s'est ainsi taillé une réputation en redressant de nombreuses sociétés en faillite notamment dans le midwest américain, région qui a fortement contribué à la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine. Toutes ces opérations vont lui valoir le titre de "roi de la faillite".

Mais ce père de deux enfants a également fait l'objet de critiques notamment pour ses méthodes employées dans certains secteurs. Il est parfois décrit comme un "vautour". Quelques restructurations ont parfois provoqué des dégâts considérables. A la suite d'une reprise mettant en cause la sécurité des travailleurs, 12 mineurs avaient trouvé la mort en Virginie occidentale comme le souligne Politico. La sénatrice démocrate du Massachussets réputée pour son franc-parler s'est également montrée très critique sur cette confirmation sur Twitter :

@CommerceGov nominee Wilbur Ross is practically a cartoon stereotype of a Wall Street fat cat with no interest in anyone but himself.

— Elizabeth Warren (@SenWarren) 27 février 2017

"La nomination de Wilbur Ross au Département du commerce est pratiquement une caricature d'un gros bonnet de Wall-Street sans aucun intérêt pour personne mais d'abord pour lui même."

Wilbur Ross est connu pour encourager le commerce international. "Je suis moi-même favorable au commerce mondial. Beaucoup de nos entreprises sont engagées dans le commerce international. Mais au fil des ans, j'ai aussi compris qu'un certain nombre de nos transactions commerciales ont été de mauvaises affaires" avait-il déclaré au Wall-Street Journal. "Je suis pour un commerce sensé. Etre contre le commerce peut jouer contre le travailleur américain et le milieu industriel."

Celui dont la fortune est estimé à 2,5 milliards de dollars par le magazine Forbes a notamment construit sa réussite en délocalisant des emplois de l'industrie automobile au Mexique. Ce qui semble rentrer en contradiction avec le slogan répété par Donald Trump "America first" et ses propres paroles. Selon ses dires rapportés par le New-York Times, Ross a assuré qu'il voulait utiliser sa connaissance de l'économie globale pour améliorer les revenus des classes inférieures et moyennes américaines. latribune.fr 28.02

2- Syrie

- Vetos russe et chinois à l'Onu à des sanctions contre Damas - Reuters

La Russie et la Chine ont opposé mardi leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant des sanctions contre la Syrie pour l'utilisation d'armes chimiques contre sa population civile.

Le texte avait été préparé par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni après la publication d'un rapport de la mission d'enquête de l'Onu et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) qui a conclu que les forces gouvernementales syriennes étaient responsables de trois attaques au chlore et que les djihadistes de l'Etat islamique avaient utilisé du gaz moutarde.

Neuf des 15 membres du Conseil de sécurité ont voté en faveur de la résolution. La Bolivie s'est prononcée contre le texte. L'Ethiopie, l'Egypte et le Kazakhstan se sont abstenus.

Pour être adoptée, une résolution doit rassembler neuf votes en sa faveur et ne déclencher aucun veto des membres permanents du Conseil (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie).

La Russie a opposé son veto à six résolutions sur la Syrie depuis le début du conflit en mars 2011. La Chine s'est jointe à Moscou lors de cinq de ces votes.

Mardi, le président russe, Vladimir Poutine, en visite au Kirghizistan, a estimé que ce projet de résolution était "absolument inadapté" à la situation.

L'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, lui a répondu après le vote.

"Cette résolution est très appropriée", a-t-elle dit. "C'est toujours triste au Conseil de sécurité quand ses membres commencent à trouver des excuses aux autres Etats membres qui tuent leur propre peuple. Le monde est assurément devenu plus dangereux."

L'ambassadeur adjoint de Russie auprès des Nations unies, Vladimir Safronkov, a qualifié les déclarations faites contre Moscou au Conseil de Sécurité de "scandaleuses".

Il a parlé de "provocation" à propos de la présentation au vote de la résolution. "(...) Vous connaissiez notre position bien à l'avance", a-t-il dit.

La France, pour sa part, "regrette vivement" que la résolution n'ait pas été adoptée, a déclaré son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault. Reuters 01.03

[Haut de page ↗](#)

Le 3 mars 2017

CAUSERIE

Quelques réflexions

1- La dialectique est la loi du mouvement qui préside à la transformation de la matière, de l'homme, de la société, du monde, de l'univers.

2- La vérité se suffirait à elle-même, confondant, quelle absurdité !

3- L'inconsistance des hommes réside dans le fait qu'ils passent par différents états et différentes étapes au cours de leurs vies et qu'ils ont tendance à l'oublier aussi vite, à n'en tirer aucun enseignement.

4- Voter est un droit. Et alors ? Si c'est un droit il faut l'exercer.

Tiens donc, sans s'interroger sur son contenu ou sa portée, sur son origine ?

Ce sont des membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui ont combattu à la fin du XIXe siècle pour l'obtenir. C'est un droit démocratique bourgeois à l'origine, car à cette époque les ouvriers luttèrent de préférence pour améliorer leur condition de travail ou d'existence quotidienne qui était misérable, ce n'est que plus tard que le mouvement ouvrier dirigé par des membres des classes moyennes s'en saisira, sans pour autant que ce droit ne change fondamentalement leur condition des exploités, mais permettra en revanche à la classe moyenne de rapprocher sa condition de celle des bourgeois ou des aristocrates. Elle se servira de la classe ouvrière pour atteindre ses propres objectifs, d'où sa participation aux institutions ou sa collaboration de classe constante avec la classe dominante.

Ceux qui s'expriment au nom de la classe ouvrière de nos jours, notamment Hamon et Mélenchon ne font pas exception à cette règle qui ne fut jamais violée. Jamais dans le cadre des institutions en place pour la classe ouvrière ce droit ne dépassera le stade d'illusions ou de promesses électorales non tenues, jamais il ne lui permettra de conquérir le pouvoir politique pour changer radicalement sa condition, en France comme partout ailleurs dans le monde.

Ce droit n'a servi qu'à cautionner son état d'exploité et d'opprimé ou légitimer le régime en place. C'est simplement un constat. Qu'il fut plébiscité par les masses exploitées ignorantes et par conséquent manipulables, c'est un fait qu'on ne peut nier, qu'en certaines occasions leur vote ait alimenté la crise politique et la lutte des classes, c'est avéré, mais de là à tirer la conclusion qu'il aurait été un jour à l'origine de leur soulèvement, c'est absolument faux, bien au contraire puisque ceux qu'elles avaient élus ou portés au pouvoir s'empresseront de les trahir, ce qui les laissera désarmées et démoralisées, et il ne pouvait pas en être autrement, puisqu'il était inconcevable ou impossible qu'un véritable parti ouvrier accède au pouvoir dans le cadre de la III, IV ou Ve République. Chaque fois que fut porté au pouvoir par les urnes une majorité PS-PCF ou un gouvernement de Front populaire (parfois aux relents d'union nationale), en 1936, 1946, 1981, 1997, 2012, il en résulta quoi, rien, la vie continua comme avant pour les capitalistes. En revanche quand les ouvriers chassèrent le tsar du pouvoir en février 1917 en Russie, 8 mois plus tard ils renversaient le gouvernement de Front populaire et les institutions semi-féodales qui étaient demeurées en place, ils s'emparèrent du pouvoir politique par une révolution socialiste organisée par un véritable parti ouvrier révolutionnaire, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, démontrant que c'était la voie à suivre pour aboutir à une transformation radicale de la société au profit des exploités et des opprimés. La suite est une autre histoire, ne confondons pas tout.

Tel est le contenu et la portée réels de ce droit (de vote) qui demeure réservé à ceux qui entendent maintenir en place l'ordre établi.

Les travailleurs n'ont rien à attendre du prochain locataire de l'Elysée, ils ne doivent avoir aucune illusion dans les candidats qui concourent à l'élection présidentielle à laquelle ils doivent refuser de participer. Ils doivent prendre en mains leur destin et se mobiliser pour imposer leurs droits et défendre leurs acquis sociaux, en construisant le parti ouvrier qui les guidera tout au long du processus révolutionnaire jusqu'au renversement des institutions et la constitution d'un gouvernement ouvrier, d'une République sociale qui décrètera le capitalisme hors la loi...

5- La fin justifie les moyens. Quelle fin ? Qui doit profiter à qui ? Se valent-elles toutes ? Faut-il condamner ces moyens ? Tout dépend qui y recourent et contre qui. Si c'est la minorité pour réprimer la majorité, on a le devoir de les condamner, mais si c'est l'inverse on a le droit de les déclarer légitimes.

Comment peut-on vivre sans idéal ?

La civilisation humaine a progressé en tendant vers un idéal. De nos jours elle n'a plus d'idéal et elle se condamne à une régression sans fin. Voilà pourquoi notre devoir est de partager notre idéal avec le plus grand nombre. Maintenant, quand on s'abaisse à le brader parce qu'on n'a pas le courage d'affronter l'animosité ou le pessimisme ambiante, sa portée s'en trouve inhibée, annihilée.

L'absence d'alternative au capitalisme fait l'affaire des esprits vils et hypocrites qui ne veulent pas se donner la peine d'étudier le développement du capitalisme, et au-delà du processus matérialiste dialectique et historique depuis que l'homme a commencé à se doter de représentations matérielles pour interpréter des pulsions ou des sensations liées à sa nature et à ses besoins ou au contact du monde extérieur.

Quelques centaines de millénaires plus tard ou davantage encore, une fois atteint un stade supérieur de développement matériel après avoir développé ses facultés abstraites, s'il ne veut pas retourner au stade primaire ou sauvage de l'obscurantisme qui l'habitait jadis, il doit impérativement se servir de ses facultés pour accéder à la conscience de ce processus historique, et s'il n'y parvenait pas, il serait voué à disparaître ou à dégénérer au point qu'il ne subsisterait plus chez lui aucune trace d'humanité.

Sur le plan politique cela se traduit par l'alternative suivante : soit on conserve le capitalisme et on opte ainsi pour un monde déshumanisé, cauchemardesque, soit on passe au socialisme qui permet d'entrevoir la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la nécessité, de toute forme d'oppression, et d'avancer vers le règne de la liberté.

Placés dans un contexte défavorable et par ignorance, les hommes (plus précisément les exploités) ont abdiqué leurs droits et leur pouvoir ou on (les exploités) leur a confisqués, dès lors ils ne peuvent pas être maîtres de leur destin, ils ne peuvent pas décider librement l'orientation de la société, ils ne peuvent que les subir, et ils se leurrent quand ils croient ou prétendent le contraire dans le cadre des rapports sociaux qui président à leur condition, d'où la nécessité de les renverser, d'inverser les rapports qui existent entre les classes en s'emparant du pouvoir politique.

Ceux qui croient pouvoir s'en sortir individuellement ou échapper au sort que les tyrans qui gouvernent le monde ont réservé aux plus faibles d'entre nous se trompent lourdement, la preuve en est qu'ils sont angoissés de multiples manières, par le bruit de la guerre qui parvient jusqu'à leurs oreilles, les attentats, le fanatisme, la violence aveugle qui peut frapper n'importe qui n'importe où, sans parler des aléas de l'existence, la perte d'un emploi, une grave maladie, un accident, une séparation ou un divorce, un décès, une simple loi etc. qui peuvent intervenir n'importe quand et ruiner, briser soudainement leur vie et les ravalent au niveau vulnérable et peu enviable des plus faibles dont ils s'étaient désintéressés jusqu'à présent, non pas par mépris, mais par ignorance qu'on ne s'en sortira que collectivement, ce qui est parfaitement possible, puisqu'unis nous constituons l'immense majorité de la population ou une force invincible dès lors que nous combattons dans la même direction pour atteindre un objectif politique.

L'humanité en est rendue au stade où cette prise de conscience est indispensable et doit être partagée par le plus grand nombre pour modifier l'orientation de la société ou le cours du monde, et chacun doit comprendre que cela passe par un engagement politique car de simples discours ou un bulletin de vote n'a jamais présidé nulle part dans le monde dans le passé à un changement de régime.

C'est l'idéal humaniste qu'on doit adopter pour donner un sens à sa vie, dont on pourra être fier à chaque instant. On doit admettre qu'on ne peut pas conserver sa dignité en vivant coupé du reste du monde ou en étant indifférent au sort abominable qui accable plus des trois quarts de l'humanité.

A propos d'un article qui prêtait à polémique.

Avant-hier, je vous ai informé du problème que j'avais rencontré avec un article que je me suis refusé de publier craignant qu'il comporte une fausse information. Son auteur a répondu au courriel que je lui avais adressé, suite à quoi je lui ai adressé un

bref message et le passage de ma causerie que je n'avais pas pu mettre en ligne.

Je tiens à préciser à l'adresse des lecteurs du portail La voix de l'Opposition de gauche, que s'ils ne trouvaient pas sur le Net un article que j'avais mis en ligne il y a des années, ce ne serait pas parce que je l'aurais retiré, mais parce que j'ai dû changer de serveur pour héberger le portail il y a de cela environ 4 ans, et suite à la détérioration du disque dur de mon ordinateur, à plusieurs attaques informatiques et surtout à la bêtise que j'avais commise en ne sauvegardant pas tous les fichiers sur un disque dur externe, j'ai perdu définitivement un certain nombre de fichiers, des fichiers qui remontent aux années 2004-2005 de la rubrique économie essentiellement.

Il faut savoir que personne d'autre que le propriétaire d'un portail ou d'un blog ne peut accéder aux fichiers qui figurent dans le serveur qui héberge un portail ou un blog, hormis des hackers ! L'accès à ces fichiers est protégé par un identifiant client et un mot de passe. Maintenant vous pouvez me contacter si vous ne parveniez pas télécharger un document, car il arrive aussi qu'à l'intérieur d'un serveur des fichiers soient endommagés.

L'article que je n'avais pas mis en ligne avant-hier.

- Autocensure. La peur mauvaise conseillère par Slobodan Despot - arretsurinfo.ch 25.02

Affolé par son classement «orange» dans le Decodex, le grotesque outil de censure du Monde, l'animateur du (par ailleurs très intéressant) site les-crisis.fr, Olivier Berruyer, a commencé par lancer un appel aux dons afin de se pourvoir en justice contre cette atteinte à sa réputation (voir Antipresse 64)...

...Puis, sans doute saisi de panique, il a «fait le ménage» dans son site en effaçant quelque 600 articles susceptibles de le compromettre aux yeux des censeurs de grand chemin. Ce que l'inquisiteur en chef du Decodex, Samuel Laurent, n'a pas manqué de remarquer.

Voici donc un «opposant» qui, tout en se décrédibilisant par ses propres soins, arrive précisément là où les outils de dressage de Google et des grands médias veulent tous nous faire arriver: à l'autocensure.

Pour sa part, la «Main courante» de l'Antipresse n'a supprimé aucune publication et continue de porter avec panache son Label rouge Decodex! arretsurinfo.ch 25.02

Depuis la milice de la pensée a rétrogradé le site les-crisis.fr en lui attribuant le label orange, encore un effort et il passera au vert et les-crisis.fr obtiendra une subvention de l'Etat...

Le commentaire lu dans le blog les-crisis.fr qui m'interpella.

Catherine Le 26 février 2017 à 11h36

Olivier, on vous attribue d'avoir supprimé 600 articles de votre blog dans les suites des attaques du Décortex.

<http://arretsurinfo.ch/autocensure-la-peur-mauvaise-conseillere/>

Merci de démentir.

MESSAGE DE MODERATION (Les-crisis.fr)

Une réponse est en cours de préparation par Olivier, mais laissez lui un peu de temps, il n'a pas les moyens matériels et humains qu'à notre grrrrand journal de référence. Et évitez de croire en premier abord ce que dit ce .. euh, journal, patientez.

Plus loin dans un autre commentaire j'ai lu ceci :

- "cet article se base sur les tweets de Samuel Laurent (Le Monde - ndlr) qui affirme qu'Olivier aurait "nettoyé" son site de 600 articles."

LVOG - J'ai envoyé un courriel à monsieur Berruyer pour lui demander des explications : Pas de réponse. Vous aurez noté que ce post laissé par une lectrice sur son blog datait du 26 février, nous sommes le 3 mars. Monsieur Berruyer n'a pas trouvé deux minutes pour faire taire cette rumeur peu à son avantage ou répondre à ce post dans son blog qui porte préjudice à son intégrité et il ne m'a pas répondu non plus, faut-il en conclure que monsieur Despot était dans le vrai, l'attitude de monsieur Berruyer encourage à le penser.

La réponse de Slobodan Despot à mon courriel

- "Bonjour Jean-Claude.

Je n'ai pas compté les articles, mais on m'a signalé que les contributions de certaines personnes de ma connaissance avaient été retirées des crises. Vérification faite, toute mention de mon propre nom a disparu, alors qu'Olivier Berruyer avait repris, notamment, mon essai sur le Syndrome Tolstoïevsky, qui avait bénéficié en son temps d'un écho considérable et de commentaires nombreux et favorables.

A moins d'un bug dans le moteur de recherche, je constate donc qu'une épuration a bien eu lieu. Je serai bien entendu heureux de publier un correctif si le chiffre avancé s'avère faux.

Je déplore quoi qu'il arrive la réaction de Berruyer, qui légitimise considérablement le gadget de flicage du Monde."

Ma réponse de ce matin.

Bonjour,

Merci de votre réponse.

Effectivement votre article (le Syndrome Tolstoïevsky) n'est pas ou plus référencé ni par Google ni par Yahoo qui sont les plus importants moteurs de recherche.

A ce stade on pourrait émettre l'hypothèse qu'une personne est intervenue auprès de Google et Yahoo notamment, sans en connaître le motif (ni l'identité, je rajoute après coup), peu importe.

Ensuite, je me suis connecté au blog Les-crisis.fr et dans la case "recherche" j'ai tapé "Syndrome Tolstoïevsky", puis "Slobodan Despot" et le message suivant s'est affiché : "Aucun résultat trouvé", ce qui signifie que c'est le propriétaire de ce blog qui a retiré cet article du serveur qui l'hébergeait puisqu'il est le seul à pouvoir y accéder.

Vous avez là la confirmation et la preuve absolue que monsieur Berruyer a bien procédé à une autocensure sur injonction du Monde.

Je vais donc pouvoir publier votre article dans ma causerie du jour.

Ne vous offusquez pas si j'étrille ou égratigne au passage les médias dits alternatifs ou indépendants qui ne propose aucune alternative au capitalisme, contrairement à moi qui milite ouvertement pour le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels, ce qui est mon droit, tout comme c'est celui des intellectuels de demeurer sous le joug du capitalisme, ils doivent en assumer les conséquences.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Un extrait de deux causeries où j'avais évoqué le blog Les-crisis.fr.

S'il peut y avoir quelque chose de tordu chez ceux qui dénoncent la version officielle du 11-septembre, c'est une certitude absolue chez ceux qui y adhèrent. Le 15 juin j'écrivais à propos du propriétaire du blog Les Crises.fr : "il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui", comme quoi j'ai du pif !

Rappel de la causerie du 3 mai 2016.

Pour qui roulent le blog Les Crises ? Devinez.

Olivier Berruyer (Les Crises.fr) : «Les gens pensent qu'il n'y a pas de propagande dans les démocraties» <https://www.youtube.com/watch?v=Go0Bfd2js9M>

Arrêt sur Info à propos de la vidéo d'Olivier Berruyer (Les Crises.fr) :

- S'il exclut le «complot et le fait que des gens tirent les ficelles», il souligne néanmoins l'impact d'une telle tendance, notamment sur les questions internationales. Un problème qu'il résume en une phrase : «Dans les médias, il n'y a pas de complot, il y a des gens qui pensent pareil».

Quel crétin ou il le fait exprès ! Les médias sont une composante essentielle de leur dispositif, dans la mesure où ils ont pour tâche principale non pas d'informer, mais d'empêcher la population d'accéder à certains faits trop compromettant ou de lui dévoiler la vérité sur leurs réelles intentions, ce qui correspond à la définition du complot qu'il le veuille ou non.

Et quand tous les gens dont les articles sont publiés par Arrêt sur Info incluant les auteurs de ce portail "pensent pareil" que les médias institutionnels sur le capitalisme par exemple, assurément "il n'y a pas de complot", ils ne font que manifester leurs véritables intentions ou la collusion qui existent entre eux sans forcément que leurs lecteurs ne s'en aperçoivent.

L'oligarchie possède les médias, dès lors l'unique mission des journalistes qui y officient consiste à diffuser leur propagande, leur idéologie ou leur politique, de sorte que la majorité de la population soit conditionnée et y adhère pour que le gouvernement puisse appliquer tranquillement son programme ou sa stratégie. (...)

L'uniformité de la pensée ou l'homogénéité idéologique qui s'exprime à travers l'ensemble des médias participe à un gigantesque complot contre la population dans la mesure principalement où ils s'efforcent de le nier. (...)

En conclusion, à les entendre, l'oligarchie, leurs représentants et les médias ne vous cacheraient rien, d'ailleurs quel intérêt auraient-ils à agir de la sorte franchement ? En gros, ils vous disent tout, ce qui est inexact évidemment, donc vous pouvez avoir confiance en eux, ils prétendent tout vous dire ou ne rien vous cacher parce qu'ils seraient adeptes de la liberté d'expression ou seraient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, pourvus d'une morale irréprochable, ce qui également est destiné à vous mettre en confiance pour mieux vous embobiner ou parvenir à leurs fins. C'est de la démagogie pure ou du populisme.

Rappel de la causerie du 15 juin 2016

Coïncidence, hier j'ai publié un article sur le 11 septembre 2001, et ce matin je découvre que le blog Les Crises venait de faire de même, mais en soutenant la théorie officielle de l'avion qui se serait écrasé sur le bâtiment du Pentagone.

Tout comme Jean-pierre Desmoulins, Olivier Berruyer du blog Les Crises expose un certain nombre d'arguments pour soutenir sa théorie en refusant d'aborder ceux qui la mettent en pièces.

- Les « théories fumeuses » du 11 Septembre : Le Pentagone - Les crises.fr

(...)

Le propriétaire de ce blog, Olivier Berruyer, un économiste de formation, en a changé l'orientation qui était dédiée à l'économie pour s'improviser géopoliticien, Géo trouve tout, quoi ! Il paraît que ce blog demeure le plus visité en France pour ses analyses économiques, et qu'il figure parmi les 100.000 blogs ou portails les plus fréquentés de la planète, il a donc acquis une certaine notoriété.

Le portail OJIM rapporte que monsieur Berruyer était il y a peu de temps encore "l'invité régulier de nombreux médias", dont BFM Business, France 3, Radio Ici & Maintenant, France 24, etc. bien qu'il soit connu pour ses positions anti-néolibérales ou qu'il tienne un discours similaire à celui des souverainistes, des nationalistes, des opposants à l'UE, jusqu'au jour où il commisit l'erreur fatale ou que ne lui pardonnent pas les médias aux ordres dont Le Monde et Libération notamment, mais aussi Mediapart, d'avoir pris fait et cause pour la Russie contre l'Ukraine, autrement dit de s'attaquer à la propagande de l'Otan, ce qui lui valu du jour au lendemain de violentes attaques et de figurer parmi les "conspirationnistes", ce qu'apparemment il n'a pas supporté.

On pourrait ajouter que pour avoir comme clients en tant qu'actaire (analyste si vous préférez) des banques, des institutions financières et des compagnies d'assurance, qui le font vivre car ce n'est pas avec son blog qu'il aurait le train de vie d'un économiste, il se peut qu'il ait connu quelques difficultés avec ces clients au point de vouloir se racheter ou regagner la confiance des uns et des autres, d'où cette idée d'articles sur le 11 septembre 2001 qu'ils approuveront tous assurément.

En recoupant tous ces éléments et en les rapprochant de ces articles dans lesquels il visait le principal protagoniste de la théorie sur le Pentagone niant l'existence d'un avion dans l'attaque contre le Pentagone et catalogué comme "complotiste", Thierry Meyssan, le fondateur du Réseau Voltaire, qui est lui-même un géopoliticien réputé mondialement, il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui pour à nouveau être présentable à leurs yeux et être à nouveau invité sur les plateaux de télévision. On se souvient que le blog Rue89 était étiqueté plutôt à gauche, jusqu'au jour où il fut racheté par le Nouvel Observateur qui était franchement à droite, ce qui révéla aux naïfs qu'ils avaient été manipulés, tout comme Libération.

Nous vivons dans un monde glauque où domine l'imposture et la désinformation, la démagogie et le mensonge, aussi faut-il se méfier ou vaut-il mieux s'y reprendre à deux fois avant de caractériser quelqu'un, avant d'accorder sa confiance à qui que ce soit, avant de s'associer à quoi que ce soit, sinon on prend le risque de se faire manipuler.

Vaut mieux toujours prendre du recul, prendre le temps de réfléchir, s'y reprendre à plusieurs fois si nécessaire, rien ne presse, et dans le doute vaut mieux encore s'abstenir ou avouer son ignorance, ce qui n'est pas un crime, sauf bien sûr quand on a une haute opinion de sa petite personne.

[Le meilleur candidat néolibéral pour la poursuite de la stratégie du chaos et de la guerre.](#)

Macron candidat "anti-système"

<https://www.youtube.com/watch?v=j6JXHmsdVU>

La classe dominante détenait déjà tous les pouvoirs, mais il était disséminé ou réparti entre de nombreux acteurs qui considéraient que le capitalisme pouvait emprunter différentes voies pour assurer son développement, sauf que dorénavant c'est de sa survie qu'il s'agit face à l'exacerbation de ses contradictions et à la crise qui le ronge, aussi il est devenu urgent que l'ensemble de ses représentants ne parlent plus que d'une seule voix et adoptent la stratégie définie par les idéologues de l'oligarchie, quitte à recourir aux grands moyens pour l'imposer en premier lieu au peuple qui est destiné à la subir.

La concurrence féroce que se livrent les différents impérialismes dans le monde pour conserver leur statut n'est qu'un aspect de l'évolution du capitalisme. La concentration croissante du capital entre quelques oligarques va de pair avec la concentration du pouvoir politique entre leurs mains, que personne ne doit pouvoir leur contester, d'où leur propagande hystérique à l'approche de chaque élection pour faire élire leur candidat préféré. A cette fin, c'est tout l'appareil des Etats et les superstructures du régime qu'ils contrôlent qui sont mobilisés, pour mener à bien cette opération qui prend de plus en plus l'allure d'une campagne militaire pour terrasser tous les autres candidats qu'ils considèrent désormais comme leurs ennemis, y compris ceux qui avaient leur faveur précédemment, Fillon par exemple qui avait l'appui du groupe Bilderberg et qu'ils ont brutalement largué ou sacrifié au profit de Macron sans doute parce que Fillon a persisté à vouloir normaliser les rapports de la France avec la Russie, l'ennemi juré des va-t-en-guerre extrémistes néolibéraux ou néoconservateurs de l'Etat profond.

En un temps record ils ont mobilisé la magistrature et les médias pour briser Fillon et propulser Macron au premier plan de telle sorte qu'il semble en mesure de remporter l'élection présidentielle, alors que deux mois plus tôt personne n'aurait osé parier sur lui. Tout comme avec Trump, avec Macron ce n'est pas un parti politique qui va gouverner, mais directement l'oligarchie financière, selon le principe qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, tel était l'objectif de ces opérations montées de toutes pièces.

C'est le complexe mafieux militaro-industriel-financier-médiatico-judiciaire qui est au commandement ou qui détient tous les pouvoirs contre le reste de la population.

Parole d'internautes.

1- Un texte de Diana Johnstone, originellement paru dans Counterpunch, qui brosse un rapide tableau des élections françaises et des manœuvres combinées des grands médias pour promouvoir un candidat et éliminer les autres :

<http://arretsurinfo.ch/france-encore-une-horrible-campagne-presidentielle-letat-profond-monte-a-la-surface/>

D. Johnstone établit surtout un parallélisme entre les mécanismes mis en place lors des élections américaines et ceux des élections françaises. Conclusion : l'état profond dévoile partiellement son visage, en orchestrant des campagnes contre les candidats indésirables et en faisant la promotion du chouchou du système, de chaque côté de l'Atlantique. De fait, on ne peut être que frappé par les similitudes de ton et de moyens, et l'impression est que nos dirigeants de l'ombre doivent se trouver plutôt désarmés pour se sentir obligés de plonger les mains dans le cambouis avec autant d'ostentation.

2- ...Cet article de Diana Johnstone est remarquable. Outre le parallèle que vous évoquez, il définit exactement le sens de chaque candidature, et il fait le lien entre le choix de l'Etat profond ("Macron est le vainqueur programmé") et la campagne orchestrée contre les médias russes et alternatifs ("fake news", Décodex).

Je retiens ce passage : "Un second tour entre Mélenchon et Le Pen serait une rencontre entre une gauche ravivée et une droite revivifiée, un vrai changement (...). Mais l'establishment néolibéral, pro-OTAN et pro-Union européenne, s'active à empêcher que cela n'arrive".

3- De Rugy, ça représente quoi ?

L'exemple même du non-événement relaté par la presse à gages...

Et qui peut apporter le moindre crédit à un parjure car ce type avait signé la charte des primaires "de gauche" qui l'obligeait à soutenir le vainqueur... Bref, un politicard de la pire espèce tels que les prétendus écologistes savent en pondre par dizaines...

4- Les forces en mouvement sont extrêmement puissantes et organisées. Tout ceci ne peut avoir été prévu que de longue date, bien sûr je suis un complotiste et gnagnagna... Mais tout coïncide avec le fait qu'un inconnu il y a quelques mois, jamais candidat à quelque élection que ce soit, même pas quadragénaire, au train de vie faramineux, lié avec la haute finance et les oligarques, soit au second tour face à l'épouvantail traditionnel.

Quand on y pense quand même ! Effectivement, c'est pas la joie et nous assistons, impuissants, à l'avènement du pire. L'effondrement poursuit son cours.

5- Oui les "médias" sont devenus l'arme de destruction massive, au moment précis ou quelqu'un en "haut" ou dans 'l'état profond', (la France a aussi le sien) tire les ficelles pour manipuler l'opinion ou du moins le tenter avec ces effets d'"annonces, ces fausses pistes, ces gros titres et son mode "judiciaire" qui fait froid dans le dos. Ce qu'a fait Fillon "au moins" le "quart" des élus le font déjà en toute légitimité même si l'éthique en souffre devant la masse des français à qui on demande "honnêteté" et "probité" tous les jours.

Tout cela pour lancer "l' élu", le rejeton choyé par les grosses fortunes de France et de Navarre. Les médias sont devenu un "pouvoir" dans "le pouvoir", ce qui fait dire à Diane Johnston que l'on peut l'accoler avec le lobby "militaro-industriel" : c'est son bras armé près à frapper quiconque prétends défier le pouvoir en place, le système qui lui dirige le pays avec ces ramifications vers les transnationales étrangères. Oui la démocratie a vraiment été confisquée et les citoyens n'ont plus de prise à travers le système électoral d'autant que l'on vient d'adopter le système américain encore plus injuste pour le peuple.

Ils osent tout.

1- Un certain Philippe Huysmans nous enjoint d'arrêter "de servir la soupe aux médias" en vantant les mérites de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République :

- "La constitution a été rédigée précisément pour vous protéger contre leurs possibles velléités totalitaires", du président de la République ou du gouvernement. (Source: http://www.levilainpetitcanard.be/articles/edito/arretez-de-servir-la-soupe-aux-medias_1356798985 ou <http://arretsurinfo.ch/arretez-de-servir-la-soupe-aux-medias/>)

A défaut de se tourner vers la classe ouvrière, cet intellectuel se prosterne devant la Constitution de la Ve République qui est compatible avec les subventions que l'Etat verse aux médias, dont il dénonce à juste titre la dérive "totalitaire", on ne peut imaginer plus incohérent. 2- Les idéologues du régime ne savent plus quoi invoquer, et la quasi-totalité des intellectuels (et de nombreux militants) reprennent en boucle leurs inepties, la dernière en date : "nous vivrions actuellement dans l'ère de la « post-vérité », dans laquelle la vérité a perdu sa valeur de référence dans le débat public, au profit des croyances et des émotions suscitées ou encouragées par les fausses nouvelles devenues virales grâce aux réseaux sociaux.

Là encore il faudrait en revenir aux temps heureux où la vérité servait de "valeur de référence dans le débat public" grâce aux médias qui en auraient été les garants, comme la Constitution était garante de la démocratie pour Philippe Huysmans. (Source: <http://www.acrimed.org/Post-verite-et-fake-news-fausses-clartes-et> ou <http://arretsurinfo.ch/post-verite-et-fake-news-fausses-clartes-et-points-aveugles/>)

Comme quoi lorsqu'on affirme que tous ces gens-là sont subordonnés au régime, on ne les insulte pas ou on ne les diffame pas, on ne leur fait pas un procès d'intention non plus, on s'en tient uniquement aux faits à partir desquels on les caractérise pour que chacun sache à quoi s'en tenir.

Maintenant il faut se poser la question de savoir pourquoi, qu'est-ce qui a changé chez les médias pour qu'ils les vilipendent de la sorte.

Quant à "l'intrication profonde de ces médias avec une oligarchie économique et politique décrédibilisée" qui serait responsable de "la diminution de la diffusion et de la crédibilité des grands médias", elle est directement le produit de l'évolution du capitalisme et de la crise qui le mine qui conduit l'oligarchie financière à concentrer entre ses mains non seulement l'essentiel des richesses produites dans le monde, mais tous les pouvoirs. On est passé de la collusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique ainsi que l'ensemble des représentations idéologiques des superstructures du régime à leur identification avec les seuls besoins de l'oligarchie ou du capitalisme.

C'est l'exacerbation poussée à l'extrême des contradictions et de la crise du capitalisme qui conduisent ses représentants ou porte-parole à interdire à quiconque de s'exprimer librement ou de contester la politique dictée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial.

Dès lors, il est désuet de contester ce processus sans remettre en cause non seulement la politique dictée par l'oligarchie, mais l'existence de l'oligarchie et du capitalisme eux-mêmes, s'y refuser conduit à l'impuissance ou à une impasse politique ou pire encore.

Etats-Unis. Ca Trump énormément. Il fallait oser le dire.

Pour Robert Jules de La Tribune, Trump "face aux élus du Congrès, le président américain a adopté un profil bas... (il) va devoir se mettre à l'école de la démocratie et de ses institutions... (qui) commandent, bien plus sûrement que les médias et les intrigues politiques." (Source : latribune.fr 01.03)

Le Congrès et l'ensemble des institutions américaines seraient les garants de la démocratie que les médias piétinent, alors qu'en réalité ils sont tous complètement corrompus et acquis à l'oligarchie financière qui possède les médias.

- Etats-Unis: Trump savoure l'accueil favorable de son discours au Congrès - AFP

Le président Donald Trump semblait avoir rassuré le camp républicain et une partie des Américains avec son premier discours devant le Congrès...

"C'était un discours très, très fort", a estimé Ted Cruz, ex-rival des primaires, sur MSNBC mercredi matin. "Il était différent du discours d'investiture, et c'est en partie car il a passé six semaines dans la fonction, cela pèse sur une personne".

"Ce n'était pas un nouveau départ", a insisté son porte-parole, Sean Spicer, qui s'est félicité de "l'élan" créé par l'événement. Les sondages sont positifs: 76% des téléspectateurs interrogés par CBS News/YouGov ont approuvé l'allocution, tandis que 70% des téléspectateurs se sentaient plus optimistes après avoir écouté le président, selon une enquête CNN/ORC.

Et, cerise sur le gâteau pour l'homme d'affaires, Wall Street a terminé en forte hausse, le Dow Jones dépassant pour la première fois les 21.000 points.

L'événement de mardi, retransmis sur les grandes chaînes, a attiré 48 millions de téléspectateurs selon Nielsen...

Au Congrès, l'opposition démocrate a été comme désarçonnée. Les élus étaient venus avec la ferme intention d'exprimer leur rejet de la politique du républicain, et beaucoup ont refusé d'applaudir.

Mais ils ont été forcés de prendre acte du changement de ton.

Donald Trump est resté suffisamment vague pour que chaque faction politique y trouve son compte.

Au-delà des discours, les démocrates continuent de dénoncer une présidence pour l'instant très conservatrice, selon eux, que ce soit sur l'immigration ou l'économie, avec la dérégulation engagée par l'exécutif.

"Avec Donald Trump, les discours ne veulent pas dire grand chose", a lancé le chef des démocrates du Sénat, Chuck Schumer, sur CBS. "Ses discours sont populistes, destinés aux travailleurs qui ont voté pour lui. Mais il gouverne à l'extrême-droite, au profit des groupes d'intérêts." AFP 01.03

Rien de changé !

- Trump soutient la loi sur la surveillance d'internet - Reuters Le gouvernement de Donald Trump souhaite renouveler sans l'amender la loi FISA sur la surveillance d'internet, dont certains aspects sont dénoncés par les défenseurs de la vie privée, a déclaré mercredi un responsable de la Maison blanche. Reuters 01.03

- Rick Perry confirmé comme secrétaire américain à l'Energie - Reuters

L'ancien gouverneur du Texas Rick Perry a été confirmé jeudi au poste de secrétaire américain à l'Energie par les sénateurs.

Aux Etats-Unis, le département de l'Energie est chargé de la politique énergétique des Etats-Unis et supervise le programme nucléaire militaire du pays.

Avec l'ancien gouverneur du Texas (2000-2015), c'est un défenseur supplémentaire de l'industrie des hydrocarbures qui rejoint la nouvelle administration. Reuters 03.03

Fillon dans le "viseur" de l'Etat profond auquel sont subordonnés la justice et les médias

- François Fillon : la justice dans son viseur - Franceinfo

- Convoqué par les juges d'instruction, François Fillon contre-attaque - Franceinfo Franceinfo

François Fillon a déjà connu des prises de parole dans la tempête, mais celle de ce mercredi 1er mars dépasse toutes les autres. "Mon avocat a été informé que je serai convoqué le 15 mars par les juges d'instruction, afin d'être mis en examen", déclare le candidat devant ses soutiens réunis à son QG de campagne à Paris. François Fillon contre-attaque

Devant les cadres de la droite, François Fillon accuse : "Je n'ai pas été traité en justiciable comme les autres" et considère même que "l'État de droit a été systématiquement violé". Sa convocation a lieu le 15 mars, deux jours avant la clôture des parrainages. Une date "entièrement calculée pour m'empêcher d'être candidat à la présidentielle", déclare François Fillon. Il précise aussitôt qu'il se rendra au rendez-vous fixé par les juges d'instruction. Il y a un peu plus d'un mois, François Fillon avait déclaré qu'il renoncerait à la présidentielle s'il était mis en examen. Aujourd'hui, c'est une tout autre annonce qu'il a faite : "Je ne céderai pas, je ne me rendrai pas, je ne me retirerai pas, j'irai jusqu'au bout", a-t-il déclaré. Franceinfo 01.03

- Discours de François Fillon : Bruno Lemaire et les centristes de l'UDI quittent le navire - Franceinfo

- François Fillon : les défections s'accroissent dans son camp - AFP

Après Bruno Le Maire mercredi, c'est Gilles Boyer, conseiller d'Alain Juppé et trésorier de la campagne de François Fillon, qui a jeté l'éponge jeudi. Trois parlementaires proches du maire de Bordeaux ont fait de même, Benoist Apparu, Edouard Philippe et Christophe Béchu car la campagne prend une "tournure incompatible" avec leur "façon d'envisager l'engagement politique".

De son côté, l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a tancé François Fillon qui, dit-il, "emporte son camp dans une course vers l'abîme". Le député LR Georges Fenech a lui appelé à parrainer Alain Juppé, adversaire malheureux de M. Fillon à la primaire.

"La base, elle, tient" et "je m'appuie sur les Français", a rétorqué dans la journée le candidat devant la presse. Et s'il était lâché par tous les élus LR? "On fera sans eux!", a-t-il répliqué depuis Nîmes.

Sur la scène de la salle Parnasse à Nîmes, le candidat n'a rien lâché. "Vous avez devant vous un combattant. Que celles et ceux qui ont du cran se lèvent!", a lancé l'ancien Premier ministre sous l'ovation d'environ 3.000 militants chauffés à blanc.

"Sept jours sur sept, 24 heures sur 24, la machine à broyer, la machine à scoops, la machine à rumeurs s'est mise en marche. Mais je vous le redis: je n'ai pas l'intention de me coucher", a-t-il prévenu. AFP

Mimétiste Etats-Unis-France jusque dans les moindres détails.

Aux Etats-Unis, des maires ont interdit par décret en 2016 à la population de distribuer de la nourriture aux clochards sous peine d'amendes : qu'ils dégagent ou crèvent !

- Calais : «Désolé, je ne peux plus vous nourrir à cause d'un arrêté municipal» - Liberation.fr

Pour éviter tout «appel d'air», la maire de la ville interdit depuis ce jeudi «la présence prolongée» dans la zone des dunes, bannissant de facto les associations qui font des dons alimentaires aux migrants. Liberation.fr 02.03

Merkel qui les avait accueillis les bras ouverts et donnaient des leçons à tous les chefs d'Etat s'appêtent à les incarcérer avant de les expulser manu militari... Liberation.fr

Ils osent tout

- Hollande met en garde contre une manifestation contre la justice - Reuters

- "Cyberattaques" et présidentielle: Hollande décrète la "mobilisation" générale - L'Express.fr

- Moralisation de la vie publique : le plan Macron - Franceinfo

- Bruxelles menace de sanctions les pays n'accueillant pas de réfugiés - AFP
- L'ex-président égyptien Mubarak blanchi pour la révolte de 2011 - Reuters
- Israël: appel d'un soldat condamné à 18 mois de prison pour homicide - AFP 01.03
- ... le lendemain :
- Israël: incarcération reportée du soldat Azaria - AFP 02.03
- L'affaire russe repart à Washington, un ministre de Trump pris dans la nasse - AFP
- Avortement: mobilisation à Bruxelles pour contrer Trump - AFP

Les représentants de près de 50 pays participaient à une conférence jeudi 2 mars à Bruxelles pour réunir des millions d'euros afin de compenser l'interdiction décrétée par le président américain Donald Trump d'allouer des fonds fédéraux aux ONG étrangères soutenant l'avortement. AFP 02.03

- Face aux menaces sécuritaires, la Suède rétablit le service militaire - euronews.com

La Suède va rétablir le service militaire. La décision a été prise ce jeudi en conseil de ministres. Cela sera effectif à partir de cet été. Cela concernera les jeunes nés après 1999. La conscription durera 11 mois. Le service militaire avait pourtant été abandonné en 2010. euronews.com

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Les médecins grecs en grève contre l'austérité - euronews.com

Les médecins des hôpitaux publics étaient en grève ce jeudi en Grèce. Ils ont manifesté, notamment dans les rues d'Athènes.

Les praticiens protestent contre de nouvelles mesures d'austérité qui devraient toucher le système de santé.

Leurs pensions de retraite sont amenées à diminuer et leurs cotisations devraient augmenter.

D'après eux, les hôpitaux publics sont au bord de la rupture entre manque de médicaments et baisse des effectifs.

“On ne pas se dire que ce qui est perdu est perdu. Nous allons nous battre pour récupérer nos droits et nous serons en alerte face aux nouvelles charges que ce gouvernement entend mener contre nos revenus”, indique Afrodite Renziou, médecin dans un hôpital public d'Athènes.

L'un de ses collègues, Gerasimos Roubis, ajoute :

“Nous les médecins, nous sommes aussi victimes des ravages de la crise économique avec ces créanciers de la Grèce qui demandent une baisse de nos salaires. Notre seule option, c'est de nous unir au reste de la population et de contre-attaquer”.

“Sept années de crise économique ont sévèrement touché le système de santé qui souffre d'une dégradation de ses services et d'une baisse sensible du nombre de médecins. Les jeunes praticiens, en particulier, cherchent de meilleures conditions de travail dans d'autres pays de l'Union européenne”, conclut Stamatis Giannisis, du bureau d'euronews à Athènes. euronews.com 03.03

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mars 2017

CAUSERIE

Encore un Indien (40 ans environ) qui vient de se pendre dans mon village, la vie est belle, quoi !

Cela a déclenché une bagarre entre plusieurs familles dans le village, la police a dû intervenir car cela avait dégénéré en bataille générale, quelle tristesse !

Comme je voudrait vous donner de bonnes nouvelles. J'ai encore prêté 2.000 roupies à la fille d'Adi et son époux qui n'arrivaient pas à finir le mois. Adi est l'une des soeurs de ma compagne et plus encore, mais cela reste entre nous. J'ai encore dû acheter du dentifrice pour Adi et je lui ai donné 100 roupies pour faire des courses. Accablée de difficultés et de santé fragile, elle a dit à sa soeur que si elle ne m'avait pas elle se serait déjà suicidée, quelle bonheur !

Voilà dans quel milieu je baigne quotidiennement, cela a de quoi vous mettre les nerfs à vif, non ? Cela fait réfléchir, alors quand un abruti m'écrit que je devrais commencer par réfléchir avant d'écrire un tas de conneries dans ce portail, je deviens féroce. Lui est un intellectuel retraité français, un nanti quoi, ceci explique cela. Les militants qui se disent trotskystes sont généralement aussi arroyés et méprisants que leurs collègues du PS, à croire que la proximité idéologique finit par déteindre sur leur mentalité épouvantable.

A part cela mes 8 petites chèvres et leurs mères se portent à merveille, ma compagne Selvi aussi. Quelle femme courageuse, elle est extraordinaire ! On peut être hyper arriéré sans être forcément mauvais ou avoir un tas de défauts. Je suis parfois très dur avec elle. Imaginez que vous ayez à faire l'éducation d'une femme de 47 ans comme si vous aviez à faire à une petite fille de 10 ans, ce n'est pas facile sans la froisser, sans qu'elle pense que je la méprise. Je dois feindre la colère pour qu'elle prenne au sérieux ce que j'essaie de lui inculquer, sinon elle s'en tape ou elle se marre. Je dois même lui ôter de l'esprit que je ne suis pas animé de mauvaises intentions envers elle, cela me contrarie, je ne veux pas non plus qu'elle en vienne à me détester. Parfois je perçois qu'elle a un doute, c'est affreux, alors je me radoucis et je deviens plus tendre.

Ce n'est pas un jeu, elle fait une multitude de conneries qui peuvent avoir des conséquences très graves, j'essaie juste de faire en sorte qu'elle commence à réfléchir à ce qu'elle fait. On en parle ouvertement, elle comprend mais c'est au-dessus de ses moyens, donc on revient cent fois sur notre ouvrage et elle progresse lentement, à son rythme. Je peux le mesurer parce qu'elle prend conscience que mes conseils sont utiles, c'est aussi ou surtout pour lui faciliter la vie et ne pas rendre la mienne infernale par la même occasion.

Ma brave Selvi est ultra arriérée, ce qui ne veut pas dire qu'elle serait idiote. Un jour j'ai dit à une de mes connaissances en France que les Indiens ne pensaient pas et cela l'a choqué, et pourtant c'est la stricte vérité, la plupart des gens ne pensent pas et on peut le constater en observant qu'ils manquent totalement de logique, ils agissent avant de penser, et comme ils ne s'en rendent pas compte, cela ne leur sert à rien ou ils n'en tireront aucune leçon pour la suite, ils n'en retiendront rien, ils ne progresseront jamais. C'est comme en politique, c'est uniquement cette prise de conscience qui permet ensuite de modifier notre mode de penser ou notre comportement, pour notre bien uniquement. On essaie de vivre plus intelligemment pour se soulager de maux inutiles ou qu'on peut éviter.

C'est difficile de devoir adopter l'attitude d'un pédagogue sans tomber dans le travers du donneurs de leçons que je déteste. On fait au mieux.

A part cela j'ai un petit article en préparation, où j'étrille Emmanuel Todd qui a affirmé au nom du "principe d'égalité" qu'il fallait réserver un traitement égal ou équitable aux élites et au peuple, en veillant surtout à ne pas favoriser la plèbe, car il est bien connu que la société capitaliste y veille, Todd en est le garant, ignoble, mais il ne s'en aperçoit pas...

On actualisera ce soir ou demain la rubrique *Articles d'actualité*.

On n'arrête pas le progrès.

Après l'OTAN politique et l'OTAN économique (UE), voici venu le temps de l'OTAN médiatique (Google Media Lab et First Draft).

- C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. (Victor Hugo, L'Homme qui rit.)

- Du fait que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et par la presse, se reproduisaient, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante, et se déchaînait, notamment aux sommets de la

société bourgeoise, la manifestation des convoitises les plus malsaines et les plus dérégées... » (Les luttes de classes en France - K. Marx)

- On n'y comprend plus rien, Henri de Castries, président du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller, soutient Fillon, et Macron est aussi leur candidat. Non mais attendez, lui, c'est le cocu, le cornard, l'outsider, le deuxième couteau destiné à dépecer le PS, il n'est pas destiné à devenir président de la République, il est juste là pour faire barrage à Hamon, le vrai match c'est Fillon-Le Pen.

Ils sont capables de tout et pire encore, ce qu'on ne parvient pas à se foutre dans le crâne, sans doute parce que nous sommes trop honnêtes ou parce qu'il nous reste un brin de scrupule, de principe ou de morale, à moins qu'on soit trop lâches pour imaginer une telle machination, je veux parler de nos dirigeants.

Ils sont capables de fabriquer des guerres mondiales, de terribles épidémies, famines ou des krachs boursiers, de trafiquer des photos, des images, de produire des faux témoignages ou documents à la pelle, alors soutenir tout et son contraire du jour au lendemain, franchement où est le problème pour eux, il n'y en a pas, leur détermination est à toute épreuve. Et ils n'en ont rien à foutre de nos jugements, la plupart des gens leur trouveront des circonstances atténuantes, tenez, ils leur proposeront et ils les adopteront, sinon dans quelque temps ils auront absolument tout oublié de cette expérience.

Même entre eux ils ne se font pas de cadeaux, ils sont même particulièrement féroces. Ils ne sont pas forcément d'accord entre eux, hormis leur objectif et qu'ils n'ont qu'un seul ennemi, le prolétariat mondial.

Ils osent tout. Qui a dit ?

1- "Les autorités allemandes "devraient être jugées car elles aident et hébergent des terroristes"

Réponse : Recep Tayyip Erdogan.

2- "Nos valeurs équivalent à nos intérêts lorsqu'il s'agit des droits de l'homme"

Réponse : Rex Tillerson, l'ancien PDG d'ExxonMobil devenu secrétaire d'Etat américain, soulignant "l'engagement" de Washington envers "la liberté et la démocratie". (Source : AFP 03.03)

En complément.

- Quand la Maison-Blanche «copie-colle» un communiqué d'ExxonMobil - LeParisien.fr

Entre la Maison-Blanche et ExxonMobil, c'est depuis quelque temps l'accord parfait. Ce n'est pas forcément une surprise, puisque l'administration Trump compte parmi ses membres le secrétaire d'Etat Rex Tillerson, accessoirement ancien PDG du géant américain du pétrole et du gaz.

La dernière preuve remonte à lundi : l'entreprise diffuse un communiqué de presse pour vanter son plan d'investissement de 20 milliards de dollars sur dix ans. Il prévoit notamment la création de 45 000 emplois dans la région du Golfe du Mexique. Une demi-heure plus tard, la Maison-Blanche se fend de son propre communiqué. Donald Trump y «félicite» ExxonMobil pour son «ambitieux» plan d'investissement. «Le président Trump a promis le retour des emplois en Amérique. L'optimisme se répand dans tout le pays et contribue déjà à la création d'emplois. Et ce n'est qu'un début», peut-on encore lire.

A la lecture des communiqués, un journaliste du Washington Post. Christopher Ingraham, est frappé par plusieurs similitudes entre les deux textes. Il constate même que la Maison-Blanche a effectué un copier-coller d'un paragraphe entier du communiqué d'ExxonMobil, comme le prouvent les deux captures d'écran ci-dessous. LeParisien.fr 08.03

Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, Le Parisien associé à l'opération destinée à censurer le Net doit s'en réjouir... Ne parlons pas du Washington Post qui en est à l'origine...

Serions-nous en oligarchie sans même nous en être aperçus ?

Réseau Voltaire - L'idée de « Quatrième pouvoir » suppose que l'on reconnaisse la même légitimité aux 14 trusts qui détiennent la grande majorité des médias occidentaux qu'aux citoyens. C'est affirmer la substitution d'une oligarchie à la démocratie. (Le nouvel Ordre Médiatique Mondial - Réseau Voltaire 07.03)

Et cela ne date pas d'hier, ce qui est nouveau, c'est leur alliance pour imposer une unique interprétation de la situation et une orientation politique, signe que leur système économique craque de partout...

Réseau Voltaire - Lors du Watergate, des médias ont revendiqué former un « Quatrième pouvoir », après l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. Ils ont affirmé que la presse exerçait une fonction de contrôle du gouvernement au nom du Peuple. Passons sur le fait que ce qui était reproché au président Nixon était comparable à ce qu'a fait le président Obama : placer son opposition sur écoute. On le sait aujourd'hui, la source du Watergate, « Gorge profonde », loin d'être un « lanceur d'alerte » était en réalité le directeur du FBI, Mark Felt. Le traitement de cette affaire était une bataille entre une partie de l'administration et la Maison-Blanche dans laquelle les électeurs ont été manipulés par les deux camps à la fois. (id)

14 trusts : 21st Century Fox, Bertelsmann, CBS Corporation, Comcast, Hearst Corporation, Lagardère Group, News Corp, Organizações Globo, Sony, Televisa, The Walt Disney Company, Time Warner, Viacom, Vivendi (id)

[Voulez-vous trimpler cette casserole derrière vous ?](#)

Un militant (trotskyste) m'a écrit qu'il estimait "les mouvements anti-Trump sont globalement sains" et il ne voyait aucune objection à y participer, alors que ces mouvements étaient organisés par les partis et organisations liés aux oligarques qui avaient soutenu H. Clinton, donc la pire pourriture qui soit que personne de censé ne louera pour leurs bonnes intentions envers le peuple américain hormi la frange des classes moyennes dites de gauche qui entend préserver ses privilèges en échange de son soutien au programme ultra réactionnaire du parti démocrate.

Pour justifier sa position, ce militant invoquera le pape Gapone qui était une personnalité habitée par des contradictions inconciliables, tiraillé entre sa fidélité au tsar Nicolas II en qualité d'agent de sa police politique, l'Okhrana, et le sort misérable du prolétariat dont il soutenait les revendications sociales et politiques au point que le tsar avait lancé un mandat d'arrêt contre lui la veille de la grève générale la manifestation sanglante du 22 janvier (9 janvier) 1905 à Saint-Pétersbourg, qui allait donner le signal de départ de la première révolution prolétarienne en Russie, manifestation dont Gapone devait prendre la tête.

Contrairement aux "mouvements anti-Trump" qui sont étrangers à la classe ouvrière et ne portent aucune réforme sociale ou politique devant bénéficier à l'ensemble des travailleurs, Gapone le "prêtre socialiste" dicit Nicolas II (la veille) était sincèrement engagé au côté de la classe ouvrière, ce que confirmera si nécessaire la supplique qu'il avait rédigée à l'adresse du tsar ce 22 janvier (9 janvier) 1905 :

« Nous nous présenterons demain, à 14 heures 30, au Palais d'Hiver, pour t'exposer les aspirations de la nation entière : convocation immédiate d'une assemblée constituante, responsabilité des ministres devant le peuple, amnistie, abolition de tous les impôts directs. Jure-nous de satisfaire nos exigences, sinon nous sommes prêts à mourir devant ton palais. Si en proie à des hésitations, tu ne te montres pas au peuple, si tu laisses couler le sang des innocents, tu briseras le lien moral entre lui et toi » (Source : wikipédia.org)

Ou encore : "Nous sommes venus vers toi, Sire, pour chercher justice et protection. Nous sommes tombés dans la misère. On nous opprime, on nous écrase d'un travail au-dessus de nos forces. (...) Sire, est-ce conforme aux lois divines, par la grâce desquelles tu règnes ? (...) Démolis le mur entre toi et ton peuple, et qu'il gouverne en commun avec toi." (source : lemonde.fr 24.08.2005)

I. Ksenofontov précisera en 1996 (Georgui Gapone : invention et vérité, aux éditions Rosspen), que "si Gapone a eu des contacts avec l'Okhrana, il était complètement sincère dans sa lutte pour les droits des ouvriers", ce qui n'est pas vraiment le cas des Obama, Clinton, Soros et Cie à l'initiative des "mouvements anti-Trump" chacun en conviendra.

Pour la petite histoire, Gapone sera exfiltré de Russie vers la Suisse sous la protection du mouvement ouvrier, il sera accueilli par Plekhanov et d'autres leaders mencheviks avant de gagner Paris. De retour en Russie quelques mois plus tard, il sera assassiné par l'Okhrana pour l'avoir trahie. (Source : wikipédia.org)

Tout cela juste pour démontrer que lorsqu'on tient absolument à avoir raison... on en vient à perdre la raison !

Les manifestations "des casseroles" auxquelles nous avons assisté ces dernières semaines un peu partout en France, et qui n'ont jamais rassemblé plus que quelques dizaines ou centaines de personnes, sont du même tonneau que les "mouvements anti-Trump", des provocations de la réaction néoconservatrice.

Les "mouvements anti-Trump" aux Etats-Unis sont de nature ultra réactionnaire, hyper individualiste, corporatiste, peu d'ouvriers doivent y participer, les membres des classes moyennes paupérisés doivent s'en détourner...

Réseau Voltaire - ... Raphaël Glucksmann appelle à une contre-manifestation dimanche dans un autre quartier de la capitale.

Raphaël Glucksmann partage les idées et le carnet d'adresse de son père, l'essayiste néo-conservateur André Glucksmann. Ce dernier fut employé, à la fin des années 80 à Londres, par le programme de la CIA, Exchange. Raphaël, quant à lui, fut conseiller de Mikheil Saakachvili, président de la Géorgie lors de la « révolution des roses », puis gouverneur de la région

ukrainienne d'Odessa à l'issue du coup d'État de la place Maidan. Raphaël a épousé Eka Zgouladze, ministre de l'Intérieur de Géorgie (dans le gouvernement qui mit la majorité de son opposition en prison) et aujourd'hui ministre de l'Intérieur d'Ukraine (dans le gouvernement qui massacre la population du Donbass). Réseau Voltaire 03.03

Cette manifestation a fait un flop réunissant quelques centaines de personnes place de la République, pendant que Fillon triomphait place du Trocadéro.

On pourrait peut-être y voir le résultat du match Fillon-Macron du 1er tour de la présidentielle. Si vous aviez loupé le matraquage hystérique pro-Clinton des médias américains pour évincer Trump, vous avez le bonheur d'assister à celui pro-Macron pour battre Fillon, avec peut-être en perspective le même résultat inverse à leurs sondages truqués.

Ayant tiré les leçons de leur lamentable échec aux Etats-Unis, ils tentent tardivement et maladroitement de cadencasser (censurer) le Webb en France. S'ils parvenaient à leur fin, cela signifierait que la société française est aussi décomposée que la société américaine ce qui augurerait rien de bon pour l'avenir. Ils ont corrompu la société, le niveau de vie de la majorité de la population est beaucoup trop élevé pour que l'idée de renverser l'ordre établi lui vienne à l'esprit.

Nouvelles du Ministère de l'Information, de la propagande ou de la Vérité.

Parmi nous, il y en a qui se moquent de l'intérêt que l'on porte à la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs ou l'ensemble de la population, dont fait partie le traitement de l'information par les médias institutionnels dont la rhétorique est ensuite reprise en chœur par tous les partis politiques, considérant que cela n'aurait pas d'impacts sur le cerveau des gens, ne les influencerait pas ou ne contribuerait pas à conditionner leur mode de pensée et plus généralement leur comportement, cela n'aurait pas non plus de conséquences sur la lutte des classes ou sur le cours de l'histoire, or il se trouve qu'une simple "opération de désinformation peut être entendue comme un facteur déclenchant du fameux «article 5 » (ONU- ndlr), c'est-à-dire le point de départ d'une vraie guerre" (Antipresse), un détail estimeront nos détracteurs qui ne sont plus à un déni près, à croire qu'ils tiennent à rivaliser avec les négationnistes.

Les auteurs de fausses informations et les inquisiteurs qui mènent la chasse aux théories du complot sont les mêmes acteurs, les multinationales de l'informatique et du Net, qui incluent les mal nommés réseaux sociaux qui trônent au sommet de Wall Street et les médias détenus également par des oligarques.

Leur objectif est facile à deviner. Faire en sorte que l'autocensure que s'imposent les médias, la rétention d'informations qu'ils pratiquent deviennent la règle sur le Net en rendant inaccessibles les blogs ou portails qui contreviennent à cette règle ou en les marquant du sceau de l'infâmie, tels les hérétiques ou les traîtres que l'on désigne à la vindicte publique et qu'on voue à l'excommunication ou qu'on excute en guise de châtiment pour avoir commis le crime d'avoir osé défier l'autorité des tyrans qui détiennent le pouvoir et entendent faire régner une dictature de fer.

Ils ne peuvent supporter la contradiction. Ils procèdent donc par exclusion sur la base d'un déni permanent destiné à servir d'interprétation exclusive de la situation en se substituant à la réalité, par conséquent ils entendent dicter la version de l'histoire que vous devez adopter, toute autre interprétation étant marquée du sceau de la théorie du complot et leurs auteurs seront jugés pour haute trahison envers la sainte vérité établie.

Le lynchage en public, le coup de force, le harcèlement, la diffamation, la calomnie, les insultes, les provocations, les fausses accusations, la fabrication de preuves, de documents, d'images, de témoins, le recours à des experts corrompus ou niais, l'usage de la violence, la sainte vérité ne recule devant aucun moyen pour imposer sa dictature.

Dès lors, seul le renversement du régime s'impose comme une nécessité absolue pour conquérir notre liberté. Si cela ne se traduisait pas par la lutte pour le pouvoir, l'humanité serait réduite en esclavage et anéantie.

Quand on a cette perspective à l'esprit et qu'on vient nous dire que le combat que nous menons ici est inutile et ne mérite que le mépris, on a du mal à comprendre où veulent en venir ceux qui émettent un tel jugement. Préfèrent-ils laisser le champ libre à ceux qui entendent instaurer cette terrible dictature, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Ils sont inconscients ou irresponsables et dangereux à ce titre, car il faut bien comprendre que si l'oligarchie engloutit des dizaines de milliards de dollars pour conditionner le peuple, c'est parce que cela influe sur la lutte des classes, partant de là s'en désintéresser ou s'en détourner avec arrogance est criminel. Il est également inconscient ou irresponsable de se détourner de la lutte des classes, puisque c'est uniquement d'elle d'où émergera une issue politique pour liquider ce vieux monde pourri.

Il y en a qui se demandent pourquoi la lutte de classe est dans une impasse, qu'ils ne cherchent pas plus loin. C'est parce que ses dirigeants ont toujours négligé cet aspect de la situation ou les instruments qui servent à endoctriner le peuple pour le rendre servile ou taillable et corvéable à merci, et ces instruments ne se limitent pas aux moyens d'information ou de communication, ils concernent l'ensemble des représentations idéologiques du régime, ce qui nous fait dire que l'ensemble de la population est plus ou moins sous influence qu'elle en ait conscience ou non.

Quand on refuse de l'admettre ou qu'on estime que cela influe nullement sur l'orientation de la société, on aura forcément une vision faussée de la réalité, ce qui ne permettra pas d'agir dessus, cela explique peut-être pourquoi les partis dits ouvriers et les syndicats ne figurent pas parmi les pestiférés du Décodex, leur bonne conduite leur vaut d'être épargnés, pour le moment, car il suffirait qu'ils s'agitent un peu trop pour qu'ils bénéficient du même traitement. J'ai déjà indiqué qu'en cas de révolution ils couperaient tout simplement le Net, comme cela plus personne ne disposerait de la moindre information sur ce qui se passe réellement, hormis s'en remettre aux médias traditionnels du ministère de la vérité ou notre bourreau.

Aucun parti ouvrier n'a pris l'initiative d'appeler à une manifestation devant le siège du journal Le Monde à Paris en exigeant le retrait du Décodex, puis celui de Facebook pour exiger le retrait du Cross-Check, normal, ils sont tous Charlie ! Du moment que la liberté de pensée ou de s'exprimer s'applique à eux-mêmes, ils se moquent bien que le peuple soit par ailleurs conditionné, puisque par bien des aspects ils partagent les mêmes pratiques envers leurs militants.

Quand je pense qu'il m'a fallu plus de 40 ans pour m'apercevoir par moi-même qu'on m'avait fourni de fausses informations sur une multitude de faits historiques, en tombant par hasard sur des données qui avaient été soigneusement escamotées pour m'empêcher d'interpréter librement le cours de l'histoire, plus précisément en soustrayant à ma connaissance le rôle déterminant de certains acteurs dans la survenance de certains événements, les rapports réels qui existaient entre certains facteurs et qui déterminèrent leur évolution, je ne peux m'empêcher de me dire que tout aura été fait pour m'interdire de comprendre la situation et que l'enjeu était politique.

Aux Etats-Unis, ils ne s'en sont jamais remis. A nous de voir si on tient à y ressembler dans l'avenir, on en prend le chemin, assurément.

Le plus navrant ou dramatique, c'est qu'on ne peut même pas appeler à un rassemblement de tous ceux qui ont intérêt à mettre en échec cette entreprise manichéenne, parce qu'on est littéralement pris en otage par des dirigeants bornés et des intellectuels narcissiques tenant des positions insupportables qui ne peuvent que diviser, disloquer, atomiser les opposants à l'oligarchie ou au capitalisme, c'est à se demander si cela ne fait pas leur affaire.

Les rebondissements de la campagne dopent les audiences des médias - AFP

Des chaînes d'infos aux JT en passant par les sites des journaux, la couverture de la campagne présidentielle et de ses rebondissements dope les audiences des médias.

Entre septembre et décembre 2016, 47,4 millions de téléspectateurs ont regardé une émission ayant trait aux élections présidentielles, contre 39,6 millions pendant la période de 2011, lors de la précédente campagne, selon Médiamétrie. AFP 06.03

Ce qu'en pensent quelques internautes (des travailleurs soit dit en passant)

1- *"Je regarde autour de moi et je constate, malheureusement, l'efficacité de cette propagande. Beaucoup de personnes ne "s'informent" que par les médias traditionnels – directement ou via les réseaux sociaux. Et un mensonge repris par l'ensemble des médias possède un parfum de vérité pour eux.*

Et c'est là que prend toute sa dimension la campagne "anti-fake news et sites complotistes", lancée depuis quelques temps et dont le site Les-Crises a été l'une des victimes. Essayez de discuter avec des personnes qui ne jurent que par les médias mainstream; montrez leur vos sources et ils vous répondront que vos informations proviennent de dangereux manipulateurs complotistes."

Les pires dans ce domaine, ce sont encore les dogmatiques qui n'ont jamais rompu avec les théories foireuses qu'ils avaient adoptées un jour, et qui malgré leur faillite politique avérée s'y accrochent en désespoir de cause, méprisant ceux qui ont l'audace de leur faire remarquer et dont ils déformeront les propos rendant ainsi toute discussion sérieuse impossible.

Pire que Panurge ! Ils nous ont dotés d'autres chaînes.

Le journal de 20H est regardé chaque soir par quelque 15 millions de téléspectateurs, j'ignore si cela inclut le fait que plusieurs adultes peuvent se retrouver simultanément devant leur poste de télé, si l'audimat n'en tenait pas compte, cela signifierait que quelque 25 à 35 millions de personnes regarderaient les infos télévisées chaque soir sur les différentes chaînes. (Source : <http://www.premiere.fr/TV/News-Tele> et <http://lemediascope.fr>)

2- *"Comme vous avez raison. Je me suis fait piéger hier par mon épouse qui m'a demandé de regarder avec elle la catastrophique émission "C dans l'air" consacrée à l'abominable Fillon puis jusqu'à vingt heures de subir les fadaises de BFM TV toujours sur le mêmes fadaises. Il y a bien longtemps que je ne regarde plus tous les médias "mainstream" à la télé ni ne les écoute à la radio. Quand je me suis remis devant mon ordinateur après le repas du soir j'avais l'impression d'avoir fait durant ces deux heures de vision un séjour en enfer et je vous comprends très bien lorsque vous affirmez l'étendue de cette propagande*

sur des cerveaux serviles, fermés à toute analyse. Ces téléspectateurs deviennent les perroquets pathétiques des insanités et contre-vérités assénées par ces chaînes sans foi ni loi et il est quasiment impossible de discuter sérieusement avec ces individus qui, lorsque vous essayez d'ouvrir les yeux, se ferment comme des huîtres à tout discours objectif et raisonné. La route est encore longue pour tenter ne serait-ce que de retrouver le chemin de la citoyenneté. Et celles du socialisme, du communisme ou de l'anarchisme je n'ose même pas en parler."

En effet, il est à craindre qu'à ce rythme-là le socialisme demeurera éternellement une utopie à défaut de se réaliser.

Après tout, Marx affirmait que l'homme n'acceptera jamais de vivre en esclavage, mais il n'a jamais prédit qu'il parviendrait un jour à s'émanciper de cette condition. Il n'est écrit nulle part que le socialisme se réalisera un jour, les marxistes toujours lucides n'ont jamais affirmé autre chose, contrairement à leurs disciples auto-proclamés qui en versant dans le dogmatisme prétendirent que c'était inévitable, mais comme ils refuseront d'actualiser le marxisme et de le diffuser auprès des travailleurs, on est en droit de penser qu'ils n'y croyaient pas eux-mêmes, ce qui explique peut-être pourquoi nous en sommes rendus au niveau théorique et organisationnel zéro ou presque.

Vous avez adoré Charlie, vous tomberez sous le charme de Décodex.

Certains dénomment le Décodex "Déconnodex" ou "Gestapex", Le Monde ou la gestapo de la pensée, la vraie, l'unique, l'exclusive liberté de la pensée...

Vu par quelques internautes.

1- "Décodex officiel? Ça veut dire quoi officiel? Avalisé par qui, par quelle autorité? Ce n'est pas illégal de se revendiquer comme officiel? Ce n'est pas une usurpation, une tromperie sur la marchandise? Une forme de concurrence déloyale?"

Ils ont tous les droits, vous l'ignorez, réveillez-vous...

2- "*Le Décodex a été créé dans un but de discrédit sur une très courte période, la période électorale.*"

Les faits vous démontreront le contraire...

3- "*Marrants ces décodeurs : il suffit de lire la bio de leur patron Niel dans wikipedia pour voir les origines de sa fortune : minitel rose, peep show. (Il a apparemment été condamné pour détournement de fonds dans un de ses peep shows). Ils viennent faire la morale et du "décodage" louangeur des propos imbéciles et démagos de leur candidat Macron.*"

4- "*Comme Xavier Niel, Claude Perdriel, le propriétaire de Sciences et Avenir, a construit une partie de sa fortune sur le minitel rose*"

5- "*Si les journaux avaient encore un peu d'honneur, ils auraient dénoncé et ridiculisé d'emblée le Décodex, à commencer par le Canard enchaîné. Malheureusement, qu'ils soient timides ou de mauvaise foi, ils sont partie prenante d'un système de mensonge et de diversion : le système qui propulse Macron à la tête de ce pays.*

Décodex, c'est la police de la pensée, l'arme d'intimidation, l'équivalent des menaces de déréférencement que la grande distribution fait peser sur les petits producteurs. Et cette menace n'est qu'un premier pas : on commence par colorier votre site en rouge ou en orange, puis on vous traite comme un conspi, autant dire un paria qui mérite la prison ou l'asile psychiatrique."

Pour autant, une opération qui aura une influence limitée ou qui fera un flop.

«Fake news», un même terme pour plusieurs réalités - lefigaro.fr

Employée à cor et à cri, l'expression désignant les fausses informations circulant sur Internet s'est finalement vidée de sa substance. lefigaro.fr 06.03

Le mérite en revient à tous ceux qui l'ont dénoncée et combattue, ce que le mouvement ouvrier ne pourra pas revendiquer pour être trop corrompu.

Commentaire d'un abonné du Figaro

- "*Et les Figaro, Libé, Le Monde et tous les autres médias français ne font-ils pas dans les fake-news ? Exemple concret, où avez-vous entendu Trump parler d'attentat en Suède lors de son intervention en février dernier ? Tous les médias s'en sont donnés à coeur joie. Alors comment croire ces médias ?*" (Orthographe pour les nuls : en France, on prescrit un média, des médias (1983). -

Le Grand Robert de la langue française - LVOG)

Il existe des milliers d'exemples du même genre... Prenez les manuels scolaires, les dictionnaires, les encyclopédies, ils en sont bourrés !

Cross check, cet ami qui vous veut du bien par Philippe Huysmans - arretsurinfo.ch 04.03

PLUS QU'UN AMI, PRESQUE UN GRAND FRÈRE, LE NOUVEL OUTIL DE « VÉRIFICATION DES FAITS » MIS EN PLACE PAR FACEBOOK AURA MIS MOINS DE 24H AVANT DE TOMBER LE MASQUE ET DE SE RÉVÉLER POUR CE QU'IL EST. UN OUTIL DE CENSURE AU PROFIT EXCLUSIF D'UN SYSTÈME AUX ABOIS.

Dans un communiqué de presse daté du 3 mars, Facebook annonçait l'activation en France de l'outil de « fact-checking », en collaboration avec les médias suivants : AFP, BFMTV, L'Express, France Médias Monde, France Télévisions, Libération, Le Monde et 20 Minutes.

L'objectif, louable sur le papier, est de limiter la diffusion de fausses nouvelles sur internet. En pratique, il ouvre la porte à toutes les dérives et il aura fallu moins de 24h pour que nous en voyions les premiers effets. Désormais, sur Facebook et google, c'est Big brother qui décidera de ce que vous pouvez lire.

Il est désormais possible pour les utilisateurs de Facebook de signaler un contenu qu'ils pensent être « une fausse information ». Celle-ci sera alors marquée pour être examinée par « des organisations tierces, disposant d'une expertise dans la vérification d'informations et adhérant à la charte élaborée par le réseau international de fact-checking Poynter ». Comprenez, les journalistes des médias susmentionnés. Qui forcément sont compétents pour cette tâche, et sont forcément indépendants.

Notez que j'avais déjà épinglé (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/thema/fact-checking-nique-ta-niouze_1924715164) dans un précédent article les liens douteux qui existent entre Poynter et des personnages sulfureux comme George Soros ou Pierre Omidyar. À la lecture du long article (<https://www.facebook.com/notes/mark-zuckerberg/building-global-community/10154544292806634>) qu'avait publié Mark Zuckerberg sur sa page Facebook, j'avais cru comprendre qu'il s'agirait non pas de censurer, mais plutôt de favoriser la présentation de points de vue à partir d'un éventail de perspectives différentes. (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/actu/cross-check-cet-ami-qui-vous-veut-du-bien_2108972285#extrait)

Une belle et bonne idée, mais dans les faits, on n'y est pas du tout. Et en pratique, ce sera la censure, pure et simple.

Dans le communiqué de presse, il est indiqué :

Lorsqu'une publication sera qualifiée de fausse information par deux des organisations de fact-checking, elle sera identifiée comme étant contestée. Cette publication affichera alors un pictogramme et mentionnera que l'information est contestée. Un message invitera l'utilisateur à se rendre sur le site de l'un des vérificateurs tiers pour en savoir plus. Lorsqu'un utilisateur envisagera de partager une publication identifiée comme non fiable, un avertissement « contesté par des tiers » s'affichera. Par ailleurs, la visibilité de ces publications pourra être réduite dans les fils d'actualité des utilisateurs.

Reste à voir ce que l'on entend par visibilité réduite et surtout, sur base de quels critères objectifs cette censure, puisqu'il faut bien l'appeler ainsi, sera appliquée. On peut raisonnablement penser que cette formule est surtout un euphémisme destiné à rassurer les utilisateurs, et qu'en pratique, les articles marqués par les censeurs disparaîtront purement et simplement des fils d'actualité. Il ne faut pas non plus se laisser abuser par la mention d'un avertissement lors du partage de ces articles contestés : dans la mesure où vous ne les verrez plus dans votre fil, cela ne s'appliquera qu'aux gens qui partagent l'article directement sur base de l'URL de celui-ci. En l'état, il est difficile de savoir précisément dans quelle mesure les articles seront relégués, Facebook ayant fait montre de la plus parfaite opacité en la matière, comme à l'accoutumée.

Néanmoins, une chose est sûre, il s'agit bien de censure, et non d'une fonctionnalité visant à mieux informer les utilisateurs. En termes de développement, il était nettement plus simple de s'en tenir à une simple mention, un avertissement signalant à l'utilisateur le caractère contesté de l'article. Et en dernier ressort, pourquoi ne pas permettre aux utilisateurs de choisir eux-mêmes s'ils souhaitent voir ou non les articles litigieux ? Or nous le voyons, la solution imposée ne laisse aucun choix à l'utilisateur lui permettant de se faire sa propre idée. Il est infantilisé, et désormais, il ne lira que des articles doubleplusbon certifiés par le Miniver. Ah, et pour ceux qui s'imagineraient un peu naïvement qu'il s'agit d'un outil généraliste destiné à lutter contre la prolifération des fausses nouvelles; et que sa mise en service en pleine campagne présidentielle est pure coïncidence, laissez-moi vous détromper. C'est écrit dessus (<https://crosscheck.firstdraftnews.com/france-fr/>) (Élection française – CrossCheck).

Ce qu'il y a de vraiment bien avec les détenteurs de la Vérité Vraie, c'est qu'ils ont le chic pour se placer invariablement dans les situations les plus inextricables, indéfendables, et systématiquement révélatrices quant à leurs objectifs réels. C'est la fameuse Turbine à claques (<https://blog.mondediplo.net/2017-02-22-Charlot-ministre-de-la-verite>) de Monsieur Lordon. Je les

avais déjà épinglés sèchement lorsque Le Monde avait publié une fausse nouvelle (http://www.levilainpetitcanard.be/articles/actu/le-monde-publie-a-nouveau-une-fausse-nouvelle_1076631199) concernant Donald Trump, puis dans les trois heures, avait caviardé celui-ci en douce afin de réduire la portée de leurs affirmations mensongères. On pensait alors qu'ils avaient touché le fond, mais non...

Un exemple révélateur... et scandaleux.

Vous ne rêvez pas, en pleine campagne présidentielle française, les fact-checkers ont épinglé une vidéo (<https://www.facebook.com/2017Anonymous/videos/1325696307492242/>) satirique raillant sur Facebook les soutiens du candidat « anti-système » Macron au titre qu'elle serait « douteuse ». Sur base de quoi ?

« L'énumération des soutiens politiques, globalement vraie, reste douteuse. La longévité politique de certains soutiens est exagérée. Renaud Dutreil, décrit comme « député depuis 25 ans », ne l'a été qu'entre 1993 et 2008, soit 15 ans. Le fait qu'Ismaël Emelien, ancien bras droit de Dominique Strauss-Kahn, ait rejoint En Marche! en 2016 suffit à dire que DSK soutient Macron.

La liste de soutiens économiques s'appuie aussi sur des rumeurs non corroborées. Les soutiens de Xavier Niel, Vincent Bolloré et Bernard Arnault sont flous. [...] »

Comme on le voit, les motifs avancés sont consternants. L'énumération est globalement vraie... Mais l'auteur décrit Renaud Dutreil comme étant député depuis 25 ans alors qu'il ne l'était que depuis 15 ans ? On mentionne des rumeurs non corroborées de soutiens ? Non mais allo, quoi ! Cette vidéo n'est pas un article de presse, c'est un pamphlet, une satire politique, qui par principe autorise l'exagération et la caricature.

Que serait une campagne présidentielle sans exagération, que ce soit de la part des candidats eux-mêmes ou de leurs porte-paroles quand ce n'est pas le fait de la presse ? Rumeurs non corroborées de soutien de la presse dominante à Macron ? Mais qui oserait le nier ? Il suffit pour s'en convaincre de voir le nombre de unes et d'articles consacrés ces douze derniers mois à la petite merveille, alors qu'il ne s'est jamais présenté au suffrage de quelque élection que ce soit.

Il s'agit ni plus ni moins que de censure d'opinion. C'est une dérive gravissime qui ne laisse rien présager de bon pour la suite des événements. Comment des « fact-checkers », eux-mêmes payés par les susmentionnés milliardaires pourraient-ils prétendre à l'objectivité, étant à la fois juges et partie ? Depuis quand juge-t-on de la « véracité » d'une opinion politique ? D'une caricature ?

Vont-ils aussi, dans la foulée, marquer les vidéos des guignols de l'info comme douteuses ? Ah non, c'est vrai, suis-je bête, le problème de leur effroyable insolence a été résolu lorsque Bolloré a pris le contrôle de Canal+.

En fait ce ne sont pas tant les opinions politiques qui dérangent nos bons maîtres, mais encore faut-il que nous ayons les bonnes. Désormais Cross-Check y veillera. arretsurinfo.ch 04.03

Enfumages par Fernand Le Pic - Antipresse n° 66 du 5.3.2017

Nato Lex Sed Lex

Tout est parti de cette application Decodex promue par la société d'édition Le Monde, et dont la promesse officielle est de démasquer «les sources trompeuses» et déterminer «en temps réel» si les sites et profils de réseaux sociaux «sont plutôt fiables ou non».

Nous avons en effet décidé de remonter à la source technologique de Decodex fournie par Google. Partant de la direction du Monde (sans jeu de mot), nous avons débouché sur un terrain de jeu militaire tentaculaire. Il associe le Pentagone et l'OTAN à une quantité innombrable de structures publiques (organisations internationales, organisations intergouvernementales, organisations régionales, etc.) et privées (grands groupes internationaux, médias, ONG, etc.)

Il nous a fallu un certain temps pour découvrir un fil rouge exploitable. Nous avons suivi celui de la doctrine otanienne connue sous le nom de «Comprehensive Approach».

Elle témoigne d'une extraordinaire détermination américaine à faire jouer ensemble des pays et des univers professionnels des plus variés, afin d'y piocher les capacités dont elle besoin pour maintenir et renforcer son leadership. Cette «Comprehensive Approach» fut imaginée dès le lendemain de la disparition du Pacte de Varsovie mais n'atteignit sa pleine maturité qu'au tournant de l'année 2010. Schéma CMOC Schéma CMOC

Schéma publié par la National Defense University (Washington DC), déc. 2011 (p. 128) [1]

Grand chemin faisant, après avoir notamment annexé la plupart des anciens États du Pacte de Varsovie de gré ou de force, l'OTAN n'a cessé d'affiner cette doctrine, pour y inclure en particulier la « désinformation ». Cette dernière est associée à un concept de « guerre hybride », dont on assigne l'origine à la Russie, qu'on peut ensuite accuser d'en faire ses choux gras, avec notamment le retour très réussi de la Crimée au sein de la Mère patrie.

Depuis lors, on ne compte plus les déclarations officielles, les commentaires d'experts, les colloques, les conférences, les articles, les livres et surtout les effets d'annonce au sujet des « menaces hybrides », qu'il faudrait donc à présent traiter de toute urgence.

Ce concept a pourtant fait son apparition officielle dans le jargon de l'OTAN dès 2009 [2] et, à l'époque, sans aucun rapport avec la Russie. En fait il était devenu un sujet de réflexion encore plus tôt puisqu'il s'inspire très directement d'un célèbre rapport des deux officiers supérieurs chinois, les nommés Qiao Liang et Wang Xiangsui, publié en Chine en 1999 sous le titre de Guerre hors limites (...) [3], et immédiatement traduit en anglais, la même année, sous le titre Unrestricted Warfare.

Cette doctrine de l'OTAN voit donc le jour aux États-Unis et bien avant le coup d'État de Maïdan. Autrement dit, ce n'est pas la réintégration de la Crimée qui a déclenché une « réponse » à une « attaque hybride » imaginée et menée pour la première fois par la Russie. Il semblerait plutôt que les stratèges américains du Perception Management aient fait coïncider une doctrine préalable avec une succession d'actions conçues pour provoquer une telle perception. Un renversement chronologique très classique dans ce domaine, d'autant qu'il permet de justifier en parallèle une augmentation substantielle des budgets de défense européens, eux-mêmes très profitables à l'industrie militaire américaine.

C'est donc l'élaboration otanienne de ce panier de « menaces hybrides » que nous allons explorer dans les prochaines livraisons d'Antipresse, ouvrant ainsi une première enquête à épisodes, façon série américaine. On y trouvera bien sûr quelques infos sur les attaques conventionnelles et non conventionnelles, mais aussi des cas intéressants de collaboration directe et structurée d'ONG avec l'OTAN, ou de relais politiques mis à la charge de l'Union européenne et des pays membres du Partenariat pour la Paix, dont la Suisse. On rencontrera aussi des scénarii de « migrations économiques » de populations, dans des réflexions très antérieures aux expéditions que l'Europe connaît aujourd'hui. Les questions de l'« extrémisme idéologique », de l'« instrumentalisation du droit international », entreront également dans cet inventaire. Mais c'est surtout le nouveau traitement des opérations de désinformation (aussi vieille que le monde), qui accaparera notre attention.

Un rapport du patron militaire de l'OTAN, le Commandant suprême des forces alliées en Europe ou « SACEUR » (Supreme Allied Commander Europe), en date du 25 août 2010, explique en effet en quoi la désinformation s'inscrit dans la guerre hybride pour « discréditer le rôle de l'OTAN, sa légitimité, sa crédibilité, et sa conduite, tout en sapant en parallèle l'activité des gouvernements des états membres ». Même si cela ressemble fort à l'hôpital qui se moque de la charité, puisque le patron de l'OTAN feignait ainsi de redécouvrir les principes de subversion qui gouvernent sa propre doctrine [4], c'est son intégration dans le concept de guerre hybride qui méritera toute notre attention, puisqu'aujourd'hui, une opération de désinformation peut être entendue comme un facteur déclenchant du fameux « article 5 », c'est-à-dire le point de départ d'une vraie guerre.

C'est en raison de la masse de sources très hétérogènes à relier entre elles et qu'il nous faudra présenter dans un langage purifié de sa gangue d'acronymes militaires, que les résultats de notre exploration seront traités par morceaux et par étapes dans les prochains numéros de l'Antipresse.

Nous bouclerons la boucle lorsque nous aurons su expliquer en quoi Decodex et bien d'autres « outils » et cercles d'influence, travaillent, en fait et en droit, dans un cadre otanien très précis, non seulement idéologique, mais également organique et fonctionnel. Et que nous aurons su décrire très objectivement en quoi ces applications et développements informatiques aux budgets quasi illimités ne sont que des armes de braconnage sur nos terres de pensée ancestrales, donnant l'illusion aux faux héritiers de la liberté de la presse de pouvoir jouer les gardes-chasses du bon côté de la battue, confondant cette liberté avec un lâcher de gibier.

Alors, si nous ne sommes pas stoppés net d'ici-là par cette traque que l'on eût préférée à courre, nous vous donnons rendez-vous dans un très prochain numéro d'Antipresse hybride (ou sans brides?)!

NOTES:

[1] « Capability Development in Support of Comprehensive Approaches », consultable sur le site de l'ETHZ.

[2] Voir: « Multiple Futures Projects final report » (avril 2009). Et: International Military Staff M-0423-2009 « Development of a Military Concept for Countering Hybrid Threats » (23 juillet 2009).

[3] Il sera traduit en français dès 2003.

[4] Par exemple la « NATO PSYOP Policy: MC 402, AJP-3.7 » qui autorise le soldat de l'OTAN mais aussi ses relais privés, à « user de méthodes de communication et autres moyens, en direction d'audiences agréées, en vue d'en influencer les perceptions,

les attitudes et les comportements, dès lors qu'ils affectent l'accomplissement des objectifs militaires et politiques [de l'OTAN]».

Le gouvernement sud-africain envisage de réglementer les réseaux sociaux pour freiner la diffusion de fausses informations et d'images truquées. - Libération.fr

«Les fausses informations dans les médias sociaux représentent un défi auquel l'Afrique du Sud est confronté», a déclaré David Mahlobo, ministre de la Sécurité d'Etat. «Nous envisageons de réglementer dans ce domaine», a-t-il ainsi déclaré en réponse à une question lors d'une conférence de presse sur la sécurité. Si David Mahlobo estime que ce type de mesures va susciter une vague de critiques et de craintes parmi les militants des droits humains, le gouvernement va, selon lui, faire participer la société civile à ce processus. Un projet de loi sur le cybercrime et la cybersécurité, destiné à pénaliser les infractions sur Internet, est en cours de préparation depuis deux ans et doit prochainement être soumis au Parlement. Libération.fr 05.03

L'Onu reconnaît que la Russie n'a pas frappé son convoi humanitaire en Syrie - sputniknews.com

L'Onu a reconnu que les forces armées russes n'avaient rien à voir avec l'attaque contre son convoi humanitaire en 2016 près d'Alep, en Syrie, cette conclusion a été tirée à la suite de l'examen de la zone pilonnée et des munitions utilisées.

La commission internationale d'enquête des Nations unies sur les incidents en Syrie a conclu, dans son rapport, que les forces armées russes n'étaient pas impliquées dans l'attaque contre le convoi humanitaire survenue au mois de septembre en 2016 non loin de la ville d'Alep. Cet incident a souvent été mentionné en tant qu'exemple des prétendus crimes de guerres de la Russie en Syrie.

La commission indépendante a tiré cette conclusion après une analyse des munitions utilisées, de la superficie de la zone attaquée et de la durée de l'attaque.

La commission n'a d'ailleurs attribué aucun crime de guerre commis en Syrie à la Russie. Bien que le rapport cite de nombreux cas de largage de bombes artisanales au chlore depuis des hélicoptères qui entraînaient des victimes parmi la population civile, il résume que « les informations recueillies n'attestent de l'implication des forces russes dans aucun des incidents ».

Un convoi humanitaire de l'Onu et du Croissant-Rouge syrien composé de 31 camions a été la cible de tirs dans la nuit du 19 au 20 septembre dernier au nord-ouest d'Alep. Les camions transportaient de l'aide destinée à 78 000 personnes habitant Orum al-Koubra. Selon l'Onu, 18 des 31 camions ont été touchés. Le Croissant-Rouge a pour sa part précisé qu'un volontaire et plusieurs civils avaient trouvé la mort dans l'attaque.

Les États-Unis et leurs alliés ont, à maintes reprises, accusé la Russie d'être derrière l'attaque contre le convoi. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait déclaré de son côté qu'aucune preuve tangible prouvant ces allégations n'avait été livrée. sputniknews.com 05.03

Les fameux «pirates russes» étaient donc la CIA? - sputniknews.com

WikiLeaks a publié la première partie d'une importante base de données baptisée Vault 7 et qui révèle les techniques de cyber-surveillance et de piratage de la CIA. Les révélations sur les capacités choquantes de l'agence et sur le soi-disant «piratage russe» ont provoqué l'ire des internautes.

Pour ce qui est de la dimension politique de Vault 7, les utilisateurs de Twitter ont souligné que les révélations concernant les capacités de la CIA en Russie rendent encore plus hypocrites les allégations sans fondement de l'administration Obama au sujet de l'«ingérence russe dans la présidentielle américaine».

«Obama a accusé la Russie de cyberattaques tandis que sa CIA a transformé l'électronique grand public connecté à Internet en Russie en dispositifs d'écoute. Wow ! », s'étonne un tweeternaute.

D'autres ont souligné un détail très important concernant les capacités et les efforts de la CIA visant à cacher leurs activités douteuses via des empreintes numériques factices, accusant des tiers, notamment la Russie. «

Avec l'UMBRAGE et d'autres outils, la CIA peut non seulement augmenter son nombre total de types d'attaque, mais aussi masquer son activité en laissant des "empreintes digitales" des groupes dont les techniques d'attaque ont été utilisées », peut-on lire dans un extrait du document de WikiLeaks publié par un utilisateur.

« En fait depuis le début les hackers russes n'étaient rien d'autre que la CIA... » sputniknews.com 08.03

WikiLeaks révèle un programme de piratage de la CIA jugé risqué - AFP

La CIA peut transformer votre télévision en appareil d'écoute, contourner les applications de cryptage voire contrôler votre véhicule, selon des documents publiés mardi par WikiLeaks, qui met en garde contre le risque d'une prolifération des "armes" informatiques ainsi exposées.

WikiLeaks a publié près de 9.000 documents présentés comme provenant de la CIA, estimant qu'il s'agissait de la plus importante publication de matériels secrets du renseignement jamais réalisée.

Pour le site créé par l'Australien Julian Assange, ces documents prouvent que la CIA opère comme l'agence de sécurité nationale (NSA), principale entité de surveillance électronique des Etats-Unis, mais avec moins de supervision.

Selon le site, ces documents montrent que l'agence de renseignement a élaboré plus d'un millier de programmes malveillants, virus, cheval de Troie et autres logiciels pouvant infiltrer et prendre le contrôle d'appareils électroniques.

Ces programmes ont pris pour cible des iPhone, des systèmes fonctionnant sous Android (Google) -qui serait toujours utilisé par Donald Trump-, le populaire Microsoft ou encore les télévisions connectées de Samsung, pour les transformer en appareils d'écoute à l'insu de leur utilisateur, affirme WikiLeaks.

La CIA s'est également intéressée à la possibilité de prendre le contrôle de véhicules grâce à leurs instruments électroniques.

En piratant les smartphones, relève le site, la CIA parviendrait ainsi à contourner les protections par cryptage d'applications à succès comme WhatsApp, Signal, Telegram, Weibo ou encore Confide, en capturant les communications avant qu'elles ne soient cryptées.

"De nombreuses vulnérabilités exploitées par le cyber-arsenal de la CIA sont omniprésentes et certaines peuvent déjà avoir été découvertes par des agences de renseignement rivales ou par des cyber-criminels", met en garde WikiLeaks.

Dans un communiqué, Julian Assange estime que ces documents prouvent des "risques extrêmes" induits par la prolifération hors de toute supervision des "armes" de cyberattaque, sans même avertir les fabricants des appareils visés.

Edward Snowden a affirmé sur Twitter que ces documents semblaient "authentiques".

Mais le fait d'exploiter des failles est "imprudent au-delà des mots", estime M. Snowden. "Parce que n'importe quel pirate informatique peut se servir de ces vulnérabilités mises au jour par la CIA pour s'introduire dans n'importe quel iPhone dans le monde".

La directrice générale de l'association Electronic Frontier Foundation, Cindy Cohn, reproche à la CIA de n'avoir pas aidé à combler les lacunes de sécurité des appareils visés.

"Ces fuites montrent que nous sommes moins en sécurité avec la CIA quand elle décide de laisser en l'état les failles, plutôt que de les combler", a-t-elle estimé.

Cette affaire est d'autant plus embarrassante pour la CIA qu'elle fait partie des agences qui avaient conclu en octobre que la Russie avait interféré dans la campagne présidentielle américaine, en piratant justement le parti démocrate puis en diffusant, par l'intermédiaire de WikiLeaks, des emails d'un proche conseiller d'Hillary Clinton.

La célèbre agence est par ailleurs accusée par Donald Trump, comme les autres agences de renseignement, de faire fuiter des informations suggérant que certains de ses proches ont eu des contacts l'an dernier avec le renseignement russe. AFP 08.03

Se référant à des documents confidentiels, le site Web lanceur d'alerte Wikileaks a annoncé que le consulat américain à Francfort-sur-le-Main était une « base secrète de hackers » de la CIA opérant en Europe, au Proche-Orient et en Afrique. Selon les employés du site, les documents montrent que les hackers de la CIA bénéficiaient de passeports diplomatiques et étaient couverts par le département d'État. sputniknews.com 08.03

La CIA accuse WikiLeaks d'aider les ennemis des Etats-Unis - AFP

La CIA a accusé mercredi WikiLeaks d'aider les adversaires des Etats-Unis en révélant les méthodes qu'elle utiliserait pour transformer l'iPhone d'Apple ou des téléviseurs Samsung en outils d'espionnage.

"Le public américain devrait s'inquiéter de toute publication de WikiLeaks qui a pour but d'altérer la capacité de la communauté du renseignement à protéger l'Amérique des terroristes et autres adversaires", a dénoncé une porte-parole de la CIA, Heather Fritz Horniak.

D'après le Washington Post, le FBI se prépare pour sa part à "une grande chasse aux taupes" pour déterminer comment WikiLeaks a obtenu les documents. AFP 08.03

Je vous fais grâce de la suite de cet article où Apple, IBM, Google, Microsoft, etc. tombaient des nus et manifestaient leur soutien aux utilisateurs, alors qu'ils sont tous en cheville avec la CIA, le FBI, la NSA, etc.

France. Election pour un régime en quête de légitimité

- La participation à l'élection présidentielle 2017 sera-t-elle historiquement faible? - Le Huffington Post

Depuis plusieurs semaines, les commentaires et instituts de sondage ne cessent de souligner la faiblesse des taux de participation à la prochaine élection présidentielle. A-t-on raison de pronostiquer une participation très faible en avril prochain? Le Huffington Post

- Macron, Hamon, Dupont-Aignan, Arthaud au-delà des 500 parrainages - AFP

Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Nicolas Dupont-Aignan et Nathalie Arthaud ont dépassé le seuil des 500 parrainages requis pour se présenter à l'élection présidentielle, déjà franchi par François Fillon, selon un nouveau décompte publié mardi par le Conseil constitutionnel.

Parmi les autres candidats totalisant à ce stade le plus de parrainages figurent François Asselineau (480), Jacques Cheminade (370), Jean Lassalle (233) et Rama Yade (113).

Au total, 37 noms figurent dans la liste publiée mardi. Une dizaine de candidats, dont la liste officielle sera publiée le 20 ou 21 mars, devraient rester en lice pour l'élection des 23 avril et 7 mai. AFP 07.03

On se demandera qui a bien pu parrainer Nathalie Arthaud (LO), mais on aurait pu se poser la même question il y a des décennies en arrière pour les candidats de la LCR (NPA) ou de l'OCI (POI et POID), sachant qu'ils ne possédaient pas suffisamment d'élus répartis dans toute la France pour obtenir ces parrainages, ils avaient dû passer par des élus extérieurs à leurs organisations.

On peut se questionner sur les intentions de ces élus sachant que de préférence ils étaient proches du PS ou du PCF, mais pas forcément ; intentions qui pour les premiers devaient consister à aller chercher des voix à l'extrême gauche pour ensuite les faire basculer sur le candidat du PS au second tour de la présidentielle, pour les seconds diminuer d'autant le score des candidats du PS et du PCF au premier tour, au point qu'il arrive un jour où ces voix manqueraient au candidat du PS qui serait éliminé au soir du premier tour, ce qui s'est passé le 21 avril 2002.

Chut, c'est une question tabou !

Non, ils n'ont pas abandonné Fillon.

On rappelle que Henri de Castrie est l'actuel président du groupe Bilderberg.

- Présidentielle : Henri de Castries n'a «aucun doute sur la détermination de François Fillon» - LeParisien.fr

Henri de Castries, ancien patron d'Axa, supporte coûte que coûte François Fillon dans la campagne, malgré la tempête que celui-ci traverse.

Lorsque Henri de Castries nous reçoit vendredi, c'est pour dépasser la polémique, parler « du fond » et des programmes d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen que ce proche de François Fillon cible sans ménagement.

Pensez-vous que François Fillon puisse tenir encore longtemps ?

Henri de Castries. Il a la légitimité de sa très large victoire à la primaire. Les électeurs trancheront. Pour que notre pays retrouve de la croissance, pour que les Français retrouvent un espoir, un chemin. Le projet de François Fillon est beaucoup plus convaincant que celui d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen. Il a un socle extrêmement solide et le débat n'a pas commencé.

Vous qui le connaissez bien, vous ne doutez pas de sa détermination ?

Il avance sur son chemin. Moi je n'ai jamais eu de doutes sur la force de son caractère et la profondeur de sa détermination. C'est l'une des choses qui m'a fait le rejoindre, parce que je le connais depuis 1995 et j'ai vu à cette époque comment il a fait la réforme des télécoms, je l'ai vu ensuite sur les retraites... Il n'est pas extraverti, mais il a une détermination extrêmement forte, il

a une vision, de l'expérience et c'est ce dont nous avons besoin pour redresser le pays.

Que pensez-vous des défections qui autour de lui se multiplient ?

C'est vraiment de l'écume. Ce que l'on doit à nos concitoyens, c'est une explication sur le fond.

Mais tout de même, peut-il encore être audible et demander des sacrifices aux Français ?

François Fillon a reconnu qu'il avait commis des erreurs de jugement mais est-ce que le débat actuel est à la hauteur de ce que sont les enjeux pour le pays et pour les Français ? Nous ne sommes pas dans le monde de la Bibliothèque (...) leparisien.fr 03.03

Et les jours suivants le confirmeront :

- François Fillon : le pari de la mobilisation réussi - Franceinfo 05.03

- François Fillon reste candidat après le soutien "à l'unanimité" du comité politique des Républicains - Franceinfo

Après le retrait définitif d'Alain Juppé, François Fillon a gagné la partie et reste dans la course à la présidentielle, Les Républicains lui ayant "unanimentement" renouvelé son soutien lundi soir. - Franceinfo 06.03

- Les girouettes de l'affaire Fillon - LePoint.fr

Fenech, Péresse, Lagarde, Solère, Jégo... Chez LR comme à l'UDI, ils ont tenté de lâcher François Fillon avant de revenir au bercail. LePoint.fr 08.03

- L'UDI rentre dans le rang après s'être désolidarisé de François Fillon - Le Huffington Post

- Prêt non déclaré : Fillon dénonce une "opération de déstabilisation politique" - Franceinfo

Le candidat de la droite l'a annoncé mercredi sur LCP, après la parution d'un nouvel article du "Canard enchaîné". Franceinfo 08.03

Quand le Ministère de la Vérité fabrique son candidat.

- Entre Hamon et Macron, Hollande refuse de trancher - Le Huffington Post

- Macron, seule arme anti-FN d'un PS traumatisé par 2002 - LePoint.fr

- Présidentielle : la tentation Macron pour les poids lourds du PS - Franceinfo

- Sondage: Macron devant Le Pen pour la première fois au 1er tour - AFP

- Macron a le "souhait" d'une femme Premier ministre - AFP

- Les jeunes aussi nombreux à souhaiter la victoire de Le Pen que de Macron - AFP

- Présidentielle 2017 : nouveaux ralliements pour Emmanuel Macron - Franceinfo

- Delanoë apporte son soutien à Macron - Reuters

L'ancien maire de Paris Bertrand Delanoë a annoncé mercredi son soutien à Emmanuel Macron, candidat du mouvement "En Marche!" à l'élection présidentielle, face au programme "dangereux" du socialiste Benoît Hamon... Reuters

- Jean-Christophe Cambadélis semble avoir changé d'avis sur les parrains PS d'Emmanuel Macron - Franceinfo

Alors qu'Emmanuel Macron devance Benoît Hamon dans les sondages, la direction du PS semble infléchir sa position quant aux élus PS qui parraineraient le leader d'En Marche. Franceinfo

Retour de bâton

- Conflit d'intérêt: démission d'un membre de l'équipe de campagne de Macron - AFP

Emmanuel Macron a confirmé mardi la démission d'un membre de son équipe de campagne, Jean-Jacques Mourad, pour une "apparence de conflit d'intérêt" avec le laboratoire pharmaceutique Servier.

Médecin cardiologue de profession, Jean-Jacques Mourad est le frère de Bernard Mourad, homme d'affaires et proche conseiller de M. Macron. AFP

- Macron: soupçons de favoritisme autour d'un déplacement à Las Vegas en 2016 - AFP

L'Inspection générale des finances (IGF) soupçonne un délit de favoritisme concernant l'organisation d'une soirée à Las Vegas en 2016, où Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, avait rencontré des entrepreneurs français, affirme Le Canard enchaîné dans son édition de mercredi. AFP

[Comment ils légitiment la Constitution et le régime en place.](#)

- Une proposition de loi pour inscrire l'égalité hommes-femmes dans la Constitution - Le Huffington Post

- Nathalie Arthaud «tout doit être public et connu de tous» - Liberation.fr

- Jean-Luc Mélenchon «cette transparence ne doit pas épargner les puissants, les grands patrons, les oligarques» - Liberation.fr

[Le roi est nu !](#)

- Mini-sommet à Versailles: l'Europe à plusieurs vitesses prend corps - AFP

[Leur monde corrompu ou mafieux](#)

Philippines - Le chef de la diplomatie philippine récusé par le parlement - Reuters

Les parlementaires philippins ont démis de ses fonctions mercredi le ministre des Affaires étrangères, Perfecto Yasay, huit mois après sa nomination par le président Rodrigo Duterte, invoquant à l'appui de leur décision des "questions incontournables" relatives à ses qualifications pour le poste. Reuters

Sénégal - Le maire de Dakar incarcéré pour détournement présumé - AFP

Le maire de Dakar, Khalifa Sall, dissident de la majorité au pouvoir et probable candidat à la présidentielle de 2019 au Sénégal, a été inculpé et écroué pour détournement présumé de fonds publics, une arrestation visant selon ses avocats à l'écartier des élections. AFP

Argentine - L'ex-présidente argentine Cristina Kirchner une nouvelle fois entendue par les juges - euronews.com

L'ancienne présidente argentine une nouvelle fois entendue par la justice pour une affaire de Corruption. Cristina Kirchner est soupçonnée d'avoir encaissé des dessous-de-tables versés par des entreprises de BTP alors qu'elle était sénatrice et son défunt mari président. euronews.com

Ukraine - Le chef du service fiscal placé en détention - euronews.com

La lutte contre la corruption en Ukraine a été marquée par le placement en détention provisoire du chef du service fiscal, Roman Nasirov, en attendant son procès pour détournement de fonds. Les accusations portent sur plus de 70 millions d'euros de recettes fiscales... euronews.com

[Acharnement contre tous les peuples.](#)

- Le nouveau décret de Donald Trump sur l'immigration vise toujours autant les musulmans - Le Huffington Post

- Israël interdit d'entrée les partisans de son boycott - AFP

Le parlement israélien a annoncé lundi avoir voté une loi interdisant l'accès à l'Etat hébreu aux partisans de son boycott international. AFP

- Israël: le Parlement veut limiter les appels à la prière des mosquées - AFP

Le Parlement israélien a commencé mercredi à se prononcer sur des projets de loi pour limiter, voire interdire, les appels à la prière des mosquées, une initiative promue par le gouvernement mais décriée par les arabes israéliens qui y voient un "acte raciste". AFP 08.03

- Kim Jong-Un interdit aux Malaisiens de quitter la Corée du Nord après l'assassinat de son demi-frère - Le Huffington Post

Ils osent tout

- Inauguration du Train de la présidentielle, qui va parcourir la France - AFP

Le Train de la présidentielle, qui va parcourir la France jusqu'au 13 avril pour présenter l'histoire de l'élection présidentielle sous la Ve République à travers le prisme "politique et médias", a été lancé dimanche à Paris. AFP

Un énorme fake news, non ?

- "Révolution culturelle": Macron multiplie les références aux maoïstes - AFP

- Macron en appelle à la "dignité de la vie publique" - AFP

Un banquier n'a pas de dignité, pas d'amis, il n'a que des intérêts...

- 4 propositions pour que société civile et politiques puissent co-construire la démocratie - Le Huffington Post

- Osons le dire, les hommes politiques à haute responsabilité ne sont pas assez rémunérés - Le Huffington Post

- Palmyre outragé, libéré... et surtout instrumentalisé - Liberation.fr

- L'incroyable histoire de l'adolescent dont la révolte a déclenché la guerre civile syrienne et ses centaines de milliers de morts - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Israël interdit d'entrée les partisans de son boycott - AFP

Le parlement israélien a annoncé lundi avoir voté une loi interdisant l'accès à l'Etat hébreu aux partisans de son boycott international.

Dans un communiqué, la Knesset (parlement) a indiqué avoir "adopté en deuxième et troisième lectures le projet de loi sur l'Entrée en Israël".

"Aucun visa ou aucune autorisation de séjour de quelque type que ce soit ne sera accordé à une personne n'étant ni un citoyen israélien ni un résident permanent si elle, ou l'organisation ou l'institution dans laquelle elle milite, a sciemment lancé un appel public à boycotter l'Etat d'Israël ou s'est engagée à prendre part à un tel boycott", selon ce texte.

Israël a intensifié son combat sur le plan légal contre le mouvement BDS "Boycott, désinvestissements, sanctions", qui milite pour un boycott mondial de l'Etat hébreu jusqu'à ce qu'entre autres ce dernier se retire des territoires qu'il occupe.

Israël taxe ce mouvement d'antisémitisme, une accusation que celui-ci dément.

Le journal israélien Haaretz estime que, de par sa rédaction, cette nouvelle loi ouvre la porte à son éventuelle utilisation à l'encontre des Palestiniens vivant en Israël avec le statut de résident non permanent.

L'année dernière, les autorités israéliennes ont refusé de renouveler les documents de voyage d'un membre fondateur de BDS, Omar Barghouti, dont la famille est palestinienne et qui est né au Qatar. AFP 06.03

ECONOMIE

France

1- Quand les lobbys empêchent de légiférer sur les perturbateurs endocriniens - Franceinfo

On en trouve partout : dans les boîtes de conserve, les cosmétiques, les emballages, les produits d'entretien, les bouteilles plastiques, les jouets... Ils sont invisibles et dangereux. Ce sont les perturbateurs endocriniens. Ils miment, bloquent et modifient l'action d'une hormone et perturbent ainsi le fonctionnement normal d'un organisme. Ils sont suspectés de favoriser cancers, diabète et maladies de la reproduction.

Le travail de sape des lobbys

Pas joyeux joyeux, la menace est connue depuis 25 ans, pourtant, aucune réglementation n'existe nulle part. Bizarre non? En 1998, l'Europe se saisit de la question des perturbateurs endocriniens. Sous la pression du Parlement européen, la commission lance en 1999 une stratégie d'action. Une stratégie tellement efficace que 15 ans plus tard, en 2015, rien n'est fait. Ou plutôt, le travail de sape des lobbys de la puissante industrie chimique a été efficace. Franceinfo 08.03

2- La France affiche un déficit commercial record en janvier - latribune.fr

Selon les Douanes, le déficit commercial s'est élevé à 7,9 milliards d'euros en janvier 2017. Un niveau jamais atteint.

Avoir un seul champion, c'est très compliqué. Il suffit que celui-ci fasse un peu moins bien que d'habitude ou qu'il cesse d'élever son niveau de jeu pour que toute l'équipe en souffre. En janvier, en raison de livraisons d'Airbus moins élevées que d'habitude, le déficit commercial de la France s'est élevé à 7,9 milliards d'euros selon les Douanes. C'est un record. Un triste record.

"Cette aggravation très forte est due en partie au niveau extrêmement bas des ventes d'Airbus, qui subissent le contrecoup des livraisons exceptionnellement élevées du mois précédent", expliquent les Douanes. "Celle-ci coïncide avec une importation inhabituelle à cette date de certains produits pharmaceutiques. Enfin, la dégradation du solde de produits énergétiques constatée depuis plusieurs mois s'aggrave, en raison notamment de la remontée des prix du pétrole", poursuivent-elles.

La fenêtre de tir se referme

Ce dernier point est intéressant. Concrètement, si la remontée du pétrole devait se poursuivre, il en serait fini des espoirs de la France de rééquilibrer sa balance commerciale, en déficit depuis 2003, ou, au moins, sa balance commerciale de produits manufacturés. C'était pourtant ce que prévoyait le gouvernement au début du quinquennat. Il ne manquerait plus que l'euro reprenne du terrain face au dollar pour que la fenêtre de tir favorable pour les exportateurs et en particulier pour ceux qui exportent hors de la zone euro se referme. latribune.fr 08.03

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mars 2017

CAUSERIE

(J'ai reproduit plus tard le contenu d'un article à lire en rapport avec la causerie du matin.)

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

Afficher sa loyauté envers les institutions de la Ve République est un exercice périlleux ou les "quatre vérités" du POID.

Gluckstein vient d'affirmer dans son éditorial (Tribune des travailleurs du 8 mars 2017), que le rassemblement ou meeting en soutien à la candidature du candidat de LR, François Fillon, place du Trocadéro le 5 mars dernier, s'inscrivait dans la "tradition" de "tentatives de coups d'État, coups de force et coups tordus (...) contre la justice et les institutions de l'État" dont Gluckstein entend ici se faire le défenseur, c'est son droit et nous ne lui contesterons pas.

En revanche il semblerait que son acharnement à soutenir le PS et son candidat l'ait aveuglé une fois de plus ou révèle la véritable nature opportuniste de sa petite entreprise (POID). Poursuivons la lecture savoureuse de cet éditorial.

Plus loin Gluckstein en vient naturellement à afficher ouvertement son soutien aux institutions de la Ve République qu'il prétend par ailleurs combattre, ce dont nous étions portés à douter fortement pour ne pas dire que nous étions intimement convaincu du contraire depuis belle lurette, cet épisode conforte donc notre appréciation politique. Voici donc la suite :

- "...Fillon surfe sur une vague dangereuse qui ne peut que laisser des traces. La Ve République est certes un régime bonapartiste, mais elle avait tout de même intégré, au moins formellement, la notion traditionnelle héritée de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs. Au rassemblement du Trocadéro, le 5 mars, on a entendu les manifestants dénoncer les « juges rouges », appeler à « nettoyer le pays », s'engouffrant dans la brèche ouverte par l'appel à manifester contre la « justice manipulée ». Cette tentative de déstabilisation de l'appareil d'État va au-delà de l'élection présidentielle et transgresse la limite qui distinguait jusque-là la droite traditionnelle de l'extrême droite."

Toute tentative de caractériser le pouvoir en place et ses magouilles pour ce qu'ils sont, Hollande et son gouvernement, donc le PS, se voit estampiller d'extrême droite. On retrouve là la même méthode scélérate employée par les idéologues conservateurs et les médias pour décrédibiliser les journalistes, intellectuels ou militants qui proposent des versions différentes des faits de celles des représentants de l'Etat ou leurs porte-parole.

L'imposture serait imparfaite sans la falsification des faits, qui va le conduire à en appeler au Medef pour justifier son attaque contre Fillon qui va de pair avec son soutien à Hamon, vous ne rêvez pas, il en a appelé au syndicat patronal dont apparemment Gluckstein partagerait les mêmes intentions. Venons-en aux faits.

Gluckstein a écrit que l'attitude de Fillon "inquiète, y compris dans les cercles dirigeants de la classe capitaliste. Il y a encore quelques semaines, Fillon était le candidat du Medef", vous avez bien noté " Il y a encore quelques semaines", or c'est absolument faux, là ou les preuves (moteur de recherche Google) :

7 avril 2016 - Avec son mouvement "En Marche", Macron séduit déjà le Medef <https://www.marianne.net/.../avec-son-mouvement-en-marche-macron-seduit-deja-le-...>

17 novembre 2016 - Macron: Elus, patrons, médias... Qui sont les soutiens du candidat ... www.20minutes.fr Emmanuel Macron, tout frais candidat à l'élection présidentielle, a un ... début novembre, a été son premier soutien dans le monde de l'entreprise. ... Leur porte-parole, Pierre Gattaz, saluait la création d'En Marche !

18 janvier 2017 - Gattaz critique Fillon et juge « intéressant » le projet de Macron bfmbusiness.bfmtv.com/.../gattaz-ecorne-fillon-et-juge-interessant-le-projet-de-macron-...

18 janvier 2017 - Pierre Gattaz reproche à François Fillon de mettre "le feu au pays". Ici, lors d'une conférence de presse le 19 septembre 2016 à Paris.

Gattaz reprochait à Fillon de mettre "le feu au pays" se transforme sous la plume du faussaire Gluckstein pris ici en flagrant délit en "Fillon était le candidat du Medef" !

Gluckstein est allé encore plus loin dans la fabrication de faux arguments. Sachant que Gattaz soutenait Macron, il en a appelé à l'ex-présidente du Medef, Laurence Parisot, qui elle soutenait Juppé contre Fillon. Or il se trouve que Hollande, Macron, Hamon et Juppé tenait le même discours sur la Russie qu'Obama ou étaient des partisans de la "guerre froide", des va-t-en-guerre jusqu'au boutiste contre la Syrie, contrairement à Fillon qui s'y refusait ou entendait la briser, tout du moins dans les intentions qu'ils affichaient dans ses discours à l'instar de Trump, hormis cet élément, quel que soit le candidat qui serait élu, il poursuivrait la politique de ses prédécesseurs à l'intérieur comme à l'internationale. Gluckstein le sachant pertinemment, cela signifie qu'il n'a pas hésité un instant à rejoindre le camp de la guerre juste pour justifier son argumentation et au-delà sa ligne politique de soutien au candidat du PS, pro-OTAN, pro-guerre, pro-UE, pro-troïka, pro-ONU, anti-ouvrier, antisocialiste, etc. bref, réactionnaire sur toute la ligne.

Pour conclure, Gluckstein s'est bien passé de signaler que des avocats et des professeurs d'université avaient caractérisé

l'opération menée depuis l'Elysée contre Fillon de « *coup d'Etat institutionnel* » dans un appel publié mi-février par le portail Atlantico puis repris par la plupart des médias, ce que j'ai vérifié, quelques exemples.

18 février 2017 - François Fillon : appel de juristes contre un coup d'Etat institutionnel ... www.atlantico.fr/.../francois-fillon-appel-juristes-contre-coup-etat-institutionnel-geoff...

18 février 2017 - Affaire Fillon : 13 juristes dénoncent un "coup d'État institutionnel" - Le ... www.lepoint.fr › Justice

19 février 2017 - Ces juristes anti-mariage pour tous qui dénoncent un coup d'Etat ... <https://www.challenges.fr/.../ces-juristes-anti-mariage-pour-tous-qui-denoncent-un-coup-...>

22 février 2017 - Affaire Fillon. Quelques doutes sur « le coup d'Etat institutionnel » – 1 ... libertes.blog.lemonde.fr/.../affaire-fillon-quelques-doutes-sur-le-coup-detat-institution...

Que pour décrédibiliser les auteurs de cet appel l'Agence Française de Propagande (AFP) se soit empressée de signaler qu'ils figuraient parmi les opposant du "*mariage pour tous*" qui n'était pas du tout le sujet abordé, n'étonnera personne, cela témoigne seulement qu'ils étaient à court d'arguments pour contrer la contre-offensive de Fillon contre la machination ourdi au plus haut sommet de l'Etat pour faire élire Macron.

Nous passerons le fait qu'une centaine de parlementaires (Assemblée nationale et Sénat) dont Bartolone, le président PS de l'Assemblée nationale, aient commis un "*crime*" similaire à celui de Fillon sans pour autant être inquiétés par la justice ou jetés en pâture à l'opprobre publique par les médias qui font unanimement campagne pour Macron.

Gluckstein qui s'exprime publiquement n'est pas très curieux décidément, pas un instant il ne sera demandé pourquoi cette affaire est sorti à ce moment-là, alors qu'une partie des faits reprochés à Fillon datent des années 80, il n'a pas cherché à comprendre ce qui se passait réellement, il s'est détourné des faits tout bonnement puisqu'ils auraient contredit son argumentation fabriquée de toutes pièces.

On aurait pu penser qu'il allait axer ses coups contre Macron qui vampirise le PS et que les médias présentent déjà comme le prochain président de la République, mais peut-être craignait-il que le pronostic médiatique se révèle une nouvelle fois foireux et que ce soit Fillon qui figure au second tour face à Le Pen, ce qui ne justifierait en rien de falsifier les faits.

Gluckstein est tellement sous influence (et isolé), qu'il reprend à son compte la rhétorique officielle de la menace, du danger qui menacerait pour justifier le vote "*utile*" en faveur du candidat du PS, c'est pitoyable ! En 2012, le "*danger*", c'était aussi bien Le Pen que Sarkozy ou Hollande, et on a été servi pour avoir eu le président et le gouvernement les plus réactionnaires de la Ve République, c'est le parti de Gluckstein qui l'avait affirmé lui-même, bon depuis il ne le dit plus, normal, c'est du passé, il est passé à autre chose et ainsi de suite, en 2017 quel que soit le candidat qui sera élu, y compris hypothétiquement Hamon, assurément vous serez servis de la même manière.

Il y a fort à craindre que dans l'avenir ou dès demain la situation sociale et politique en France dégénère comme aux Etats-Unis, où plus personne n'ose plus depuis plus d'un demi-siècle envisager un quelconque changement politique, même en rêve cette idée ou perspective a totalement disparu de la tête du peuple américain, quel cauchemar !

En guise d'épilogue, un extrait de cet appel de juristes qualifiant l'opération montée contre Fillon de « coup d'Etat institutionnel ».

Atlantico.fr - Les termes de « coup d'Etat institutionnel » définissent parfaitement les manoeuvres employées à l'encontre de François Fillon, pour tenter de l'empêcher, à tout prix, de concourir à l'élection présidentielle.

Le pouvoir a dévoyé le droit pénal et la procédure pénale pour tenter de détruire la réputation de son principal adversaire ; le but de cette vaste opération étant de favoriser l'élection d'un successeur déjà coopté, faux nez d'une candidature sociale-démocrate ou socialelibérale qui était d'avance vouée à l'échec.

Le candidat de la droite et du centre était jugé dangereux car il avait déjà recueilli la confiance de plusieurs millions de ses compatriotes lors de primaires irréprochables. Il fallait donc, pour tenter de le discréditer, lui imputer à délit des faits qui ne tombent manifestement pas sous le coup de la loi. L'allégation d'un « détournement de fonds publics » est contraire aux termes du code pénal et incompatible avec les principes constitutionnels.

Contraire aux termes du Code pénal d'abord : le texte qui définit ce délit, l'article 432-15, ne vise, comme auteurs possibles de celui-ci, qu'une « personne dépositaire de l'autorité publique » ou « chargée d'une mission de service public », qu'un « comptable public » ou un « dépositaire public », qualités que n'a évidemment pas un parlementaire.

Au surplus, il est plus que douteux que les sommes versées à un parlementaire pour organiser son travail de participation au pouvoir législatif et au contrôle du pouvoir exécutif puissent être qualifiées de fonds publics.

Contraire aux principes constitutionnels ensuite : à celui de la séparation des pouvoirs, seul garant du caractère démocratique des institutions et obstacle à la tyrannie. L'indépendance dont dispose le parlementaire, y compris dans la gestion de ses crédits destinés à rémunérer ses collaborateurs, n'est pas un simple caprice. C'est le préalable nécessaire à l'une de ses missions constitutionnelles qu'est le contrôle de l'exécutif. Pour préserver le principe de séparation des pouvoirs, les assemblées disposent, comme elles l'entendent, de leurs crédits de fonctionnement. Incriminer l'emploi discrétionnaire de ces dotations serait s'en prendre à l'exercice de la fonction d'un parlementaire, s'attaquer par là-même au principe constitutionnel de l'indépendance des assemblées parlementaires, corollaire de la séparation des pouvoirs. Pour l'exécutif, prétendre contrôler l'utilisation des dotations d'un parlementaire au moyen d'une procédure pénale enfreint donc ce principe.

Dans le cas de François Fillon, l'atteinte à la Constitution est d'autant plus grave que la procédure pénale est engagée illégalement. En admettant qu'il y ait eu violation du règlement d'une assemblée parlementaire, une enquête n'aurait pu être menée que par le bureau de l'assemblée en cause. C'est bien d'ailleurs la procédure qu'a retenue le Parlement européen pour sanctionner une candidate à l'élection présidentielle française.

A plus forte raison, le pouvoir ne pouvait-il laisser le parquet national financier (PNF) se saisir d'une telle enquête (ou l'y inciter) ? Il saute aux yeux que les faits allégués contre le candidat n'entrent pas dans les chefs de compétence énumérés par l'article 705 du code de procédure pénale (loi du 6 décembre 2013) de ce ministère public : non seulement ces faits ne répondent à la définition d'aucune des infractions mentionnées dans ces chefs de compétence, mais encore nul ne saurait prétendre sérieusement qu'ils présentent « une grande complexité », au sens dudit article.

C'est encore au prix d'une double erreur que le président de la République se retranche derrière l'indépendance de la justice. D'abord, les officiers du ministère public ne sont pas « la justice », la Cour européenne des droits de l'homme leur dénie l'appartenance à l'autorité judiciaire. Ensuite, ils ne sont pas statutairement indépendants du gouvernement, mais subordonnés au ministre de la Justice.

Il y a pire. Le bras armé du pouvoir, en l'espèce, est ce parquet national financier. Il est un organe d'exception au sens technique du terme, un organe à compétence dérogatoire au droit commun, limitativement définie. Faut-il rappeler sa genèse, à savoir le refus du pouvoir de se conformer au fonctionnement régulier du ministère public, faute d'avoir réussi à museler un procureur général de la Cour de Paris trop indocile à ses yeux (il est loin le temps où les tenants de ce pouvoir socialiste remettaient en cause le caractère exceptionnel de certaines juridictions, comme les cours d'assises spéciales en matière de terrorisme, sans parler de la Cour de sûreté de l'Etat) ?

Dès le début de l'enquête visant François Fillon, le parquet national financier s'est comme ingénié à justifier la suspicion légitimement née de cette origine : la précipitation avec laquelle l'enquête a été ouverte, sans même le respect d'un délai suffisant pour lire à tête reposée le Canard enchaîné laisse perplexe ; surtout, la publication dans Le Monde par deux « journalistes » familiers du président de la République, de son secrétaire général etc., des procès-verbaux de l'enquête à peine sont-ils clos, au mépris de secret de l'enquête, démontre irréfutablement une collusion entre les officiers du ministère public ou leurs délégataires et ces « investigateurs ». Le même journal combat d'ailleurs les moyens de défense constitutionnels invoqués par la défense de François Fillon en faisant appel à un civiliste...

Dans leur acharnement, ceux qui ont ourdi cette machination ont pourtant négligé ou sous-estimé un risque : celui d'une action engagée contre l'Etat, en application de l'article L.141-1 du Code de l'organisation judiciaire, en réparation du dommage causé par le fonctionnement défectueux du service public de la justice au cas de faute lourde. En effet, il ne se discute pas que la violation du secret de l'enquête ou de l'instruction en matière pénale constitue un fonctionnement défectueux du service public de la justice et que le rôle actif ou passif du parquet dans cette violation caractérise une faute lourde.

Il reste que la tentative de déstabilisation et de disqualification du candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle est sans précédent par sa violence et par l'implication ouverte de l'Etat.

[Affaire Fillon: quand le parti des médias pratique un hold-up démocratique par OJIM - Arrêt sur Info 10.03](#)

APRÈS LE BREXIT, LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP, ET L'ÉLECTION-SURPRISE DE FRANÇOIS FILLON AUX PRIMAIRES DE LA DROITE, LES MÉDIAS OCCIDENTAUX PANIQUENT ET RÉVÈLENT D'UNE MANIÈRE TOUJOURS PLUS FLAGRANTE LEUR FONCTION DE PURS PROPAGANDISTES DU SYSTÈME LIBÉRAL-LIBERTAIRE, QUITTE À INTERFÉRER COMME JAMAIS DANS LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE, TENTANT, PAR DES LEVIERS TOUT À FAIT INDIFFÉRENTS AU DÉBAT D'IDÉES, DE PROPULSER MACRON D'UN CÔTÉ ET DE DÉTRUIRE FILLON DE L'AUTRE.

Nous l'avons étudié dans un dossier spécial de l'OJIM : l'élection de François Fillon, à l'automne dernier, aux primaires de la droite, représentait un nouveau camouflet à l'encontre de médias français qui avaient dans leur majorité fait campagne pour Alain Juppé depuis qu'ils avaient pris la mesure de la faillite irrémédiable du PS. Nous ne pouvions imaginer, alors, que ces

médias dominants ne s'avoueraient pas vaincus pour autant, mais qu'ils mettraient tout en œuvre pour faire élire quoi qu'il en soit Alain Juppé, que celui-ci s'appelle Alain Juppé ou... Emmanuel Macron. Ces élections présidentielles de 2017, plus rocambolesques et absurdes que jamais, où aucun débat d'idées ou véritable confrontation de programmes n'ont encore pu avoir lieu à peine deux mois avant le scrutin, dans la décomposition des partis de gouvernement et de l'agora présumée du débat public, fait néanmoins émerger pour la première fois la cohérence sous-jacente de tout un système sous la bannière d'une même idéologie à l'emprise transversale, l'idéologie libérale-libertaire. Si le système démocratique moderne est fondé sur la règle, édictée par Montesquieu, de la séparation des pouvoirs : judiciaire, législatif et exécutif, auquel on peut adjoindre le quatrième pouvoir – médiatique, la dérive progressive de nos démocraties occidentales a finalement vu s'organiser, de manière sans doute plus ou moins volontaire, une collusion inédite pour un nouveau genre, subtil, travesti, sophistiqué, de tyrannie, où tous les pouvoirs, s'ils ne sont fondus ensemble, s'articulent néanmoins ensemble, autour d'un programme à la fois unique et indiscutable.

UN TOTALITARISME SOFT

L'exécutif, depuis au moins une vingtaine d'années, comme l'a éloquentement démontré le philosophe Jean-Claude Michéa, n'est jamais issu que d'une alternance de façade qui n'oscille qu'entre la mise en œuvre des deux pans du même programme. Soit la droite est aux affaires, et elle piétine les intérêts de la nation pour se consacrer exclusivement à des réformes libérales. Soit la gauche est aux affaires, et elle fait oublier son abandon du peuple et des questions sociales en faisant progresser en grandes pompes le libéralisme des mœurs (ce fut la loi Taubira du « Mariage pour tous » lors du dernier quinquennat), qui est le revers inéluctable d'un libéralisme économique qu'elle soutient de la même manière que la droite (loi Macron). À côté de cet exécutif dont la légitimité plébiscitaire est donc devenue tout à fait illusoire, le législatif a été mis sous tutelle des instances de Bruxelles, et donc d'une technocratie non élue qui ne vise qu'à mettre en œuvre de manière homogène et sur tout le continent le même programme libéral-libertaire. L'indépendance du judiciaire, après un scandale comme celui du « Mur des cons », dans les bureaux du syndicat de la Magistrature, ne peut que paraître tout à fait improbable. Sa conformité à l'idéologie libérale-libertaire régnante est telle qu'on peut, dans les couloirs, se lâcher contre ses opposants avec la virulence la plus décomplexée, sans risquer de heurter qui que ce soit de la maison. Cette idéologie est celle, encore, qui est divulguée avec une force de frappe inégalée par les médias dominants, le quatrième pouvoir ayant acquis une puissance tout à fait inédite à notre époque, et alors que son rôle est passé d'une action critique à une action essentiellement prescriptive (« voilà ce qu'il est de bon ton de penser sur tel ou tel sujet »).

UNE GUERRE OUVERTE

Le constat est donc simple : tous les pouvoirs ne sont pas concentrés dans les mains de la même personne, mais ils sont concentrés dans les mains d'un seul système idéologique, dual mais cohérent, structuré, au-dessus des partis de gouvernement devenus de simples exécutants de son programme, au-dessus des patries devenues de simples territoires où exercer un tel programme, au-dessus des peuples, simple matériau humain interchangeable à disposition d'un même programme, entretenus dans un simulacre de souveraineté, méprisés voire purement et simplement haïs. Ces derniers, globalement récalcitrants à tous les paramètres de mise en œuvre du programme libéral-libertaire, notamment à celui qui prévoit leur dissolution par l'immigration massive, sont conditionnés par tous les moyens, directs ou indirects, jusque dans leurs feuillets du soir, soumis à un chantage moral inique et permanent, abaissés dans leur propre estime afin de briser leurs réflexes, symboliquement exclus de l'humanité au cas où ils se rebellent trop ouvertement. Et depuis qu'a commencé d'enfler en Europe comme en Amérique une vague dite « populiste », c'est-à-dire s'insurgeant au nom des intérêts de cette plèbe immonde, la guerre est ouverte, tous les moyens sont permis, et la peinture de démocratie cosmétique s'effrite pour laisser de mieux en mieux voir l'acier du pilon.

FRANÇOIS FILLON CONTRE AMEL JUCRON

L'élection de François Fillon aux primaires de la droite, dont le résultat semblait pour beaucoup d'observateurs, alors, se confondre déjà avec celui de la présidentielle, a donc pris à revers le Parti des médias. On aurait pu croire néanmoins qu'il en reste là, d'autant que Fillon n'en demeurerait pas moins un libéral pur jus, réformiste, européiste, mondialiste, quasi thatchérien. Oui, mais d'un autre côté, sur le plan des mœurs, il montrait en revanche très clairement un réalignement sur les valeurs originelles de la droite promu à la fois par un mouvement comme « Sens commun » issu de la Manif pour tous, que par la tendance « dextrogyre » des opinions occidentales. Idem sur le plan géopolitique, en prônant un rapprochement avec la Russie et l'élaboration d'un monde multipolaire, il se démarquait franchement de la doxa mondialiste. En somme, à la synthèse libérale-libertaire, Fillon tentait d'opposer une alternative libérale-identitaire, dont la pertinence, ou même la possibilité, peut paraître très discutée. Quoi qu'il en soit, cette prise de distance par rapport au programme officieux s'avéra intolérable pour le système, au point qu'il décida de contester ce premier résultat des urnes en détruisant méthodiquement le candidat Fillon, tout en propulsant un nouveau Juppé, moins libéral-libertaire que libertaire-libéral, encore plus fantoche que le précédent, hystérique là où l'autre était rébarbatif, juvénile voire immature, là où l'autre était à demi sénile, illuminé, là où l'autre était soporifique, sans programme parce qu'appliquant précisant Le Programme quand l'autre prétendait encore qu'il s'agissait du sien : Emmanuel Macron.

UNE MÉCANIQUE DE HAUTE PRÉCISION

Cette collusion de pouvoirs redevenus indivis permet au système de déployer, avec un remarquable tempo, dans une saisissante harmonie, et avec l'efficacité d'une broyeuse, sa stratégie multimodale d'élimination du candidat Fillon au profit du

zombie hyperactif. Tous les rouages s'enclenchent mutuellement afin qu'aucune friction ne vienne perturber la machine en raison d'un choix imprévu au niveau de l'exécutif. Autrefois, la dictature, c'était du gros rouge qui tâche et de la coercition manifeste. Aujourd'hui, au XXI^e siècle, loin des temps primitifs, la tyrannie s'exerce comme une mécanique de haute précision. Le Canard enchaîné se déchaîne et mène la contre-offensive du système en jouant de sa gouaille anarchisante, puisque plus que jamais, au stade où nous en sommes et comme l'avait prophétisé Guy Debord : tout est inversé, et plus une entité nous est présentée comme « rebelle » et « subversive », plus on peut être certain qu'elle constitue un ramassis de mâtons. Le Canard, donc, depuis fin janvier, c'est-à-dire très précisément depuis l'ouverture de la campagne, se met à feuilletonner des révélations, France 2 enchérit en ressortant un vieil entretien de Madame Fillon avec une journaliste américaine, le Parquet National Financier embraie, les instituts de sondage – dont on sait qu'ils servent essentiellement à réaliser les prophéties de la presse qui sont en réalité ses désirs –, tambourinent crescendo la chute de Fillon et l'ascension de Macron.

ASSASSINAT POLITIQUE

C'est sur un blog hébergé par Médiapart que, le 7 février, Régis Desmarais signe un papier qui démonte point par point la manœuvre et en identifie les bénéficiaires. « M. Fillon a ainsi rémunéré sa femme sur un poste d'attaché parlementaire. Sur ce sujet, rien de neuf dans le monde politique. La plupart des élus, si ce n'est la totalité, emploient des proches sur des postes directement rattachés à l'exercice de leur mandat électif (...). La pratique est courante, non interdite par la loi et connue de la presse depuis des lustres. Mme Fillon a été rémunérée de 1989 à 2013 pour un montant de 830 000 euros... bruts ! Et oui, la presse brandit ce montant proche du million d'euros en omettant de préciser que la somme est en euros bruts. En net, Mme Fillon a perçu 639 000 euros et l'État a récupéré 191 000 euros ! En salaire mensuel net, sur la période considérée, Mme Fillon a donc perçu 2 218,75 euros. C'est une jolie somme, mais le travail d'un attaché parlementaire correspond à un travail d'agent de catégorie A de la fonction publique et le montant du salaire net n'est pas manifestement choquant ni déraisonnable. Qui aurait alors travaillé pendant 24 ans sans rémunération pour François Fillon ? Personne assurément. De fait, Mme Fillon n'est certainement pas restée inerte pendant toute cette période. » Dans tous les cas, cette affaire qui n'en est pas vraiment une aurait pu être éventée depuis longtemps : « François Fillon, à la différence de M. Macron, n'est pas un jeune nouveau dans le paysage politique. Il a détenu différents portefeuilles ministériels et il a été Premier ministre de Nicolas Sarkozy pendant cinq années... Cinq années au cours desquelles son épouse a perçu une rémunération d'attaché parlementaire. Étrange que la presse qui fait son travail ne se soit pas emparée de cette question à l'époque. »

LE FILTRE

« Dans un monde où plus de 99% des richesses planétaires sont entre les mains de 1% de la population mondiale, il est hors de question que la démocratie, qui par nature est la loi de la majorité donc des moins fortunés, laisse passer des candidats qui ne sont pas autorisés et souhaités par le système. Ce que les électeurs citoyens doivent comprendre dans cette affaire, c'est que nos démocraties contemporaines sont des simulacres. Oui, on choisit les candidats puis celui qui occupe la fonction suprême mais à la condition que ces candidats soient validés et pré-filtrés par le système (...). La désignation inattendue de Fillon par les électeurs de la primaire a coupé l'herbe sous le pied de ceux qui attendaient la désignation d'Alain Juppé, un candidat en tout point conforme aux désirs du système. Il était donc nécessaire de virer Fillon et nous assistons aujourd'hui à son assassinat politique pour que ce dernier n'accède pas à la fonction présidentielle. Cette mise à l'écart de Fillon est d'autant plus nécessaire qu'un autre beau et jeune candidat, sorti de presque nulle part, est en vogue et correspond en tout point au profil du candidat du système : Emmanuel Macron. Méditons sur le beau travail des journalistes qui laissent dans l'ombre cette fameuse histoire des 120 000 euros (80% de l'enveloppe budgétaire de représentation du ministère de l'économie) consommée par Macron avant son départ de Bercy pour financer des prestations sans lien avec le ministère de l'économie mais en très fort lien avec la préparation de sa candidature présidentielle. Sur ce sujet, mutisme de la presse. » À une époque où les journalistes ne sont plus que des propagandistes, il arrive que certains bloggeurs remplissent la mission à leur place.

COMLOTISME ?

Comme le système tremble sur ses bases, ses manœuvres sont de plus en plus brutales, désespérées et... visibles. Si bien que la dénonciation, au moins au premier degré, des procédés que nous tentons de mettre en lumière, finissent par se multiplier. Quelle est la défense du système médiatique ? Accuser de « complotisme » ceux qui le critiquent. Or, qui dit « complotisme » dit « théories nazies à la mode durant les heures les plus sombres de notre Histoire ce qui prouve que le ventre de la bête est encore fécond » et qu'il serait bon de vous pendre à Nuremberg pour le bien de l'Humanité. Certes. Le levier est tout de même sacrément usé. Que le système libéral-libertaire lutte naturellement, spontanément et par toutes les armes à sa disposition pour sa préservation n'implique pas forcément des conspirateurs conscients et organisés. Les faits sont néanmoins là : depuis vingt ans, les peuples européens sont menés là où ils ne veulent pas aller, que ce soit dans l'Europe sous des espèces technocratiques et libérales ou que ce soit vers la dissolution de leurs identités respectives. Tous les sondages le prouvent. Ces peuples sont officiellement consultés. C'est donc qu'il existe quelque part un hiatus ! Et il faut, par conséquent, être parfaitement déraisonnable pour ne pas en conclure que si ces peuples sont objectivement dépossédés de leur souveraineté au gré d'un perpétuel ramdam pseudo-démocratique, c'est que leur dépossession est le fruit d'un complot, d'autant que l'intérêt du complot en question se mesure à l'explosion parallèle des bénéfices de ceux qui profitent de l'ultra-libéralisme.

RÉPLIQUES DIVERSES

Le complot est d'ailleurs tellement manifeste que les derniers événements ne font que révéler une manœuvre toujours plus caricaturale. Si, le 5 mars, François Fillon organise sa réplique par un appel au peuple, c'est bien parce qu'il connaît la répartition des forces antagonistes. Immédiatement, le Point Godwin est bégayé hystériquement par un système aux abois : « Si cet appel à une manif dimanche contre « le coup d'État des juges » se confirme, le camp Fillon basculerait dans le factieux », juge le chef du service France de Libération. « Un mauvais remake du 6 février 1934 ? », commente le conseiller de Paris Jacques Baudrier. « Irresponsable et anti-républicain. #6février1934 », twitte l'ex-ministre Corinne Lepage. Quand il se révolte contre la tyrannie libérale-libertaire effective, le peuple est systématiquement accusé par celle-ci de fascisme imaginaire. « La liberté, c'est le fascisme », annonce ainsi Big Brother par tous ses divers canaux qui s'imaginent chacun bien à tort des personnalités indépendantes.

Après le succès du rassemblement, Juppé renonce officiellement, ce qui implique qu'il se tenait donc prêt, jusque là, à reprendre la place que les médias lui avaient confiée dès l'origine. Il n'abandonne pas sans donner des gages au système qui l'a chéri, allant jusqu'à accuser la droite de « radicalisation » : « Comme l'a montrée la manifestation d'hier au Trocadéro, le noyau des militants et sympathisants LR s'est radicalisé. », ose affirmer celui qui montre comment il fut toujours le candidat des médias auxquels il donne des gages en partant, et non de la droite, semblant confondre le Trocadéro et le Bataclan. Quel incident ? Quel bras tendu ? Quel lynchage de Musulman peut bien lui permettre d'évoquer une quelconque radicalisation ? Enfin, comment celui qui, en 1990, défendait au RPR la préférence nationale, la fermeture des frontières et l'arrêt total de l'immigration, peut-il se permettre de reprocher à son parti un simple retour progressif à ses fondamentaux ? Avant que celui-ci ne revienne sur 25 ans de course à la conformité idéologique décrétée par la gauche, il reste une sacrée marge pour qu'on puisse évoquer une quelconque « radicalisation ».

TO BE CONTINUED...

Et comme par hasard, après le succès de ce rassemblement, tiens donc, une nouvelle « révélation » du Canard, le 8 février, sur un prêt non déclaré du candidat des Républicains, vient prouver, si cela était encore nécessaire, comment s'organise l'étrange agenda médiatico-judiciaire... Chaque pseudo-découverte se manifeste bien comme un coup porté à la candidature de Fillon, exploité selon la posture ou la réplique de la cible. Comme par hasard, le second Alain Juppé, après extinction définitive du premier, est annoncé devant Le Pen dans les sondages du 7 mars, devenu désormais l'ultime carte du système. Nous verrons bientôt comment se poursuit la campagne présidentielle la plus invraisemblable de la Ve République, ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'elle n'est invraisemblable que parce que la nature parodique de notre prétendue démocratie s'y dévoile pour la première fois avec autant d'éclat.

OJIM – 10 mars 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mars 2017

CAUSERIE

Passage rédigé avant le 16 mars.

Quand la réalité dépasse de loin la fiction ou l'imagination la plus fertile.

Le contenu des articles que nous mettons aujourd'hui en ligne est littéralement explosif, subversif, à lire absolument et à faire circuler.

Précisons qu'ils sont du domaine public, à ceci près que la totalité des médias-oligarques les censurent afin qu'ils demeurent ignorés par la majorité de la population. Les documents dont il s'agit ont pour origine des officines ou des institutions qui ont pignon sur rue ou tout à fait respectables, tels le Pentagone, la CIA, les grands médias américains notamment.

Mais quel intérêt ont-ils à révéler soudain les dessous de certaines affaires sachant qu'ils n'étaient pas vraiment à leur avantage ou qu'ils les mettaient en cause, après s'être donné tant de mal pour les camoufler ou les nier pendant des décennies ? Parce qu'ils considèrent qu'il y a prescription. Ce sont des histoires anciennes que tout le monde ou presque a oublié ou ignore de nos jours. Et puis c'est sans conséquence politique, puisque la plupart ou la totalité des acteurs de l'époque ne sont plus en poste ou ont disparu, et quand ce n'est pas le cas, il faut y voir comme un avertissement ou une menace adressée à ceux qui leur résistent, dans le genre, voyez de quoi nous sommes capables, rien ne nous arrête, si vous persistez vous subirez le même sort. Sans compter que c'est une opération de communication ou de marketing pour redorer leur image ou louer leurs talents, surtout qu'ils terminent toujours en affirmant qu'ils auraient mis fin à certaines pratiques illégales depuis des années ou des décennies, ce qui n'est évidemment pas le cas la plupart du temps, mais les naïfs le croiront. Comment prouver le contraire puisqu'ils continuent d'agir dans l'ombre, hormis quand des transfuges osent parler. Dans ce cas-là, leur voix sera étouffée sous

un torrent d'articles de presse à caractère diffamatoire destinés à discréditer leurs auteurs qui seront qualifiés de théoriciens du complot ou de déséquilibrés mentaux et l'affaire n'ira pas plus loin, il faudra attendre encore un demi-siècle pour que la vérité qu'ils avaient enterrée refasse surface et ainsi de suite.

Ce qu'on retiendra, ce sont les rapports qu'ont tissé les différents acteurs qui concentrent le pouvoir, exécutif, législatif, judiciaire, médiatique et financier ou oligarchique, comment ces rapports ont évolué au fil du temps, comment ils se sont structurés pour finalement s'étendre à l'ensemble de la société, y compris le mouvement ouvrier.

On retiendra également comment ils s'emploient à fabriquer non seulement des événements susceptibles d'influer directement sur l'orientation de la société ou de la modifier dans une direction précise, mais aussi le traitement ou l'interprétation dont ils feront l'objet et qui deviendra la version officielle que tout le monde sera prié d'adopter ou de croire sur parole ou aveuglement, et qui sera reprise par l'ensemble des médias aux ordres, la boucle de la forfaiture ou du complot étant ainsi bouclée à l'insu de la population qui en y ignorera tout, ils pourront ainsi continuer de sévir indéfiniment en toute illégalité et impunément.

On vient de vous présenter brièvement la cour des grands où s'écrit et se fabrique l'histoire. Maintenant allons faire un tour dans la cour de récréation de la maternelle où s'ébattent nos pitoyables dirigeants. Vous avez pu observer les semaines précédentes comment ils s'étaient jetés comme un seul homme sur l'os à ronger Fillon que l'oligarchie et l'Elysée leur avaient balancé et qui était destiné à orienter la campagne électorale dans une direction déterminée ou à favoriser l'élection de Macron, surtout ne dites pas que ce genre de machination ou coup tordu serait téléguidé ou que les Glucksstein, Gauquelin, Arthaud, Poutou seraient sous influence, non pensez-vous ! Ceci explique très bien cela.

Ce qui nous distingue, c'est qu'eux ils prennent pour argent comptant les histoires que leur racontent les manipulateurs professionnels des consciences du régime, sans forcément y croire d'ailleurs, parce que cela les arrange, ils s'en accommodent et en deviennent les complices, ils se partagent les rôles pour que les travailleurs et les militants ne comprennent pas ce qui se trame dans leur dos, c'est tellement évident qu'on en serait presque gêné pour eux, je parle de ces dirigeants, car de notre côté on fait tout pour aider travailleurs et militants à démêler le vrai du faux pour mieux comprendre la situation et le rôle des uns et des autres, au passage, chacun aura compris pourquoi ces dirigeants ne peuvent pas ou plutôt surtout ils ne tiennent pas à accomplir cette tâche...

L'intérêt de savoir de quoi il retourne permet de cerner précisément la véritable nature et les réelles intentions des différents acteurs politiques en fonction de l'attitude qu'ils adoptent, observant qu'à l'instar de ceux qui nous gouvernent ainsi que les médias ils pratiquent le déni, la censure, on est en droit d'en déduire qu'ils partagent les mêmes objectifs ou tout du moins qu'on n'est pas vraiment en présence d'ennemis. La réalité est cruelle parfois, ne soyez pas injuste, ne m'en voulez pas je n'y suis pour rien, la faute à qui, à ces dirigeants. En adoptant ce comportement, ce n'est pas seulement la réalité qu'ils fuient, mais aussi la vérité. Qu'ils soient Charlie allait de soi !

Autres chose.

J'ai remis en ligne dans la page d'accueil le document du camarade Pierre Savaing sur l'histoire de l'OCI, organisation où j'ai milité pendant un peu plus de trois ans à la fin des années 70 et au début des années 80.

J'ai découvert par hasard un document qui pourrait intéresser les militants qui ne le connaîtraient pas *Bolchevisme contre lambertisme* publié en 2016 par le GMI, un groupe de militants issus du courant révisionniste communiste internationaliste qui dirige le POI et le POID (ex-OCI-PCI-PT), dit aussi lambertiste du nom du fondateur de ce courant "trotskyste" du mouvement ouvrier, Pierre Bousset dit Lambert, qui fut toujours attelé au char de la social-démocratie dégénérée, au stalinisme et aux bureaucraties syndicales corrompus.

Ce qui est intéressant et frappant à la lecture de ce document, c'est de constater que toute sa vie Lambert fut "*une nullité théorique, un orateur médiocre, un auteur illisible. Opportuniste, retors, combinard, manoeuvrier...*". A partir de ce constat accablant ou sans appel dressé par d'ex-dirigeants qui l'ont bien connu pendant parfois de longues décennies, on se demande comment certains d'entre eux pour ne pas dire la plupart ou pratiquement tous en sont arrivés à la conclusion qu'un individu aussi malfaisant les aurait "trahis" seulement à partir de 1981.

Je pense qu'ils n'ont pas réellement compris l'infamie que fut l'oeuvre de toute une vie, celle de Lambert, sa portée historique qui devait laisser l'avant-garde du mouvement ouvrier totalement désarmée et désorganisée, impuissante, pour affronter la formidable offensive qu'allait lancer la réaction mondiale dans la foulée de l'implosion de l'URSS.

J'ai envie de dire à ces ex-dirigeants de l'OCI-PCI que si Lambert a trahi en 1981, sachant qu'il entretenait des liens organiques depuis les années 40-50 avec les social-impérialistes ainsi qu'avec les staliniens (il fut réintégré dans la CGT en 1954 par Benoît Frachon un dirigeant stalinien pur jus), c'est comme s'ils affirmaient que la trahison de la social-démocratie datait de cette époque, ce qui évidemment n'aurait aucun sens ou ne correspondrait pas à la réalité. La trahison de Lambert ne datait pas du début des années 80, elle fut le fil conducteur qui relia chaque étape de sa longue carrière d'agent du régime.

La lecture de ce document est instructive, car parvenu à la fin il ne reste plus une seule miette du mythe ou de la légende que les dirigeants actuels de ce courant politique (du POI et du POID) avaient fabriqué autour de sa personnalité ou que Lambert s'était employé à construire lui-même. En revanche demeure l'ensemble des rapports qu'il avait établis et qui servirent de trame à sa stratégie, dont ceux avec les différentes couches du prolétariat ou plus généralement sa conception de la lutte de classe qui ne permit jamais de construire le parti.

Que les ex-dirigeants ou militants de ce courant politique et ceux qui en font toujours partie y soient toujours attachés au lieu de les identifier, de les caractériser et de s'en séparer conduira au même résultat.

La causerie du jour

Pour être totalement franc, j'ai à nouveau hésité à actualiser le portail.

Las Vegas, le casino, quelle farce, quelle mascarade, quelle parodie de démocratie, ils ne se donnent même plus la peine de faire semblant !

Vous ignorez encore ce qui vous attend, vous en êtes qu'au hors d'oeuvre, ici en Inde on a le droit au repas complet et c'est très lourd à digérer, indigeste, ce que vous êtes en train de vivre, c'est le lot quotidien du peuple indien depuis, depuis quand, disons quelques siècles. On a dit que la Grèce leur avait servi de laboratoire récemment, 40 ans plus tôt le Chili et l'Argentine, sans oublier le peuple américain qui leur avait servi de cobaye bien avant. Leur objectif : imposer leur régime oligarchique monstrueux à l'ensemble de la planète

- Inde: victoire du parti de Modi à la régionale en Uttar Pradesh - AFP

Le nationaliste hindou Narendra Modi a consolidé samedi son statut d'homme fort de l'Inde avec la victoire éclatante de son parti à l'élection régionale en Uttar Pradesh, État le plus peuplé du pays et c?ur de l'Inde hindiphone.

Les scrutins de cette terre aux 200 millions d'habitants, qui a donné à la nation huit de ses Premiers ministres depuis l'indépendance, sont considérés comme un baromètre de popularité du pouvoir en place à New Delhi. Le score historique qu'y réalise le Bharatiya Janata Party (BJP) sonne comme un plébiscite pour le style politique flamboyant et personifié du Premier ministre.

"On dit que la route de Delhi passe par Lucknow. Cette victoire met M. Modi en position extrêmement favorable pour 2019", lorsqu'il briguera un second mandat, estime Gilles Verniers, professeur à l'université indienne d'Ashoka.

Sur les cinq résultats régionaux annoncés samedi, le BJP a nettement emporté l'Uttar Pradesh et l'État montagneux de l'Uttarakhand. Il affirme aussi être en mesure de former des coalitions gouvernementales à Goa et au Manipur.

Largement battu en Uttar Pradesh, la patrie de la dynastie Gandhi, le parti de Congrès se consolera avec sa reconquête du Pendjab (nord).

Pour le BJP, "c'est un mandat historique donné par le peuple de ces États", s'est félicité son chef Amit Shah. Une télévision indienne est allée jusqu'à parler de "tsuNaMo" (NaMo comme Narendra Modi).

Les nationalistes hindous ont raflé à eux seuls 311 des 403 sièges de l'assemblée locale de l'Uttar Pradesh, État pauvre et rural aussi peuplé que le Brésil, selon les chiffres quasi-définitifs de la commission électorale.

Aucun parti n'avait atteint une majorité aussi écrasante dans cette région, au complexe tissu social de castes et de communautés, depuis les grandes heures du parti du Congrès au début des années 1980 sous le règne d'Indira Gandhi.

"Ma gratitude au peuple de l'Inde pour sa foi continuelle, son soutien et son affection envers le BJP. C'est une leçon d'humilité et une grande émotion", a tweeté Narendra Modi.

(Le journaliste de l'Agence Française de Propagande (AFP) exulte. - LVOG)

Dès la fin de matinée, devant le quartier général du BJP à Lucknow, ses partisans se lançaient de la poudre couleur safran, la teinte emblématique du parti, et distribuaient des pâtisseries, le tout au rythme enjoué des tambours.

Gangrené par la prévarication, l'Uttar Pradesh "devrait maintenant connaître un développement rapide. La corruption et le népotisme vont aussi disparaître", s'enthousiasmait Viti Kumar, une femme au foyer venue manifester sa joie.

Le Bharatiya Janata Party avait fait de sa campagne un référendum autour de la personne de Narendra Modi, saturant l'espace public de son image et de sa présence.

La pratique du pouvoir de M. Modi tend à instaurer "un lien direct entre le Premier ministre et la population, où les institutions et les partis n'ont pas voix au chapitre", note Gilles Verniers.

"Tout est ramené à la force et la capacité de travail d'un seul individu. On est là dans le parfait manuel du populisme", ajoute ce spécialiste de l'Uttar Pradesh.

Malgré les gigantesques perturbations monétaires qu'elle a entraînées, la démonétisation choc de l'automne pourrait bien avoir joué en faveur du Premier ministre. Il n'a eu de cesse de la présenter comme une attaque contre les riches et la corruption, se peaufinant par là une image de champion des pauvres.

"Je pense que la démonétisation était une immense folie. Mais en politique, vous pouvez retourner une décision économique calamiteuse en un puissant atout", commente le journaliste politique Parsa Venkateshwar Rao.

"La seule alternative possible au BJP en 2019, c'est une grande alliance de partis d'opposition", estime M. Verniers. Laminé en 2014, le parti du Congrès, qui dominait la politique indienne depuis l'indépendance, est en net déclin. AFP 11.03

Vous voyez, ici aussi il n'existe aucune issue politique et c'est ce qu'ils nomment un parti "populiste" qui est au pouvoir. Modi est sous influence de l'USAID, une officine de la CIA, on est mal barré !

Ils ont baissé la rémunération des comptes bancaires comparables au Livret A si vous voulez, où j'ai placé mon petit capital, résultat mon revenu va passer de 17 à 12.700 roupies par mois au mois d'août prochain (158,75 euros), heureusement qu'on a le salaire de ma compagne en plus, 7.000 roupies. Eh oui, on fait partie des pauvres, lentement mais sûrement on s'appauvrit un peu plus chaque jour ! Mais je comprends que cela puisse laisser indifférents mes lecteurs

Tenez je vais vous avouer un truc qui va vous étonner : En dehors des classes supérieures, les Indiens honnissent le régime, dire qu'ils le haïssent est franchement en dessous de la réalité, ils le vomissent ou leur condition si vous préférez en ouvrant les yeux le matin et en les fermant le soir. Etonnant, n'est-ce pas ? Et il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour en déduire que l'immense majorité des peuples sont animés par le même état d'esprit. Ne serait-ce pas ce qui devrait guider notre politique ?

De nos jours en occident les intellectuels sont en dessous de tout, la corruption et la lâcheté les a rendu séniles avant l'âge, y compris ceux du mouvement ouvrier. Si parmi ceux du XVIIIe et du XIXe siècle il se trouvait un grand nombre de révolutionnaires, de nos jours ils sont tous réactionnaires à des degrés divers, y compris les plus progressistes d'entre eux. Cela laisse songeur ou nous interpelle. On se demandera pourquoi. Ceux qui ont rejoint le mouvement ouvrier seront les premiers étonnés, que dis-je, consternés qu'on pose cette question parce qu'elle les concerne ou les vise en premier lieu. Force est de constater que leur développement intellectuel a été stoppé par quelque chose, et que, lorsqu'on le met en évidence, cela a le don de les rendre furieux, hystérique ou ils nous méprisent, et s'ils sont incapables de réagir autrement c'est sans doute parce nous avons visé juste en décrivant ce qu'on observe lorsqu'on les place face à un miroir qui reflète leur médiocrité de pensée, mais aussi morale, qui est à l'image de la décadence et de la décomposition du régime. C'est assurément peu flatteur.

Médiocrité morale car lorsqu'ils font dans le déni ou qu'ils refusent systématiquement d'aborder certains aspects de la situation présente ou passée à partir des faits, de l'enchaînement des faits, ils savent parfaitement ce qu'ils font, ils adoptent consciemment une attitude malhonnête ou hypocrite, et les plus nuisibles sont ceux qui vont emprunter le masque de la gauche ou de l'extrême gauche, alors qu'au départ leurs intentions étaient sans doute sincères ou saines, nous leur accordons volontiers, mais cela ne suffit pas à faire un état de conscience supérieur ou ne pallie pas de graves carences intellectuelles.

Les intellectuels inconsistants ou opportunistes qui dirigeaient la social-démocratie au détour du XXe siècle furent démasqués relativement rapidement lorsqu'ils furent confrontés à l'épreuve de la Première Guerre mondiale, parce qu'il existait à cette époque un cercle de dirigeants social-démocrates dont l'autorité au sein du mouvement ouvrier était incontestable du fait qu'ils maîtrisaient le marxisme pour les confronter et empêcher que le mouvement ouvrier tout entier ne sombrait dans le social-chauvinisme ou social-impérialisme qui allait devenir dès lors la seconde et unique nature de la social-démocratie. Certains théoriciens du marxisme sombrèrent à leur tour dans le plus vil opportunisme, dont K. Kautsky, ainsi le cercle des dirigeants marxistes se réduira durant les premières années de la guerre.

A l'issue de la guerre et au profit de la révolution russe, certains dirigeants rejoindront le camp des marxistes, pendant que d'autres le quitteront. La social-démocratie allemande fera assassiner en 1919 ses deux principaux dirigeants, Rosa Luxemburg et Kark Liebeck. En dehors du parti bolchevik ou du parti communiste russe, dans aucun autre pays il n'existera de dirigeants maîtrisant suffisamment le marxisme pour construire de véritables partis communistes et guider les mouvements révolutionnaires

qui allaient voir le jour à l'issue de la guerre et qui se solderont tous par des défaites.

En Russie, l'inertie de l'histoire, l'isolement de la révolution russe, quatre ans de guerre suivi par trois années de guerre civile puis la disparition du plus illustre dirigeant marxiste en 1924, Lénine, allait sceller le sort de la révolution et du parti communiste qui servait de guide au mouvement ouvrier révolutionnaire international qui allait à son tour sombrer dans l'opportunisme, le stalinisme. Les intellectuels communistes qui tenteront de résister à la dégénérescence stalinienne seront physiquement liquidés, et par dizaines de milliers les dirigeants ou cadres du parti bolchevik seront supprimés, de sorte qu'il ne restera plus que des intellectuels servils et corrompus ayant fait allégeance à Staline qui prendront le contrôle du mouvement ouvrier révolutionnaire international (L'Internationale communiste ou IIIe Internationale) pour mieux briser toutes les révolutions qui surgiront dans les années 30 à travers le monde.

Une fois le mouvement ouvrier international stalinisé ou épuré de ses éléments révolutionnaires, le socialisme sera pour ainsi dire retourné au stade antérieur d'utopie, de sorte que les staliens le caricatureront tout en en donnant une image totalement déformée, épouvantable, monstrueuse, et les intellectuels qui y adhéreront légitimeront une version du socialisme qui en réalité en était la négation ou y était totalement étrangère puisqu'elle relevait de la collaboration avec le capitalisme au lieu de l'affronter pour le renverser et instaurer ensuite le socialisme. L'Opposition de gauche ayant été décapitée par l'assassinat ordonné par Staline de son principal dirigeant en 1940, Trotsky, très faible sur le plan numérique et davantage sur le plan théorique, sortira encore plus affaibli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Du milieu des années 20 jusqu'au soulèvement hongrois de 1956, le mouvement ouvrier international, les intellectuels de gauche, mais aussi les représentants du capitalisme qui y trouvaient leur intérêt, le socialisme allait être identifié au stalinisme, disons que cela allait être la version qui allait figurer dans les manuels scolaires et dans tous les discours officiels, c'est ainsi qu'inconsciemment tous ceux qui allaient adhérer à un parti communiste croyant rejoindre un parti combattant pour le socialisme allaient être victime de cette formidable imposture. L'immense majorité des intellectuels, la quasi-totalité de ceux disposant d'un pouvoir ou pouvant influencer sur le cours de la société ou de l'histoire versèrent dans cette forfaiture, au point qu'on ne peut pas en citer un seul qui aurait rejoint l'Opposition de gauche ou la IVe Internationale fondée par Trotsky, hormis André Breton et quelques surréalistes pendant une brève période avant d'être récupérés par le stalinisme.

- *"Les monstrueuses iniquités inhérentes à la structure capitaliste ne sont pas pour nous scandaliser moins aujourd'hui qu'elles ne faisaient hier, aussi n'avons-nous pas cessé de vouloir — autrement dit d'exiger de nous-mêmes — qu'y soit mis un terme. Pour cela, nous ne doutons pas plus qu'alors qu'il faille en passer par des moyens révolutionnaires."* (André Breton, octobre 1957. Source : Message envoyé au meeting organisé par le P.C.I. pour le quarantième anniversaire de la Révolution d'Octobre et publié dans « La Vérité » du 19 novembre 1957 - <http://www.marxists.org/francais/general/breton/works/1957/breton.htm>)

Alors que le social-chauvinisme ou social-impérialisme n'allait sévir que pendant une très brève période avant que le communisme le supplante, une fois l'Opposition de gauche qui incarnait la continuité du marxisme ou du communisme vaincue le stalinisme devait sévir pendant plus d'un demi-siècle (ou jusqu'à nos jours) à la direction du mouvement ouvrier conjointement avec la social-démocratie dégénérée que les capitalistes allaient réactiver pour servir la même cause, la contre-révolution à l'échelle mondiale.

Les intellectuels qui allaient rejoindre le PS ou le PCF allaient être les témoins vivants et les complices de cette imposture d'une portée historique. Ils ne la dénonceront jamais parce qu'ils y trouvaient leur compte, voilà tout.

Quant à ceux qui rejoindront l'Opposition de gauche, aucun d'entre eux ne sera de la trempe de Lénine ou Trotsky, aucun d'entre eux ne maîtrisera suffisamment le marxisme pour prétendre en assurer la continuité, je n'invente rien, c'est Trotsky qui l'a affirmé en 1939-40, et pourtant il s'en trouvera pour oser se comporter comme tel avec toutes les conséquences néfastes ou catastrophiques qui devaient en découler infailliblement. La dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier et la multitude d'organisations ou sectes qui allaient surgir à partir des années 40 l'illustrèrent à leur manière. Comme ce fut le cas en Russie lorsque Lénine disparût, ce furent les dirigeants les plus médiocres et malfaisants qui s'emparèrent de la direction de l'Opposition de gauche, qui éclata rapidement et qui ne s'en remit jamais. Après coup on peut affirmer qu'ils lui portèrent le coup de grâce, car incapables de définir une stratégie politique pour construire un nouveau parti communiste, ils allaient se mettre au service de la social-démocratie dégénérée et/ou du stalinisme, autrement dit opter pour le réformisme bourgeois au détriment du socialisme sous l'étiquette du trotskysme, assassinant une seconde fois Trotsky.

Je ne prétends nullement être l'intellectuel qui se situerait au-dessus du lot ou qui posséderait les qualités qui avaient fait tant défaut aux dirigeants de ce courant politique, loin s'en faut, je me contente de dresser un simple constat sur la base duquel il me semble possible de réfléchir pour éviter de reproduire les erreurs du passé (et du présent) et définir de quelle manière nous devons concevoir le parti, pour qu'il constitue un pôle de regroupement pour l'ensemble des militants sincères ou honnêtes, révolutionnaires et qui entendent demeurer fidèles au socialisme.

Il va de soi qu'aucun parti actuellement existant n'est qualifié pour remplir cette condition puisqu'ils n'ont cessé de démontrer le contraire.

Vous avez pu constater depuis les années 80 que les dirigeants de ces partis ont essayé de construire différents types de partis qui se sont tous soldés par des échecs. Aucun ne s'est départi de son sectarisme originel contrairement parfois aux apparences, j'en veux pour preuve qu'aucun n'accepterait que j'y adhère et qu'y organise une tendance, ils ne supportent déjà pas que je

puisse m'abonner à leurs journaux, alors imaginez un peu quel cauchemar je serais pour eux.! Ceux qui possèdent des courants ou tendances sont alignés sur les plus droitières qu'incarne la politique de leur direction, de sorte que les autres courants ou tendances servent juste à assurer la survie de leur appareil ou à le légitimer, ils s'en accommodent servilement parce que leurs militants y trouvent leur compte, ils sont aussi corrompus. Leurs dirigeants incarnent l'incurie politique, l'imposture que nous dénonçons, nous ne voyons donc pas comment ils pourraient admettre de construire un parti qui respecterait le droit de tendance et qui accepteraient qu'une véritable discussion politique s'engage dans leur parti, ils s'en trouveraient déstabilisés, fragilisés, menacés, il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet. Quant aux autres dirigeants ou formations politiques issues de ces partis, ils sont bâtis sur le même modèle sectaire et dogmatique, ils ont été formatés par le lambertisme et ils n'ont jamais réellement rompu avec lui, là aussi ils n'ont cessé de le démontrer.

Tous vous diront qu'ils sont ouverts à la discussion (parlons-en, jugez par vous-même, etc. écrivent-ils dans leurs publications), je les ai pris au mot et je me suis aperçu très rapidement que c'était absolument impossible, sauf si vous êtes d'accord avec eux et que vous acceptez de ne pas évoquer certains sujets, unanimement ils traiteront avec le plus profond mépris vos arguments, ils refuseront de les aborder, et à ce jour je n'ai pas rencontré en 10 ans un seul militant issu du courant lambertiste avec qui il aurait été possible de discuter sérieusement, donc j'abandonne.

En conclusion, ce qui est le plus préoccupant à mon avis, pour notre cause, c'est la malhonnêteté ambiante, car rien ne peut être entrepris ou ne peut se construire sur des rapports viciés à la base, même une maison comportant uniquement un rez-de-chaussée finira par se fissurer de partout si les fondations ne sont pas solides ou saines.

Sur le plan personnel j'ai continué d'entretenir pendant de longues années des relations avec des gens avec lesquels j'étais en désaccord sur un tas de sujets, mais avec lesquels je partageais aussi pas mal d'idées, et cela n'a été rendu possible que parce que nous nous parlions franchement, tout du moins c'est ce que je croyais, j'ai même été jusqu'à croire que c'était ce qui avait cimenté nos relations, et le jour où malheureusement ce ne fut plus le cas en me faisant un procès d'intention, je le pris très mal, nos relations cessèrent aussitôt à mon initiative car j'étais en droit de penser que cela ne datait pas d'hier et qu'elle s'était bien foutue de moi. Il y a ainsi des gens qui sont assez sournois et ignobles pour se faire un malin plaisir d'user de votre sincérité qu'ils assimilent à de la crédulité pour vous abuser, entre nous, c'est franchement dégueulasse.

Les partis ouvriers se sont toujours construits par en haut au départ, ce sont des intellectuels ou des membres des classes moyennes qui en ont été à l'initiative. Au XIXe siècle, épouvantés par la condition ouvrière particulièrement injuste ou inhumaine ils prirent la direction du mouvement ouvrier... De nos jours, ils sont engagés pour un tas de cause, l'environnement ou les droits de telle ou telle communauté ou minorité, sauf la condition ouvrière qui ne les manifestement intéressent pas, peut-être parce que cela les forcerait à avoir des rapports avec le mouvement ouvrier et qu'ils n'y tiennent pas, soit, cela peut se comprendre, et bien qu'ils en prennent la direction, de quoi, mais du mouvement ouvrier. Comment le pourraient-ils sans programme et théorie révolutionnaire, et puis faudrait-il encore qu'ils en aient la volonté et surtout qu'ils aient le courage d'affronter le régime, or c'est ce qui leur fait le plus défaut, toutes les causes pour lesquelles ils s'engagent sont compatibles avec l'existence du régime, d'ailleurs même les oligarques et le législateur y mettent la main à la pâte, par contre quand il s'agit de défendre une réforme sociale à caractère politique (retraite, Sécu, etc.), ils répondent tous aux abonnés absents parce qu'ils ne veulent pas affronter directement le régime. L'éphémère "Nuit debout" l'a suffisamment illustré si nécessaire.

Il n'y a plus rien de progressiste dans le capitalisme, et il n'y a plus trace d'humanisme chez les intellectuels.

De nos jours les intellectuels sont décidément trop corrompus, ils bénéficient d'un statut privilégié, d'un mode de vie confortable, et leurs prises de position ne leurs servent qu'à se donner bonne conscience, à se faire passer pour des gens de gauche ou progressistes, alors qu'en réalité ils ne valent pas mieux que les dirigeants du mouvement ouvrier avec lesquels ils rivalisent d'hypocrisie. Que faudrait-il pour qu'ils réagissent ? Là je n'en sais rien.

A l'époque de Marx et Engels, des centaines d'intellectuels à travers toute l'Europe s'étaient engagés au côté de la classe ouvrière... A cette époque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, l'espoir d'un monde meilleur et plus juste avec ou sans le capitalisme était une perspective crédible, alors que de nos jours rendu au stade de l'impérialisme en putréfaction, cet espoir doit être placé forcément au-delà du capitalisme pour être cohérent, cela nécessite un effort de volonté ou d'abnégation colossale pour des gens qui ont troqué leur dignité contre un statut de nantis et qui sont limités ou médiocres sur le plan intellectuel. La corruption de l'intellectuel, il n'y a pas à chercher bien loin pour la repérer, il suffit qu'il conçoive et estime légitime l'existence des riches et des pauvres, tout le reste sera à l'avenant. C'est marrant, quand on est pauvre et un peu développé intellectuellement on ne pense pas comme eux, on trouve cela illégitime

J'ai un conseil à donner aux lecteurs, exigez toujours des réponses aux questions que vous posez. Exigez qu'on prenne en compte vos arguments, qu'on les examine sérieusement. Ne vous contentez pas de lieux communs, de généralités, de sophismes, ne craignez pas d'être ridicules face à des gens qui ont un statut supérieur au vôtre, qui sont inconsistants, qui passent leur temps à se contredire ou à tenir des discours incohérents, faites-leur remarquer, mettez-les face à leurs responsabilités, moquez-vous d'eux s'ils persistent dans le déni ou le mensonge, frappez-les où cela fait mal. Répondez à leur mépris ou à leur arrogance en les traitant d'imbéciles ou d'ignares, cela les déstabilisera, sauf les plus cyniques ou pourris évidemment.

Vous n'avez pas à être complexés face à ces gens-là ou à vous sentir inférieurs en leur présence. Laissez-les débiter leurs

fadaises, et quand ils ont terminé, vous leur dites : c'est tout, c'était pour en arriver là, cela ne valait vraiment pas la peine. Vous voulez les coincer facilement, demandez-leur s'ils ont lu les articles publiés par les médias alternatifs, s'ils vous répondent non, alors vous pouvez leur dire qu'ils parlent sans savoir de quoi ils parlent parce qu'ils ignorent l'essentiel de la situation, vous ne prenez aucun risque, vous êtes certains de les moucher, c'est un truc imparable, d'une efficacité redoutable. Généralement on s'en aperçoit parce qu'ils sortent des trucs énormes, c'est inévitable s'ils n'ont pour seule source d'information que les médias mainstream et la littérature du mouvement ouvrier.

Un autre conseil, vous ne vous sentez pas en mesure de rivaliser avec eux (ou vous n'en avez pas envie), pas de problèmes, tenez-vous en à vos droits, à vos besoins, à vos aspirations, ils sont tous légitimes et se passent de toute justification, observez leur réaction et retenez-vous d'éclater de rire si possible car cela va devenir cocasse. Ils sont universels, c'est suffisant. Si tout au long du processus historique les esclavages n'avaient pas fait prévaloir leurs droits, besoins ou aspirations la civilisation humaine ne se serait jamais développée, elle n'aurait jamais vu le jour.

Si maintenant rejoindre un parti vous révolte, ce qu'on comprendrait parfaitement, essayer au moins de partager vos idées, faites connaître ce que vous savez sans chercher à convaincre que votre interprétation serait la meilleure. Les faits parlent d'eux-mêmes la plupart du temps, il faut juste les prendre dans leur enchaînement, il s'en dégage une logique, et comme elle repose ou se traduit par des rapports, en les inversant on aboutit à une autre logique, une réalité ou un monde se substitue au leur, leur orientation change de direction, vous vous situez au-delà du capitalisme et non dans un univers fantasmagorique. Il faut avoir une activité militante, on ne peut pas se contenter d'idées ou de discours, sauf à les partager encore une fois. Après tout c'est passionnant de rencontrer des gens qu'on ne connaît pas, il y a du rebut forcément, mais aussi de bonnes surprises.

Aider la conscience de classe des travailleurs de progresser par n'importe quel moyen devrait être notre obsession, c'est à la portée de chacun à défaut de pouvoir compter actuellement sur un parti pour accomplir cette tâche politique. Toutes les tentatives d'entrisme dans des partis ouvriers furent futiles ou inutiles et se soldèrent par des échecs. Voilà ce que dira Trotsky en avril 1939 de celle de 1934 dans la SFIO :

- *"En France, la régénération de notre groupe a commencé avec l'entrée dans le parti socialiste. Cette politique ne fut pas clairement comprise par tous; elle nous permit pourtant de gagner de nouveaux militants. Malheureusement, ces recrues étaient habituées à un milieu large et, après la scission, elles se sont un peu découragées. Au fond, elles n'étaient pas suffisamment trempées, elles n'ont pas su s'accrocher et elles ont été reprises par le courant du Front populaire. C'est regrettable, mais explicable."* (L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939 - Discussion dans la IVe Internationale. Source : <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/04/lt19390400b.htm>)

Les militants de l'Opposition de gauche (la Ligue communiste) seront exclus de la SFIO un an plus tard, et comme l'avouera 5 ans plus tard Trotsky, cette expérience n'aura servi strictement à rien pour ne pas dire que cette tactique fut désastreuse et que cette décision fut une erreur politique. On peut ajouter que l'issue du Front populaire était connue d'avance et que Trotsky passa outre, car rien ni personne ne pouvait y changer quoi que ce soit malheureusement, il fallait s'en tenir à ce constat puisque c'était la réalité, et partant de là définir une autre tactique pour construire le parti, dans des conditions difficiles certes, car les travailleurs et les militants étaient bourrés d'illusions dans le Front populaire, mais qui seraient rapidement suivies de désillusions, c'était inévitable ou prévisible. Non seulement les militants de l'Opposition de gauche dépensèrent leur énergie pour rien, ils sortirent affaiblis et plus divisés que jamais de cette expérience. Désespérée pour désespérée, il était dérisoire de se lancer dans une telle aventure qui serait forcément sans lendemain compte tenu des rapports qui existaient entre la SFIO et le PC d'un côté et le prolétariat de l'autre. Je ne pense pas que Lénine aurait soutenu une telle orientation, il y aurait vu sans doute une résurgence du fâcheux penchant de Trotsky à vouloir concilier l'inconciliable tout en étant animé de bonnes intentions cela va de soi, le terme concilier n'est pas tout à fait juste ici, celui de combinaison illusoire serait plus approprié parce que Trotsky n'avait aucune illusion dans la SFIO ou dans le Front populaire.

Près d'un demi-siècle plus tard, le dirigeant de l'OCI Pierre Lambert rescidivera en connaissance de cause en envoyant des militants ou cadres dans le PS, l'opération dont l'issue était connue d'avance se soldera par l'intégration de ces militants ou cadres dans le PS et leur rupture avec l'OCI, ce dont feu-Lambert et sa clique de bureaucrates se moqueront éperdument une fois leur objectif politique atteint, porter Mitterrand et le PS au pouvoir, on peut même affirmer qu'ils en tireront une certaine satisfaction puisqu'ils saisiront cette occasion pour liquider leur parti (PCI) au profit d'un clone de la SFIO, et pousser encore plus loin l'opportunisme en lorgnant sur les militants du PS (et du PCF), témoignant ainsi qu'ils n'avaient retenu aucun enseignement des expériences passées et qu'ils étaient animés par d'autres intentions que celles qui animaient Trotsky. Quant aux militants de l'OCI-PCI qui devaient prendre du galon dans les instances des syndicats, en particulier dans FO, ils finiront tous par épouser la ligne réformiste ou de collaboration de classes de leurs dirigeants, tout en conservant leur étiquette trotskyste pour qu'on ne les accuse pas de collusion ou de trahison, en vain, plus personne n'est dupe de leur imposture désormais.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on conseille aux militants de les imiter. Bref, il faut écarter cette tactique désastreuse et les aventures hasardeuses consistant à chercher des raccourcis pour construire le parti ou influencer sur l'orientation de tel ou tel parti. Les travailleurs ou militants inorganisés peuvent se regrouper ou se rapprocher de groupes en fonction de leurs convictions pour continuer à avoir une activité militante en attendant des jours meilleurs, nous sommes désolés de n'avoir rien de mieux à leur proposer, qu'ils sachent que ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'histoire de la lutte de classe et qu'il existe une multitude de militants qui sont dans le même cas qu'eux à travers le monde.

Concernant la France, voici aussi ce que disait Trotsky en 1939 (source : id) : "le mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation" ou encore s'agissant de la situation : "Il nous faut nous préparer surtout et attendre un élément nouveau, un facteur nouveau dans la configuration générale des forces", l'irruption violente et incontrôlée des masses révolutionnaires à l'assaut du régime ? Si vous avez attentivement suivi les positions adoptées par tous les partis, si ce soulèvement se produisait peu de temps après les prochaines élections, il défierait tous leurs pronostics foireux puisque le prochain président de la République sera Fillon ou Macron, et non Hamon (pour se faire plaisir) ou Le Pen (pour se faire peur).

[Il ne suffit pas de le dire ou de le savoir, il faut commencer par l'appliquer à soi-même.](#)

Celui qui croit les gens sur parole, est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer. (Vladimir Lénine, « La crise du parti », 19 janvier 1921, OEuvres t. 32, Progrès, p. 37) (Lénine, La crise du parti, 19 janvier 1921).

La réalité est cruelle.

Pour paraphraser Lénine, on pourrait ajouter qu'il n'y a que les imbéciles pour croire qu'elle les épargnera.

On vous a fait croire que vous viviez sous un régime démocratique, alors que vous viviez déjà en oligarchie depuis des lustres. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que le PS et ses satellites ou alliés électoraux étaient de gauche, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer qu'ils étaient de droite depuis plus d'un siècle. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire qu'il existait des syndicats indépendants de l'Etat, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer le contraire. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que les médias et la justice étaient indépendants, alors qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer le contraire. Et vous l'avez cru.

On vous a fait croire que le progrès social issu de la lutte de classe du prolétariat était acquis pour l'éternité car inscrit dans les gènes progressistes, humanistes du capitalisme, et que vous marchiez inexorablement sur la voie qui mènait au bien-être et à la paix, alors que la crise du capitalisme devait entraîner la brutale décomposition de l'ensemble de la société et mettre à mal tous vos droits sur fond de chaos et de guerre. Et vous l'avez cru.

On ne vous accablera pas davantage, car on vous a trompés délibérément le plus souvent à votre insu.

Pour que le socialisme se réalise il fallait en prendre conscience et en tirer des enseignements pratiques, sauf que ni l'un ni l'autre ne se produira en l'absence de dirigeants possédant les qualités requises.

Devrait-on en conclure que l'amélioration de la condition ouvrière et le développement d'une importante classe moyenne au cours des décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale seraient à l'origine de l'insouciance dans laquelle ont baigné des générations de travailleurs et de leur impuissance de nos jours ?

C'est un peu comme lorsqu'une crise ou une guerre survient, tout le monde semble surpris, alors qu'en réalité elles étaient inscrites à terme dans le processus qui se déroulait sous nos yeux, et dont le dénouement ne pourrait pas être favorable aux exploités et aux opprimés, sauf à prendre les capitalistes pour des philanthropes prêts à sacrifier leurs intérêts au profit des nôtres.

On s'accommoda de bien des aspects insupportables de la situation, sous prétexte qu'ils ne nous concernaient pas directement, en espérant secrètement demeurer épargné jusqu'à la fin de notre courte existence, en vain.

Il faut reconnaître qu'on y a été encouragé par les démagogues, les dogmatiques et autres charlatans ou imposteurs qui sévissaient au sein du mouvement ouvrier, allant jusqu'à briser la détermination de centaines de milliers de travailleurs parmi les plus avancés qui l'avait rejoint, imprimant profondément le mode de pensée de l'ensemble des militants et cadres, de sorte qu'ils se comportent inconsciemment comme leurs dirigeants ou leurs anciens dirigeants en se réfugiant dans le déni et le mépris dès qu'on aborde des sujets aussi embarrassants que celui-là, parce qu'ils sont bourrés de tics, d'idées préconçues, de tabous n'ayant rien à envier aux vieilles bigotes superstitieuses, etc. ce qui a le don de servir de repoussoir aux travailleurs et jeunes qui envisageraient de s'organiser.

La société et le mouvement ouvrier sont en piteux état, à l'image de leurs dirigeants.

Tous les courants du mouvement ouvrier ont fait faillite, il n'y a donc plus rien à en tirer, c'est le premier constat qu'il faut admettre,

il faut donc le reconstruire sur une base de classe indépendante, celle du marxisme, du socialisme.

Il n'existe qu'un moyen d'en finir avec la confusion actuelle, caractériser l'Etat ou le régime, caractériser le PS et les directions des syndicats, caractériser l'idéologie de la classe dominante, et vous verrez qu'on y voit soudain beaucoup plus clair...

Vous aurez peut-être l'impression de vous sentir bien seul, mais rassurez-vous, dites-vous bien que tous les peuples exploités et opprimés sont avec vous. Mais si maintenant vous espérez vous retrouver en compagnie de ceux qui représentent le régime, vous allez être déçus et il va vous falloir redoubler de courage, de volonté et de patience pour conserver votre dignité en attendant des jours meilleurs...

[Ah "les jours heureux" \(Programme du Conseil national de la Résistance ou du Front populaire\), les "Trente glorieuses" \(1945-1975\) !](#)

- Famine: le monde vit sa "pire crise humanitaire" depuis 1945, affirme l'ONU - L'Express.fr

L'organisation internationale alerte sur le risque de malnutrition et de famine qui touche 20 millions d'habitants de trois pays d'Afrique, et au Yémen. L'Express.fr 12.03

Vous les entendez geindre de douleur, non, alors dormez tranquilles braves gens ! Vous entendez le bruit des canons, non, alors dormez tranquilles braves gens !

[Quand les faits objectifs sont ignorés, l'ère du totalitarisme est arrivée.](#)

- "Un nouveau gadget conceptuel vient de naître: la post-vérité.

Le dictionnaire d'Oxford l'a décrété «mot de l'année 2016». Il le définit ainsi: Néologisme qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles. L'encyclopédie en ligne Wikipédia nous apprend que l'ère de la post-vérité (ou ère post-factuelle) représente «une culture au sein de laquelle les leaders orientent les débats vers l'émotion en usant abondamment d'éléments de langage et en ignorant ou en faisant mine d'ignorer les faits et la nécessité d'y soumettre leur argumentation, cela à des fins électorales»."

(La post-vérité : une supercherie - par Jacques Perrin arretsurinfo.ch - Source : <http://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2017/no-6-6-mars-2017/la-post-verite-une-supercherie.html>)

Au diable la vérité quand elle leur déplaît ou quand elle n'est pas à leur avantage ! Raison de plus pour y rester fidèle et la partager avec le plus grand nombre s'ils la craignent à ce point-là.

Faire peur à quelqu'un pour en obtenir quelque chose, c'est le coup classique

C'est l'ère du totalitarisme de la pensée, l'apogée et le crépuscule du subjectivisme, de l'individualisme basée sur des facteurs subjectifs au détriment de la réalité objective.

La réalité objective, c'est notre condition d'esclave moderne, les difficultés quotidiennes qui nous pourrissent la vie, les maux que leur société nous impose, toutes les souffrances et humiliations inutiles et injustes qu'ils nous font subir, nos multiples privations ou frustrations, l'absence de liberté dans tous les domaines, le climat délétère, l'atmosphère nauséabonde qu'ils font régner et à laquelle personne ne peut échapper, etc. qui nous conduisent à en rechercher la cause et à en conclure qu'il faut faire table rase de la société telle qu'elle existe, renverser l'ordre établi et ses institutions pour reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales épurées du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de la haine, du chaos et de la guerre.

Voilà pourquoi ils veulent nous détourner de la réalité objective, ils ne tiennent pas à ce qu'on établisse le lien de cause à effet qui existe entre notre condition et le monde extérieur, la société, les rapports sociaux en vigueur.

Ils privilégient les émotions parce qu'elles sont dénuées de raison, de logique ; vous apercevez un serpent et vous prenez peur, alors qu'il est inoffensif à la distance qu'il est par rapport à vous, vous claquez dans vos mains et il prend la fuite, le danger était dans votre tête uniquement parce que vous n'aviez pas toute votre tête, c'est cela, ils veulent vous faire perdre la tête... pour mieux la formater ou vous la couper !

[Qui a dit ?](#)

- "les démocraties sont tout à fait fondées à interdire des mouvements anti-démocratiques, nazis ou communistes par exemple"

Réponse : Chantal Delsol, membre de l'Institut, fondatrice de l'Institut Hannah Arendt, philosophe et historienne des idées.
(Source : <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/03/10/31003-20170310ARTFIG00144-chantal-delsol-le-populisme-est-attache-a-des-enracinements-que-detestent-les-elites.php>)

Elle représente bien les "experts" véreux auxquels recourent les médias-oligarques...

Point de vue

L'ère des coquilles vides par Slobodan Despot - Lettre d'information ANTIPRESSE n° 67 du 12.3.2017

Le plus étrange printemps français

Nous évoluons désormais dans des systèmes sédévacantistes: des systèmes fondés sur la souveraineté populaire, mais où le siège du souverain est vide.

Après la perte du Tao vient la bonté.

Après la perte de la bonté vient la vertu.

Après la perte de la vertu vient la justice.

Après la perte de la justice vient le rite.

Le rite est l'écorce de la droiture et de la sincérité et le commencement du désordre.

(Livre du Tao, ch. XXXVIII)

La France ne respire plus en cette veille de présidentielle. La sidération est universelle: comment en est-on arrivé là? D'où sort ce Rastignac de synthèse dont on parle partout? Où sont passés les partis qui régnaient hier encore?

La comète Macron® a troué le firmament politique français et entraîné dans son sillage les décombres de tout ce qu'on pouvait appeler le «centre». Ne restent à leur place que le FN et son miroir, Mélenchon. Et tous contemplant l'improbable fuite en avant de Fillon, qui impose l'admiration par son entêtement même.

Les formes sont respectées, et d'autant plus qu'elles sont totalement creuses. La traque au Fillon est certes légale, mais son calendrier compromet sa légitimité. On a oublié les leçons du XXe siècle, où rien ne fut plus légaliste que les régimes totalitaires.

C'est l'une de ces évidences qu'on n'ose même plus rappeler publiquement, tant elles sont... évidentes. Du point de vue de l'intérêt public, il est ainsi infiniment moins grave de surpayer sa femme et ses enfants que de déposséder la nation du fleuron de son économie comme l'a fait Macron® entre autres en vendant Alstom à General Electric. A moins de quarante ans, le joli Emmanuel s'est déjà illustré comme l'un des plus redoutables prédateurs du patrimoine industriel français, mais nul ne le lui reprochera. Qu'a-t-on à lui reprocher si tout est légal? Ne vivons-nous pas sous un état de droit? L'intérêt public n'est codifié ni par un article de loi, ni par un impératif moral. On lui reprochera peut-être, mollement, ses cachotteries fiscales ou sa promotion payée sur la caisse de l'État. Mais ces licences restent peu de chose auprès des conséquences de son action ministérielle.

Ce qui a vraiment changé

Le phénomène Macron® est incompréhensible dans le cadre de la culture politique dans laquelle nous avons été élevés. Il relève pourtant d'une réalité qui ne date pas d'hier: la réalité de ces pouvoirs de l'ombre que dénonçait dès 1958 le Président de Simenon dans son prophétique discours à l'Assemblée. Une Assemblée «où les partis ne sont plus que des syndicats d'intérêts».

Rien de nouveau sous le soleil, alors? Si, justement: le fait que tout se joue en plein soleil et non plus en coulisses. Plus besoin de longues ascensions, d'«entrisme», de double jeu ni de double langage. Plus besoin même de l'ébauche d'un programme. Bien au contraire. Les spin-doctors vous le diront: dans une campagne de pure «comm» politique, mettre en avant un contenu est «clivant» et donc dangereux. M. Hollande avait promis des choses qu'il n'a pas tenues ni ne pouvait tenir: il n'a fait que décevoir. Un candidat qui ne promet rien ne déçoit personne. Son argument n'est pas de l'ordre de la promesse, mais du charme. Il suffit d'être «dans le vent»: s'assurer de toujours tenir le couteau par le manche. Et puis, bien entendu, bénéficier de la bienveillance fidèle d'un nombre prépondérant de médias, ce dont le candidat s'est assuré tant par ses relations personnelles que par ses services rendus à leurs patrons.

Là encore, ce ne sont que truismes. Macron® exploite à l'extrême la stratégie du look et les complaisances du système. Ce n'est même pas de sa faute. Il incarne la fin de vie d'une Ve république aussi adaptée à ce temps que le télégraphe ou la machine à écrire. Il a émergé à la faveur d'une innovation venue on ne sait d'où. Ou plutôt non: venue on sait d'où: d'Amérique. Les soudaines primaires qui, à droite comme à gauche, ont propulsé des candidats extrêmes, ouvrant un boulevard pour l'extrême... centre! Mais cela encore — les primaires — fait partie de la révolution dont nous sommes témoins.

Ce qui est nouveau en 2017, c'est la carte blanche laissée à cette hypnose collective déguisée en changement politique. Les règles du jeu sont rebattues du jour au lendemain. Des figures apparaissent et disparaissent comme par enchantement. Les mensonges sont sans conséquences. Le ludion peut bien se prétendre «anti-système» bien qu'il en soit un pur produit, soutenir que le libéralisme est «une valeur de gauche», et même déclarer ringard le processus électoral en soi: nul ne lui en tient rigueur sinon ses adversaires politiques — dont la position est par définition suspecte de parti pris. L'arbitrage de la décence n'existe plus. Au milieu du balancier, là où les intérêts s'annulent et où il ne reste que le jugement mûr et impartial, il n'y a plus personne.

Ce n'est pas que le poste en question ait jadis été occupé par des personnes en particulier. C'est tout simplement que la décence commune, l'objectivité et la logique ne guident plus le débat public. Pas plus que la raison d'État, la raison politique tout court. Le jeu des institutions est devenu mobile, tournoyant, comme une scène de théâtre. Comme s'il se jouait dans des couloirs déserts. Comme si le navire de l'Etat était devenu une coquille vide. Exit les institutions et les partis. Voici venu le temps des manieurs d'opinion.

Le règne de la carpe et du lapin

Le petit Macron® est un péril avéré pour l'intérêt national, mais il est «propre sur lui» (en comparaison d'autres, en tout cas). Il est l'antipode exact du prince de Talleyrand, qui était une crapule cynique, «de la merde dans un bas de soie» (selon Bonaparte), mais dont l'expérience et le sens de l'État ont sauvé la France lors du Congrès de Vienne en 1815. Il s'enrichit certes au passage, mais la mémoire de la nation a su faire la part des choses.

De Talleyrand à Macron®, un paramètre de la vie publique a fondamentalement changé. La raison et le bon sens ont fait place à une alliance mortelle, l'alliance entre les clercs et les magistrats, entre la morale et le droit.

La morale et le droit sont le marteau et l'enclume entre lesquels tout ce qui nous a définis au cours des siècles se fait tailler en pièces au jour le jour. Raison d'État, coutumes et mœurs innées, modes de gouvernement public et privé, expressions d'identité: tout y passe. Une caste s'est cristallisée, possédant à la fois une idéologie rigide et les moyens de la traduire rapidement en articles de loi. Et le bon peuple observe médusé, la bouche ouverte et les bras ballants, comment des bizarreries dont il se gaussait la veille encore deviennent les nouvelles normes au petit matin. «Mariage pour tous! Non mais quoi encore? Pourquoi pas les noces de la carpe et du lapin!» Et hop! Essayez aujourd'hui de vous moquer de cet acquis définitif de l'humanisme...

L'avantage de la stratégie du choc juridique, c'est qu'elle est une crémaillère. Une fois qu'une loi a fait «clic», grâce au lobbying des minorités, des «représentants de la société civile» (nouvel avatar des pouvoirs illégitimes) ou des corporations, propulsée au besoin par la vague émotionnelle des tsunamis médiatiques, elle est verrouillée pour de bon. Revenir en arrière? Impossible. Il y faudrait des majorités parlementaires, impossibles à réunir dès lors qu'il s'agit de contrer les intérêts de la suprasociété. Les «élus», une fois élus, ne rêvent que d'être recrutés. Le suffrage de la masse ne leur sert que de strapontin pour accéder au monde de quelques-uns. A-t-on vu des chiens pisser dans leur gamelle?

Même les Suisses, avec leur système unique au monde de démocratie directe, peinent à détricoter la camisole que leur impose un establishment apatride. De plus en plus souvent l'on voit les décisions les plus souveraines, celles obtenues par référendum, rester lettre morte. Incompatibilité avec la législation européenne, les fatwas de la CEDH ou on ne sait quel décret de quelle institution sans mandat populaire: les juristes trient et censurent, déplaçant la souveraineté du peuple vers la primauté du droit.

Le peuple? Quel peuple?

C'est bien le problème: nous évoluons désormais dans des systèmes sédévacantistes: des systèmes fondés sur la souveraineté populaire, mais où le siège du souverain est vide.

En France, la souveraineté du peuple n'est qu'une pétition révoicable par le pouvoir législatif (comme l'a montré l'annulation du référendum sur la Constitution européenne), et le pouvoir législatif n'est qu'un consultant de l'exécutif (art. 49.3). On le sait, la patrie de la Révolution n'a jamais cessé d'être une monarchie. Mais il y a un fait nouveau. Les monarchies éprouvent de temps à autre le besoin de recourir au peuple, ce recours que la France ne connaît ni ne comprend plus. Le Front national est devenu, pour ainsi dire, l'interprète exclusif de l'entité «peuple», son ventriloque.

Mais de quel peuple parle-t-on?

Dans son livre *Fin de partie* — Requiem pour l'élection présidentielle, Vincent Coussedière semble considérer cette question comme

le seul et unique enjeu de cet étrange printemps. Le défi lancé au pays, écrit-il, ne se résume pas à choisir l'homme (ou la femme) le plus capable de gouverner. «Le défi est un défi archi-politique, qui consiste à réinstaurer un peuple capable de légitimer un homme.»

Nul ne semble s'apercevoir de l'inanité des systèmes de gouvernement modernes où le principal intéressé, ce souverain qui les légitime, est écarté des débats, atomisé, réduit en une bouillie muette et indifférenciée, l'équivalent du raya infidèle sous un pouvoir islamique. Le gouvernement pour le peuple et par le peuple est peut-être une illusion, mais un gouvernement contre le peuple et pourtant en son nom est une absurdité de phase terminale qui conduit sûrement à la catastrophe. C'est en son nom que les oligarchies aujourd'hui hissent pignon sur rue avec des hologrammes de type Macron® — afin d'achever de le réduire à une masse servile.

Slobodan Despot Lettre d'information ANTIPRESSE n° 67 du 12.3.2017

Entretien avec Jean-Claude Michéa, philosophe.

Beaucoup se sont enthousiasmés à la victoire de Donald Trump et du Brexit : qu'en avez-vous pensé ?

Si quelque chose peut nous réjouir dans ces deux événements, du reste très différents, c'est uniquement le fait que, dans les deux cas, les grands médias du système et leurs instituts de sondage – malgré les moyens de manipulation dignes de Big Brother dont ils disposent par définition – ont piteusement échoué dans leur tentative d'imposer aux électeurs, et notamment à ceux des classes populaires, la ligne politique qui correspondait le mieux aux intérêts des secteurs les plus modernistes de l'élite au pouvoir (ceux que représentait Hillary Clinton aux États-Unis et que continue à représenter Angela Merkel en Europe). De là, cette incroyable croisade médiatique qui vise aujourd'hui – du matin jusqu'au soir et sept jours sur sept – à nous présenter le Brexit et l'élection de Donald Trump comme une menace terrifiante pour le « monde libre » et le point de départ d'une nouvelle apocalypse « populiste ». Il y a même quelque chose de tout à fait surréaliste à voir ce même monde médiatique qui célèbre d'ordinaire sans le moindre état d'âme toutes les vertus de l'ordre capitaliste mondial (et que Marx appelait déjà la « presse aux ordres de la Bourse »), reprocher en même temps au nouveau président américain d'en incarner la figure la plus impitoyable ! Il reste que personne ne peut sérieusement croire que Donald Trump et Theresa May seraient subitement devenus des ennemis résolus de l'oligarchie financière et de la logique du profit ! C'est pourquoi il me semble beaucoup plus raisonnable de voir dans cette hallucinante croisade anti-Trump et anti-Brexit qu'orchestre en continu la fraction dominante des grands médias libéraux (celle dont le citoyenisme marchand de France-info représente en France la forme la plus caricaturale) l'un des signes les plus spectaculaires du fait que les classes dirigeantes de la planète sont aujourd'hui en plein désarroi et qu'elles éprouvent la plus grande difficulté – notre actuelle campagne présidentielle en offre chaque jour l'illustration – à s'accorder de manière cohérente sur la meilleure façon de sauver un système capitaliste mondial qui prend l'eau de toute part. C'est dire l'ampleur de la crise qui nous attend !

(Source : <https://comiteorwell.net/2017/03/01/jean-claude-michea-emmanuel-macron-le-brexit-et-donald-trump>)

[Dossier sur la Syrie.](#)

Vous aurez remarqué au passage que nous aussi nous avons de la suite dans les idées, on ne lâche pas le morceau, on ne laisse pas tomber le peuple syrien, on ne traite pas ce sujet entre la poire et le fromage (entre nous je me passe de l'un et l'autre, passons), on ne s'en débarrasse pas après l'avoir évoqué en coup de vent, pourquoi le devrions-nous, nous avons bonne conscience, c'est tout ce que je vous souhaite.

Une vidéo ou une preuve matérielle.

ALEP : Pierre Le Corf visite le QG des CASQUES BLANCS/a visit to WHITE HELMETS HQ [eng. subs]
<https://www.youtube.com/watch?v=ZWxQHPwoNMk>

Oscar pour les «Casques blancs»: Assad félicite Al-Qaïda pour sa première récompense - sputniknews.com

Le président syrien Bachar el-Assad a déclaré que l'Oscar du meilleur court métrage documentaire avait été décerné au groupe terroriste Front Fatah al-Cham, appelé auparavant Front al-Nosra.

« Tout d'abord, nous devons féliciter le Front al-Nosra pour son premier Oscar. C'est un événement sans précédent de la part de l'Occident de décerner un prix à Al-Qaïda », a dit le président syrien, interviewé par la chaîne chinoise de télévision Phoenix TV sur l'Oscar du meilleur court métrage documentaire remporté par le film « Les Casques blancs » d'Orlando Van Einsiedel.

Le chef de l'État syrien a également ajouté qu'il y avait de nombreuses preuves des liens directs de l'organisation « Les Casques blancs » avec les groupes terroristes.

« Vous pouvez trouver sur Internet plusieurs vidéos- et bien sûr des images diffusées par les Casques blancs eux-mêmes — les accusant de terrorisme, où vous pouvez observer des gens portant des casques blancs en train de se congratuler devant

des corps de soldats syriens », a-t-il ajouté.

En outre, M. Assad est persuadé que « les Oscars, le prix Nobel... sont autant de récompenses politisées ». sputniknews.com 14.03

Assad rencontre des députés européens et accuse l'UE de propagation du terrorisme - arretsurinfo.ch

Lors d'une rencontre entre le président syrien et une délégation du Parlement européen, Bachar el-Assad a fustigé l'UE qui, selon lui, a soutenu l'extrémisme en Syrie, causant un afflux migratoire vers l'Europe et la propagation du terrorisme.

«Les mesures adoptées par plusieurs pays européens vis-à-vis de la Syrie – et des pays du Moyen-Orient en général – qui consistent à soutenir l'extrémisme et imposer des sanctions économiques contre Damas ont mené à la situation actuelle : la propagation du terrorisme et l'afflux massif de réfugiés dans ces pays [européens]», a déclaré le président de la Syrie Bachar el-Assad le 12 mars à Damas, dans des propos rapportés par l'agence de presse syrienne Sana. Cette intervention du chef d'Etat syrien a eu lieu à l'issue d'une rencontre avec une délégation de parlementaires européens présidée par Javier Couso, vice-président du Comité des Affaires étrangères du Parlement européen.

Le président syrien s'est félicité de cette visite. «Les députés du Parlement européen entendent prendre connaissance de la situation et en présenter une image fidèle à leurs peuples», a-t-il précisé. Il a ajouté que la perception faussée de la crise syrienne en Occident était due à la «perte de confiance envers les médias» couvrant le conflit, qui, selon lui, déforment l'information.

Les membres de cette délégation ont pour leur part exprimé leur volonté de rétablir des relations diplomatiques entre la Syrie et l'Union européenne, rompues depuis 2011. Ainsi, Javier Couso a déclaré qu'il entendait faire son possible pour annuler les sanctions économiques européennes à l'encontre la Syrie. (RT 13.03 - Source Source: <https://francais.rt.com/international/35153-bachar-el-assad-accuse-europe-propagation-terrorisme>)

Syrie: deux gouverneurs en "exil" attendent la chute des jihadistes - AFP

"Bienvenue dans la province d'Idleb", affirme le gouverneur Ali Jassem à l'adresse des visiteurs dans un bureau de la province voisine de Hama, où il tente au mieux de gérer les affaires de son governorat contrôlé par des rebelles et jihadistes.

Nommé à ce poste il y a un an alors que le governorat d'Idleb échappe depuis 2015 au régime, M. Jassem n'est pas le seul responsable gouvernemental à faire son travail à distance, au 2e étage d'une école dans la ville de Hama (centre).

Un étage plus haut, son collègue de Raqa ronge son frein en attendant le moment où le groupe Etat islamique (EI) sera chassé de la capitale officieuse de l'"émirat" auto-proclamé en juin 2014.

A partir de ce bâtiment, ces hauts responsables dirigent les services de l'Etat dans les deux capitales provinciales qui échappent toujours au contrôle de l'Etat, alors que la guerre entrera mercredi dans sa septième année.

Sous le portrait du président Bachar al-Assad, Abed Khaled al-Hamoud, 53 ans, est assis à son bureau avec à droite le drapeau syrien et à gauche celui du parti Baas, au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle.

Il affirme représenter "la continuité de l'État" dans la province septentrionale de Raqa.

"L'Etat syrien assume toutes ses fonctions et nous sommes toujours présents même si on n'est pas là-bas", assure cet homme jovial, chemise blanche, sans cravate.

La province de Raqa a été la première à tomber en mars 2013 aux mains des rebelles avant que l'EI chasse ensuite ses anciens alliés.

"Bien que l'État n'y lève aucun impôt, les salaires des 67.000 fonctionnaires et retraités sont versés chaque mois, qu'ils se trouvent encore à Raqa ou dans les autres provinces", explique-t-il.

L'argent est laissé à Hama jusqu'à ce que les employés ou des gens de leur confiance viennent le récupérer.

Dans la salle de classe qui lui sert de bureau, le gouverneur d'Idleb explique: "Nous sommes temporairement à Hama, mais nous sommes sûrs de rentrer à Idleb grâce aux victoires de l'armée".

Seconde capitale provinciale à échapper au régime, la ville est tombée en mars 2015 aux mains d'une coalition regroupant les jihadistes du Front al-Nosra (alors ex-branch syrienne d'Al-Qaïda) et des rebelles islamistes.

"Toutes les institutions, les compagnies et administrations publiques ont été transférées ici", dit-il.

Les compagnies de l'eau de Raqa et d'Idleb ont pris ainsi chacune des bureaux au siège de la compagnie de l'eau de Hama, comme pour l'électricité.

"A Idleb, les administrations publiques sont fermées et pour une carte d'identité ou un passeport, les gens doivent venir ici. Ce n'est pas très loin car les gouvernorats d'Idleb et de Hama sont voisins", souligne M. Jassem.

Au même étage, des agriculteurs attendent devant la porte de Mohammad Hmachdo, directeur de la planification d'Idleb.

"Nous distribuons des vaccins pour les enfants, des médicaments pour les animaux, et même de petits générateurs pour les pompes à eau", explique-t-il.

A l'étage du gouvernorat de Raqa, la situation est beaucoup plus compliquée. "Daech ne laisse sortir personne, sauf si vous êtes gravement malade. Alors les gens viennent clandestinement à travers le désert", déclare le gouverneur.

"L'aller-retour peut prendre jusqu'à 20 jours. Un jour, un élève devant passer son baccalauréat est parti de Raqa à cheval jusqu'à Alep puis a pris un taxi jusqu'à Hama pour passer ses examens", assure-t-il.

Un contrat de mariage, un acte de naissance ou de décès est enregistré parfois avec deux ou trois ans de retard.

Pire encore, "Daech a détruit toutes les archives (...) Il nous faut les reconstituer. C'est un énorme travail, mais cela prouve que l'État fonctionne", assure le gouverneur.

Au bout du couloir, une banderole indique "Conseil municipal de la ville de Raqa". Dans une salle, son chef assure qu'une partie des 740 employés municipaux, qui sont restés là-bas, continuent à travailler.

Les communications avec eux sont encore possibles mais menées de manière secrète pour des raisons de sécurité.

"Ils nettoient la ville, ramassent les ordures (...) sous la supervision d'un 'émir' de Daech, mais c'est le gouvernement qui paie leur salaire", assure Talal al-Cheikh, 49 ans.

Quant au gouverneur hôte, celui de Hama, Mohammad al-Hazaoui, il relève que sa province est la seule à accueillir trois gouverneurs.

"J'espère que, si la situation militaire évolue favorablement, ils pourront rentrer chez eux". AFP 14.03

Fake d'un fuck ! Princier, s'il vous plaît !

La Syrie est devenue une chambre de torture - euronews.com

"La Syrie toute entière est devenu une chambre de torture, un lieu d'horreur sauvage et d'injustice absolue."

C'est la conclusion du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu, sur les prisons surpeuplées de Syrie. Hommes, femmes, enfants, innocents, meurent sous la torture. Selon l'enquête de l'Onu, Bachar al Assad est responsable d'"extermination et de crime contre l'humanité."

"S'assurer que justice soit faite, établir la vérité et réparer, tout cela se produira si le peuple syrien cherche la réconciliation et la paix, explique Zeid Ra'ad al-Hussein, haut commissaire onusien pour les droits de l'Homme. Cela ne peut pas être négociable. La détention demeure une question centrale en Syrie, elle est déterminante pour parvenir à un accord politique."

Zeid Ra'ad al-Hussein appelle à l'arrêt des tortures, des exécutions, réclame la libération de tous les détenus, ou au moins des informations pour leurs familles. Le gouvernement syrien dément ces accusations.

Selon la commission d'enquête de l'ONU, l'armée syrienne a également commis un crime de guerre en bombardant une source d'eau fin décembre.

La source, située à Wadi Barada, une localité rebelle, n'a pas été contaminée par l'opposition, comme l'affirmait le régime.

Elle a privé d'eau plus de 5 millions de personnes.

Autre crime imputé à l'aviation syrienne ou russe : le bombardement du QG du Croissant rouge à Idlib, en février. Et l'utilisation de chlore autour de Damas et Idlib. euronews.com 14.03

Qui est Zeid al-Hussein ?

La Croix - Zeid al-Hussein, âgé de 50 ans, appartient à la dynastie des Hachémites, une des plus grandes dynasties arabes régnant au Moyen-Orient. Son père, le prince Ra'ad bin Zeid, était chef de la Maison royale d'Irak et de la Syrie et prétendant au trône irakien. Cousin éloigné du roi de Jordanie Abdallah II, Zeid Al Hussein n'est cependant pas appelé à régner.

Il a fait ses études dans les universités Johns Hopkins (Etats-Unis) et Cambridge (Royaume-Uni), où il a obtenu son doctorat en 1993. Il est marié depuis 2000 avec l'Américaine Sarah Butler, qui a aussi travaillé pour l'ONU et l'Unicef. la-croix.com 18.06.2014

Massacre ordinaire. Une preuve matérielle contre une allégation, Libération privilégie l'allégation.

- Syrie. Bavure américaine près d'Alep ? - Libération.fr

Les habitants ont été les premiers à signaler jeudi soir que la frappe était le fait de l'aviation de la coalition dirigée par les Etats-Unis. Les débris des missiles récupérés sur le site confirment que le missile provenait de l'armée américaine. Celle-ci avait annoncé un peu plus tôt «une frappe aérienne sur un rassemblement d'Al-Qaeda en Syrie, dans la province d'Idlib, tuant plusieurs terroristes». La frappe serait tombée à la sortie de la mosquée dans le village d'Al-Jineh, à 30 km d'Alep. Bilan : une cinquantaine de morts, principalement des civils. Le Pentagone a démenti, montrant une photo aérienne d'une mosquée toujours debout. Libération.fr 17.03

Quand cette photo a-t-elle été prise ?

Reuters - ...le capitaine Jeff Davis, porte-parole du Pentagone, a montré à la presse des photos du site qui, a-t-il dit, ont été prises après le bombardement. On y voit une mosquée intacte située à côté de la cible localisée par le Pentagone. Reuters 17.03

J'ai regardé et téléchargé cette photo, effectivement la mosquée semble intacte, par contre un bâtiment situé à une quinzaine de mètres de la mosquée est complètement détruit et une voiture se trouvant dans la rue séparant la mosquée et ce bâtiment est entièrement calcinée, donc les personnes qui se trouvaient à cet endroit-là après être sortis de la mosquée n'avaient aucune chance d'en réchapper.

Et puis, depuis quand devrait-on croire sur parole le Pentagone ? Pourquoi le Pentagone ne montre-t-il toujours pas les images des 84 caméras de surveillance situés aux abords de leur bâtiment et sur lesquels figurent l'objet volant qui l'a percuté le 11 septembre 2001 après avoir confisqué ces 84 films ?

[Le gouvernement fasciste avec lequel s'accommode l'UE, Wahington, l'OTAN et l'ONU](#)

Et Paris évidemment...

- À Riga, le défilé de la Waffen SS hué par les habitants - Sputnik

Dans la capitale lettone, le 16 mars est toujours une journée sensible: c'est le jour du défilé annuel des partisans de la Waffen SS, une armée connue pour son soutien au régime nazi.

Cette année, tout comme les années précédentes, la manifestation a été accompagnée par des slogans antifascistes tels que « La Honte de la Lettonie » ou « Le fascisme ne passera pas! ». Quelques participants antinationalistes venus de différents pays européens ont déployé des affiches avec des devises antifascistes et contre les légionnaires lettons.

Les vétérans de la Waffen SS et leurs recrues n'étaient pas les seuls destinataires de ces huées, certains hommes politiques participant à la marche en soutien aux légionnaires étant également visés.

Six députés et plusieurs ministres du groupe nationaliste ont assisté à cet événement selon les informations de l'agence balte « Delphi ». Ils sont venus malgré les appels de Maris Kucinskis, Premier ministre letton, à se tenir à l'écart de cette manifestation afin de ne pas salir la réputation du pays en s'affichant avec des néo-nazis. (Le titre était justifié puisqu'il y a des ministres nazis dans le gouvernement letton actuel. - LVOG)

D'après la police, le défilé a rassemblé plus de 2 000 personnes dont la plupart sont des jeunes hommes qui chantaient des chansons nationalistes et scandaient « La Lettonie aux Lettons » ou encore « Défendons notre pays ».

À en juger d'après les propos d'Alexandre Goponenko, politologue antifasciste, on a pu observer un sérieux changement dans le comportement des manifestants par rapport aux années précédentes.

« Si avant ils marchaient en baissant les yeux maintenant, ils le faisaient avec beaucoup plus d'aisance », a-t-il fait remarquer à Rossiskaya Gazeta.

Selon M. Goponenko, nombreux sont les effectifs de l'Otan en poste sur les bases militaires lettonnes qui ne se sont pas prononcés contre ces manifestations.

« Les pays occidentaux commencent petit à petit à s'habituer à l'impunité des successeurs des fascistes et ont cessé de lutter contre la propagation des idées ultra radicales. Cela pourrait avoir des conséquences néfastes pour l'Europe », a-t-il déploré.

La Waffen-SS était la branche militaire de l'armée politique du régime nazi uniquement constituée de nationaux-socialistes convaincus, soumis à de sévères critères de sélection notamment basés sur les théories raciales nazies. Sputnik 16.03

[France. Bienvenue chez les mutants ou en route vers la lobotomie générale.](#)

- Ecrans. Les ados surconnectés. - Libération.fr

Toujours plus équipés et toujours plus connectés : les 13-19 ans passent plus de 15 heures par semaine sur Internet (1 h 30 de plus qu'en 2015), tandis que les 7-12 ans y passent en moyenne 6 h 10 et les 1-6 ans plus de 4 h 30, selon l'étude annuelle «Junior Connect», publiée mardi. En outre, 88 % des 13-19 ans possèdent un smartphone et leur consommation de vidéos, notamment via YouTube, est en train d'exploser. Liberation.fr15.03

C'est dingue, non ?

[Le Ministère de la Vérité ou la machine à fabriquer du consentement à l'occasion de l'élection présidentielle française.](#)

Surtout n'allez pas les accuser de parti pris, de manquer d'impartialité, d'être animées d'arrière-pensées inavouables, etc. ils vous traiteraient de comploteurs.

L'introuvable fait-divers évoqué par François Fillon en meeting - Le Huffington Post

Mais d'où vient cette histoire sordide racontée par François Fillon? C'est la question que s'est posé vendredi 10 mars Le Dauphiné Libéré puis l'émission de C8 "La Nouvelle édition". Le Huffington Post

François Fillon : polémique autour de ses costumes de luxe - Franceinfo

François Fillon: une "nouvelle campagne" sous assistance respiratoire - Le Huffington Post

François Fillon mis en examen, une première pour un candidat à la présidentielle - Franceinfo

Pour la première fois, un candidat à la fonction suprême a été mis en examen ce mardi 14 mars. Franceinfo

Qui est le déontologue de l'Assemblée nationale ? - Franceinfo

Le déontologue de l'Assemblée nationale s'est saisi lundi 13 mars de l'affaire des costumes de François Fillon, révélée par Le Journal du Dimanche. Franceinfo

Des virements des enfants Fillon intriguent les enquêteurs - LeParisien.fr

Sur les 46 000 euros nets touchés par Marie Fillon comme attachée parlementaire de son père au Sénat, celle-ci aurait rétrocédé environ 33 000 euros sur le compte joint de ses parents. LeParisien.fr

Pour trois quarts des Français, Fillon a tort de se maintenir - Reuters

Trois quarts des Français (75%) jugent que François Fillon, fragilisé par une enquête sur des emplois potentiellement fictifs de

sa famille, a tort de maintenir sa candidature à la présidentielle, selon un sondage Odoxa publié vendredi. Reuters 17.03

À Châteauroux, Marine Le Pen va plus loin dans le discours complotiste - Le Huffington Post

On le sait, le "système" est l'une des cibles favorites de la présidente du Front national. Mais à Châteauroux ce samedi 11 mars, Marine Le Pen est allée encore plus loin dans la rhétorique complotiste...Le Huffington Post

Marine et Jean-Marie Le Pen ont-ils sous-évalué leur patrimoine ? - Franceinfo

Selon le journal Le Monde, Marine Le Pen et son père, Jean-Marie, sont sous le coup de deux procédures de redressement fiscal. Ils auraient sous-estimé une partie de leur patrimoine immobilier. Franceinfo

Dans le même registre.

- Bienvenue dans les années 1930 - Slate.fr

Les similitudes entre le monde des années 1930 et le nôtre, après le Brexit et l'élection de Trump, sont bien plus nombreuses, pertinentes et inquiétantes qu'on pourrait le croire. Rejet des élites... Slate.fr

- La Moldavie interdit à ses responsables de se rendre en Russie - Reuters

- Graves violations des droits de l'homme dans le sud-est turc - Reuters

Environ 2.000 personnes ont été tuées et des quartiers entiers rasés dans le sud-est de la Turquie au cours des dix-huit derniers mois, disent les Nations unies vendredi dans un rapport qui fait état en outre de graves violations des droits de l'homme. Reuters

Tiens, une découverte ! La "fake news", c'est de ne pas en avoir parlé plus tôt.

- Pétition pour suspendre un eurodéputé polonais sexiste - AFP

- L'Ukraine se dit rassurée par la nouvelle administration américaine - AFP

L'Ukraine est rassurée par les engagements pris par la nouvelle administration américaine dans le conflit opposant Kiev aux séparatistes de l'est du pays, soutenus par Moscou, a déclaré jeudi à l'AFP le chef de la diplomatie ukrainienne. AFP

Nous rappelons que c'est un régime néonazi qui est en place en Ukraine...

En complément.

Afghanistan: un général appelle à renforcer les troupes américaines - AFP

Le chef des forces américaines au Moyen-Orient s'est prononcé jeudi devant le Congrès pour un renforcement des troupes... AFP

[Ils vont avoir du mal à imposer leur nouvelle inquisition.](#)

- Berlin veut durcir l'encadrement juridique des réseaux sociaux - Reuters

Le ministre allemand de la Justice, Heiko Maas, a dévoilé mardi un projet de loi visant à contraindre les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter à supprimer au plus vite les messages diffamatoires ou menaçants, sous peine de se voir condamnés à de lourdes amendes.

"Ce projet de loi fixe des normes juridiquement contraignantes concernant la façon dont les gestionnaires de réseaux sociaux répondent aux plaintes et les oblige à effacer les contenus illégaux", a déclaré Heiko Maas dans un communiqué.

Les organisations qui ne se conformeront pas aux nouvelles règles encourront une amende de 50 millions d'euros.

En 2015, Berlin a persuadé Facebook, Twitter et Youtube de signer un code de bonne conduite par lequel ils s'engageaient à retirer dans un délai de 24 heures tout discours de haine diffusé sur leurs plateformes.

Le projet annoncé mardi vient graver ces obligations dans le marbre de la loi et oblige les sites de réseaux sociaux à supprimer ou retirer les contenus illégaux, à communiquer régulièrement sur le volume de plaintes déposées et à faciliter les procédures d'alerte pour leurs utilisateurs.

Selon une étude rendue publique mardi par l'Agence de protection de la jeunesse, émanation du ministère de la Justice, YouTube s'est révélé capable de supprimer dans un délai d'une semaine environ 90% des contenus illégaux diffusés sur sa plateforme de publication de vidéos, une proportion plus de deux fois supérieure au taux de 39% atteint par Facebook. Sur Twitter, le bilan est bien plus préoccupant puisque seulement 1% des contenus contestés a été supprimé.

Dans un communiqué, un représentant de YouTube a dit étudier le projet de loi. "Nous allons continuer d'améliorer nos dispositifs pour remédier au plus vite aux discours de haine."

Personne n'était immédiatement disponible chez Facebook pour évoquer le projet de loi que Twitter a refusé de commenter.

L'Allemagne possède déjà une des législations les plus sévères en matière de diffamation, menaces, injures et incitation au crime. Le gouvernement veut aller plus loin dans l'univers diffus et souvent anonyme des réseaux sociaux.

Heiko Maas et d'autres membres du gouvernement d'Angela Merkel disent souhaiter que les réseaux sociaux soient désormais soumis à des contraintes légales similaires à celles des diffuseurs traditionnels plutôt qu'à celles, plus souples, qui entourent les opérateurs télécoms.

La question de la diffusion de messages racistes, appelant à la violence ou d'informations volontairement falsifiées a pris une nouvelle importance depuis l'arrivée ces deux dernières années en Allemagne de centaines de milliers de migrants, à plus forte raison à quelques mois des élections législatives du 24 septembre. Reuters 14.03

A retenir : La menace de la censure du Net devient de plus en plus prégnante. Les messages à caractère raciste est un faux prétexte pour viser les informations diffusées sur le Net en les qualifiant abusivement de falsifiées, informations que les gouvernements et les médias censurent, afin de les faire disparaître. A "quelques mois des élections législatives du 24 septembre" pour que les Allemands votent "bien" ou qu'ils élisent les candidates des partis désignés par l'oligarchie.

- Le guide bidon d'Harvard sur les sites dits de « fausses nouvelles » Par Stephen Lendman - Arrêt sur info 16.03

Les 63'000 dollars de frais de scolarité et de pension versés annuellement par les parents sont-ils justifiés au vu de la qualité de l'enseignement dispensé ?

A la suite de l'opération de remplacement d'une démocratie par une dictature fasciste menée à Kiev par l'Administration Obama, Harvard a exprimé son inquiétude à propos d'une « agression russe » inexistante. Des membres de la Faculté ont fait appel en faveur d'une intervention militaire américaine.

Pas un mot au sujet du soutien américain à la prise du pouvoir par des putschistes, l'opération la plus éhontée menée en Europe depuis la marche sur Rome de Mussolini en 1922.

Aucune explication sur ce plan orchestré à Washington. Silence radio sur une crise majeure survenue en plein coeur de l'Europe et non résolue à ce jour. Trump, qui récolte les pots cassés laissés par Obama, n'a pas encore indiqué clairement où il en était sur la question ukrainienne.

Harvard en rajoute une couche ! Sa bibliothèque universitaire University Library a publié un guide bidon intitulé « Fausses nouvelles, désinformation et propagande ».

Ce guide recommande d'utiliser FactCheck.org, Politifact, Snopes.com, le Washington Post Fact Checker et d'autres prétendus vérificateurs de faits, qui mettent tendancieusement en cause les vérités dites sur les questions importantes, et ont pour fonction de censurer et de dénigrer les sources alternatives fiables d'informations et d'analyses.

Se ralliant aux attendus « politiquement corrects » de l'Amérique profonde, Harvard renonce à la liberté d'expression médiatique et universitaire.

Il vaut mieux ignorer ses « Conseils pour analyser de nouvelles sources ». Le bon sens reste votre meilleur guide pour rester circonspect vis-à-vis de ces médias scélérats et savoir les éviter. Ils sont payés pour mentir, tromper leur monde et inventer de fausses nouvelles – plus l'information sera valable et pertinente, plus elle passera à la trappe.

Harvard a publié une liste de plusieurs centaines de sites qu'il qualifie de « tendancieux », « conspirationnistes », « non fiables », « faux », et autres qualificatifs injustifiés.

Je connais bien une partie d'entre eux, que je considère comme des sources fiables (aux antipodes des médias scélérats payés pour mentir).

21st Century Wire
Activist Post
Antiwar.com
Before Its News.com
Black Agenda Report
Boiling Frogs Post
Common Dreams
Consortium News
Corbett Report
Countercurrents
CounterPunch
David Stockman Contracorner
Fort Russ
Freedoms Phoenix
Global Research
The Greenville Post
Information Clearing House
Intellihub
Intrepid Report
Lew Rockwell
Market Oracle
Mint Press News
Moon of Alabama
Naked Capitalism
Natural News
Nomi Prins
Off-Guardian
Paul Craig Roberts
Pravda.ru
Rense
Rinf
Ron Paul Institute
Ruptly TV
Russia-Insider
Sgt Report
ShadowStats
Shift Frequency
Solari
Sott.net
South Front
Sputnik News
Strategic Culture.org
The Anti-Media
The Duran
The Intercept
The People's Voice
The Saker
The Sleuth Journal
Third World Traveler
Voltairenet
What Really Happened
Who What Why
WikiLeaks
Zero Hedge

Les lecteurs peuvent se fier à ces sites et à tous ceux que la bibliothèque d'Harvard recommande d'éviter. Les sources à proscrire sont celles du New York Times, du Washington Post, de CNN et de toutes les grandes chaînes qui répandent de fausses nouvelles. (Article original: <http://sjlendman.blogspot.ch/> - Stephen Lendman 14.03

Présidentielle française.

Aucun "doute" n'est permis : ils sont bien de droite !

- L'aile droite du PS se rallie à Macron - Le Point.fr

Dans une tribune révélée par "Le Figaro", le pôle des réformateurs du Parti socialiste s'apprête à appeler à voter pour le candidat d'En marche !

« Face à ce naufrage qui menace, la candidature d'Emmanuel Macron peut rassembler largement les Français, au-delà de clivages ressentis comme de plus en plus inopérants. Elle marque une rupture générationnelle et son projet ambitieux et crédible représente l'espoir d'un renouveau politique dans lequel le social-réformisme a toute sa place. C'est à la construction d'une nouvelle alliance européenne et réformatrice, autour d'Emmanuel Macron, que nous appelons en tant que socialistes. » Le Point. fr 09.03

Crainte et obscur désir.

- Législatives : risque de majorités introuvables - LeParisien.fr

Inquiétude d'un habitué du Parlement : «Pour la première fois, les législatives ne refléteront pas forcément la présidentielle. Cela va valdinguer.»... LeParisien.fr

- Macron entend disposer d'une majorité "cohérente" au Parlement - AFP

La palme du cynisme

- La vidéo touchante de Hollande réconfortant le frère d'une victime de l'Hyper Cacher - LeParisien.fr

Alors on la boycotte cette élection présidentielle ? Alors on la renverse la Ve République ?

- Présidentielle : la Ve République à bout de souffle - LeParisien.fr

C'est une révolte ? Non, sire, c'est une révolution ! Un peu comme le royaume de Louis XVI, la Ve République, fondée il y a presque soixante ans par le général de Gaulle, prend l'eau de toutes... LeParisien.fr

- Pourquoi il est plus urgent de réformer les institutions que de demander une 6ème République - Le Huffington Post

Le doute conçu pour favoriser Macron

Au passage, à 8 jours d'intervalle ils ont employé exactement la même sémantique.

- Gauche : le doute des électeurs socialistes - Franceinfo

Benoît Hamon ou Emmanuel Macron ? Les militants et sympathisants socialistes s'interrogent, doivent-ils voter selon leurs convictions ou voter utile pour contrer la montée du Front national ?

"Personnellement j'hésite entre Hamon et Macron. Le vote utile pour Emmanuel Macron n'est pas exclu", témoigne Alexis Vlandas, militant socialiste. À Bordeaux ce jeudi soir, 9 mars, certains sympathisants de Benoît Hamon sont venus assister au meeting d'Emmanuel Macron pour les aider à faire leur choix. Franceinfo 09.03

Bartolone vient de lancer qu'il voterait Macron dès le 1er tour si Le Pen risquait d'être élu.

- Présidentielle 2017 : les doutes des militants du Parti socialiste - Franceinfo

À Metz (Moselle), à moins de six semaines du premier tour de la présidentielle, les doutes de la gauche s'affichent en vitrine. Ces militants socialistes parcourent tous les jours les rues de la ville pour tenter de remobiliser leur électorat. Mais dans ce quartier populaire, Benoît Hamon n'a pas encore conquis. Électeurs de

François Hollande en 2012, ils sont aujourd'hui déçus et indécis. Cette habitante hésite entre Emmanuel Macron et Benoît

Hamon, qu'elle juge trop effacé. Franceinfo 17.03

Ceux qui appellent à voter Hamon sont des vendus ou des traîtres, des agents du régime.

- Présidentielle 2017 : aux Antilles, Benoît Hamon loue le bilan du quinquennat - Franceinfo

En marche vers le totalitarisme.

- La stratégie de Macron pour grignoter les électeurs à gauche et à droite - Le Huffington Post

- Macron plutôt que Hamon... Dans la tête de Jean-Yves Le Drian - LePoint.fr

- Robert Hue se met En marche ! - LePoint.fr

L'ancien fondateur du PC, "progressiste de gauche", a officialisé son soutien à Macron. Par peur du Front national.

- Test. Qui matcheriez-vous pour une place dans un éventuel gouvernement Macron? - Slate.fr

Swipez à gauche ou à droite et choisissez ceux qui devraient, selon vous, occuper un poste. Nous parlions récemment de l'ambidextrie du candidat Emmanuel Macron, dont les propositions sont un florilège d'idées, neuves ou recyclées, qui brouillent les pistes et semblent transcender le clivage gauche-droite...

[Ils osent tout](#)

- Jean-Christophe Cambadélis : "Le prochain président va être élu par défaut" - LePoint.fr

- Vous candidats à l'élection présidentielle, n'oubliez pas l'épargne salariale et l'actionnariat salarié! - Le Huffington Post

- Présidentielle 2017 : Hamon présente un programme économique ancré à gauche - Franceinfo

- Le fric serait-il la came des puissants? - Le Huffington Post

- A Paris, bientôt de nouveaux sièges anti-SDF dans le métro ? - Liberation.fr

- Les Français bien dans leur job - Liberation.fr

- Les crimes de haine en hausse de 23% en 2016 dans neuf villes américaines - Reuters

[Stratégie du chaos et de la guerre, décharge et déséquilibré](#)

- Syrie: le double attentat de Damas a fait 74 morts - AFP

- Raid aérien sur un marché de qat au Yémen, 22 morts - Reuters

Au moins 22 civils ont péri et des dizaines d'autres ont été blessés vendredi au Yémen par une frappe aérienne de la coalition sous commandement saoudien sur un marché de qat, une plante narcotique très populaire dans le pays. Reuters

- Ethiopie: un éboulement dans une décharge fait au moins 46 morts - AFP

- Un autobus fonce dans une foule en Haïti, 34 morts et 15 blessés - Liberation.fr

[A feu et à sang](#)

- Le Pentagone dément avoir bombardé une mosquée en Syrie - Reuters

- L'armée israélienne tue un jeune Palestinien en Cisjordanie - Reuters

- Israël dit avoir ciblé des armes destinées au Hezbollah en Syrie - AFP

- Plus de 40 réfugiés somaliens tués au large du Yémen - AFP

[L'ONU, un instrument mafieux et criminel de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste depuis sa création.](#)

Avis à ceux qui en appellent à l'ONU ou qui refusent de rompre avec, dont évidemment Mélenchon, Hamon...

- Démission d'une responsable de l'ONU au sujet d'un rapport critique d'Israël - AFP

Une responsable des Nations unies a présenté vendredi sa démission après que le patron de l'ONU lui a demandé de retirer un rapport accusant Israël d'imposer aux Palestiniens des conditions pouvant s'apparenter au régime d'apartheid.

"Le secrétaire général de l'ONU (Antonio Guterres) m'a demandé hier matin de retirer (le rapport), je lui ai demandé de repenser sa décision mais il a insisté", a expliqué lors d'une conférence de presse à Beyrouth Rima Khalaf, secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

"Sur ce, je lui ai présenté ma démission de l'ONU", a ajouté Mme Khalaf, de nationalité jordanienne.

Auteure du rapport et basée à Beyrouth, la CESAO est composée de 18 pays arabes, dont l'Etat de Palestine comme un membre à part entière, selon son site internet. Elle oeuvre à renforcer la coopération et à promouvoir le développement.

Mercredi, les Etats-Unis, principal allié d'Israël, ont réclamé le retrait du rapport, se disant "outrés" par un texte qui conclut que l'Etat hébreu est "coupable de politiques et de pratiques constitutives du crime d'apartheid".

"Quand quelqu'un publie un rapport (...) diffamatoire au nom de l'ONU, il est pertinent que cette personne démissionne", a réagi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, à la démission de Mme Khalaf, se félicitant de la décision de M. Guterres de "prendre ses distances" du rapport.

Mercredi, elle s'est engagée, en tant que représentante du président Donald Trump, à défendre Israël bec et ongles au sein de l'organisation.

M. Guterres a accepté la démission de Mme Khalaf mais démenti qu'elle soit le résultat de pressions américaines, a indiqué aux journalistes son porte-parole Stéphane Dujarric, en précisant que le rapport avait été retiré du site internet de la CESAO.

Le patron de l'ONU "ne peut pas accepter qu'un secrétaire général adjoint ou tout autre responsable de l'ONU (...) autorise une publication sous le logo de l'ONU sans consulter les départements concernés et lui-même", a-t-il dit.

M. Dujarric avait plus tôt cette semaine indiqué que le rapport avait été rédigé sans consultations avec le secrétariat de l'ONU, estimant que le texte "ne reflète pas les positions" de M. Guterres.

L'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon, s'est félicité dans un communiqué de la démission de Mme Khalaf. "Au fil des années, Khalaf a oeuvré pour porter préjudice à Israël (...) sa mise à l'écart par l'ONU aurait dû intervenir il y a longtemps".

"On s'attendait bien sûr à ce qu'Israël et ses alliés exercent des pressions énormes sur le secrétaire général de l'ONU pour qu'il désavoue le rapport et qu'ils lui demandent de le retirer", a indiqué Mme Khalaf lors de son point de presse.

"Il est normal que le criminel s'attaque à ceux qui défendent la cause de ses victimes mais je ne peux accepter d'être soumise à ces pressions", a-t-elle dit en lisant sa lettre de démission à M. Guterres.

Selon le rapport, dont l'un des auteurs est Richard Falk, un ex-Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme dans les Territoires palestiniens, "Israël est coupable d'imposer un régime d'apartheid au peuple palestinien (ce qui constitue) un crime contre l'humanité". AFP 17.03

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

Corée du Sud

- Corée du Sud: la Cour constitutionnelle limoge la présidente - AFP

La désormais ex-président de Corée du Sud, le 29 novembre 2016, à Séoul

La plus haute instance judiciaire de Corée du Sud a entériné vendredi la destitution de la présidente Park Geun-Hye, qui est ainsi emportée par un retentissant scandale de corruption.

Les agissements de Mme Park "ont porté gravement atteinte à l'esprit (...) de la démocratie et de l'Etat de droit", a déclaré le président de la Cour constitutionnelle, Lee Jung-Mi. "La présidente Park Geun-Hye (...) a été congédiée".

La décision unanime des juges de la Cour, qui valident ainsi la destitution le 9 décembre de Mme Park par l'Assemblée nationale, constitue le point d'orgue politique de ce scandale à rebondissements.

Elle signifie que Mme Park doit quitter la Maison bleue, la présidence sud-coréenne, et qu'une élection présidentielle anticipée devra être organisée sous 60 jours.

Mme Park, premier chef de l'Etat sud-coréen limogé de la sorte, perd aussi son immunité présidentielle, ce qui l'expose à d'éventuelles poursuites judiciaires.

Le scandale est centré sur la confidente de l'ombre de la présidente, Choi Soon-Sil, jugée pour avoir soutiré des millions de dollars à de grands groupes industriels.

La Cour a estimé que Mme Park avait enfreint la loi en permettant à son amie de se mêler des affaires de l'Etat.

"Le président doit user de son pouvoir conformément à la Constitution et aux lois et les détails de son travail doivent être transparents, afin que le peuple puisse évaluer son travail", dit l'arrêt.

"Mais Mme Park a complètement dissimulé les ingérences de Mme Choi dans les affaires de l'Etat, les a démenties quand des soupçons ont émergé et a même critiqué ceux qui avaient émis ces soupçons". AFP 10.03

Egypte

Révolution de palais ou le "printemps arabe"

- Libération pour Moubarak, fin symbolique du Printemps arabe en Egypte - AFP

La libération décidée lundi par la justice de l'ex-président Hosni Moubarak, qui a régné d'une main de fer pendant 30 ans, vient clore symboliquement le chapitre du Printemps arabe en Égypte.

La fin des affaires judiciaires et la future remise en liberté de M. Moubarak, 88 ans, mettent un point final aux déboires de l'ex-président, qui avait été contraint de quitter le pouvoir le 11 février 2011, à l'issue d'une révolte de 18 jours réprimée dans le sang.

"L'idée du Printemps arabe a cessé d'exister en Egypte", a affirmé lundi à l'AFP Mai Mogib, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire.

Selon elle, "discuter de Moubarak et des symboles de son temps est (désormais) acceptable dans les médias et dans la rue".

Après un intermède démocratique entre la mi-2012 et la mi-2013, qui a vu l'élection de l'islamiste Mohamed Morsi à la présidence, le pays est retombé entre les mains des militaires avec Abdel Fatah al-Sissi, qui a renversé le premier président civil du pays.

L'opposition islamiste a été laminée et nombre de leaders du Printemps arabe ont été emprisonnés ou contraints à l'exil.

Quant à la situation économique du pays, calamiteuse, elle est devenue la préoccupation majeure des Égyptiens.

M. Moubarak a été jugé dans deux grandes affaires depuis son départ du pouvoir.

Dans l'un des principaux dossiers, il a été accusé d'avoir incité au meurtre des participants aux manifestations pendant la révolte, au cours de laquelle quelque 850 personnes ont été tuées lors d'affrontements avec la police.

Il a été condamné à la prison à vie en juin 2012 mais un nouveau procès avait été ordonné par la justice.

En novembre 2014, un autre tribunal qui le rejugeait avait finalement ordonné l'abandon des accusations, blanchissant ainsi M. Moubarak, mais le parquet avait introduit un recours en cassation.

Le 2 mars dernier, la cour de Cassation a finalement confirmé l'abandon des charges.

Dans un autre grand procès, la cour d'appel avait confirmé en janvier 2016 une peine de trois ans de prison pour M. Moubarak et ses deux fils, Alaa et Gamal, dans une affaire de corruption.

Il était accusé avec eux d'avoir détourné plus de 10 millions d'euros, alloués à l'entretien des palais présidentiels. Outre les trois ans de prison, tous trois ont été condamnés ensemble à payer une amende de 125 millions de livres égyptiennes (environ 15 millions d'euros) et à rembourser à l'État 21 millions de livres (2,5 millions d'euros).

Pour cette affaire, M. Moubarak a purgé sa peine et ses deux fils ont été remis en liberté. AFP13.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- L'Italie vote un revenu mensuel de 480 euros sous condition - Reuters

Le Parlement italien a approuvé jeudi un plan de lutte contre la pauvreté qui prévoit le versement sous condition de 480 euros par mois aux plus défavorisés.

Il s'agit de la première tentative d'instauration en Italie d'un revenu permanent pour les familles dans le besoin.

Les allocataires devront s'engager à scolariser les enfants, à les faire vacciner et, pour les chômeurs, à rechercher un emploi.

"A la base, il s'agit d'un programme qui ressemble à ceux dont disposent presque tous les pays de l'Union européenne, qui visent à soutenir ceux qui vivent dans la pauvreté", a déclaré Raffaele Tangorra, directeur général pour la politique sociale au ministère de Travail.

Le nombre de personnes en graves difficultés matérielles s'est établi à 11,5% de la population en 2015 en Italie, contre en moyenne 8,5% dans le reste de l'UE, selon l'Institut de la statistique (Istat).

Ceux qui vivent dans la "pauvreté absolue" sont 4,6 millions de personnes, soit 7,6% de la population, contre 6,8% en 2014.

Le taux de chômage en Italie oscille autour de 12% de la population active depuis 2013. Le taux de chômage des jeunes est d'environ 40%.

La Finlande est le premier pays de l'Union européenne à avoir mis en place cette année une expérience-pilote de revenu universel pour les chômeurs. Environ 2.000 sans-emploi pris au hasard reçoivent 560 euros par mois sans condition. Reuters 09.03

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mars 2017

CAUSERIE

Ici il fait déjà 41°C à l'ombre, c'est dur ! Je me suis relu très vite tellement j'avais hâte de fuir le bureau, tant pis pour les fautes... Et dire que je vais devoir cuisiner pendant 2 heures !

Précision.

Je rappelle qu'il était reproché à M.Berruyer qui anime Les-crisis.fr par les inquisiteurs du Monde (Décodex) et Antipresse, d'avoir supprimé 600 articles de son blog, et en me livrant à une rapide vérification j'avais pu constater qu'effectivement des articles n'étaient plus disponibles sur le Net. Il vient de répondre trois semaine plus tard. Ses explications sont convaincantes si on lui attribue le bénéfice du doute. Il a eu tort d'estimer que les personnes qui se posaient des questions somme toute légitimes seraient sous l'influence des chiens de garde de la pensée unique ou du Monde.

Cela dit, j'ai peut-être été injuste envers M.Berruyer il se peut qu'il ait négligé la gestion des archives de son blog au profit de la rédaction d'articles de fond, ce qui n'est pas un crime, puisque je regrette de ne pas disposer de temps pour me livrer à cette activité qui de ce fait se trouve être diluées dans les causeries. Je n'avais pas pris suffisamment en compte que nos activités étaient sensiblement différentes.

Par souci d'impartialité j'ai contacté M.Berruyer et j'attends sa réponse.

Bien mal acquis ne profite qu'un temps...

Un internaute : "Il est urgent de ne plus considérer comme acquis ce que nous avons construit grâce à l'argent."

Il corrompt tout, y compris ceux qui n'en ont pas et qui voudraient en avoir pour imiter ceux qui en ont... Voilà ce qui arrive quand on n'a pas d'autre idéal.

Il est de bon ton de dire que l'argent ne fait pas le bonheur mais y contribue, tout comme l'économie de guerre contribue à la paix, ne vivez-vous pas en paix ?

Comment le bonheur des uns fait le malheur des autres.

Le 20 mars est la date définie par l'ONU comme celle du « bonheur » et du « bien-être ». Soutenue par Ban Ki-moon et votée à l'unanimité par les États membres de l'ONU, la résolution instaurant cette journée est entrée en vigueur en juillet 2012.

Sur les 155 pays étudiés, les 10 premiers du classement sont des pays développés (Norvège, Danemark, Islande, Suisse, Finlande, Pays-Bas, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Suède). La Norvège détrône ainsi le Danemark (1er en 2016) et la Suisse (vainqueur en 2015). La France, classée à la 31e place derrière les États-Unis (14e), l'Allemagne (16e) et le Royaume-Uni (19e)

Même si les pays qui caracolent en tête sont tous développés et riches, le rapport souligne que l'argent n'est pas le seul ingrédient de la recette du bonheur.

Il énumère notamment "la compassion, la liberté, la générosité, l'honnêteté, la santé, les filets sociaux et la bonne gouvernance" comme étant les critères fondamentaux pour favoriser le bonheur. La méthodologie utilisée consiste à demander à un échantillon d'environ 1 000 personnes de répondre à une série de questions sur la perception de leur qualité de vie sur une échelle de 1 à 10. lepoint.fr et AFP 20.03

Et ils en sont fiers !

- Armement : la France, supermarché de l'Arabie saoudite - LePoint.fr

François Hollande a autorisé la vente à Riyad de 455 millions d'euros d'armes, dont une grande partie pourrait être destinée à la guerre au Yémen.

Une autorisation administrative portant sur une vente considérable d'armements à l'Arabie saoudite a agité le microcosme ces dernières semaines. D'un côté, le ministère des Affaires étrangères et Matignon y étaient réticents, arguant que ces matériels étaient destinés à la guerre au Yémen. De l'autre, le ministère de la Défense estimait que l'allié saoudien devait être soutenu sans restriction. Il a finalement obtenu gain de cause.

Quand la France annonce 20 milliards d'euros de prise de commandes d'armements pour l'année 2016, elle se flatte de monter sur le podium mondial des marchands d'armes. LePoint.fr 20.03

Et pendant ce temps-là les affaires continuent.

- L'Arabie saoudite et la Chine signent pour 65 milliards de dollars de contrats - Réseau Voltaire 20.03

Quand l'UE se substitue à l'ONU.

- Armes chimiques: Sanctions européennes contre 4 militaires syriens - Reuters

L'Union européenne a imposé lundi des sanctions contre quatre hauts responsables militaires syriens accusés d'avoir utilisé des armes chimiques contre des civils, des mesures du même genre ayant été bloquées aux Nations unies par les vetos de la Russie et de la Chine. Reuters 20.03

Les maîtres du monde. LePentagone et la CIA détiennent le pouvoir de tuer qui bon leur semble dans le monde.

- La CIA autorisée à tuer des suspects par drones: plus de décès sur les ordres US? - Sputnik

Le chef de la Maison-Blanche a donné le feu vert à la Central Intelligence Agency (CIA) à organiser des attaques de drones contre les positions de « militants présumés », a annoncé le Wall Street Journal, citant des sources officielles américaines.

Trump donne carte blanche à la CIA pour éliminer des suspects avec des drones Pourtant, Laurie Calhoun, chargée de recherche au Independent Institute et auteur du livre « We Kill Because We Can: From Soldiering to Assassination in the Drone Age » (« Nous tuons parce que nous le pouvons: du métier de soldat au meurtre à l'âge des drones ») estime que Donald Trump n'est pas le premier à avoir autorisé la CIA à éliminer les terroristes présumés à l'aide de drones. Selon elle, l'administration Obama y a eu recours « au moins jusqu'en 2013, et même peut-être après ».

« Je ne voudrais pas utiliser le terme "fausses nouvelles" mais le Wall Street Journal a en quelque sorte déformé la perspective: M. Trump n'a pas été le premier à avoir donné ces pouvoirs à la CIA, c'était la politique d'Obama », a expliqué Laurie Calhoun à Sputnik.

Néanmoins, la différence principale entre M. Trump et M. Obama est que l'ancien président prenait de temps en temps lui-même la décision concernant ce type d'attaque alors que le nouveau dirigeant américain « veut renoncer complètement à participer à la prise de décision quant à la faisabilité des frappes aériennes sans pilote », selon Mme Calhoun.

« En tant que commandant en chef, il (Donald Trump, ndlr) remet toute la responsabilité des décisions de ce type sur le Pentagone et sur la CIA, et c'est mauvais car ils sont prédisposés à assassiner », a-t-elle ajouté.

« Ainsi, nous voyons une sorte de fusion des concepts "opérations militaire" et "opération secrète", aboutissant à l'augmentation de personnes tuées sur les ordres du gouvernement des États-Unis », a conclu Laurie Calhoun.

Les États-Unis ont été les premiers à utiliser des avions sans pilote munis de missiles pour tuer des militants présumés dans les années qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 contre New York et Washington.

Les attaques de drones Predator et Reaper armés de missiles contre des cibles outre-mer ont commencé sous le président George W. Bush et poursuivies par Barack Obama. Sputnik 16.03

Le bonheur c'est aussi de crever tranquillement pendant son sommeil. C'est injuste.

Décès du milliardaire philanthrope américain David Rockefeller - Reuters

Le milliardaire et philanthrope américain David Rockefeller, ancien président de la Chase Manhattan Bank et patriarche d'une des familles américaines les plus illustres, s'est éteint lundi à New York, à l'âge de 101 ans, a annoncé sa famille.

Lorsqu'il fut à la tête de la Chase, de 1969 à 1981, Rockefeller établit un tel réseau de relations étroites avec des gouvernements et des multinationales que les observateurs dirent que la banque avait sa propre politique étrangère.

En 1973, Rockefeller fonda la "Trilatérale", organisation privée qui censée favoriser les relations entre l'Amérique du Nord, le Japon et l'Europe de l'Ouest et qui regroupa des personnalités d'influence.

L'ancien président George H.W. Bush a salué en lui "l'un des plus généreux philanthropes" et "un précieux conseiller" par "ses relations et sa compréhension des problèmes". "Il était l'homme d'affaires parfait", utilisant "son nom et sa fortune pour faire le bien, ici comme à l'étranger", a souligné l'ex-président Bill Clinton. Reuters et huffingtonpost.fr 20.03

Il présidait aussi le groupe Bilderberg, rassurez-vous la relève est assurée...

Leur stratégie. Une fois que le peuple spolié de toute représentation s'est détourné de la politique, tout est possible.

Depuis des années, j'explique qu'aux Etats-Unis leur objectif avait été de dégoûter, de détourner les travailleurs de la politique en combinant plusieurs procédés et en procédant par plusieurs étapes, en corrompant leurs représentants qui abandonneront le combat pour des réformes sociales à caractère politique (ou collectif) dans un premier temps, donc qui adopteront le régime et ne contesteront plus les institutions ou le capitalisme, pour ensuite favoriser le tryptique fantasmagorique drogue, sexe and rosk'n roll autour duquel ils forgeront la mythique opposition entre démocrates et républicains (entre libéraux ou progressistes de gauche et conservateurs ou puritains de droite), destinée à incarner ou à se substituer à la lutte des classes, le mouvement ouvrier se fondant littéralement dans le parti démocrate, au point plus tard que leur collusion avec l'oligarchie s'afficherait ouvertement sans entraîner de réactions (organisées) une fois parvenu à un niveau tel de décadence ou de décomposition, processus inconscient dont la phase ascendante est terminée ou qui semble avoir atteint ses limites. Quelque 70 ans plus tard, la majorité des travailleurs américains vient de rejeter démocrates et républicains.

En France, nous n'en sommes encore qu'au début de ce processus qui s'est accéléré sous Hollande. C'est Macron qu'apparemment ils ont désigné pour franchir l'étape suivante, qui doit consister à copier le modèle américain en fondant un parti démocrate sur les cendres du PS qui alternerait au pouvoir avec LR, les primaires ayant été conçues uniquement dans cette perspective-là, ce qui se confirmera si Macron devait figurer au second tour de la présidentielle face à Le Pen, puisqu'il serait soutenu par le PS et ses satellites ou alliés électoraux, LR se réfugiant d'avance dans le statut d'opposition parlementaire de manière à ce que les rôles des uns et des autres soient respectés, tous les autres partis sortant affaiblis, divisés, en crise après cette expérience, complètement marginalisés et impuissants.

La candidature de Macron est davantage politique que celle Fillon, avec Macron ils peuvent espérer en finir avec le PS en prime. Et puis si Fillon ne rompait pas avec la stratégie favorisant le complexe militaro-industriel-financier puisque c'est impossible au regard de la crise du capitalisme, en revanche en s'opposant à la guerre froide avec la Russie, c'est un des principaux arguments pour justifier l'augmentation du budget de la défense qui disparaîtrait, il ne leur resterait plus que la menace du terrorisme pour le justifier, ce qui serait un peu léger, à moins qu'ils fomentent de nouvelles guerres, de ce côté-là ils ne sont jamais à court d'imagination. On notera au passage que la propagande de guerre de l'OTAN contre la Russie profite autant au complexe militaro-industriel-financier qu'à Poutine qui peut ainsi justifier l'augmentation du budget de la défense de la Russie et la politique d'austérité qu'il impose à la classe ouvrière.

Si à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ils ont pu se lancer aux Etats-Unis dans le maccarthysme, c'était auréolé de leur victoire sur l'Allemagne et le Japon, ils s'en servaient pour finir de corrompre, briser ou disloquer le mouvement ouvrier américain, mais en Europe, en France et en Allemagne ou encore en Italie une telle stratégie était impensable du fait que c'était l'Armée rouge qui allait libérer l'Allemagne du nazisme et les militants des partis communistes qui en France et en Italie avaient largement contribué à la libération de ces pays des régimes inféodés au nazisme. Il leur faudra attendre l'implosion de l'URSS pour finir de pourrir le mouvement ouvrier et espérer liquider les partis qui se réclamaient de la classe ouvrière ou du socialisme d'ici quelques décennies.

Si en Allemagne le mouvement fut amorcé dès la fin des années 50 en réponse à la construction du mur de Berlin, ce n'est qu'à partir de la réunification qu'il prendra un nouvel élan qui se concrétisera 10 ans plus tard avec l'adoption de Hartz IV ou de l'agenda 2000 par Schröder sans entraîner une mobilisation massive du mouvement ouvrier en Allemagne pour avoir achevé en douceur son tournant social-libéral, la CDU et le SPD alternant au pouvoir en poursuivant la même politique réactionnaire pendant plus de 50 ans sans jamais qu'aucun parti ne constitue une menace pour le régime.

C'est en France que la situation allait s'avérer la plus compliquée pour mettre en oeuvre la même stratégie consistant à lier ouvertement les principaux partis au régime. Une première tentative eut lieu en 1983 sous la forme d'une déclaration où le PS faisait allégeance à l'économie de marché ou au capitalisme, donc abandonnant officiellement le socialisme. Dès 1958 de Gaulle s'était fixé comme objectif de liquider les partis et les syndicats qu'il souhaitait intégrer à l'Etat, ils le seront davantage par la suite sans pour autant en finir avec le clivage mythique de la gauche et de la droite qui constituait un obstacle au tournant corporatiste qu'imposait la crise du capitalisme, parce que même de manière déformée il continuait de rythmer la lutte des classes qu'il s'agissait à tous prix de neutraliser. De Gaulle échouera lors du référendum de 1969 à avancer davantage dans cette voie, sans pour autant que la classe dominante renonce à son objectif. Dès que les prémices de la chute prochaine de l'URSS virent le jour et plus encore par la suite, le PS se hâta de se défaire des oripeaux honteux du socialisme suivi de peu par le PCF, ces deux partis n'ayant plus aucune raison de se présenter sous un faux masque, le PCF abandonnant la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, conversion officielle qui devait sceller leur destin ou mener à leur disparition à terme, le PCF ne devait plus que survivre artificiellement accrochés aux basques du PS qui apparaissait de plus en plus comme un parti de droite ou de la réaction au point que la question de son existence allait être posée. C'est Hollande et son gouvernement qui lui porteront le coup de grâce à partir de 2012, légitimer par le mouvement ouvrier qui avait appelé à voter pour lui et qui à partir de là était voué à connaître le même sort.

On aura observé qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en France, en fait dans tous les pays, cette stratégie de confiscation du

pouvoir politique au profit de l'oligarchie allait se réaliser pas à pas grâce au soutien indéfectible du mouvement ouvrier corrompu. On en est rendu au stade où en France un candidat de l'oligarchie incarnant ni la droite ni la gauche nous dit-on, alors qu'en réalité il les incarne tous les deux, inconnu il y a peu et jamais élu il prendrait la direction de la 6^è puissance mondiale.

En représentant à la fois la droite et la gauche, cela lui permettrait s'il était élu d'estimer illégitime toute opposition à sa politique d'où qu'elle viendrait, de neutraliser pour ainsi dire ses opposants ce dont nous avons déjà un avant-goût, à ceci près qu'une fois passées la fiction des élections, la réalité de la lutte de classes reprendrait ses droits et Macron se trouverait dans l'incapacité de continuer à tenir le même langage ou plus personne ne l'écouterait, il deviendrait la cible à abattre, parce que la nature ultraréactionnaire de sa politique et de ce qu'il incarne passerait au premier plan et pourrait servir de déclencheur à un gigantesque soulèvement populaire...

Avec Fillon président les choses se présenteraient autrement, les rapports entre LR et le PS ainsi que les syndicats demeureraient inchangés et ils continueraient leur jeu de rôles qui a plutôt réussi au régime jusqu'à présent. On voit bien ici qu'on est en présence de deux dispositifs distincts qui se différencient par la manière dont ils se disposent par rapport au mouvement ouvrier.

Avec Macron, ce serait un coup de massue brutal porté au mouvement ouvrier pour exiger son abdication sans condition, le neutraliser avec les risques de réactions violentes qui pourraient en résulter de la part de nombreux militants sincères combattant au côté de la classe ouvrière, sans parler de la crise que cela provoquerait dans les syndicats et les partis dits ouvriers. Avec Fillon, on resterait dans le jeu classique de la collaboration de classes qui a pourri le mouvement ouvrier, avec les concessions à la marge que cela induirait en échange de la paix sociale, ce que rejette une partie de l'oligarchie qui a opté pour Macron où la manière forte.

Macron ou les banksters au pouvoir

Parole d'internaute.

1- Las Vegas, bon choix "indeed". Les valeurs progressistes? Fric et égoïsme. Le patron? Bienfaiteur de l'humanité. La logique? y'en a pas. Ils s'en tapent.

Il y a quoi autour de Las Vegas? Rien, un désert avec des cadavres plus ou moins bien enterrés pendant la nuit.

Trois exemples cinématographiques sur Las Vegas:

Casino (Scorcese), Show-girls (Verhoeven), Les Diamants sont éternels (Hamilton).

Quel choix Ô combien révélateur de leur vision du monde. La Sodome et Gomorrhe moderne.

2- En 2012, la banque Rothschild est mandatée pour la cession des actifs de Nestlé au laboratoire pharmaceutique Pfizer pour un montant de 9 milliards d'euros, et c'est Emmanuel Macron qui est aux manettes. Dans cette opération, la banque aurait pu recevoir entre 1,5% et 3% de la transaction sous forme de commission. Et quelle commission Emmanuel Macron a-t-il réussi à négocier ? Les deux entreprises siégeant en Suisse et aux Etats-Unis, certaines rémunérations auraient-elles pu se faire en dehors de la juridiction française ? Et dans le cas d'une rémunération sous forme de dividendes (ce qui est aussi une possibilité) sur combien d'années les étalements ont-ils été prévus ?

3- La naïveté à l'égard d'un Canard, en réalité totalement inféodé à ses sources – du style les copains de promo de Macron sortant un dossier de Bercy pour le transmettre à un Gaillard pas exactement "nanar" – laisse rêveur. Sérieusement, vous croyez que les salaires particulièrement juteux du Canard – autres les célèbres "chocolats" – pour pondre quelques lignes par semaine (et toucher allégrement ailleurs) ne justifient pas certaines compréhensions, sinon certaines connivences ?

Quant à l'absence d'enrichissement personnel chez Macron... euh, comment dire ? sans même trop s'interroger sur les potentiels conflits d'intérêts du dossier SFR débloqué par Macron pour son copain Drahi (M. Paradis Fiscal qui le lui rend bien aujourd'hui), le montage assez curieux de "l'Airbus du parapétrolier" Technip / FMC (avec l'ancien employeur de Macron aux dividendes), les arrières-plans des ventes des aéroports de Toulouse (pacte secret) Nice et Lyon etc. on a juste un ministre en exercice qui met à profit un voyage officiel à Londres pour faire une levée de fonds, se fait organiser sur fonds publics une petite soirée de promo perso à Las Vegas et qui a pompé 120 000 euros de frais de bouche à Bercy pour préparer sa candidature et recevoir jusqu'à ses "amis Facebook"...

Bref encore un chevalier blanc. Lui aussi s'est engagé à se retirer s'il était mis en examen... à suivre ?

4- J'ajouterais que si vous avez un sujet sérieux, par exemple dans l'espace social la manière dont EDF malgré ses obligations a longtemps contourné la mise en oeuvre des tarifs sociaux de l'énergie (en arnaquant au passage les plus démunis) ce n'est pas

la peine d'espérer que le volatile doré sur feuille s'en préoccupe. J'ai testé, avec démontage complet du système à l'appui.

Le fond de commerce du Canard, ce sont les règlements de comptes entre politiques, servis sur un plateau à la rédaction. Les fichiers ou les photocopies arrivent bien chauds rue St Honoré, deux coups de fil pour la sauce et un petit rewriting puis quelques verres dans l'annexe en face et voilà. Un petit billet de 7000 balles tombera à la fin du mois et les chocolats en fin d'exercice.

D'où toute l'ironie de la dénonciation, par les mêmes, des tambouilles Pénélope etc.

L'ironie suprême étant que contrairement aux fantasmes de ses lecteurs le Canard laqué ne pratique pas un journalisme d'investigation.

Il fonctionne, en réalité, comme ces vieilles feuilles de chantage, au fil du courant et de ses propres intérêts pas du tout désintéressés.

5- En marche vers un scandale Servier

Hasard ou conséquence, le leader d'En Marche plaide quelques jours plus tôt pour mieux rembourser les médicaments vendus par... les laboratoires Servier.

Irène Frachon a relevé que le "représentant santé" (et principal inspirateur du programme d'E. Macron), Jean-Jacques Mourad, était en fait rémunéré par le laboratoire Servier.

Son frère, Bernard Mourad, ancien de Morgan Stanley, conseiller bancaire de Drahi, négocie avec le milliardaire le rachat de SFR. A. Montebourg alors ministre s'y oppose, remplacé par E. Macron, Drahi emporte le morceau. Sitôt E. Macron candidat, Bernard Mourad devient un de ses plus proches conseillers... https://blogs.mediapart.fr/jberman/blog/070317/macron-en-marche-vers-un-scandale-servier?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66

6- L'implosion en cours du PS pour favoriser une alliance "droite gauche" afin de contrer les... « populismes », l'alliance avec Bayrou et un programme néo libéral, progressiste et européiste soutenu par les milieux politico- financiers pourrait donner naissance à un parti "démocrate" en opposition au parti Républicain!

7- Lors de la vente de l'aéroport de Toulouse Blagnac bradé aux Chinois (Groupe Casil Europe / 49.9 % des parts , des irrégularités, abus de pouvoir auraient été commis par le ministre de l'économie de l'époque, un certain Emmanuel Macron <http://www.ladepeche.fr/article/2017/02/28/2525795-privatisation-de-l-aeroport-macron-dans-le-viseur.html>

Concessions autoroutières : opacité d'État

Emmanuel Macron, avant de démissionner de son poste, a fait appel du jugement de la CADA. La décision n'interviendra donc pas avant les élections présidentielles. Quels sont les intérêts protégés dont le secret doit être si bien gardé ?

<http://www.anticor.org/2016/12/15/concessions-autoroutieres-opacite-detat/>

Le pire n'est pas dans les contrats (écrit) mais ce qui est promis autour de la table pendant les négociations !

Les autoroutes avec Raymond Arvillier (de 15:36 à 26:36)

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/des-citoyens-qui-changent-le-monde-4-lorchidee-et-les-autoroutes>

8- Il ne vous aura pas échappé j'imagine que Ismaël EMELIEN, le chargé de com de Macron à son cabinet au ministère et maintenant dans sa campagne vient de HAVAS ... :

"A 27 ans, Ismaël Emelien, de l'écurie Havas Worlwide (ex Euro RSCG), devient la tête pensante de la com' du nouveau ministre de l'Economie" <http://www.lopinion.fr/2-septembre-2014/emmanuel-macron-choisit-communicant-l-ecurie-fouks-15877>

Et, suprême, à nouveau, bien sûr, coïncidence, le patron de HAVAS, Yannick Bolloré, roule pour Macron. <https://www.mediapart.fr/journal/france/140716/yannick-bollore-en-marche-avec-emmanuel-macron?onglet=full>

Les faits leur donnent raison.

- Ils sont tous contre Macron - Liberation.fr

Le candidat d'En marche dispose du plus fort pronostic de victoire au second tour... Liberation.fr

- Présidentielle - Débat : et le plus convaincant a été... Emmanuel Macron ! - LePoint.fr

- Pour E. Macron, "l'état d'urgence doit être maintenu" aussi longtemps que nécessaire - Franceinfo

- Macron accepte d'être dépeint en "populiste", pas en "démagogue" - AFP

Parce qu'être populiste ou démagogue cela ne reviendrait pas au même...

[Les néostaliniens et autres opportunistes sont désabusés.](#)

Rappelons que Nikonoff et le Pardem s'étaient lancés dans la course à la présidentielle en voulant présenter un candidat (Nikonoff) et ils ont dû y renoncer.

- Rassemblement pour la démondialisation - Jacques Nikonoff - Le 19 mars 2017.

La chaîne de télévision TF1 organise ce qu'elle appelle faussement le « Grand Débat », lundi 20 mars, avec seulement 5 des 11 candidats à l'élection présidentielle.

Ainsi TF1 prétend choisir à la place des Français les candidats à l'élection présidentielle qui lui semblent dignes d'intérêt. Alors que 11 candidats ont été validés par le Conseil constitutionnel après avoir obtenu au moins 500 parrainages, le système en a sélectionné 5 : Madame Le Pen et Messieurs Fillon, Hamon, Macron, Mélenchon.

TF1 ne respecte pas le principe d'égalité et choisit ceux qui ont le droit de débattre, avec la complicité du CSA et des 5 candidats eux-mêmes ! C'est peut-être ça, d'ailleurs, le plus écœurant. Car ces 5 candidats présélectionnés par le système acceptent cette situation scandaleuse. Elle leur paraît même naturelle puisqu'aucun d'entre eux ne s'est désisté en protestation contre cette manipulation de l'élection.

Ils veulent rester dans le système, recherchent son soutien, et se félicitent que les autres voix soient étouffées pour conserver leur monopole. Jacques Nikonoff.

Il a raison, aucun ne mérite une voix ouvrière. Cela dit, Nikonoff ne va pas jusqu'à appeler au boycott de ces élections truquées, aucun parti dit ouvrier à ma connaissance n'y appelle parce qu'aucun n'entend rompre avec les institutions de la Ve République, CQFD.

Dans quel monde vivent-ils ? Crédibilité zéro.

Bouleversant, choquant, somme toute normal quand on se donne la peine de réfléchir un instant.

- Mélenchon censuré : les médias font la campagne de Macron, Fillon, Hamon & Le Pen ! par le PRCF - legrandsoir.info 15.03

Les médias-oligarques favoriseraient certains candidats au détriment des autres, et "ce n'est pas une impression", non, sans blague ! C'est à croire qu'on ne serait pas en démocratie.

Entre nous, c'est dans la nature du parlementarisme bourgeois, mais comme ils n'ont eu de cesse d'y participer et de le légitimer, le dénoncer est au-dessus de leur force. Pourquoi ? Parce qu'au-delà il faudrait affronter le régime et cela n'a jamais été dans la nature du stalinisme.

Qu'est-ce qui fait défaut à D. Gluckstein ? Ce qu'il reproche à Hamon et Mélenchon.

Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 15 mars 2017 : Qu'est-ce qui fait défaut ?

Alors que Mélenchon et Hamon ne "font pas référence" à l'abrogation de la réforme El Khomri dans "leurs récentes interviews", selon Gluckstein il faudrait faire comme si, pour y croire très fort fermez les yeux ou croisez les doigts, attendez la suite avant d'aller brûler un cerge, car peu importe qu'ils ne soient pas non plus favorables à la rupture avec l'UE, vous devrez vous contenter d'une "remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne", formule jésuitique de l'ordre du sophisme qui vous appelle à la soumission à l'ordre établi en somme.

Pourquoi ou comment en sommes-nous arrivés là sinon que les dirigeants du mouvement ouvrier dont D. Gluckstein s'est employé jusqu'à ce jour à faire croire que les partis dits ouvriers et les syndicats seraient les "*deux piliers indissociables de la démocratie politique*", alors qu'ils n'ont eu de cesse de collaborer avec les institutions de la Ve République que le même D. Gluckstein caractérise par ailleurs de bonapartiste et d'antidémocratique. En réalité ce sont surtout "deux piliers" du régime pour y être inféodés.

Depuis l'époque de l'OCI, puis du PCI, du MPPT, du PT, du POI et maintenant avec le POID, il n'a cessé de servir de flanc gauche à ces partis et aux appareils vendus des syndicats avec lesquels il n'a jamais rompu, du coup on comprend pourquoi ils s'accrochent au mot d'ordre de la rupture avec les institutions de la Ve République puisque leurs dirigeants savent par expérience que c'est sans conséquences pratiques ou du vent.

Il illustre très bien lui-même en voulant nous faire croire qu'un gouvernement qui serait issu d'une majorité parlementaire composée forcément majoritairement par des députés du PS pourrait abroger la loi El Khomri, là il fait dans la fabulation ou la mythomanie, "*qui osera dire aux travailleurs que c'est la même chose d'avoir un gouvernement qui applique et aggrave la loi El Khomri ou un gouvernement qui l'abroge ?*", il prête ouvertement au PS des intentions qu'il n'a jamais eu, peu importe, dans son délire il va jusqu'à réécrire l'histoire au profit du PS : "*Qui osera leur dire que c'est la même chose d'avoir un gouvernement qui ne fait que du « copier-coller des directives européennes » ou un gouvernement qui formule la question du carcan de l'Union européenne et de sa remise en cause ?*", c'est à croire que le gouvernement issu du même parti ne s'est pas borné pendant 5 ans à faire du « copier-coller des directives européennes », d'un coup de baguette magique après un siècle passé dans le camp de la réaction pour un peu le PS pourrait devenir un parti révolutionnaire, à ce compte-là on pourrait aussi être tenté de voter Le Pen ! Pour faire renaître des illusions dans le PS dans la tête des travailleurs, on ne ferait pas mieux.

Ensuite il s'enfoncé un peu plus dans l'imposture en affirmant que : "*Ce qu'il faut dégager, ce sont les contre-réformes réactionnaires (à commencer par la loi El Khomri) et les institutions qui permettent de les imposer*", alors qu'en fait il faut commencer par dégager les institutions pour pouvoir abolir la Constitution et toutes les lois antisociales, on ne combat pas les "*contre-réformes réactionnaires*" dans la perspective d'obtenir leur abrogation, même si cela pourrait se produire exceptionnellement et de manière fort limitée, elles seraient remplacées quelque temps plus tard par d'autres "*contre-réformes réactionnaires*" similaires (Voyez le CPE), ce n'est pas notre objectif, parce qu'on sait qu'à ce jeu-là le régime demeurerait en place indéfiniment, on les combat parce qu'elles incarnent la nature, les fondements du régime incompatibles avec nos besoins ou aspirations.

Dès lors on ne voit pas trop comment "*le premier acte en ce sens, c'est de se donner les moyens de l'unité*" avec le PS qui a adopté ces "*contre-réformes réactionnaires*".

Pour Gluckstein l'impossibilité pour Hamon et Mélenchon de réaliser l'unité proviendrait de leur manque de "*volonté*" et non des contradictions dans lesquelles ils sont empêtrés entre leur nature inféodée au régime et leurs discours qui consistent à masquer (maladroitement) leur imposture, parce qu'il se refuse à les caractériser pour ce qu'ils sont réellement.

Jeu de rôle institutionnel.

Le cirque électoral

- Onze candidats en piste pour l'Elysée - AFP

Onze candidats disputeront le premier tour de l'élection présidentielle le 23 avril, a annoncé samedi le Conseil constitutionnel après validation de la liste complète des parrainages.

Trois candidats - Philippe Poutou, Jean Lassalle et Jacques Cheminade - se sont qualifiés in extremis et rejoignent les huit premiers à avoir franchi le cap des 500 signatures: François Fillon, Benoît Hamon, Emmanuel Macron, Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Arthaud, Marine Le Pen et François Asselineau. AFP

La tondeuse

- Enquête électorale : les indécis détiennent la clé du scrutin présidentiel - lemonde.fr

A cinq semaines du premier tour de la présidentielle, 66 % des électeurs seulement sont certains d'aller voter, selon la dernière vague d'enquête du Cevipof pour « Le Monde ». lemonde.fr 17.03

Et parmi ces 66 %, un tiers peut encore changer d'avis ou ne sait pas exactement pour quel candidat il va voter.

Ils ont tous les droits.

- Débat présidentiel : pourquoi TF1 a le droit de zapper Nicolas Dupont-Aignan - Franceinfo

Le candidat à l'élection présidentielle conteste son absence au débat organisé lundi 20 mars sur la chaîne. Franceinfo

Illusion et instrumentalisation.

- Pari réussi pour la démonstration de force de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

- Benoît Hamon réussit son pari à Bercy - Franceinfo

Un scoop !

- Le Roux a employé ses filles comme collaboratrices parlementaires - AFP

Le Premier ministre Bernard Cazeneuve va rencontrer mardi le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux à la suite des révélations de l'émission Quotidien (TMC) sur les CDD de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires à l'Assemblée nationale, a-t-on appris auprès de Matignon. AFP 20.03

[L'AFP se lamente parce que les barbares sont en difficulté.](#)

- En Syrie, les rebelles en passe de perdre un nouveau fief (Homs - ndlr) - AFP

Libération voulait y croire...

- La rébellion en pleine démonstration de force à Damas - Liberation.fr 20.03

... hélas ! 24 heures plus tard...

- Syrie: fin des combats à Damas où la vie reprend - AFP 21.03

C'est dommage, cela aurait été si chouette la capitale de la Syrie à feu et à sang avec en prime la tête de Bachar el-Assad...

[Ils osent tout](#)

- Hollande : «La démocratie est menacée quand l'invective remplace la perspective» - Liberation.fr

- Présidentielle : "Benoît Hamon a un projet clair, un projet de gauche, un projet ambitieux" - Franceinfo

- «La mention du sexe, quel qu'il soit, n'a plus sa place» - Liberation.fr

- Pékin : la reconnaissance faciale pour éviter les abus de papier toilette - Franceinfo

Ils ont été jusqu'à placer des caméras de surveillance dans les toilettes publiques, quel monde de dingues !

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mars 2017

[CAUSERIE](#)

On ajoutera des articles dans la rubrique *Articles d'actualité* plus tard, je crève de chaud et j'ai hâte de sortir du bureau.

Cette causerie m'a été inspiré par les commentaires (désabusés) que j'ai lus à la suite d'articles publiés par différents blogs.

Un peu de cohérence ne ferait de mal à personne.

Tout le monde semble tomber des nus. Mais dans quel monde viviez-vous jusqu'à présent ?

Vous ne vouliez pas vous poser cette question ou le savoir, et bien vous allez y être obligés et c'est très bien ainsi, cela vous forcera à réfléchir un peu plus que d'ordinaire et à vous remettre en cause, tout du moins il faut l'espérer, c'est tout le mal qu'on vous souhaite.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Vraiment ? Les médias et les partis institutionnels n'ont pas changé de nature, ils sont restés inféoder au régime, compte tenu de la dépendance totale de l'économie vis-à-vis de l'oligarchie financière, compte tenu du niveau de de la soumission de l'Etat au marché, compte tenu du contrôle totale exercé par l'oligarchie sur les médias, compte tenu du degré de corruption et de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier et son avant-garde, désormais les oligarques estiment qu'ils concentrent suffisamment de pouvoir pour imprimer leur diktat à l'ensemble de la société ou décider de son orientation uniquement en fonction de leurs besoins puisque tous les contre-pouvoirs ont été neutralisés ou achetés.

La lutte de classe des exploités n'a pas disparu, mais compte tenu de son orientation corporatiste, opportuniste, réactionnaire, compte tenu de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses laborieuses et susceptible de les rassembler, l'oligarchie est amenée à faire comme si c'était le cas sachant qu'elle peut compter sur le soutien indéfectibles des appareils corrompus de tous les syndicats et de tous les partis qui leur sont organiquement liés. C'était déjà le cas hier, ce le sera encore plus demain.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Ils ne s'en étonneraient pas s'ils avaient pu caractériser les différents acteurs sociaux ou politiques ainsi que les institutions conformément à leur nature de classe, or ils en furent empêchés par l'interprétation qui leur en fut donnée par les médias et ces différents acteurs liés au régime. En réalité, ils ont toujours été aussi hypocrites. En revanche ce qui a changé, c'est qu'hier ils se servaient de l'URSS, la Chine, etc. pour agiter la menace du communisme qui a pratiquement complètement disparue et qu'ils ont entretenue pendant des décennies pour justifier leurs dépenses en armement ou leurs interventions militaires aux quatre coins de la planète, ils l'ont remplacé par la Russie de Poutine et le terrorisme qu'ils ont créé de toutes pièces dans le même but, voire l'augmentation du budget de la Défense conformément aux "vœux" exprimés par l'OTAN et Trump.

C'est sur le plan politique que ce changement allait avoir de graves conséquences qui expliquent davantage leur comportement débridé et tyrannique actuel. Les sociaux-démocrates s'empressèrent de se débarrasser des oripeaux du socialisme qui les encombraient depuis des lustres, tandis que les staliniens profiteraient de l'occasion pour les imiter, de sorte que le mouvement ouvrier qu'ils contrôlaient (et contrôlent toujours) allait se retrouver sans direction, et tous les autres courants du mouvement ouvrier qui étaient liés au PS ou au PCF et donc déjà profondément gangrenés par l'opportunisme allaient se disloquer pour finalement abandonner le programme de la révolution socialiste.

Du coup seul le capitalisme allait demeurer en lice et comme perspective pour toutes les composantes du mouvement ouvrier, qui tous tour à tour allaient adopter les besoins du régime au détriment de ceux des travailleurs, ne serait-ce que par leur collaboration avec les appareils des syndicats qu'ils n'allaient pas renier mais renforcer au lieu de rompre avec eux, leur existence en dépend largement, y compris sur le plan financier.

Toute perspective du socialisme ou de changer la société étant renvoyée à une date indéterminée ou très éloignée dans le futur, semble-t-il, les représentants ou porte-parole de l'oligarchie allaient se servir de cet argument comme levier pour justifier leur offensive contre l'ensemble de la société au nom de la préservation de ce qui pourrait l'être encore, comme si la société était atteinte par un mal mystérieux et impossible à cerner, qui plus est incurable, qui la menacerait et la forcerait à concevoir la nécessité d'accepter d'innombrables sacrifices pour préserver les valeurs fondamentales de liberté et de démocratie sur laquelle elle reposait, de sorte que la régression sociale sans fin par laquelle ses sacrifices se traduiraient serait présentée comme un moindre mal nécessaire auquel chacun devrait se soumettre de bonne grâce en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais évidemment, mais cela l'oligarchie ne peut pas l'avouer.

Bref, cette terrible fatalité qui s'est soudain abattue injustement sur la société et dont tout le monde ignore l'origine, est la cause de tous nos malheurs ou souffrances, et si personne n'en serait responsable, elle n'épargne personne non plus, aussi il serait équitable, voire charitable que chacun en assume une partie et prenne son mal en patience, sans accuser injustement ceux qui gouvernent et qui s'emploient honnêtement à vous rendre compte des efforts qu'ils font pour vous aider à supporter sincèrement cette épreuve dans une période difficile dont tout le monde se serait bien passé.

Ils n'étaient pas plus hypocrites hier qu'aujourd'hui, ils le sont plus ouvertement engaillardis par l'absence de toute opposition organisée ou alternative au capitalisme depuis qu'ils ont pris le contrôle de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, des médias, de l'ensemble de l'économie et du mouvement ouvrier.

Leur arrogance, leurs opérations illégales, leur intention ouvertement affichée de museler la liberté d'expression, à censurer les opposants au régime, leurs appels à la délation digne de Vichy, l'instauration d'un régime policier, la militarisation de la société, leur formidable imposture ou leur propension au mensonge éhonté ou grotesque, etc. posent paradoxalement problème à tous ceux qui se disaient de gauche, et qui pour ignorer ce que cela signifiait se faisaient des illusions sur la nature du régime en place, sur sa faculté à incarner le progrès social ou qui croyaient que le capitalisme disposait de capacités illimitées, de sorte que secrètement ils espéraient qu'il réaliserait progressivement le socialisme ou qu'il leur permettrait d'améliorer leur condition ou de maintenir leur mode de vie relativement confortable. Ils ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer pour avoir adopté une interprétation erronée des rapports sociaux qui existaient dans la société et qu'ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier, parce que finalement ils étaient parvenus à s'accommoder du capitalisme qui leur procurait certains privilèges, dès lors pourquoi se poser davantage de questions, pourquoi chercher à l'affronter ou envisager de le renverser.

Et ils en sont toujours là. Ils ne peuvent pas ou ne veulent pas se résoudre à envisager que la solution à leur problème se situerait au-delà du capitalisme, ils ne sont qu'au début de leur cauchemar. Ils avaient placé leur espoir dans Hollande et on sait ce qu'il en est advenu, maintenant ils se rabattent sur Hamon ou Mélenchon qui n'envisagent pas de briser les lois de fonctionnement du capitalisme pour s'y soumettre, ce qu'ils ne saisiront pas puisqu'ils les ignorent, ces gens de gauche formulent naïvement un vœu ou un souhait et ils voudraient que par miracle il soit exaucé sans tenir compte de la réalité qui devrait se conformer à leurs désirs, c'est désolant ou consternant de puérilité sachant qu'ils ont acquis un certain niveau de développement intellectuel qui ne leur sert à rien ici, hélas !

C'est eux que vise en priorité la propagande officielle et la désinformation, la censure à laquelle se livrent les médias oligarchiques, pour leur interdire de comprendre la situation ou ce qui se passe réellement pour qu'ils ne soient pas tentés de s'orienter vers le socialisme, pour briser leur résistance, les faire rentrer dans le rang.

La plus grande menace qui plane de nos jours sur le régime, sur l'oligarchie et l'élite qui la sert servilement réside là. Les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation actuelle de la société ou la condamnent ne doivent pas réaliser la jonction avec la classe ouvrière, avec le gros des troupes des masses exploitées pour affronter le régime, en aucun cas ils ne doivent renouer avec le socialisme. A suivre.

Ils osent tout.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP 22.03

Le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux a démissionné mardi, après qu'eut été révélé qu'il avait employé ses deux filles comme collaboratrices parlementaires. Entre nous, on s'en fout, on ne l'aurait jamais attaqué sur ce plan, pas davantage Fillon, c'est tellement insignifiant...

1- Pourquoi Hollande sacrifie-t-il Leroux ?

Parce que la ficelle était un peu grosse et tout le monde avait compris d'où venaient les attaques contre Fillon : de l'Elysée qui soutient Macron. Pour éviter que les projecteurs se reportent sur l'escroc Macron en proie également à des accusations d'abus de bien sociaux ou détournement de fonds publics. (Lire les détails dans le blog Les-crisis.fr)

- François Hollande "suspecté d'instrumentaliser la justice contre François Fillon, a voulu montrer qu'il savait sacrifier ses amis, que la gauche elle sait trancher et remet du sel sur la plaie Fillon des affaires", analyse Cécile Cornudet, des Echos.

2- Une mauvaise nouvelle pas vraiment pour celui que vous croyez...

- L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires, n'est pas une bonne nouvelle pour François Fillon, lui aussi aux prises avec la justice, estime mercredi la presse.

3- Elle tombe au bon moment...

- François Fillon semblait relancer sa campagne", note Bernard Stéphan, dans La Montagne.

4- La version, la vraie, que vous êtes censés croire par cette démonstration...

- "Il y avait donc bien deux poids, deux mesures, selon qu'on était ou non LR, et un acharnement suspect des médias. Ce trop commode raisonnement s'est effondré en une journée", assène Laurent Joffrin, de Libération.

Bernard Stéphan, dans La Montagne : "la rapidité de l'éviction et la célérité de la justice montrent que François Fillon n'a pas été victime d'un "complot", d'un assassinat politique", d'un "acharnement judiciaire+ comme certains de ses partisans et lui-même l'ont dit".

Philippe Marcacci, de l'Est Républicain en rajoute une couche : cela "prouve que la justice travaille avec célérité pour tous"... mais pas pour Macron !

5- Leur objectif: inciter Fillon à imiter Leroux...

- Cette décision permet au président de la République "de souligner à quel point François Fillon aurait été bien inspiré d'en faire autant", relève Hubert Coudurier, du Télégramme.

6- Et ceux qui lâchent le morceau...

- Ce qui fait dire à Sébastien Lacroix, dans L'Union/L'Ardennais que "Hollande et Cazeneuve ont tôt fait de comprendre qu'ils avaient l'occasion d'en remettre une louche sur Fillon".

[Aveu. Comment à leur manière ils légitiment le boycott de l'élection présidentielle.](#)

- Voter ne sert à rien - Le Huffington Post

La fin de cet article est instructif, on pourrait la signer :

Le Huffington Post - A la lumière de tout cela, pourquoi voter? Pour garantir le statu quo, le vote étant la procédure par laquelle le système se relégitimise pour se perpétuer.

Mais si l'on souhaite que les choses évoluent vraiment, voter ne sert à rien. Le Huffington Post 22.03

Excellent, incroyable de lucidité, n'est-ce pas ?

[Vous avez dit affairistes. Les affaires sont les affaires.](#)

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP

L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices... AFP

- Pierre Moscovici s'est aussi fait offrir des costumes de luxe - Franceinfo

Interrogé, le commissaire européen a assuré que ces cadeaux n'avaient pas eu de contreparties. - Franceinfo 22.03

[Voterez-vous pour un candidat adoubé par le Président de la Commission européenne ?](#)

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

Le candidat PS à la présidentielle Benoît Hamon était mardi à Bruxelles pour défendre son projet européen, auprès du président de la commission Jean-Claude Juncker puis du commissaire européen Pierre Moscovici, qui lui a apporté un discret soutien. AFP 22.03

Sérieusement, Daniel Gluckstein (POID) avait cru discerner dans les propos d'Hamon une "remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne", sait-il encore lire ou il se fout ouvertement des militants et travailleurs auxquels il s'adresse ? (voire la causerie d'hier)

[Matraquage quotidien au-delà de la nausée...](#)

Le bourrage des urnes

- Macron prend l'ascendant sur Le Pen après le débat - Reuters

Le harcèlement

- Les affaires Fillon n'en finissent pas de rebondir - Liberation.fr

Nouvelles révélations concernant François Fillon. Selon le Canard enchaîné de ce mercredi, le député de Paris, via sa société 2F Conseil, a signé un contrat... Liberation.fr

[Ils osent tout](#)

- 91 % des Français lisent des livres - LeFigaro.fr

Vous êtes sûr que ce ne serait pas 100% ?

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mars 2017

[CAUSERIE](#)

Il est 22h36 à Pondichéry, mercredi 22. J'ai ajouté 6 articles minutieusement sélectionnés.

Je mets désormais de préférence en ligne les articles qui peuvent aider les lecteurs à se forger leur propre conviction. N'étant pas l'auteur de ces articles, on ne pourra pas m'accuser de vouloir orienter les convictions des lecteurs, tout au plus on pourrait me reprocher de partager des informations sourcées et vérifiables qui permettent de mieux comprendre la situation, je le revendique.

Je ne fais que faire ce que je devais faire conformément à mes principes et mon engagement politique, je n'ai aucun mérite en la matière.

La nature de ces informations est suffisamment abominable pour ne pas avoir à les interpréter, et en arriver à la conclusion qu'il faut d'urgence éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, tout autre comportement contribuerait à sa survie en cautionnant ses multiples méfaits et crimes. Dès lors, à chacun de voir quel contenu il entend donner à sa bonne conscience en étant averti qu'il devra l'assumer jusqu'au bout.

Voilà le modèle monstrueux de société que l'oligarchie veut imposer au monde entier.

Un aperçu extrait de : Le texte officiel du gouvernement chinois sur la situation des droits de l'homme aux Etats-Unis. (à télécharger dans cette page, en deux parties)

- Il y a eu au total 58 125 incidents de violence armée (<http://www.gunviolencearchive.org/>), dont 385 fusillades de masse aux États-Unis en 2016, faisant 15 039 morts et 30 589 blessés. Les États-Unis ont le deuxième taux d'incarcération pénitentiaire (<http://www.statista.com/>) le plus élevé au monde, avec 693 prisonniers pour 100 000 habitants (www.statista.com, April 2016). En 2016, 70 millions d'États-Uniens sont passés par la case prison – c'est presque un adulte sur trois. (harvardlawreview.org, 5 janvier 2017) [2 millions (https://fr.wikipedia.org/wiki/Prison_aux_%C3%89tats-Unis) y sont encore pour wikipedia, NdT]

- Selon les données du crime publiées par le FBI, l'application de la loi a entraîné environ 10 797 088 arrestations en 2015 à l'échelle nationale. Le taux d'arrestation estimé pour les États-Unis en 2015 était de 3 363 arrestations pour 100 000 habitants (fbi.gov).

- Les médias ont recensé 1 348 décès liés aux arrestations entre le 1 juin 2015 et le 31 mars 2016, soit une moyenne de 135 personnes abattues par mois (www.bjs.gov, 22 décembre 2016). Au total, 963 personnes ont été abattues par la police en 2016 (github.com/washingtonpost/data-police-shootings).

- Les décès dans les prisons ont continué à augmenter. Selon les données publiées par le Bureau of Justice Statistics en décembre 2016, entre 2001 et 2014, il y a eu 50 785 décès de détenus aux États-Unis. Pour la seule année 2014, il y a eu 3 927 décès de détenus dans les prisons étatiques et fédérales. Il s'agit du plus grand nombre de décès de détenus, depuis que le Programme de déclaration des décès en prison (DCRP) a commencé à recueillir des données en 2001.

- Les écarts de revenu ont continué à s'élargir. Le 17 mai 2016, le site internet du Guardian rapportait que les 500 principaux dirigeants des États-Unis gagnaient 340 fois le salaire moyen des travailleurs, en 2015. Indexés à l'inflation, les salaires

des travailleurs ordinaires ont stagné depuis 50 ans (Www.theguardian.com, 17 mai 2016). Businessinsider.com a révélé que, tandis que les salaires des PDG des 350 plus grandes entreprises américaines ont augmenté d'environ 940% entre 1978 et 2015, après ajustement de l'inflation, la rémunération du travailleur typique n'a augmenté que de 10% (Www.businessinsider.com, 15 août 2016). Le site internet du Wall Street Journal indique qu'au cours des 30 dernières années, près de 70% des revenus sont allés aux 10% des Américains les plus riches, phénomène qui a été sarcastiquement nommé la plus étonnante « réussite économique » de ces dernières années par The Time (www.newser.com, 8 décembre 2016).

- Les centres pour le contrôle et la prévention des maladies ont signalé qu'il y a eu 41.149 cas de suicide aux États-Unis en 2013, soit environ 41% de plus qu'en 1999. Le suicide était la dixième cause de décès aux États-Unis en 2013, emportant deux fois plus de vies que l'homicide (www.bls.gov, décembre 2016). En 2015, le taux de suicide aux États-Unis a atteint son niveau le plus élevé en près de trois décennies (www.bbc.co.uk, 22 avril 2016). Fin de l'extrait.

Terrifiant, n'est-ce pas ? C'est le sort qui nous attend si nous ne réagissons pas. Alors on le garde ou on s'en débarrasse de leur système économique monstrueux et mafieux, belliqueux et criminel, barbare ?

La suite peut-être dans la journée ou plus tard, je dois aussi prendre le temps de m'occuper de ma maison et de mes affaires que je néglige comme toujours !

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles dans la rubrique *Articles d'actualité* plus tard, je crève de chaud et j'ai hâte de sortir du bureau.

Cette causerie m'a été inspiré par les commentaires (désabusés) que j'ai lus à la suite d'articles publiés par différents blogs.

Un peu de cohérence ne ferait de mal à personne.

Tout le monde semble tomber des nus. Mais dans quel monde viviez-vous jusqu'à présent ?

Vous ne vouliez pas vous poser cette question ou le savoir, et bien vous allez y être obligés et c'est très bien ainsi, cela vous forcera à réfléchir un peu plus que d'ordinaire et à vous remettre en cause, tout du moins il faut l'espérer, c'est tout le mal qu'on vous souhaite.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Vraiment ? Les médias et les partis institutionnels n'ont pas changé de nature, ils sont restés inféoder au régime, compte tenu de la dépendance totale de l'économie vis-à-vis de l'oligarchie financière, compte tenu du niveau de de la soumission de l'Etat au marché, compte tenu du contrôle totale exercé par l'oligarchie sur les médias, compte tenu du degré de corruption et de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier et son avant-garde, désormais les oligarques estiment qu'ils concentrent suffisamment de pouvoir pour imprimer leur diktat à l'ensemble de la société ou décider de son orientation uniquement en fonction de leurs besoins puisque tous les contre-pouvoirs ont été neutralisés ou achetés.

La lutte de classe des exploités n'a pas disparu, mais compte tenu de son orientation corporatiste, opportuniste, réactionnaire, compte tenu de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses laborieuses et susceptible de les rassembler, l'oligarchie est amenée à faire comme si c'était le cas sachant qu'elle peut compter sur le soutien indéfectibles des appareils corrompus de tous les syndicats et de tous les partis qui leur sont organiquement liés. C'était déjà le cas hier, ce le sera encore plus demain.

Pourquoi les gens s'étonnent-ils de ce qui se passe actuellement ? A les entendre les médias étaient différents autrefois, la société était meilleure, etc.

Ils ne s'en étonneraient pas s'ils avaient pu caractériser les différents acteurs sociaux ou politiques ainsi que les institutions conformément à leur nature de classe, or ils en furent empêchés par l'interprétation qui leur en fut donnée par les médias et ces différents acteurs liés au régime. En réalité, ils ont toujours été aussi hypocrites. En revanche ce qui a changé, c'est qu'hier ils se servaient de l'URSS, la Chine, etc. pour agiter la menace du communisme qui a pratiquement complètement disparue et qu'ils ont entretenue pendant des décennies pour justifier leurs dépenses en armement ou leurs interventions militaires aux

quatre coins de la planète, ils l'ont remplacé par la Russie de Poutine et le terrorisme qu'ils ont créé de toutes pièces dans le même but, voire l'augmentation du budget de la Défense conformément aux "vœux" exprimés par l'OTAN et Trump.

C'est sur le plan politique que ce changement allait avoir de graves conséquences qui expliquent davantage leur comportement débridé et tyrannique actuel. Les sociaux-démocrates s'empressèrent de se débarrasser des oripeaux du socialisme qui les encombraient depuis des lustres, tandis que les staliniens profiteraient de l'occasion pour les imiter, de sorte que le mouvement ouvrier qu'ils contrôlaient (et contrôlent toujours) allait se retrouver sans direction, et tous les autres courants du mouvement ouvrier qui étaient liés au PS ou au PCF et donc déjà profondément gangrenés par l'opportunisme allaient se disloquer pour finalement abandonner le programme de la révolution socialiste.

Du coup seul le capitalisme allait demeurer en lice et comme perspective pour toutes les composantes du mouvement ouvrier, qui tous tour à tour allaient adopter les besoins du régime au détriment de ceux des travailleurs, ne serait-ce que par leur collaboration avec les appareils des syndicats qu'ils n'allaient par renier mais renforcer au lieu de rompre avec eux, leur existence en dépend largement, y compris sur le plan financier.

Toute perspective du socialisme ou de changer la société étant renvoyée à une date indéterminée ou très éloignée dans le futur, semble-t-il, les représentants ou porte-parole de l'oligarchie allaient se servir de cet argument comme levier pour justifier leur offensive contre l'ensemble de la société au nom de la préservation de ce qui pourrait l'être encore, comme si la société était atteinte par un mal mystérieux et impossible à cerner, qui plus est incurable, qui la menacerait et la forcerait à concevoir la nécessité d'accepter d'innombrables sacrifices pour préserver les valeurs fondamentales de liberté et de démocratie sur laquelle elle reposait, de sorte que la régression sociale sans fin par laquelle ses sacrifices se traduiraient serait présentée comme un moindre mal nécessaire auquel chacun devrait se soumettre de bonne grâce en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais évidemment, mais cela l'oligarchie ne peut pas l'avouer.

Bref, cette terrible fatalité qui s'est soudain abattue injustement sur la société et dont tout le monde ignore l'origine, est la cause de tous nos malheurs ou souffrances, et si personne n'en serait responsable, elle n'épargne personne non plus, aussi il serait équitable, voire charitable que chacun en assume une partie et prenne son mal en patience, sans accuser injustement ceux qui gouvernent et qui s'emploient honnêtement à vous rendre compte des efforts qu'ils font pour vous aider à supporter sincèrement cette épreuve dans une période difficile dont tout le monde se serait bien passé.

Ils n'étaient pas plus hypocrites hier qu'aujourd'hui, ils le sont plus ouvertement engaillardis par l'absence de toute opposition organisée ou alternative au capitalisme depuis qu'ils ont pris le contrôle de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, des médias, de l'ensemble de l'économie et du mouvement ouvrier.

Leur arrogance, leurs opérations illégales, leur intention ouvertement affichée de museler la liberté d'expression, à censurer les opposants au régime, leurs appels à la délation digne de Vichy, l'instauration d'un régime policier, la militarisation de la société, leur formidable imposture ou leur propension au mensonge éhonté ou grotesque, etc. posent paradoxalement problème à tous ceux qui se disaient de gauche, et qui pour ignorer ce que cela signifiait se faisaient des illusions sur la nature du régime en place, sur sa faculté à incarner le progrès social ou qui croyaient que le capitalisme disposait de capacités illimitées, de sorte que secrètement ils espéraient qu'il réaliserait progressivement le socialisme ou qu'il leur permettrait d'améliorer leur condition ou de maintenir leur mode de vie relativement confortable. Ils ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer pour avoir adopté une interprétation erronée des rapports sociaux qui existaient dans la société et qu'ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier, parce que finalement ils étaient parvenus à s'accommoder du capitalisme qui leur procurait certains privilèges, dès lors pourquoi se poser davantage de questions, pourquoi chercher à l'affronter ou envisager de le renverser.

Et ils en sont toujours là. Ils ne peuvent pas ou ne veulent pas se résoudre à envisager que la solution à leur problème se situerait au-delà du capitalisme, ils ne sont qu'au début de leur cauchemar. Ils avaient placé leur espoir dans Hollande et on sait ce qu'il en est advenu, maintenant ils se rabattent sur Hamon ou Mélenchon qui n'envisagent pas de briser les lois de fonctionnement du capitalisme pour s'y soumettre, ce qu'ils ne saisiront pas puisqu'ils les ignorent, ces gens de gauche formulent naïvement un vœu ou un souhait et ils voudraient que par miracle il soit exaucé sans tenir compte de la réalité qui devrait se conformer à leurs désirs, c'est désolant ou consternant de puérilité sachant qu'ils ont acquis un certain niveau de développement intellectuel qui ne leur sert à rien ici, hélas !

C'est eux que vise en priorité la propagande officielle et la désinformation, la censure à laquelle se livrent les médias oligarchiques, pour leur interdire de comprendre la situation ou ce qui se passe réellement pour qu'ils ne soient pas tentés de s'orienter vers le socialisme, pour briser leur résistance, les faire rentrer dans le rang.

La plus grande menace qui plane de nos jours sur le régime, sur l'oligarchie et l'élite qui la sert servilement réside là. Les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation actuelle de la société ou la condamnent ne doivent pas réaliser la jonction avec la classe ouvrière, avec le gros des troupes des masses exploitées pour affronter le régime, en aucun cas ils ne doivent renouer avec le socialisme. A suivre.

Ils osent tout.

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP 22.03

Le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux a démissionné mardi, après qu'eut été révélé qu'il avait employé ses deux filles comme collaboratrices parlementaires. Entre nous, on s'en fout, on ne l'aurait jamais attaqué sur ce plan, pas davantage Fillon, c'est tellement insignifiant...

1- Pourquoi Hollande sacrifie-t-il Leroux ?

Parce que la ficelle était un peu grosse et tout le monde avait compris d'où venaient les attaques contre Fillon : de l'Elysée qui soutient Macron. Pour éviter que les projecteurs se reportent sur l'escroc Macron en proie également à des accusations d'abus de bien sociaux ou détournement de fonds publics. (Lire les détails dans le blog Les-crises.fr)

- François Hollande "suspecté d'instrumentaliser la justice contre François Fillon, a voulu montrer qu'il savait sacrifier ses amis, que la gauche elle sait trancher et remet du sel sur la plaie Fillon des affaires", analyse Cécile Cornudet, des Echos.

2- Une mauvaise nouvelle pas vraiment pour celui que vous croyez...

- L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices parlementaires, n'est pas une bonne nouvelle pour François Fillon, lui aussi aux prises avec la justice, estime mercredi la presse.

3- Elle tombe au bon moment...

- François Fillon semblait relancer sa campagne", note Bernard Stéphan, dans La Montagne.

4- La version, la vraie, que vous êtes censés croire par cette démonstration...

- "Il y avait donc bien deux poids, deux mesures, selon qu'on était ou non LR, et un acharnement suspect des médias. Ce trop commode raisonnement s'est effondré en une journée", assène Laurent Joffrin, de Libération.

Bernard Stéphan, dans La Montagne : "la rapidité de l'éviction et la célérité de la justice montrent que François Fillon n'a pas été victime d'un "complot", d'un assassinat politique", d'un "acharnement judiciaire+ comme certains de ses partisans et lui-même l'ont dit".

Philippe Marcacci, de l'Est Républicain en rajoute une couche : cela "prouve que la justice travaille avec célérité pour tous"... mais pas pour Macron !

5- Leur objectif: inciter Fillon à imiter Leroux...

- Cette décision permet au président de la République "de souligner à quel point François Fillon aurait été bien inspiré d'en faire autant", relève Hubert Coudurier, du Télégramme.

6- Et ceux qui lâchent le morceau...

- Ce qui fait dire à Sébastien Lacroix, dans L'Union/L'Ardennais que "Hollande et Cazeneuve ont tôt fait de comprendre qu'ils avaient l'occasion d'en remettre une louche sur Fillon".

Aveu. Comment à leur manière ils légitiment le boycott de l'élection présidentielle.

- Voter ne sert à rien - Le Huffington Post

La fin de cet article est instructif, on pourrait la signer :

Le Huffington Post - A la lumière de tout cela, pourquoi voter? Pour garantir le statu quo, le vote étant la procédure par laquelle le système se relégitimise pour se perpétuer.

Mais si l'on souhaite que les choses évoluent vraiment, voter ne sert à rien. Le Huffington Post 22.03

Excellent, incroyable de lucidité, n'est-ce pas ?

[Vous avez dit affairistes. Les affaires sont les affaires.](#)

- L'affaire Le Roux, pas une bonne nouvelle pour Fillon, estime la presse - AFP

L'affaire Bruno Leroux, obligé de démissionner après l'ouverture d'une enquête sur l'emploi de ses deux filles comme collaboratrices... AFP

- Pierre Moscovici s'est aussi fait offrir des costumes de luxe - Franceinfo

Interrogé, le commissaire européen a assuré que ces cadeaux n'avaient pas eu de contreparties. - Franceinfo 22.03

[Voterez-vous pour un candidat adoubé par le Président de la Commission européenne ?](#)

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

Le candidat PS à la présidentielle Benoît Hamon était mardi à Bruxelles pour défendre son projet européen, auprès du président de la commission Jean-Claude Juncker puis du commissaire européen Pierre Moscovici, qui lui a apporté un discret soutien. AFP 22.03

Sérieusement, Daniel Gluckstein (POID) avait cru discerner dans les propos d'Hamon une "remise en cause, même limitée, du carcan de l'Union européenne", sait-il encore lire ou il se fout ouvertement des militants et travailleurs auxquels il s'adresse ? (voire la causerie d'hier)

[Matraquage quotidien au-delà de la nausée...](#)

Le bourrage des urnes

- Macron prend l'ascendant sur Le Pen après le débat - Reuters

Le harcèlement

- Les affaires Fillon n'en finissent pas de rebondir - Liberation.fr

Nouvelles révélations concernant François Fillon. Selon le Canard enchaîné de ce mercredi, le député de Paris, via sa société 2F Conseil, a signé un contrat... Liberation.fr

[Ils osent tout](#)

- 91 % des Français lisent des livres - LeFigaro.fr

Vous êtes sûr que ce ne serait pas 100% ?

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mars 2017

[CAUSERIE](#)

J'ai bouclé rapidement cette causerie, il y a largement matière à réflexion. J'ajouterai d'autres documents demain matin.

Cessez d'être tolérants envers ceux qui vous manipulent ou se foutent de vous, et soyez un peu plus avenant envers ceux qui oeuvrent sincèrement et honnêtement à vos côtés, on apprécierait, merci pour eux.

[Cessez de vous leurrer vous-même, cessez de jouer aux indignés ou aux veuves effarouchées, cessez de vous étonner pour un oui ou pour un non, un peu de cohérence, de sérieux et de dignité.](#)

A l'époque de de Gaulle, quand il n'existait qu'une seule chaîne de télévision, l'ORTF, l'information était tellement muselée ou manipulée, censurée, conçue pour flatter le président de la République et son gouvernement qu'on avait fini par appeler le ministre de l'Intérieur Alain Pierrefite le ministre de l'Information...

Les mêmes personnes qui se disent de gauche ont également oublié qu'il fut une époque où le PS et le PCF étaient colonialistes, xénophobes, racistes, homophobes, sexistes, etc, bref, épouvantablement archaïques et réactionnaires, tandis que parallèlement pour faire bonne mesure ils pouvaient tenir des discours enflammés sur le socialisme auquel ils n'ont évidemment jamais cru pour en être des ennemis acharnés.

A s'en tenir aux apparences ou à ne vouloir entendre ou ne retenir que ce qui nous arrange, on a préparé les conditions politiques qui devaient nous conduire à la situation actuelle.

Avertissement aux lecteurs.

On en est rendu au point où il devient très délicat de rendre compte d'une manifestation qui s'est tenue quelque part dans le monde, compte tenu que généralement on ignore sa véritable origine ou qui en ont été les organisateurs ainsi que leurs réels objectifs ou leurs intentions, car il est devenu impossible de se fier au compte rendu qui en est fourni par les agences de presse qui se livrent presque systématiquement à une interprétation falsifiée ou une manipulation des faits.

Cela commence par une présentation de la situation qui ne correspond pas forcément à la réalité. Selon que le dirigeant au pouvoir dans un pays fait partie ou non des vassaux de Washington, le contexte sera abordé sous un angle biaisé ou non par l'agence de presse, et comme la presque quasi-totalité des lecteurs ignorent quelle est la situation exacte sociale ou politique dans tel ou tel pays, il sera facile de leur faire gober n'importe quoi par la suite.

Compte tenu que les articles de la presse écrite ou les infos délivrées par les chaînes de télévision ou les radios ne sont plus que des copier/coller des dépêches ou articles des agences de presse occidentales (AP, Reuters, AFP, Euronews pour les plus importantes) qui sont toutes subventionnées par des Etats, voire des officines privées telle que la CIA par exemple, et qu'elles relaient leur propagande pour obtenir l'adhésion de leurs peuples à leur politique, à différents niveaux ils trafiqueront les faits ou les déformeront ou emploieront le non-dit, la censure de certains aspects de la réalité qui présentent pour eux l'inconvénient d'être contradictoires avec leur présentation des faits, de sorte que les lecteurs, téléspectateurs ou auditeurs ne doivent pas en prendre connaissance sous peine de rendre caduque leur entreprise de conditionnement des masses.

Comme je n'ai ni le temps ni les moyens de vérifier quotidiennement les tenants et les aboutissants des manifestations dont ils rendent compte, je n'en fais plus état ou de moins en moins, et j'attends que d'autres les aient abordées sérieusement et publient des articles dans les médias dits alternatifs pour les évoquer ou tout simplement mettre leurs articles en ligne.

Un exemple récent.

L'AFP a présenté sous un angle avenant ou progressiste auquel n'importe quel travailleur ou citoyen souscrirait, la manifestation qui a eu lieu récemment place de la République contre les "casseroliers" ou la corruption des élus, sans préciser qu'un néolibéral ou ultra réactionnaire en était à l'origine ni ses véritables intentions, Raphaël Glucksmann, et qu'elle était dirigée uniquement contre Fillon au profit de Macron (voire la causerie du 1er mars).

Autrement dit, l'objectif de cette manifestation tel que les médias l'ont présentée ou en ont rendu compte n'était pas tourné contre les institutions corrompues de la Ve République comme le citoyen lambda était censé le croire, il consistait à exploiter ou instrumentaliser l'honnêteté des masses pour servir un objectif inavouable en les appelant à soutenir après coup ou à participer à une manifestation qui avait pour unique vocation de participer et légitimer l'opération en cours de déstabilisation de Fillon orchestrée depuis l'Élysée afin qu'il renonce à se présenter au profit de Macron, l'héritier naturel de Hollande.

La principale manipulation de l'AFP a consisté à ne pas révéler que Glucksmann y appelait, et quand bien même des médias l'aurait fait, ils se seraient bien gardés de rappeler qui était en réalité ce funeste individu, car aussitôt les intentions inavouables qui étaient derrière cette opération aurait été éventée et cela aurait dissuadé le peu de personnes susceptibles de se mobiliser de participer à cette manifestation. Elle fut un bide et tant mieux.

Un autre exemple datant d'hier.

- Vague d'arrestations au Bélarus pour préparation de "troubles massifs" - AFP

Les forces de sécurité du Bélarus ont arrêté 26 personnes, suspectées de fomenter des troubles, a annoncé la télévision d'Etat jeudi, après une série de manifestations contre le régime autoritaire du président Alexandre Loukachenko.

La chaîne publique STV a cité le KGB de cette ancienne république soviétique, selon lequel ces arrestations ont eu lieu dans le cadre d'une enquête pour préparation de "troubles massifs".

L'ONG bélarusse Vyasna avait auparavant fait état jeudi de 17 arrestations, celles-ci ayant débuté dans la nuit de mardi à mercredi.

Selon la même source, les arrestations ont visé tant des opposants comme Zmiter Dachkevitch, l'un des chefs de l'organisation Jeune Front, libéré en 2013 après deux ans et demi de détention, que des membres des forces de sécurité ou d'anciens militaires.

Ces personnes, détenues par le KGB bélarusse, sont accusées d'avoir appelé à des violences lors de manifestations antigouvernementales prévues samedi, selon cette ONG de défense des droits de l'homme.

La télévision bélarusse a diffusé des images montrant l'arrestation d'un homme et la fouille de son domicile, où la police affirme avoir trouvé un fusil, des grenades factices et un drapeau de l'armée insurrectionnelle ukrainienne, une formation ultranationaliste de la Seconde guerre mondiale.

Plusieurs personnes arrêtées étaient membres, selon la télévision bélarusse, de la "Légion blanche", un groupe radical actif dans les années 1990 au Bélarus, mais depuis très largement tombé dans l'oubli.

Ces arrestations font suite à des déclarations du président Loukachenko selon lesquelles plusieurs dizaines de personnes s'entraînaient dans des camps au Bélarus et à l'étranger en vue de préparer des "provocations armées".

Ces dernières semaines, des manifestations ont rassemblé dans plusieurs villes du Bélarus des milliers de personnes exigeant la démission de M. Loukachenko et dénonçant une taxe visant les citoyens qui travaillent moins de six mois par an.

Plusieurs dizaines de manifestants, dont des journalistes et des chefs de l'opposition, ont été jugés après ces rassemblements et condamnés à des peines allant de la simple amende à 15 jours de prison.

L'Union européenne a levé en 2016 la plupart des sanctions prises contre le Bélarus à la suite de signes d'ouverture du président Loukachenko, qui dirige le pays sans partage depuis 1994.

Mais l'UE a haussé le ton jeudi. "Les manifestants pacifiques qui ont été arrêtés récemment doivent être immédiatement libérés", a indiqué une porte-parole du service des Affaires étrangères de l'UE, Maja Kocijancic, dans une déclaration écrite à l'AFP.

Ces arrestations "montrent qu'il est vraiment nécessaire d'avoir un processus de démocratisation plus généralisé dans le pays. La liberté d'association et de réunion doit être assurée", a-t-elle insisté, ajoutant que l'UE était "en contact avec les autorités bélarusses afin de passer les messages nécessaires appelant à la retenue". AFP 23.03

A mon avis, uniquement à la lecture de cet article, j'en déduis que le mobil de ces arrestations peut être vrai ou fabriqué par le président Alexandre Loukachenko pour prévenir toute tentative de déstabilisation en vue d'entraîner sa chute.

On retrouve à peu près les mêmes ingrédients qu'en Ukraine, avec le même soutien de l'UE à des formations ultranationalistes ou néonazis qualifiées de "manifestants pacifiques". On s'abstiendra de prendre partie en attendant d'en savoir plus. A suivre.

Autre chose dans le même registre.

On en est arrivé à un tel degré de schizophrénie chez la plupart des gens, y compris les militants, que lorsque vous donnez une vraie info à quelqu'un (donc sourcée et vérifiable), la personne mettra aussitôt en doute sa véracité, et le plus extraordinaire, c'est qu'elle n'aura pas ce réflexe lorsqu'une info lui parviendra par la voie officielle, le gouvernement ou les médias institutionnels.

Un militant m'a écrit que les théories du complot ne l'intéressaient pas, laissant entendre que j'en serais particulièrement friand avec toutes les conséquences que vous pouvez deviner. Et dans le même courriel il m'expliquait que cela n'avait aucune importance que Soros soit derrière les manifestations anti-Trump aux Etats-Unis et il ne voyait pas pourquoi il ne faudrait pas y participer ou les soutenir.

Le problème, c'est que ces manifestations ont été conçues par les oligarques les plus extrémistes parmi les néoconservateurs, afin d'obtenir un soutien populaire à la politique guerrière menée par les prédécesseurs de Trump pour le contraindre de la poursuivre. Autrement dit, soutenir ou participer à ces manifestations devait consister à légitimer la poursuite des guerres engagées par Bush et Obama, autant dire que je me suis empressé de les condamner sachant de quoi il en retournait vraiment. J'ai une autre explication plus précise à vous proposer : le parti démocrate agirait de la sorte pour faire croire aux Américains qu'il existerait une autre politique que celle adoptée par Trump que le parti démocrate incarnerait, sachant que Trump va en réalité poursuivre cette politique, juste pour brouiller les pistes et dresser les Américains les uns contre les autres pour permettre

à Trump d'appliquer tranquillement sa politique qui est identique à celle de son prédécesseur, en somme la stratégie du chaos appliquée aux Etats-Unis.

Apparemment ce ne fut pas le cas de ce militant trotskyste qui doit être mal informé, qui est visiblement déconnecté de la réalité et est en proie à une terrible confusion, puisqu'il en arrive à soutenir des initiatives qui sont destinées à servir les intérêts de la pire réaction.

Visiblement on ne vit pas dans le même monde et on ne peut pas se comprendre partant de là, c'est la conclusion à laquelle je suis arrivé, dépité je dois l'avouer, quelle misère !

Je me suis fait la réflexion qu'il était impossible de discuter avec des militants qui se contentent des médias institutionnels et de la littérature du mouvement ouvrier tous les deux aussi corrompus pour s'informer et interpréter ensuite la situation. Ils vont parler de quoi au juste, de ce qu'ils savent, mais ils ne savent rien ou l'essentiel leur échappe, ils vont tenir des propos incohérents assaisonnés de théorie marxiste, de principes ou de formules pour leur donner plus de consistance, finalement pour se faire passer pour plus savants ou éclairés qu'ils ne le sont en vérité.

Il faut vraiment manquer de discernement ou de perspicacité, de volonté et de courage pour continuer à s'informer auprès des médias institutionnels. A mes yeux ces gens-là n'ont absolument aucune crédibilité puisqu'ils se laissent manipuler et manipulent les autres. En les lisant ou en les écoutant, on s'aperçoit que ce qui prime chez eux ce n'est pas les faits, mais la manière dont ils les interprètent, que partant de là on pourra difficilement contester puisqu'on ne parle pas de la même chose et on ne se situe pas sur le même plan, c'est leur vérité un point c'est tout. Et quand malgré tout on a la patience d'essayer de discuter avec ce genre de militants, on aboutit à une juxtaposition de monologues sans intérêt, et à la conclusion qu'on a trop de désaccords pour envisager de faire quelque chose ensemble.

Je ne consacrerai plus de temps à ce genre d'exercices inutiles et je ne répondrai plus aux courriels de tels militants.

Autre chose.

Hier j'ai traité un peu vite la rencontre que devait avoir Hamon avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, auquel il devait soumettre son projet européen, j'ai ironisé en laissant entendre que ce serait juste une formalité.

Erreur, j'avais oublié qu'on était en campagne électorale et que Macron devait être le candidat de Juncker, donc forcément il l'appellerait à revoir sa copie, et c'est ce qui s'est produit.

Vous me direz que ce n'était pas une grave erreur, certes, je n'avais émis aucune illusion sur les intentions de vis-à-vis de l'UE, mais bon, je me suis aperçu de cette erreur donc je corrige.

Il peut aussi arriver que je me fasse manipuler en faisant référence à des articles publiés par des médias alternatifs, mais c'est toujours involontaire et relativement rare, et quand je m'en aperçois je rectifie aussitôt publiquement, ce qui n'est pas le cas des médias institutionnels ou des partis ouvriers

[Les dernières nouvelles du Ministère de la Vérité pris en flagrant délit de mensonge.](#)

Le Kremlin évoque "de fausses informations" après l'article du "Canard enchaîné" sur les activités de conseil de François Fillon - Franceinfo

François Fillon est soupçonné par Le Canard enchaîné d'avoir été rémunéré 50 000 dollars pour avoir organisé une rencontre entre un homme d'affaires libanais et le président russe en 2015, au Forum économique international de Saint-Petersbourg (Russie), suivie d'une rencontre avec le PDG de Total, Patrick Pouyanné.

"En ce qui concerne les rencontres avec le président, elles sont organisées par le protocole présidentiel et il est là aussi exclu qu'un intermédiaire joue un rôle", a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, qui a qualifié les révélations de l'hebdomadaire français de "fausses informations". Une rencontre spontanée et informelle, selon le Kremlin

Selon le porte-parole, Vladimir Poutine a bien rencontré en juin 2015 le Libanais Fouad Makhzoumi, client de la société de conseil 2F Conseil de François Fillon. Mais, selon lui, la rencontre dans les couloirs du forum entre le chef de l'Etat russe et le milliardaire était spontanée et informelle. "Le président a parlé et été pris en photo avec une grande quantité de participants", dont l'homme d'affaires, a indiqué le porte-parole.

La société 2F "n'a jamais été rémunérée ni par l'Etat russe, ni par une entreprise privée de ce pays", a également réagi l'entourage du candidat de la droite à la présidentielle, mardi soir, jugeant les éléments du Canard enchaîné "dénusés de tout

fondement". Franceinfo 22.03

Des communications de Trump écoutées de manière "incidente" - Reuters

Des communications privées de Donald Trump ont peut-être été captées de manière "incidente" par les services de renseignement au moment où, après son élection, ils cherchaient à déterminer le rôle de la Russie dans le piratage de la campagne présidentielle américaine. Reuters 22.03

Fake News – Affaire des écoutes de Washington Par Philippe Huysmans - Arrêt sur Info

Hier, au cours d'une conférence de presse, Devin Nunes, actuel président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants a confirmé que des agences de renseignement américaines avaient collecté des informations concernant des citoyens américains participant au processus de transition de l'administration suite à l'élection de Donald Trump.

Il a précisé que ces collectes, très probablement légales, avaient été réalisées entre novembre 2016 et janvier de cette année et ne concernaient en aucune manière la Russie. Le problème, selon lui, est qu'un certain nombre de ces documents laissaient clairement deviner l'identité réelle des citoyens américains concernés, et que ces documents avaient largement circulé parmi des responsables (autorisés) de l'administration Obama :

« The real issue, Mr. Nunes told reporters, was that he could figure out the identities of Trump associates from reading reports about intercepted communications that were shared among Obama administration officials with top security clearances. He said some Trump associates were also identified by name in the reports. Normally, intelligence agencies mask the identities of American citizens who are incidentally present in intercepted communications. » SOURCE : NYTIMES

Il a ajouté que la Commission du renseignement allait procéder à une enquête approfondie concernant ces opérations de surveillance et la dissémination des informations (confidentielles, ndlr) qui en résultèrent.

Il s'est par ailleurs entretenu avec le président Trump pour lui faire part de ces découvertes, jugeant « important » que le président soit informé. Celui-ci s'est dit satisfait.

Pendant ce temps, dans la presse des bisounours

C'est étrange, à l'époque où nous vivons, plus connectée que jamais, les nouvelles ont toujours du mal à franchir l'Atlantique, et quand elles le font, quelquefois, le contenu fait penser à ce qui reste d'un message après avoir été transmis par « téléphone arabe ».

Alors précisons tout de suite que cette news avait fait l'objet d'une dépêche AFP dont le contenu reste encore accessible aujourd'hui dans le cache de Google. Bon alors évidemment, c'est l'AFP, c'est l'aspect « téléphone arabe » de la chose. Soit ils sont sourds, soit ils sont moins-comprenants, soit [mettez ici ce que vous voulez].

Parce qu'en effet le contenu :

Donald Trump's communications may have been swept up in intelligence gathering on suspected foreign agents, according to explosive allegations made by the Republican head of the House intelligence committee.

Devin Nunes — who worked on Trump's transition team and is now leading an investigation into possible links between that campaign team and Russia — said Trump's communications may have been intercepted late last year.

Nunes however said there was no evidence that then-president Barack Obama ordered the surveillance — as Trump has claimed — or that the Republican billionaire was the target.

Rather, Nunes suggested, Trump's communications were picked up during court-approved targeting of suspected foreign intelligence operatives.

The communications were not linked to Russia, he said, adding that they appeared to have «little or no intelligence value.»

«The president himself and others in the Trump transition team were clearly put into intelligence reports,» Nunes told reporters in front of the White House after briefing the president on the situation.

The information collected — spanning the November-January period between Trump's election victory and his inauguration — was «widely disseminated» in US intelligence circles, he said.

US intelligence community rules dictate that information on Americans picked up incidentally in surveillance must be scrubbed or masked in intelligence reports.

Nunes suggested those involved in the surveillance had violated those rules.

As for Trump, he indicated he felt vindicated by the revelation.

«I somewhat do. I must tell you I somewhat do,» he said during a separate White House meeting. AFP/FILE / NICHOLAS KAMM

Ne semble pas refléter (c'est un euphémisme) les propos de l'intéressé, dont la vidéo est disponible un peu partout.

Et dans la presse française ça devient...

Apparemment, quelques idées se seraient encore perdues en cours de route, d'autres auraient été ajoutées, bref, c'est plus de l'intox, ça confine à l'art abstrait (France24) :

Le président de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants a affirmé mercredi que des communications de l'équipe Trump, voire de Donald Trump lui-même, avaient été interceptées pendant la période de transition.

Donald Trump, dans la tourmente pour avoir accusé sur Twitter, sans éléments de preuve, Barack Obama de l'avoir placé sur écoute, s'est dit, mercredi 22 mars, conforté par les déclarations d'un élu républicain sur de possibles opérations de surveillance qui n'avaient pas été révélées à ce jour.

Devin Nunes, président de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants, a affirmé, tout en restant avare en détails, que les agences de renseignement américaines avaient intercepté des communications des membres de l'équipe Trump, voire de Donald Trump lui-même, durant la période de transition.

«Il y a beaucoup d'informations dans les rapports que j'ai vus qui m'amènent à penser que l'administration précédente et nombre d'agences avaient une très bonne idée de ce que le président élu Trump faisait», a déclaré l'élu républicain, après avoir rencontré le chef de l'État à la Maison Blanche. «J'ai pensé qu'il était important que le président le sache», a-t-il ajouté.

Des écoutes récoltées de manière fortuite

Donald Trump, qui s'exprimait au même moment lors d'une table ronde avec des élus afro-américains, a fait part de sa satisfaction. « Êtes-vous conforté par ces déclarations ? », lui a demandé un journaliste. « Oui, d'une certaine manière. Je suis content qu'ils aient trouvé ce qu'ils ont trouvé », a-t-il répondu, sans autres précisions.

Soulignant que ces écoutes avaient probablement été récoltées de manière fortuite, c'est-à-dire que les personnes concernées n'étaient pas directement visées par la surveillance, Devin Nunes a jugé troublant que leurs identités aient été «dévoilées» et s'est interrogé sur les raisons de ce choix.

Mais le fait que l'élu républicain aille directement voir le locataire de la Maison Blanche sans informer au préalable les autres membres de la Commission du renseignement a provoqué le colère des démocrates qui ont dénoncé un coup politique.

Lors d'une audition parlementaire lundi, le directeur du FBI avait affirmé ne disposer d'aucune information permettant d'accréditer la thèse d'écoutes de la Trump Tower mise en avant par Donald Trump. SOURCE FRANCE24 AVEC AFP

Exit donc le principal sujet de la conférence, à savoir que le nom des personnes sous écoutes étaient facilement reconnaissables (quand ils n'étaient pas en clair), et bonjour un tout nouveau grief, qui ne figure absolument pas dans la déclaration de l'intéressé : « voire de Donald Trump lui-même ». Or Devin Nunes a déclaré, au contraire, que ces écoutes concernaient des personnes liées à la transition présidentielles, et non le président lui-même ou des membres de l'équipe de campagne (cela se passe après l'élection, ndr)[1].

Une accusation pareille serait gravissime, surtout venant du président de la Commission du Renseignement, et à ce titre, l'invention pure et simple d'un pareil argument devrait valoir au journal qui l'aurait publié un joli macaron Decodex™ rouge, et la qualification de « fake news » sans parler du joli petit article dans Crosscheck qui va bien avec.

Mais vous n'en verrez rien, il n'y aura pas d'erratum, et encore moins de macaron. Ceci n'est pas une fausse news. C'est de la réalité augmentée. D'ailleurs on ne peut pas coller un macaron rouge à un journal mainstream, il n'y a rien pour l'accrocher, du coup, ça ne tient pas. Arrêt sur Info 23.03

[1] Representative Devin Nunes of California, the Republican chairman of the House Intelligence Committee, introduced the new claim into the deepening controversy over Russian meddling in the 2016 election. Yet Mr. Nunes also told reporters on Wednesday that he had no evidence to support Mr. Trump's claim that he was directly or personally wiretapped. SOURCE : NYTIMES

Les médias traditionnels en pleine débâcle, par Paul Craig Roberts - Arrêt sur Info 23.03

Il ne reste plus grand monde pour faire confiance aux « médias traditionnels », autrement dit à la « press-titution ». Un vent de panique s'est emparé de ces médias, à mesure que la classe dirigeante s'est aperçue qu'elle ne pouvait même plus compter sur eux pour contrôler l'information dans le sens de ses intérêts.

Pour s'attaquer à ceux des médias alternatifs qui disent la vérité, un groupe secret, appelé PropOrNot (1), a publié une liste de 200 sites web accusés d'être des « agents de la Russie ». Cette tentative destinée à jeter le discrédit sur des sites d'informations fiables a été fragilisée par le caractère anonyme de PropOrNot.

A la suite de quoi une nouvelle liste – attribuée à une certaine Melissa Zimdars dont personne n'a jamais entendu parler – a été publiée sur le site de la bibliothèque de l'Université d'Harvard. Les sites répertoriés sur cette liste figurent également sur celle de PropOrNot; à la nuance près que ceux de la liste de Zimdars ne sont plus épinglés comme « agents de la Russie » mais simplement comme « diffuseurs de fausses nouvelles ».

Personne parmi mes lecteurs ne pense que je diffuse des fausses nouvelles. Quand j'ai voulu prendre ma retraite ils m'ont même demandé de continuer à leur fournir des informations fiables, sachant que les grands médias leur mentent.

Je viens d'apprendre par des blogueurs français que le journal Le Monde a également classé comme conspirationnistes des sites web qui ont traduit et publié mes rubriques en français.

Il apparaît que cette croisade contre la vérité est en train de se répandre dans tout l'Empire américain.

Le journal Le Monde sera confronté à la même situation que le Washington Post et la Bibliothèque de Harvard qui, après s'être ridiculisés, ont été contraints de prendre des distances avec leurs listes. Car j'ai non seulement travaillé comme journaliste pour des quotidiens français comme Libération à la fin des années 80 et Le Figaro au début des années 90, mais j'ai aussi reçu la Légion d'Honneur de la part du Président français. Cet honneur m'a été rendu à l'Ambassade de France à Washington par Edouard Balladur lui-même – alors Ministre français de l'économie et des finances, et devenu par la suite Premier Ministre ; cela dans le cadre d'une grande cérémonie à laquelle assistaient de hauts fonctionnaires de l'Administration Reagan, porteurs d'une lettre du Président américain au Président français, remerciant la France d'avoir récompensé mes contributions.

Que Le Monde publie une telle liste confirme ce que Udo Ulfkotte (2) avait lui-même révélé dans son célèbre ouvrage, à savoir qu'il n'y a en Europe aucun journaliste ayant pignon sur rue qui n'ait figuré sur les fiches de paie de la CIA.

Je me suis demandé si la liste de PropOrNot avait été créée par un organe de la « press-titution » tel que CNN, le New York Times, le Washington Post, NPR, MSNBC, afin de préserver leur monopole sur l'analyse de l'information, ou si c'était une création de la CIA dans une tentative de protéger les médias qui, travaillent pour elle en contrôlant les informations livrées à un public crédule et ignorant. Je pense plutôt qu'elle émane de la CIA, ou du Département d'Etat, qui, ayant perdu leur crédibilité, jouent leur dernière carte pour reprendre le contrôle de l'information.

Ce monde de mensonges qui encadre nos vies et escamote la réalité dans le monde occidental a détruit toutes les justifications de l'hégémonie exercée jusque là par l'Occident sur l'humanité. Aujourd'hui l'Occident, corrompu, violent, cupide et malfaisant au-delà de toute mesure, n'est qu'une addition de peuples qui s'accommodent de l'assassinat de millions de millions de Musulmans dans de nombreux pays (3). Quand le diable peut agir en toute impunité, quel espoir reste-t-il à l'humanité ?

Prenant sans doute en compte l'accueil critique qu'a reçu sa liste, le site web de la Bibliothèque d'Harvard a maintenant identifié Melissa Zimdars, comme professeur adjoint de communication au Merrimack College. La bibliothèque a pris ses distances avec sa liste en la qualifiant « informelle ». Le lien vers la liste des sites de « fausses nouvelles » répertoriée par Zimdars existe toujours mais donne accès à autre chose.

Stephen Lendman (1) a diffusé une copie de cette liste sur son blog. Il est à noter que Wikileaks figure également sur la liste de Zimdars, preuve de l'absurdité de la chose, dans la mesure où Wikileaks ne diffuse ni commentaires ni nouvelles, mais uniquement des documents vérifiés. Arrêt sur Info 23.03

[Propagande destinée à légitimer les multinationales et les institutions supranationales au détriment des Etats](#)

- Patrimoine des candidats : « Les Français exigent désormais une transparence totale » - LeParisien.fr

Ancien directeur du Trésor et banquier, Daniel Lebègue préside l'antenne française de Transparency International... LeParisien.fr

Une ONG entre de bonnes mains !

Qu'est-ce que Transparency International ?

wikipedia.org - Le lien historique entre l'association et le gouvernement américain est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur régional de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement américain, et dont le siège est situé à Washington.

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes. Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale.

Selon Bernard Carayon, « l'ONG n'est une organisation indépendante ni financièrement ni culturellement ». Son existence doit en effet beaucoup à des fondations et des multinationales anglo-saxonnes, ainsi que des institutions gouvernementales américaines. Cependant, ces liens ne semblent pas affecter le fonctionnement de l'ONG. À titre d'exemple, en 2012, Exxon Mobil est mentionné dans le rapport de 2012 comme ayant effectué une donation supérieure à 50.000 dollars à l'ONG. La même année, Exxon Mobil est classée dernière en termes de transparence parmi les 42 compagnies de pétrole et gaz prises en compte dans le rapport. (Exxon Mobil s'en tape royalement ! - Ndlr)

Transparency International France est inscrit comme représentant d'intérêts auprès de l'Assemblée nationale. L'organisation déclare à ce titre, sans préciser la date du dernier exercice comptable, un budget global de 516 475 euros, dont 13 000 euros de financement public, et indique que les coûts annuels liés aux activités directes de représentation d'intérêts auprès du Parlement sont compris entre 10 000 et 20 000 euros.

Transparency International est inscrit depuis 2008 au registre de transparence des représentants d'intérêts auprès de la Commission européenne. L'organisation déclare en 2015 pour cette activité 16 collaborateurs à temps plein et des dépenses d'un montant compris entre 1 000 000 et 1 250 000 euros. Elle indique avoir perçu sur le même exercice 3 982 717 euros de subventions des institutions de l'Union européenne. wikipedia.org

Parole d'internaute.

1- *"Les libéraux à l'ancienne s'opposaient aux privilèges de l'ancien régime. A ce titre ils sont favorables au fait que chacun gagne en raison de ses talents et de son travail, et non de sa naissance noble. C'était un net progrès par rapport à l'ancien régime. Mais pour que ça marche, ils attribuent un rôle important à l'État pour mettre tout le monde sur la même ligne de départ, à commencer par une éducation accessible, des règles identiques pour tous (règles sanitaires, de poids et mesures, surveillance et sanction des fraudes, droits de succession, etc) (Cela s'appelle la République - LVOG). Comme vous voyez ça ne ressemble en rien au néo-libéralisme qui ne veut plus d'Etat du tout.*

C'est pourquoi l'expression "ultra libéralisme" est trompeuse : le libéralisme à l'oeuvre aujourd'hui n'est pas une "exagération" (ultra) du libéralisme d'origine, mais une transgression du cadre du libéralisme ; il est donc vraiment "néo", c'est à dire nouveau. Et c'est pas beau à voir."

2- *"J'ai été en Hongrie et en République Tchèque et en parlant avec les "gens d'en bas" je me suis vite aperçu qu'ils avaient une rage féroce contre le "libéralisme des Droits de l'Homme"...*

Leur principal reproche concerne la dégradation de la qualité de vie...

Certes au temps de l'URSS ils ne vivaient pas dans le "luxe" mais ils avaient TOUS un boulot, un toit, étaient éduqués et soignés, avaient droit à une retraite modeste mais assurée.

C'était là le "minimum vital" que devait garantir un état qui se respecte.

Aujourd'hui ils deviennent les spectateurs honteux de la décomposition de l'humanité. Ils sont devenus les "esclaves du capital" et ceux qui ne collaborent pas servilement sont rejetés par ce système et finissent par crever dans la rue de faim, par manque de soins et sans que leurs enfants puissent bénéficier de la moindre éducation.

Et quand on leur dit qu'ils ont gagné le droit d'être "libres", ils répondent : "Libres de devenir des esclaves et ce crever comme des merdes ?"...

L'un d'entre eux m'a dit : "Les occidentaux ne peuvent pas encore comprendre car ils ne sont pas encore tombés assez bas"..."

La plupart des gens ne pensent pas, tout en étant persuadés du contraire. Comment cela ?

En réalité on pense pour eux. Ils adoptent le mode de pensée ou la pensée dominante ou ils pensent dans le cadre qui a été défini par les idéologues du régime, ce que prouve le fait qu'ils sont incapables de penser la société au-delà du capitalisme, toute référence au socialisme mise à part.

L'humain d'abord ou la voix de la réaction.

Vidéo. Individualisme et politique (John Pilger) (2012)

<https://www.youtube.com/watch?v=T2kn2Vw1ytA>

Un exemple d'actualité pour l'illustrer.

L'humain d'abord. Solidarité... avec les institutions et le régime.

- Nicolas Hulot et 80 ONG lancent un «appel des solidarités» - lefigaro.fr

La campagne, qui durera jusqu'au 21 avril, a pour objectif de pousser les candidats à la présidentielle à s'engager dans la lutte contre les inégalités. Les citoyens peuvent également faire des propositions qui seront transmises aux députés lors de la rentrée parlementaire 2017.

À un mois de l'élection présidentielle, Nicolas Hulot lance ce jeudi, avec près de 80 associations et ONG, un «appel des solidarités». L'objectif de ce mouvement est d'inviter les citoyens français à se rassembler autour du mot «présent» et pousser les politiques à faire de la solidarité «la pierre angulaire de leurs actions».

«Cet appel couvre effectivement des sujets très larges mais qui ont des éléments en communs. Et le principal c'est la nécessité de remettre l'humain et la volonté des citoyens au cœur du débat».

Un index levé sera le signe de ralliement des soutiens. Symboliquement, la réplique de la statue de la Liberté à Paris sur l'Île aux cygnes, au bord de la Seine, a troqué ce jeudi sa flamme contre une main reprenant ce geste. lefigaro.fr 23.03

Donc "campagne" soutenu par la maire de Paris (et le PS) qui a autorisé que cette statue soit ainsi défigurée.

Parmi les ONG qui portent le projet figurent le WWF, Greenpeace, ATD Quart Monde, Les Petits frères des pauvres, Action contre la faim, Oxfam, ou encore l'Association des paralysés de France, Médecins du monde, le Secours catholique, le Secours islamique, ou SOS Racisme, toutes subventionnés par l'Etat ou des officines occultes telles que l'USAIDS ou des oligarques.

Qui a dit ?

"La société, sans s'obliger à un dogme, peut se donner des principes communs comme l'amour de la patrie... ?"

Réponse : Mélenchon dans un entretien donné hier au Parisien.

Mélenchonneries.

Enrichissez-vous grâce à l'Union européenne.

- Mélenchon affiche un patrimoine de près d'un million d'euros - AFP

"j'épargne beaucoup parce que je suis très bien payé au Parlement européen", explique-t-il.

Vous ne voudriez tout de même pas qu'il coupe le bras qui le nourrit, le malheureux !

Il n'a rien à envier à Fillon, Leroux, Bartononé etc.

- Népotisme, voiture de fonction... Jean-Luc Mélenchon attaqué sur son passé d' élu local - capital.fr

Jean-Luc Mélenchon s'est montré intraitable sur l'intégrité des élus lundi soir lors du grand débat de TF1. Pour son vieil ennemi Christian Schoettl, élu de l'Essonne, le candidat de «La France insoumise» est pourtant loin d'être irréprochable en la matière.

Alors, on va lui faire une piqûre de rappel, et lui parler de sa propre désinvolture. Parce qu'en décembre 2009, c'est sa fille Maryline qu'il a fait embaucher par le conseil général de l'Essonne.

Capital : Et pourquoi n'aurait-il eu pas le droit de le faire ?

Christian Schoettl : Mais parce qu'elle n'a pas été embauchée comme collaboratrice du groupe socialiste au conseil général. Là, le recrutement aurait été à la discrétion du politique, comme pour les attachés parlementaires d'un député. Mais en 2009, c'est en tant qu'agent administratif que Maryline Mélenchon a été engagée. Pour réaliser ce recrutement, la collectivité territoriale devait respecter les règles, notamment d'impartialité, qui s'appliquent à toute la fonction publique.

Quand une administration a un poste vacant, elle doit publier une offre d'emploi, recevoir les candidats et recruter le plus compétent, sans bien sûr se préoccuper de savoir quelle est son appartenance politique. Or, à l'issue de cette procédure de recrutement, qui voit-on arriver à un poste de «chargée de coopération» ? La fille d'un ancien vice-président du conseil général, par ailleurs toujours sénateur de l'Essonne. La fille de l'ami des présidents socialistes successifs du conseil général – à l'époque, c'est Michel Berson qui est à sa tête. Vous avouerez que c'est quand même une étrange coïncidence. D'autant plus étrange, que ce n'est pas la première.

Capital : Vous voulez dire que ce n'est pas la première fois que Maryline est embauchée grâce à son père ?

Christian Schoettl : Son premier job, elle le décroche comme agent administratif à la mairie de Viry-Châtillon, toujours dans l'Essonne. On est en 1998 et elle a 24 ans. Son père est déjà vice-président du Conseil général. C'est, avec Julien Dray, l'un des leaders de la Gauche socialiste, un courant du PS qui entraîne dans son sillage pas mal d'élus de l'Essonne. Justement, le lieutenant de Jean-Luc Mélenchon s'appelle Gabriel Amard, et c'est le maire de Viry-Châtillon. Mieux : on le surnomme «monsieur gendre», parce qu'il est le compagnon de Maryline. Si ce n'est pas du favoritisme, je voudrais qu'on me dise ce que c'est.

Voyez Jean-Luc Mélenchon, encore lui. J'ai là une facture adressée en décembre 1998 au Conseil général par une petite boîte de communication événementielle, l'agence Eventissimo, et signée de Mélenchon lui-même. La commande concerne la «conception» artistique d'une carte de vœux, mais sans la fabrication ni l'impression. Cette simple «création» a coûté 94.671 francs soit 18.489 euros aux contribuables essonniers ! Et vous savez qui était la patronne d'Eventissimo ? Je vous le donne en mille : Isabelle Thomas, l'égérie du mouvement étudiant de 1986 contre la loi Devaquet, et animatrice de l'aile gauche du PS avec Jean-Luc Mélenchon.

Capital : En 2007, vous avez enfin obtenu une victoire contre Jean-Luc Mélenchon...

Christian Schoettl : En effet. J'avais attaqué Mélenchon parce qu'en 2004, d'avril à juin, il avait utilisé pendant trois mois un véhicule avec chauffeur du conseil général. Or il n'y avait plus droit puisqu'il n'était plus au Conseil général. Cela pourrait s'apparenter à un détournement de fonds public dont il a bénéficié, lui, et personne d'autre. J'ai porté plainte ce qui a conduit le procureur de la République à lui signifier un rappel à la loi sous la forme d'un avertissement solennel.

Capital : C'était peut-être pour un usage professionnel ?

Christian Schoettl : J'en doute. Jean-Luc Mélenchon était devenu sénateur. Pourquoi n'utilisait-il pas le généreux pool de voitures du Sénat si tel était le cas ? Vous savez, Mélenchon est un professionnel de la politique, qui a toujours vécu de la générosité des contribuables.

Tenez, un dernier exemple : entre 2000 et 2002, lorsqu'il était devenu ministre délégué à l'Enseignement professionnel, il n'a quasiment jamais plus mis les pieds au Conseil général. Mais plutôt que de démissionner, il a continué à percevoir une indemnité de 2.300 euros par mois. Au total, c'est 57.500 euros d'argent public qu'a perçu le conseiller fantôme. On en pense ce qu'on en veut, mais si la France de Mélenchon est insoumise, Jean-Luc n'est pas indifférent au fric. capital.fr 22.03

[En famille ou du consensus au consentement.](#)

- Ce détournement du "Grand débat" de TF1 laisse les candidats littéralement sans voix - Le Huffington Post

Publiée le mardi 21 mars au lendemain du débat, cette vidéo est un véritable carton puisqu'elle a été vue plus de 1,1 million de fois et a généré près de 36.000 likes et partages.

... "beaucoup de gens appuient le message d'un débat creux et stérile" dans les commentaires de la vidéo. "Ca ne peut que refléter le regard que l'on porte sur notre classe politique à l'heure actuelle", analysent Amaury , expliquant être très "surpris" par le succès de leur vidéo. Le Huffington Post 22.03

Le régime policier est toujours à l'origine de la guerre civile

- Chers candidats à la présidentielle, il n'y aura pas de paix sociale tant que vous laisserez les policiers à leur détresse - Le Huffington Post

Fabrication d'un président.

- Présidentielle: Fillon a bénéficié de «prêts familiaux» de 30.000 euros pour paiement de «dettes fiscales» - 20minutes.fr

Aveu.

- Macron, Hollande et le PS attaquent Fillon après la démission de Le Roux - LePoint.fr

- Jean-Yves Le Drian se rallie à Emmanuel Macron - Franceinfo

Hollanderie.

- Emmanuel Macron : «On ne peut pas être timidement européen, sinon on a déjà perdu» - Liberation.fr

Quand Macron donne la nausée...

- Emmanuel Macron provoque un tollé en affirmant qu'il avait "des fins de mois difficiles" avec 1 000 euros - Franceinfo

- Taxe d'habitation : Emmanuel Macron défend son projet devant les maires de France et se fait siffler - Franceinfo

[Le «cabinet noir» dévoilé.](#)

- Bienvenue Place Beauvau: ce que révèle le livre dont parle François Fillon - lefigaro.fr 23.03

Dans Bienvenue Place Beauvau, trois journalistes mettent en lumière certaines pratiques de François Hollande pour éliminer ses adversaires. S'appuyant sur ce livre, François Fillon a accusé jeudi François Hollande d'être impliqué dans la «machination» dont il se dit victime.

François Fillon a dénoncé, jeudi soir lors de l'Émission politique, un «scandale d'État» et accusé François Hollande d'organiser à la tête d'un «cabinet noir» les fuites dans la presse sur ses affaires judiciaires. «Il y a un livre qui sort ces jours-ci, dont j'ai pu lire les bonnes feuilles, qui a été écrit par des journalistes qui sont très loin d'être mes amis puisque deux d'entre eux sont des journalistes du Canard enchaîné», a fait valoir François Fillon, qui fait référence à Bienvenue Place Beauvau, Police: les secrets inavouables d'un quinquennat écrit par Didier Hassoux, Christophe Labbé, et Olivia Recasens.

«C'est un livre sur le ministère de l'Intérieur et la place Beauvau, qui explique que François Hollande fait remonter toutes les écoutes judiciaires qui l'intéressent à son bureau, ce qui est d'une illégalité totale, comment il est branché directement sur Bercy, sur Tracfin, sur les informations qui lui sont apportées en permanence, comment il est au courant des moindres faits, des moindres filatures, y compris concernant son ancien Premier ministre Manuel Valls», a-t-il expliqué.

Selon lui, «on cherchait un cabinet noir, on l'a trouvé, en tout cas, à travers ces allégations». «Moi, ce soir, solennellement, je demande qu'il y ait une enquête d'ouverture sur les allégations qui sont portées dans ce livre, parce que c'est un scandale d'État». «Si ce qui est écrit dans ce livre est vrai, je pense que dans l'histoire récente de la Ve République, un chef d'État n'est jamais aussi loin dans l'illégalité, la prise de pouvoir sur des services sur lesquels il ne devrait pas avoir autorité», a-t-il également affirmé.

«Difficile de ne pas voir la patte de Hollande»,

Dans leur livre-enquête, qui est paru jeudi 23 mars, les trois journalistes lèvent le voile sur la manière dont François Hollande a tenté d'utiliser le ministère de l'Intérieur et ses outils pour tenter de se faire réélire en 2017. Un objectif mis de côté, entre temps,

mais qui n'enraile pas la volonté du chef de l'État d'annihiler les chances de la droite à parvenir au second tour de l'élection présidentielle. «Derrière ces ennuis à répétition qui ciblent les principaux rivaux du président sortant, difficile de ne pas voir la patte de Hollande», écrivent ainsi les trois auteurs du livre, dont Valeurs actuelles publiée cette semaine les bonnes feuilles.

Selon l'hebdomadaire, François Hollande aurait, depuis l'Élysée, coordonné une cellule pour, dans un premier temps, mettre hors-jeu l'ancien président, Nicolas Sarkozy. Cinq ans après sa défaite lors de l'élection présidentielle de 2012, Nicolas Sarkozy a été visé, lui et son entourage, par treize affaires. «Depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, c'est comme si une malédiction judiciaire s'était abattue sur son prédécesseur», ironisent ainsi les trois journalistes. «Pour orchestrer les affaires judiciaires il existe une mécanique complexe aussi efficace que redoutable. Hollande a su en tirer profit», ajoutent-ils.

L'ancien président n'aurait pas été le seul à subir les manœuvres de François Hollande. Manuel Valls, aurait, lui aussi, été dans la viseur de l'actuel président de la République. Sébastien Gros, l'homme de confiance du premier ministre, est photographié et surpris, en septembre 2014, par la police des Courses et Jeux alors qu'il est en «grande conversation avec le patron de l'un des cercles de jeux parisiens visé par une opération mains propres». Puis surviennent les rumeurs d'une liaison entre le premier ministre et sa ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem. Mais aussi la publication d'un livre, en octobre 2016 qui déstabilise un de ses amis, Jean-Marie Le Guen, alors qu'il caresse l'idée de se présenter à la présidentielle. «Manuel Valls croit voir partout l'ombre maléfique de Hollande. Son entourage en est totalement persuadé: le château fomenté des coups bas contre lui», notent les journalistes.

Mise en cause par François Fillon qui l'accuse d'avoir organisé un «cabinet noir», François Hollande a publié jeudi soir avant la fin de «L'Émission politique» un communiqué pour démentir les accusations du candidat de la droite. «Le président de la République condamne avec la plus grande fermeté les allégations mensongères de François Fillon ce soir sur France 2, peut-on lire dans ce texte. Depuis 2012, et c'est un fait établi, l'exécutif n'est jamais intervenu dans aucune procédure judiciaire et a toujours respecté strictement l'indépendance de la magistrature. Et sur les affaires particulièrement graves concernant M. Fillon, parce qu'elles touchent à l'intégrité et à l'exemplarité, le président de la République n'en a été informé que par la presse. Le seul scandale ne concerne pas l'État, mais une personne qui aura à en répondre devant la justice. Les propos de M. Fillon, qui s'ajoutent aux révélations des dernières semaines, n'ont donc aucun fondement et provoquent un trouble insupportable à la campagne présidentielle qui appelle dignité, sérénité et responsabilité.»

De son côté, Didier Hassoux, l'un des trois coauteurs du livre Bienvenue Place Beauvau* sur lequel Fillon s'est appuyé pour demander l'ouverture d'une enquête, a contesté la version que l'ancien premier ministre a donnée de l'ouvrage. «On n'a pas écrit ça», a affirmé le journaliste du Canard Enchaîné sur France-Info, ajoutant: «La seule personne qui croit qu'il y a un cabinet noir à l'Élysée, c'est François Fillon. Il y croit tellement que le 24 juin 2014, il est allé voir Jean-Pierre Jouyet, le numéro deux de l'Élysée, pour lui demander d'activer le cabinet noir. Ce cabinet noir n'existe pas!» Interrogé sur ces deux démentis, Fillon a réagi à celui du chef de l'État par un ironique: «Bien sûr!». Il a répondu au journaliste «J'ai eu le PDF», en s'en remettant au jugement des Français. lefigaro.fr 23.03

Commentaire d'internautes

- "Je viens de lire le livre en question et je pense que non seulement Fillon n'a pas menti, bien au contraire, ce livre démontre bien la patte de Hollande dans les affaires. Il a purgé l'entourage de Valls, donné ordre de mener un véritable blitzkrieg sur Sarkozy (afin qu'il ne puisse se représenter), en choisissant le même juge d'instruction (Toumaire) que sur l'affaire Fillon.

Ma conviction après la lecture de ce livre n'en sort que renforcée : c'est bien Hollande et ses proches collaborateurs qui ont monté l'affaire Fillon."

[Le vieux monde pour le meilleur et le pire](#)

- Hermès a volé de record en record en 2016 mais jouera la prudence en 2017 - La Tribune

Le sellier-maroquinier du Faubourg Saint-Honoré a annoncé mercredi avoir franchi le cap du milliard d'euros de bénéfice net, à 1,1 milliard (+13% sur un an). La Tribune 23.03

- Hausse du nombre d'agressions contre les médecins - LeFigaro.fr Selon le Conseil de l'ordre, 968 incidents ont été rapportés en 2016. Les violences sont révélatrices des failles du système de soins. LeFigaro.fr 23.03

- Les «droits fondamentaux» mis à mal dans les prisons françaises en 2016 - LeFigaro.fr

[Deux poids deux mesures.](#)

- Attaque terroriste à Londres: "émotion" et "solidarité" dans le monde entier - L'Express.fr

Quand les puissances occidentales massacrent des peuples. Les Irakiens et les Syriens n'ont que ce qu'ils méritent !

- Un quartier dévasté à Mossoul, des dizaines de victimes - Reuters

Des dizaines d'habitants de Mossoul ont péri ensevelis sous les décombres de plusieurs bâtiments dévastés vendredi dernier par une explosion massive provoquée par des raids aériens, rapportent jeudi témoins et membres de la Protection civile irakienne. Reuters

- Syrie: plus de 40 civils tués lors de raids - AFP

Plus de 40 civils ont été tués en 48 heures en Syrie dans des raids aériens probablement menés par la coalition dirigée par les Etats-Unis... AFP

Ils osent tout

- La "République exemplaire" ne tolère aucune "suspicion", selon Hollande - Reuters

- Présidentielle : la Haute Autorité de la primaire de la gauche tacle le manque de "loyauté" de Valls à l'égard de Hamon - Franceinfo

- Recep Tayyip Erdogan, le persécuteur persécuté - Liberation.fr

- Le repli national, ennemi du bien commun - Liberation.fr

- "Article 175" : l'Allemagne veut réhabiliter les homosexuels condamnés après guerre - euronews.com

- Italie: un "mafia tour" pour touristes fait polémique en Sicile - L'Express.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- Les pauvres en Allemagne sont de plus en plus pauvres - Reuters

Les riches en Allemagne sont de plus en plus riches mais les pauvres sont aussi de plus en plus pauvres, selon un rapport du ministère du Travail et des Affaires sociales.

Dans la première économie d'Europe, sur la période 1995-2015, les gens dont les rémunérations figurent parmi les 40% plus basses du pays ont vu leur salaire brut horaire reculer de 4 à 7% en termes réels.

A l'inverse, les 60% restants ont connu des augmentations allant de 1 à 10% sur la même période.

Le rapport, auquel Reuters a eu accès, n'a pas encore été publié officiellement et doit au préalable obtenir l'approbation d'autres ministères.

Les réfugiés sont pris en compte dans ce rapport - au total, 890.000 d'entre eux sont arrivés en Allemagne en 2015 - ce qui selon le ministère a contribué à la hausse du taux de pauvreté.

Le rapport note que le taux de pauvreté parmi les enfants nés dans les années 1980 avait augmenté de six points par rapport à ceux nés durant la décennie précédente.

Aujourd'hui, la proportion d'enfants qui risquent de vivre dans la pauvreté en Allemagne se situe entre 15 et 21%.

Une étude de l'Institut Leibniz de recherche économique RWI parue ce mois-ci montre que sur les 7,5 millions d'Allemands ayant un emploi peu rémunéré - ce qu'on appelle les "mini-jobs" en Allemagne - environ 13% gagnent moins que le salaire minimum légal

de 8,50 euros de l'heure. Reuters 23.03

Yémen

- Au Yémen, une situation humanitaire catastrophique - lefigaro.fr

Les chiffres sont vertigineux: «14 millions de personnes sont en situation alimentaire d'urgence, 500.000 enfants sont atteints de malnutrition aiguë, 8000 civils ont été tués depuis 2015 et 20.000 cas de choléra ont été détectés»...

... l'urgence est multiple: famine, manque d'eau potable, infrastructures détruites, sans compter les centaines de blessés dans les bombardements, qui affluent chaque jour dans les centres de soins.

... «On observe l'utilisation d'armes comme les bombes à sous-munitions alors qu'elles ont été interdites depuis la signature du traité d'Oslo en 2008»... lefigaro.fr 23.03

J'ai censuré les déclarations des ONG auxquels Le Figaro offrait une tribune, et qui se nourrissent exclusivement de la misère des peuples, et qui sont financées par ceux qui sont responsables de cette tragédie épouvantable.

ECONOMIE

BCE

- Afflux des banques sur les prêts "gratuits" de la BCE - latribune.fr

La Banque centrale européenne a accordé pour 233 milliards d'euros de prêts à long terme à intérêt nul, qui rapportent en fait de l'argent aux banques. C'est deux fois plus qu'attendu par les économistes.

C'est un peu l'effet « dernière démarque » à la fin des soldes. Les banques de la zone euro ont afflué en masse sur la dernière vague des prêts avantageux accordés par la Banque centrale européenne (BCE) afin de stimuler les prêts à l'économie réelle : en tout, 474 établissements se sont présentés au guichet de Francfort et la BCE leur a accordé quelque 233,5 milliards d'euros de prêts à long terme (quatre ans) à un taux d'intérêt nul voire négatif (-0,4%), sous réserve d'avoir atteint certains objectifs de crédits aux ménages (hors immobilier) et aux entreprises (non financières).

C'est plus du double de l'estimation médiane des économistes interrogés par l'agence Bloomberg (110 milliards).

Les banques ont profité de cette quatrième et dernière vague d'opérations ciblées de refinancement de long terme, appelées « TLTRO II » dans le jargon de l'institution, pour mettre de côté des liquidités bon marché. Les banques italiennes notamment : UniCredit a emprunté 24,4 milliards d'euros et Intesa 12 milliards.

Vers la fin du Quantitative easing

Si l'on retrace des montants utilisés pour rembourser de précédents crédits TLTRO accordés par la BCE pour 16,7 milliards, les sommes nettes allouées par la Banque centrale ont atteint le niveau record de 216 milliards d'euros, le plus élevé de tout le programme lancé en septembre 2014. Lors de la vague précédente de prêts, il y a trois mois, 62,2 milliards d'euros avaient été alloués à quelque 200 établissements. En cumulé, les 12 opérations de TLTRO I et TLTRO II ont apporté 834 milliards d'euros de liquidités aux banques européennes.

La fin de ce programme est le premier signe d'un changement de politique de la BCE, qui pourrait remonter le taux des dépôts, actuellement négatifs (-0,4%), ce qui revient à "taxer" les excès de liquidités des banques. Après quinze trimestres consécutifs de croissance positive et un raffermissement de l'inflation en zone euro, la BCE s'apprête à mettre un terme en décembre prochain à sa politique monétaire accommodante (« quantitative easing » ou QE), son plan massif de rachat de dettes (d'Etat et d'entreprise), qui sera ramené à partir d'avril à 60 milliards d'euros par mois contre 80 milliards précédemment. latribune.fr 23.03

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mars 2017

CAUSERIE

On ajoutera des articles demain matin, plus le temps, je dois cuisiner.

Etonnant, ils étaient unanimement Charlie, et quand des centaines de civils syriens et irakiens innocents se font bombarder par les Américains, ils restent silencieux, ils se taisent. Idem quand il s'agit de Yéménites. Non, c'est normal. Il faut bien que tout le monde vive, non ? Bon, ceux qui ont le droit de rester en vie... à quatre pattes devant leurs maîtres.

Cela a du bon tout de même de vivre en paix chez les fabricants d'armes qui serviront à la guerre ailleurs, vous ne trouvez pas ? Heureusement que j'ai ma bonne conscience pour moi. Après tout, je ne suis responsable de rien, c'est pratique. Pas très digne en vérité, mais qui s'en soucie franchement à notre époque de décadence généralisée ?

Au fait, l'Inde où je vis a décliné l'invitation de faire partie de la coalition qui bombarde les peuples du Moyen-Orient ou du Golfe d'Aden. Parfois je ne sais pas pourquoi, je me sens plus Indiens que Français... Je plaisante puisque je suis un citoyen du monde, mais pour un peu cela pourrait être justifié.

Autre chose qui vous occupe sans doute davantage l'esprit : le chaos à venir, où, mais en France voyons !

La présidentielle n'est qu'un mauvais moment à passer, c'est la suite qui va être le plus intéressant et dont peu ne parlent, les législatives où n'émergera aucune majorité hormis composée d'une coalition plutôt à géométrie variable que stable de partis de droite, En marche ou le parti démocrate, le PS et LR avec leurs satellites respectifs.

Ce sera une occasion pour consolider le consensus droite-gauche, et de vérifier que cette caractérisation était bien une imposture puisque droite et gauche ont toujours oeuvré à la défense du régime en place. Aux Etats-Unis, qui ont une longueur d'avance sur la France, cela fait belle lurette que l'on évoque ouvertement les démocrates républicains et les républicains démocrates ou les démocrates néoconservateurs et les républicains néoconservateurs ou néolibéraux, histoire de montrer qu'ils représentent bien tous les deux la même classe sociale. (A suivre)

La palme du cynisme en la matière doit être attribuée aux représentants des classes moyennes, qui le sachant ont passé outre étant gouvernés uniquement par leurs propres intérêts, donc prêts à soutenir l'un ou l'autre parti, et sachant qu'elles représentent environ 50% de la population américaines ou un peu plus (61% selon certains), ce sont elles qui se chargent d'assurer la stabilité des institutions.

Mais parmi elles, certaines couches sont particulièrement malmenées ou menacées, voire perdent leur statut privilégié et se paupérisent après placé leur destin successivement entre les mains des démocrates et des républicains qui finalement ne les ont pas épargnées, elles sont donc à même d'entendre un autre discours qui cette fois se situerait au-delà du capitalisme. Leur tâche consiste à rallier la classe ouvrière et à l'organiser sur la base d'un programme socialiste...

Quelques réflexions politiques.

C'est pitoyable d'en être arrivé là !

- Apparemment, plus de 30% des électeurs ne savent toujours pas s'ils vont aller voter ou non, et parmi les 70% affirmant qu'ils vont aller voter, 50% sont "indécis" ou ne savent toujours pas non plus pour qui ils iront voter, et bien qu'ils s'en abstiennent. On aurait envie de leur dire qu'ils se rapprochent des partis ouvriers qui ne participent pas à cette mauvaise farce, mais lesquels ? Ceux qui meurent d'envie (ouvertement) d'appeler à voter pour un ex-ministre de Hollande ou de Chirac ?

Ce qui nous attend et auquel évidemment nous ne sommes pas du tout préparé.

- *"il y a un régime pire que celui des institutions incapables et corrompues. C'est le régime qui suit l'effondrement des institutions, autrement dit le règne du chaos. La montée des pitres nous venge et nous soulage, mais elle sape en même temps les fondements mêmes de l'ordre où nous vivons."* Antipresse n°69.

En oligarchie, qui plus est sous la Ve République, le pouvoir est héréditaire à l'instar d'une monarchie.

- Un internaute. *"Macron est un cheval de Troie. Qui dirige la France selon la Constitution? Le Premier ministre. Si Macron est élu, qui sera nommé Premier ministre? François Hollande. Soutenu comme en 2012 par Bayrou et tous les "socialistes" non frondeurs. Seuls les aveugles n'ont pas compris la manoeuvre pour vendre du Hollande sans Hollande. Il a fallu feindre la trahison de Macron abandonnant Hollande, alors qu'il n'est que le faux nez de Hollande."*

Bravo pour cette blague, vous me direz que très sérieusement Mélenchon avait bien envisagé d'être le Premier ministre de Hollande, cela aussi ses sympathisants l'ont oublié.

Mais vous avez raison, Macron est bien l'héritier de Hollande, son "*dauphin*" (Fillon), son clone ou celui de Hillary Clinton ou Obama.

La déflation va de pair avec l'économie de guerre

- Un internaute. "*L'hyper inflation en Allemagne, ça dure en gros 1 an à cheval sur 1922/23. Ça tue le rentier, mais effectivement, l'Allemand moyen ou le petit entrepreneur se démerde, il a pris l'habitude pendant les privations de la guerre : troc, échange de services, paiement à la demi journée pour les ouvriers... C'est dur mais ça passe. En plus, l'hyperinflation n'est pas un accident, c'est délibéré, pour rembourser les dommages de guerre en monnaie de singe. Quand le gouvernement décide que ça suffit, ça s'arrête. Lire l'"Obélisque Noir" de EM Remarque sur le sujet.*

C'est les politique déflationnistes catastrophiques menés entre 1929 et 1932 qui font effectivement plonger l'Allemagne, avec l'effet que l'on sait...

Et effectivement, la propagande néolib met toujours en garde contre l'inflation, dont les petites gens souffrent peu, alors que la déflation est 10 fois pire..."

On peut partager l'appel du POID du 19 mars, à quelques réserves près que j'explique ici.

POID - "*Hamon et Mélenchon proclament l'un et l'autre leur refus de l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls. L'un et l'autre parlent de l'abrogation de la loi Travail, et se disent contre les diktats de la « troïka » (Commission européenne/ Fonds monétaire international/Banque centrale européenne).*

Unis sur cette base en une seule candidature, ils pourraient ouvrir la voie à une mobilisation permettant, au moins sur un point, de rompre avec la politique du gouvernement précédent : l'abrogation de la loi El Khomri combattue par des millions de grévistes et manifestants unis avec les organisations syndicales au printemps dernier."

Prétendre que Hamon refuse "*l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls*", sans doute comme Mélenchon refuse "*l'héritage politique du gouvernement*" Chirac-Jospin dont il avait fait partie, cela ne mérite même pas d'être commenté.

Hamon et Mélenchon "*pourraient ouvrir la voie à une mobilisation*" nous dit-on, qu'est-ce que cela signifie ?

Que Hamon et Mélenchon pourraient prendre l'initiative d'en appeler à la mobilisation de la classe ouvrière ? Impensable, Hamon ne l'a jamais fait dans le passé parce qu'il y était opposé, donc on ne voit pas pourquoi il y serait favorable demain, la majorité des députés refuseraient d'abroger la loi El Khomri. Est-ce à dire qu'il devrait enclencher le 49.3 tant décrié par les opposants à la loi El Khomri ? Absurde. Et si le gouvernement voulait abroger la loi El Khomri il serait immédiatement renversé par une motion de censure. Qui appellerait à cette mobilisation ? Le PS ? Impensable, de toutes manières rien ne dit que les travailleurs seraient prêts à le suivre. Le PCF ? Il ne représente pratiquement plus rien pour les travailleurs, il est totalement discrédité et c'est très bien ainsi. Les syndicats ? Lesquels, ceux qui ont organisé 14 journées d'action pour faire passer cette loi au lieu d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait ? Inimaginable, chacun en conviendra. Qui alors ? Des partis comme le POI, le POID, le NPA ou LO qui sont marginalisés ou ne représentent qu'une infime minorité de travailleurs, qui plus est n'ont jamais été foutus de s'entendre dans le passé pour mener la moindre bataille ensemble ? Une pure vue de l'esprit. Qui alors ? Personne en réalité n'est en mesure ou n'aurait la volonté d'appeler à une telle mobilisation et encore moins de l'organiser pour qu'elle ait une chance d'aboutir.

Les militants doivent regarder la situation en face et l'admettre telle qu'elle est. Bon, c'est désagréable parce qu'elle est le produit de 70 ans d'incurie politique, d'aventurisme ou pire encore. Et bien c'est l'occasion ou jamais d'en faire un bilan rigoureux, honnête et sérieux pour repartir sur de bonnes bases, sinon nous ne nous en sortirons jamais, je ne cesse de le répéter, en vain, hélas !

Qu'on commence par étudier de quelle manière a évolué chaque facteur déterminant et leurs rapports durant les 7 dernières décennies, ensuite seulement une discussion sérieuse pourra s'engager dans le mouvement ouvrier sur son orientation et les tâches qu'il doit se fixer, sinon, à quoi bon parler de ce qu'on ne connaît pas, hein franchement, pour passer le temps, on a mieux à faire, non ?

J'ai constaté plusieurs inflexions dans le discours du POID allant dans le sens de l'orientation politique que je défends. Son discours est plus axé contre Macron qui est effectivement le candidat le plus dangereux pour la classe ouvrière puisque son ambition est de poursuivre la stratégie inaugurée par Hollande pour instaurer une société et des institutions sur le modèle américain, où finalement les droits politiques des travailleurs seraient pour ainsi dire déclarés hors la loi, dans la mesure où quelle que soit la manière dont ils s'exprimeraient ils ne seraient jamais pris en compte et le bulldozer néolibéral achèverait de modeler la société toute entière à son image hideuse, perspective qui serait un véritable cauchemar ou ce que vivent déjà aux quotidiens

les travailleurs américains. Je pourrais ajouter et nous aussi en Inde.

Même si le POID a remis cela avec "*l'indépendance des organisations ouvrières*" qui est une formidable forfaiture, un discours intolérable parce qu'il ne reflète pas les véritables rapports qui existent entre l'Etat et les syndicats, par ailleurs, il a fait état que la classe ouvrière "*a besoin de syndicats indépendants*", ce qui peut laisser penser qu'ils n'existent pas actuellement, histoire peut-être de satisfaire une partie de ses propres militants qui le pensent à juste titre, à moins qu'il ne s'agisse d'une surinterprétation de ma part, certains y verront le double langage habituel de ces dirigeants.

Il manque l'essentiel dans cet appel, la nécessité de s'attaquer aux fondements du capitalisme ou d'exproprier les capitalistes, mesure sans laquelle il demeurera impossible de changer de politique ou de satisfaire les revendications sociales des travailleurs. Cet appel se situe au niveau de ce qui est supportable pour les candidats du capital Hamon et Mélenchon.

Il y manque également l'abolition de la Constitution de la Ve République sans laquelle la rupture avec la Ve République n'est que parole en l'air, vide ou n'a aucun contenu politique, ce qui va de pair avec "*l'Union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe substituée à l'Union européenne*" qui est une formule tout aussi élastique ou creuse qui laisse le soin à chacun de la remplir de ses illusions, par exemple qu'une telle union pourrait exister sans au préalable que les masses révolutionnaires aient aboli le capitalisme et renversé ses institutions nationales dans chaque pays.

Peuples d'Europe, libérez-vous des chaînes du capitalisme, ensuite vous pourrez envisager la liberté, pas avant ! Pour la Fédération des Républiques sociales d'Europe délivrées du capitalisme et de l'UE.

On peut soutenir cet appel une fois adoptées ces précisions ou rectifications. ● Pour télécharger cet appel cliquez ici.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit. Tirons au sort notre destin, en guise de programme politique "une alliance" ou "l'unité" sans principe.

- "Unité": nouvelle mobilisation pour une alliance Hamon-Mélenchon - AFP

"Unité pour gagner!": près de trois cents personnes se sont rassemblées samedi place de la République à Paris, pour appeler à une candidature commune entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, "seule voie possible pour faire gagner la gauche".

"Unité pour changer, unité pour gagner", scandaient les militants réunis place de la République sous un soleil éclatant, tandis que certains agitaient des pancartes représentant Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon unis sous une inscription "Une victoire, pas deux défaites".

"Il existe des différences évidentes (entre les deux candidats) mais il y a aussi beaucoup de choses en commun et s'il n'y a pas d'union, c'est Rothschild qui va gagner ? C'est l'homme aux costumes de luxe ?", ironise l'économiste Frédéric Boccard, membre du Parti communiste, devant une foule conquise.

"Il faut additionner des voix pour être au deuxième tour, la division ne nous a jamais fait gagner, jamais, jamais", s'époumone Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste, mégaphone à la main.

"Nous demandons un accord politique, une plateforme commune comme en 36 avec le Front populaire, sinon c'est la défaite assurée", poursuit l'ancien inspecteur du Travail.

Pierre Larrouturou, fondateur du parti Nouvelle donne, prend à son tour la parole alors qu'une militante brandit une pancarte "Tirons au sort notre candidat". AFP 26.03

Unité pour "gagner", quoi, qui y gagnerait quelque chose ? Unité pour "changer", ils nous refont le énième coup du changement. Le Front populaire : Contre le socialisme, pour le fascisme et la guerre, non merci !

La conscience de quoi, à quel niveau ?

John Pilger (voire la vidéo) rappelait en 2012 qu'un "*souffle de liberté qui émanait du mouvement des droits civiques, et du mouvement anti-guerre*" balayait le capitalisme en occident quarante ans plus tôt, regrettant amèrement qu'il n'existe plus de nos jours ou si peu, apparemment sans comprendre pourquoi.

Pour sympathique que soient ces mouvements et les gens qui y ont participé ou qui s'y sont engagés sincèrement, ils ne remplaceraient ni un programme ni une théorie sur lesquels s'appuyer pour pouvoir rassembler les exploités afin de changer la société ou de vaincre le capitalisme pour en finir avec les multiples maux dont il est à l'origine et en extirper la racine.

Faire l'économie de l'analyse du développement du capitalisme depuis son origine jusqu'à nos jours, c'est justement tomber dans le panneau du subjectivisme qui ravage aujourd'hui la société. S'émouvoir, s'indigner, se révolter des injustices que le capitalisme fait subir à tous les peuples et plus particulièrement à ses couches les plus faibles ou vulnérables ou aux exploités et opprimés en général, est certes louable ou généreux et honore ceux qui mènent ce combat, mais cela est insuffisant, car cela laisse intact ses causes objectives ou matérielles, les rapports sociaux qui en sont à l'origine et qui continueront de sévir encore et encore, si on ne les inverse pas au profit de la majorité au détriment de la minorité qui détient le pouvoir, rien ne changera dans l'avenir.

La conscience qui ne dépasse pas le stade de l'émotion, du sentiment et même de la notion de droit est vouée à l'échec. Imaginez que vous ayez de mauvais outils et que vous deviez usiner un morceau d'acier, le résultat sera défectueux même en y mettant la meilleure volonté du monde ou le plus grand professionnalisme qui soit. Entre une idée ou une opinion et la matière, on est dans un rapport de cause à effet conflictuel, et l'inverser peut conduire à retourner ses armes contre son propre camp, c'est ainsi par exemple qu'il y en a qui s'en prennent aux préjugés archaïques du peuple qui n'en est pas responsable, ils le culpabilisent pour mieux l'affaiblir et le soumettre, sans s'attaquer à leurs origines qui renvoient à la structure de la société par le capitalisme, aux rapports sociaux qui lui servent de fondement et sur lequel fermente la xénophobie, le racisme et toutes les discriminations qui ont lieu dans la société.

Il n'y a pas de gens bons ou méchants ou encore mauvais, ils existent des rapports de dominant à dominé qui tendent à se reproduire à tous les niveaux de la société et à lui empoisonner l'existence. En se débarrassant du capitalisme, ce qui ne se fera pas en un jour, on se débarrassera progressivement de ces rapports sans laisser la moindre trace d'amertume, tandis que le capitalisme et ses tendances guerrières ou belliqueuses traîneront toujours derrière lui un lot de haine, de rancœur, de violence qui ne demandent qu'à s'extérioriser ou s'épanouir, ils sont si organiquement liés qu'on ne peut les éradiquer qu'ensemble, en traitant et extrayant la racine de tous les maux de la société : le capitalisme.

C'est logique, en changeant la matière de notre réflexion, on va changer la représentation qu'en ont les peuples et ils vont adopter un autre mode de pensée, un autre comportement, et toutes les tendances détestables du capitalisme vont s'évaporer pour finir par disparaître. Si vous ne disposez que de pierres, vous imaginerez tout ce qu'on peut en faire, mais vous ne pourrez pas imaginer tout ce que vous pourriez faire si vous disposiez de fer, et si vous mesurez la portée de l'emploi de chaque matière, vous ne vous projetterez pas de la même manière ou aussi loin. On change de monde pour ainsi dire. On peut envisager de faire un tas de choses qu'on n'aurait pas imaginées autrefois, on ne pense plus tout à fait de la même manière.

C'est donc la conscience de ces rapports qu'il faut acquérir sans jamais cesser de les étudier et de les avoir à l'œil ou à l'esprit. Celui qui les a en permanence à l'esprit ne risque plus rien, il est immunisé contre le capitalisme et ses mauvaises influences et intentions. On peut encore se faire manipuler ou commettre des erreurs, mais c'est naturel puisque personne n'est parfait, l'homme ne l'est pas, il est perfectible, il est en mesure de se perfectionner, ce qui ne veut pas dire qu'il va automatiquement progresser, il peut stagner ou végéter à un certain niveau qui peut être médiocre toute sa vie ou s'élever à un niveau de conscience supérieur.

(Reprise le lendemain matin)

Il y a des gens qui ne supportent pas ceux qui ne leur ressemblent pas, et c'est compréhensible, puisque pour justifier qu'ils auraient des droits égaux on leur explique qu'ils sont identiques ou sont semblables, alors que ce n'est pas le cas. Du coup ils rejettent le principe d'égalité ou que d'autres personnes qui ne leur ressemblent pas partagent les mêmes droits qu'eux, parce qu'ils ont l'impression qu'on se fout d'eux, ce qui est effectivement le cas puisque cet argument est démagogique et sert à détourner leur attention de l'inégalité des droits qui existent entre l'ensemble des exploités et l'infime minorité d'exploiteurs, et qu'en réalité ils sont spoliés du droit à l'égalité, étant donné que la classe dominante concentre tout le pouvoir tandis que la classe dominée n'en dispose d'aucun.

En fonction de la place qu'occupe notre interlocuteur dans la société, son statut social, son niveau de développement intellectuel, la classe à laquelle il appartient, on doit être en mesure d'adapter notre discours pour l'amener à la conclusion que la nécessité d'abolir le capitalisme et ses institutions est une nécessité. Il ne s'agit pas de changer de discours comme peut le faire par exemple un Mélenchon en fonction de son interlocuteur histoire de le flatter, mais d'aborder le même sujet pour parvenir à la même conclusion en le traitant sous un angle différent, quitte ensuite à développer nos propres idées...

Plus de 90% des travailleurs ne participent pas à la lutte de classe ou n'y ont jamais participé, autant ont des connaissances politiques défectueuses, donc les aborder sous cet angle et s'en tenir là ne mène nulle part dans 90% des cas ou plus.

Prenons les trois premières lignes de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 22 mars au bout desquelles la plupart des lecteurs décrocheront ou cesseront leur lecture, tout simplement parce qu'ils ne comprendront pas ce genre de discours destiné à une élite dont ils ne font pas partie :

- *"Décrétant l'élection du président de la République au suffrage universel direct, De Gaulle expliquait qu'il s'agissait « de la rencontre d'un homme et d'un peuple ».*

Cette logique bonapartiste s'est illustrée dans le débat télévisé du 20 mars."

En dehors des générations de retraitées, aucun travailleur ou jeune n'est en mesure de cerner la personnalité de de Gaulle en dehors de quelques lieux communs du genre le libérateur de la France de l'Allemagne nazi, et ils seront encore moins nombreux à comprendre ce que signifie le bonapartisme.

Certes, le POID a le droit de s'adresser de préférence à des militants et non à l'ensemble des masses exploitées, y compris aux classes moyennes ou à la petite bourgeoisie.

Alors comment comprendre qu'il puisse écrire dans le même temps que "la seule classe capable d'imposer le changement radical qui s'impose parce qu'elle n'a rien à y perdre : la classe ouvrière" ? On ajoutera des pans entiers des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie qui rejettent l'orientation néolibérale de la société

Etats-Unis. Les colonisateurs et la bonne conscience de leurs sujets.

- Le livre d'histoire américaine le plus important de votre vie par Richard Oxman - Arrêt sur Info 25.03

- Selon Harper's Magazine (avril 2017), il y a au moins vingt-huit universités américaines qui ont des programmes d'études sur l'esclavage aux États-Unis. Mais, en revanche et cela me paraît très instructif, aucun établissement d'enseignement supérieur aux États-Unis ne s'intéresse, sous quelque forme que ce soit, au fait que les peuples autochtones – hommes, femmes et enfants de tous âges – aient été éliminés (avec un objectif génocidaire) pour leur voler les terres sur lesquelles les institutions prestigieuses qui existent maintenant ont été construites.

Il est facile de créer un programme, mais il est pratiquement interdit de mentionner l'éventualité de rendre des terres sur lesquelles les Amérindiens ont un droit légal. Il y a quelques campus où l'on discute formellement des réparations à consentir aux Afro-Américains, mais vous aurez du mal à trouver quelqu'un – même dans les cafés des campus – qui plaide pour la restitution aux Amérindiens de ce qui leur a été volé par les ancêtres de ces présidents d'université grassement rémunérés. (...)

Et le grand public, y compris les lecteurs de médias alternatifs, regarde ailleurs quand les entreprises se comportent de manière criminelle. Regarder ailleurs, comporte souvent aussi la publication d'articles pro-indiens et la tenue de conférences sur des questions liées aux Indiens. En effet, se joindre au concert des récriminations politiquement correctes (sans aucune intention de faire quoi que ce soit de plus à propos de quoi que ce soit) équivaut à se rendre à un carrefour abandonné pour crier dans le désert qu'il est injuste de ne pas accorder de pardon à Leonard Peltier (*). Est-ce que cela ne s'appelle pas regarder ailleurs quand c'est là tout ce qu'on fait pour libérer Leonard Peltier ? Marcher en cercles avec des pancartes et participer à des veillées aux chandelles n'a pas plus d'impact si ce n'est de procurer aux participants un sentiment d'auto-satisfaction et / ou le plaisir de la socialisation. C'est ce que j'appelle du militantisme pour le moins équivoque. Et en tout cas... sans consistance. (...)

Mais au niveau global ceux que je critique ici sont de peu d'importance. Au plan macroscopique, nous devons tout d'abord reconnaître que les États-Unis sont pourris jusqu'à l'os quand il s'agit des Indiens (et de désigner des « indésirables »). (...)

En réponse aux Haudenosaunee (les six Nations iroquoises) qui hésitaient entre soutenir les Anglais ou les séparatistes au milieu des années 1770, le Général George Washington a envoyé des instructions écrites au Général de division John Sullivan pour qu'il prenne des mesures contre elles. Voilà ses ordres :

«... détruire tous les campements de la région ... que le pays ne soit pas simplement occupé mais détruit ... vous refuserez absolument d'écouter toute les demandes de paix avant d'avoir mené à bien la destruction totale de leurs campements ... Notre sécurité future réside dans leur incapacité à nous nuire ... et dans la terreur que leur inspirera la sévérité du châtement qu'ils recevront. »

Cela vous rappelle quelque chose ?

Les ordres de Washington sont clairement l'écho de ce que les États-Unis font dans le monde entier depuis leur création. Et ce que les Ecossois-Irlandais – employés par Washington pendant la Révolution – avaient fait à la demande de ses précurseurs contre d'autres âmes de seconde classe en Europe ... avant de migrer vers le soi-disant Nouveau Monde (qui n'était pas nouveau du tout, sauf pour les blancs voleurs et génocidaires).

Rien de tout cela n'est réellement enseigné dans nos écoles. Mais je soutiens que si un professeur lisait seulement les 77 premières pages de l'Histoire des peuples indigènes des États-Unis de Roxanne Dunbar-Ortiz, cela l'inciterait à proposer un programme pour l'enseigner. Cela permettrait de voir que pratiquement tous les problèmes actuels – de la violence domestique due aux armes jusqu'aux des abominations que nous perpétons à l'étranger (et plus) – ont leurs racines solidement ancrées dans le traitement des Amérindiens par les Européens (de leurs premiers contacts à nos jours).

Mais, bien sûr, cela pourrait détourner un enseignant ou un militant de participer aux veillées aux chandelles... Ou de marcher en cercle. Arrêt sur Info 25.03

(*) Leonard Peltier est un militant amérindien anishinaabe/lakota, né le 12 septembre 1944, incarcéré depuis 1976 et condamné à deux peines à perpétuité. Il est membre de l'American Indian Movement. Wikipédia.org

Les sionistes n'ont rien inventé en envahissant un pays et en confisquant les terres de ses habitants, en les massacrant...

Guerre contre les médias institutionnels.

Quelques caractérisations de ces officines officielles de propagande par des internautes :

Tendancieux, fielleux et moralisateurs, délateurs dans le pur style des chasseurs de sorcières, insinuations, falsifications, malveillants, calomnieux, toxiques – et anonymes, mensonges, stupidités, inversion accusatoire, allégations fielleuses, diabolisation, sournois sous-entendus, aveuglement idéologique, confusionnisme, diffamation comme système de défense, affirmations en guise de faits, arrogance pathologique...

Vous pouvez en dire autant de toutes les chaînes de télévision ou de radio sans pour autant que les gens (et les militants ouvriers) qui le savent ne les boycottent. Ils sont inconsistants, à croire qu'ils en redemandent. Apparemment ils ignorent que cela se paiera un jour ou l'autre. Si je ne suis pas partisan d'un appel au boycott de ces médias-oligarques, c'est parce que je sais que cela ne servirait à rien, ceux qui les dénoncent en font la démonstration, pas tous mais presque.

Alors vous imaginez, liquider le capitalisme, quel grand saut dans le vide, quelle horreur, mon dieu, maman, au secours ! comment pourraient-ils s'y résoudre si ce n'est par la force des choses, puisqu'ils n'ont même pas la volonté de ne pas allumer leur télé le soir, ils sont addicts à ce poison et ils ne sont pas prêts de s'en passer, hélas !

Parole d'internautes (Les crises-fr) :

1- Extraits... C'est l'un des aspects les plus importants de notre système médiatique – et, pourtant, presque inconnu du public ; la plus grande partie des nouvelles internationales dans tous les médias principaux provient de quatre agences de presse seulement : New York, Londres, Paris et Berlin. La position de monopole de ces agences a plusieurs conséquences : elles déterminent le choix des reportages, elles décident de quoi on parle et de quoi on ne parle pas, et il est évident que les reportages sont très uniformes et ils sont souvent simplement copiés...<https://www.kla.tv/index.php?a=showlanguage&lang=fr&id=9484>

- 1.) L'agence américaine Associated Press (AP) Avec plus de 4 000 employés dans le monde entier, AP appartient aux entreprises de médias des Etats-Unis et a sa rédaction principale à New York. Les informations de l'AP sont utilisées par environ 12 000 médias et atteignent ainsi chaque jour plus de la moitié de la population mondiale.

2.) L'Agence France Presse (A.F.P.), qui est quasiment publique, a son siège à Paris et emploie également environ 4 000 personnes. Chaque jour l'A.F.P. expédie plus de 3 000 informations et 2 500 photos à des médias dans le monde entier...

3.) L'agence britannique Reuters à Londres, est une agence privée, et emploie un peu plus de 3 000 personnes. En 2008 Reuters a été achetée par Thomson le patron canadien des médias – une des 25 personnes les plus riches du monde – et a fusionné en Thomson Reuters dont le siège est à New York.

4.) L'agence de presse allemande (DPA) emploie environ 1 000 journalistes dans environ cent pays. La DPA possède des maisons d'édition de médias allemands et des stations de radiodiffusion. Sa rédaction principale est depuis 2010 dans la maison d'Axel Springer à Berlin. La DPA collabore étroitement avec l'AP américaine et possède la licence pour la commercialisation des services de l'AP dans l'espace germanophone... Et l'achat de part dans le capital de grands groupes médiatiques de la part de milliardaires (Bolloré and co en France) n'arrange en rien cette 'orientation de l'info) ...

2- "Les journalistes en danger c'est la démocratie qui est en jeu. " euh, au vu de ce que nous savons des médias, coller "démocratie" et "journaliste" dans la même phrase est comment dire, déplacé ?

Si on parlait de vrais journalistes qui respectent la charte de Munich, oui, mais la plupart n'ont même jamais entendu parler de cette déontologie.

Comment parler de démocratie alors que la majorité de la presse appartient à des oligarques ? alors que cette même presse, prise la main dans le pot de confiture crée des déconnex ? des ministères de la vérité ?"

3- "J'admire le raisonnement qui assimile le nombre de journalistes au pluralisme des médias, tout en démontrant qu'ils se recopient les uns les autres.

Est-ce que quelqu'un leur a fait remarqué que s'il n'y avait qu'un seul journal, il publierait 100% de nouvelles originales ?"

4- "... du point de vue de l'establishment cette situation est idéale : avec un contenu standardisé et prévisible dans les médias, il y a moins de surprises à attendre et de contre-feux à allumer, donc le contrôle des masses et la fabrique du consentement deviennent aisés. Il faut leur reconnaître : la prise de contrôle des principaux médias par l'establishment a été un réel succès."

5- "Ils en ont de la chance les abonnés du Monde de devoir payer, en plus, pour se désinformer et se faire formater. Le Monde n'est plus un journal, ce n'est plus qu'un infâme outil de propagande : d'un côté des articles comme ce torchon hallucinant et de l'autre, le Décodex qui nous dit quoi lire, quoi penser et notamment que le Monde est une lecture saine et fiable.

Ceci est donc à mettre directement en rapport de cela, prochaine étape de la dictature rampante."

6- "Je ne sais pas vous, mais moi ce genre d'édiro me donne la nausée. Il semblerait que l'on soit passé sur l'autre versant, celui de la dégringolade orwellienne, en plus con. Le Monde est allé trop loin dans l'erreur et la fabrication de la post vérité grotesque et intenable, il s'y enferme lamentablement jusqu'au suicide programmé."

7- "Le Monde est devenu un torchon dans les mains de millionnaires. "

8- "Le Monde de Bergé-Niel et Pigasse est devenu aussi fiable que le torchon Minute, c'est dire!

Un conseil: ne lui donnons pas un centime et faisons de même pour ses satellites: Télérama, L'Obs, Les Inrocks, Courrier International."

9- "Avant tout les journalistes d'aujourd'hui sont ignares !"

10- "Le Monde n'est pas seulement un journal infâme, mais aussi extrêmement dangereux."

11- "Nous ne sommes plus dans le journalisme, mais dans une tentative de manipulation de l'opinion publique, une manipulation qui pourrait préparer une guerre contre la Russie."

12- "Toutes les opinions autres seront alors pourchassées, non pas avec des arguments, mais en dénigrant leur auteurs. Tous les moyens sont bons, mensonges, stupidité, inversion accusatoire."

Avertissement aux lecteurs.

Attention, vous ne devez pas davantage vous fier aux commentaires laissés par des internautes à la suite d'articles, car il arrive qu'ils écrivent n'importe quoi, la preuve.

Un internaute a posté ceci :

- Voici un article original de Paris-Match qui devrait valoir à la journaliste un stage de rééducation "pensée unique et touche pas à mon Macron", au Monde.

"A La Réunion, le bide de Macron". Si, si, vous avez bien lu. Cela doit être le premier article négatif de la MSM sur Macron, c'est un collector.

Bon, il semble que le titre de l'article était vraiment trop politiquement insupportable donc le nom du lien semble avoir été changé pour un titre qui n'a plus rien à voir avec l'article. <http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Pour-Emmanuel-Macron-rien-n-est-joue-1219136>

Un autre internaute lui a répondu quelque temps plus tard :

- Confirmation du changement de titre de l'article de PM après une sévère remontée de bretelles ? Pas de bol, l'indexation sur Google actualités, ce soir encore, fait apparaître le titre initial : "A La Réunion, le bide de Macron". Ce titre était excellent, n'était-il pas ?

<https://news.google.fr/nwshp?hl=fr&ei=eOnXWLHrNoKQUY3Fq7AN&ved=0EKkuCAooBQ>

Je suis allé sur le moteur de recherche Google et j'ai tapé : article de Paris Match sur le meeting de Macron à la Réunion et voici la réponse que j'ai trouvée :

Google le 27.03.

- Image issue d'un article pour la recherche "Meeting de Macron à la Réunion par Paris Match" (source : Paris Match) A La Réunion, le bide de Macron Paris Match-25 mars 2017 Emmanuel Macron sur le marché de Saint-Leu, samedi, à La Réunion. ... le candidat En Marche!, accueilli avec chaleur, a raté son meeting. (DIRECT) Emmanuel Macron est arrivé International-Clicanoo-24 mars 2017...

Autrement dit, l'article de Paris Match figure toujours en ligne sans que le titre originel ait été modifié.

J'ai envoyé un courriel au responsable du blog Les-crisis.fr pour l'en informer. Je lui ai dit qu'il pourrait être attaqué pour propager des fake news via les commentaires de ses lecteurs.

Des militants m'ont demandé de modifier la structure de mon portail pour que n'importe qui puisse s'y exprimer, intention généreuse mais ingérable et dangereuse. Qu'ils m'adressent leurs courriels, je les publierai s'ils présentent un intérêt et ne sont pas diffamatoires, et s'ils n'ont pas confiance, et bien qu'ils s'abstiennent ou qu'ils aillent voir ailleurs.

Et puis c'était inutile puisque je fais les questions et les réponses à leur place. Quelle prétention diront les esprits obtus ou malintentionnés. Oui parfaitement, parce que je prends en compte les arguments de mes adversaires, je ne les occulte pas contrairement à eux qui méprisent mes arguments, je les traite avec le même sérieux que mes propres arguments, j'essaie de toujours aller au fond de chacune des questions que nous abordons, y compris quand elles ne vont pas dans le sens de l'orientation politique que je défends.

Je n'ai attendu après personne pour rechercher et étudier toutes les hypothèses liées à une question ou à une situation, je passe même le plus clair de mon temps à cela pour remonter à ses origines, je ne suis pas du genre à tout savoir ou à pouvoir fournir une réponse spontanément à toutes les situations que je rencontre.

Ils s'attaquent aux futures générations d'esclaves de leur nouvel ordre mondial

- [Bien sûr...] Et maintenant l'Éducation Nationale recommande le Décodex ! - les-crisis.fr 28.03

Lettre d'un lecteur au responsable du blog Les-crisis.fr

Bonjour M. Berruyer,

Je viens d'un seul coup de me rendre compte à quel point vous avez 1000 fois raisons sur cet affaire de Decodex, et qu'il est du devoir de tous de ne rien laisser passer. Mon fils est en 5e, et en tant que parent d'élève je m'informe de ce qui s'y passe comme tous les autres parents via Liberscol [NdR : le "cartable électronique" du collège auquel ont accès les parents]. Et voilà ce que le collège vient d'envoyer à tous les parents :

http://www.clemi.fr/fileadmin/user_upload/espace_familles/guide_emi_la_famille_tout_ecran.pdf

S'il vous plait ne zappez pas et allez à la page 22 de ce document, vous y lirez un chapitre tenez-vous bien de Mr Samuel Laurent. Je suis plus qu'en colère et je vais faire un scandale dès demain au collège de mon fils. Ce qu'il se passe est gravissime, et je vous soutient à 100% dans votre action en justice contre ces gens, il ne faut plus rien laisser passer. Y aura-t'il une 2e collecte ? Je veux participer. Ne lachez rien. Bien à vous,

Le lecteur m'a réécrit ce soir :

Bonjour Olivier,

J'ai exprimé ce matin tout mon ressenti au directeur du collège de mon fils en lui faisant remarquer :

- 1 – qu'une information se devait d'être neutre et non partisane
- 2 – que j'étais adulte et responsable et que je n'avais nullement envie d'être « guidé » (Surtout par Samuel Laurent)
- 3 – qu'un collège relevant de l'Éducation Nationale censé défendre la langue française diffuse un document truffé d'anglicismes

(digital native, real life, fact-checking etc.), même s'ils sont devenus à tort ou à raison langage courant sur le Net, me paraissait contraire à la loi du 4 août 1994 et à notre constitution.

Je l'ai senti gêné, et sans que je lui demande il a purement et simplement retiré ce document du Liberscol du collège. Fin de l'épisode. (Pour l'instant)

Lors de la publication de vos premiers articles sur le Decodex j'avoue très honnêtement avoir fait partie des personnes qui trouvaient que vous en faisiez trop. Cet épisode m'a ouvert les yeux et votre réaction était je le reconnais saine. Cette histoire va beaucoup plus loin qu'on ne le pense.

Cordialement

Comme quoi, la mobilisation, ça paye... Mais combien d'autre collègues où cela continue ?

En attendant vous pouvez réagir, en contactant le Clémi (Par mail : <http://www.cleml.fr/fr/nous-contacter.html>, Twitter @LeCLEMI, Facebook), pour vous plaindre en indiquant entre autres qu'il ne revient pas au Clémi de faire de la publicité pour des entreprises privées (comme Le Monde), et encore moins pour des outils biaisés et très contestables comme le Décodex.

Extrait de cet article.

- Le sous-titre du document publié par le ministère (CLEMI) est révélateur : "Quels réflexes adopter face à la désinformation ?". Il est bien question d'un dressage, style behavioriste, cher aux anglo-saxons. Susciter le réflexe plus que la réflexion sous la houlette d'une corporation. Alors que la désinformation se combat par la réinformation et la stimulation de l'esprit critique. Quel aveu de nos libéraux socio-démocrates !

...le CLEMI existe depuis près de 50 ans et il a toujours collaboré avec les quotidiens nationaux et régionaux; son action, ses orientations ont toujours été définies par le ministère, c'est pourquoi j'approuve le commentaire précédent. quant à la croix, comme l'humana, ce journal ne tient que par les aides de l'état!

Commentaires d'internautes

1- *"Ce n'est pas Le Monde qui veut investir les écoles. (...)"*

Décodex est né de la volonté du GOUVERNEMENT !

Si vous lisez ce papier de La Croix, vous y verrez que dès 2016 Audrey Azoulay a conditionné les subventions à la presse en imposant je cite :

Une " démarche de progrès sur plusieurs thématiques d'intérêt collectif comme le photojournalisme, l'éducation aux médias ou l'égalité entre hommes et femmes "

L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS = DÉCODEX !"

(<http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Des-aides-presse-elargies-ciblees-bientot-conditionnelles-2016-10-05-1200794096>)

2- *"Chose intéressante, dans ce guide dans le chapitre théorie du complot il y a ce passage :*

"Pour l'historien Jérôme Grondeux, il faut « savoir distinguer entre le fait et l'interprétation, entre ce qui relève des faits établis, des faits prouvés et ce qui relève de la manière dont on explique les faits»."

C'est très intéressant, c'est exactement la frontière que franchit le decodex avec leur défense de l'euro, ils ne sont plus dans les faits mais dans la manière dont on explique les faits.

Je sais pas pour vous mais pour moi, le fact-checking c'est juste une vérification des faits, pas LA vérité sur comment interpréter les faits.

Là ça devient clairement un outil politique.

D'ailleurs pour justifier le classement de les-crisis en orange ils mettent aussi leur lien vers Fabius et Al-Nosra, indiquant la citation d'Olivier et celle du Monde. On voit bien que les 2 disent la même chose mais les-crisis est classé avec les sites de

la fachosphère.

Comme quoi l'outil à discréditer est en état de marche, prêt à bourrer le crâne de nos enfants."

(Source : <http://www.les-crisis.fr/bien-sur-et-maintenant-leducation-nationale-recommande-le-decodex>)

Les partis dit ouvriers se sont-ils emparés de cette question ? Sans doute que non pour ne pas être accusés de faire dans la théorie du complot. Il est bien connu qu'ils ne manipulent jamais les faits qu'ils traitent ou la situation, n'est-ce pas ? Ils ne tiennent pas à se mettre les médias à dos, on comprend...

- Nouvelleaks par Slobodan Despot - Antipresse n°69

Ame qui vive?

Qu'est-ce que l'irruption des pitres dans la vie publique nous apprend sur nous-mêmes?

Nous Européens n'aurons bientôt plus les moyens de regarder la réalité en face. Tout s'évertue à nous en ôter l'envie. Les politiques et les médias veillent comme dans Molière à mettre des noms convenables sur les laideurs qui choquent — voire à escamoter celles-ci lorsqu'elles deviennent proprement innommables.

Sans qu'on s'en soit aperçu, des taxations infamantes — «fachosphère», «extrême droite» — sont désormais appliquées à des gens qu'on ne peut associer ni de près ni de loin à ces idées radicales. De gauche, de droite ou de nulle part surgissent de nouveaux «pestiférés» dont ni les propos, ni le langage, ni les opinions, ni la manière d'être ne peuvent être qualifiés d'extrêmes — pour peu que les mots aient encore un sens. Leur seul tort, le plus souvent, est de ne pas prendre pour argent comptant les aberrations et les simplifications de la rumeur dominante. Exercer son discernement, vouloir attirer l'attention sur le fond des problèmes est devenu en soi, et a priori, un motif de disqualification.

Le règne de la peur

Dans ce fossé grandissant entre la réalité vécue et ses représentations obligées tâtonne et s'égaré la population ordinaire, celle qui travaille et qui vote. Elle tâtonne, parce qu'elle a perdu certains repères essentiels d'une vie en société. La confiance dans les médias est au plus bas, les écoles produisent des ignares et de futurs chômeurs, les politiques s'illustrent par leur conformisme et leur indécision et les certitudes qu'on croyait immuables concernant la famille, la communauté nationale, l'éducation ou l'identité sexuelle sont dénigrées avec une hargne effarante. Les règles de vie ne procèdent plus d'expériences transmises, mais de définitions imposées. Le dressage a remplacé l'éducation.

Cela dit, tout va bien. Nous le disons et nous le répéterons jusqu'à ce que le mal frappe à notre porte et s'invite dans notre cuisine. Nous le répétons encore lorsqu'il a profané notre chambre à coucher. Nous ne le pensons pas, bien entendu, mais n'osons même plus nous avouer ce que nous pensons. Et encore moins le dire. Où le dire? Dans des meetings? Mais les directions des partis écoutent-elles la base? Dans les réseaux sociaux, cette procrastinante agglomération de solitudes? Même plus: ce dernier exutoire est lui-même en train de se corseter et de se censurer. Les délits verbaux et les propos «discriminants» sont plus sévèrement punis, au travail et dans la vie publique, que des actes criminels et la mémoire infinie de l'internet garde trace de toutes nos frasques à l'attention des éventuels employeurs à venir. Nous ne nous en sommes pas aperçus, mais nous sommes ligotés. Et les anomalies de 2016 — contre-information russe, Brexit, Trump — ont eu pour premier effet concret un sensible resserrement de la camisole.

Le temps des pitres

L'union de la peur et de l'absurde engendre l'apathie. D'où l'émergence de la «PRAF-attitude» dont parle Brice Teinturier («Plus rien à faire, plus rien à foutre»). La vraie crise de la démocratie, voir le Cannibale lecteur d'Antipresse 68). De fait, le premier parti dans les démocraties modernes est celui de l'abstention.

L'apathie a une sœur jumelle: la désision. D'où l'irruption sur la scène politique de figures qui annoncent la négation de la politique elle-même. Voici, en France, le Macron®, la logomachine publicitaire projetée sur les planches. Voici en Italie Beppe Grillo, qui brouilla suffisamment les cartes pour soulever une lame de fond — avant de se rallier spectaculairement au système.

Et voici maintenant que la Serbie s'apprête à élire son président. Alors que le premier ministre actuel, Vucic, s'est illustré par son activisme et son méthodique accaparement du pouvoir, il se retrouve contesté par un Borat de province qui aurait poussé la farce jusqu'à véritablement se porter candidat. Ce sympathique provocateur s'est inventé un nom de famille ridicule (Preletacevic = «Survoleur»), se fait appeler «Le Blanc» parce qu'il s'habille toujours de blanc et réduit sa communication à un slogan sans aucun contenu: Samo jako!, autrement dit: «Allons-y fort!» Il revendique une attitude «cool», dénonce la «nervosité» du pouvoir et prétend rassembler tous les mécontents sans idée ni cause. Il se définit comme la voix de cette «société civile» qui ne veut plus

se reconnaître dans aucun parti car les partis, désormais, incarnent la magouille et la corruption. En quelques semaines, ce pur mouvement («en marche!» pourrait aussi être sa devise!) sans aucun programme est devenu le principal concurrent de l'homme fort du pays.

Est-ce un rebelle ou un pantin, un Coluche inconnu ou un produit de marketing? Les deux sont possibles, encore qu'on l'a vu avec les têtes d'Otpor, le noyau de la «révolution colorée» serbe qui fit tomber Milošević. Peut-être se moque-t-il même d'eux, de ces théoriciens de la «reprise non-violente du pouvoir». Peut-être — mais il est en train de pousser leur propre stratégie de la «société civile en marche» dans des raffinements inattendus.

Le ras-le-bol, la privation de parole et la déception nous font en effet oublier une vérité fondamentale: c'est qu'il y a un régime pire que celui des institutions incapables et corrompues. C'est le régime qui suit l'effondrement des institutions, autrement dit le règne du chaos. La montée des pitres nous venge et nous soulage, mais elle sape en même temps les fondements mêmes de l'ordre où nous vivons. En Serbie, en Ukraine, des guerres civiles ont commencé dans la liesse festive et la satire. Elles n'ont débouché sur aucun progrès notable, sinon celui du pouvoir des mafias et du grand capital globalisé. Les pitres sont le papier à mouches qui attire et qui fixe des énergies susceptibles de mettre en péril de système — si elles s'unissaient autour d'un projet plutôt que d'un rejet.

Mais comment élaborer aujourd'hui un projet? Les projets impliquent la confiance et l'audace. Or nous sommes atomisés, éparpillés, méfiants. Or la peur grégaire est devenue la tonalité de fond de l'existence dans les pays qui ont jadis inventé la démocratie et les droits de l'individu. L'absurde est devenu le moyen d'expression de cette peur. La liberté d'expression n'est plus qu'un luxe incongru et la démocratie, un rite. L'Europe se meurt par les deux bouts: à la fois par l'ineptie des institutions et par l'effondrement des personnalités individuelles. Les deux sont du reste liés par la vieille loi alchimique: ce qui est en haut est comme ce qui est en bas. Aucun projet politique, quel qu'il soit, n'a la moindre chance de réussir s'il ne s'accompagne d'une reconstruction des personnalités. En commençant par redéfinir le sens de l'existence et de la vie en communauté — deux questions auxquelles l'islam fournit des réponses sommaires mais efficaces.

Face à cette concurrence établie sur nos terres, les «outils» de la politique et du droit apparaissent dérisoires. Nous nous évertuons à imposer des lois-cadres à notre existence sans oser dire ce qu'elle est à nos yeux. Nous sommes devenus frêles et timorés, reléguant l'essentiel dans les allusions. Lorsque ce rapport sera inversé, que l'essentiel sera explicite et que le fond se remettra à dicter la forme, nous aurons retrouvé notre âme. Tout le reste est pitrerie. Antipresse n°69

[De quoi sont capables Hollande et Attali, les mentors de Macron ?](#)

François Hollande - L'affaire "Caton" - Histoire d'une manipulation politique
<https://www.youtube.com/watch?v=GIX8lejCdQE>

Macron : Imposteur et escroc.

Présidentielle 2017 : Tout savoir (ou presque) sur le parcours de Macron.
<https://www.youtube.com/watch?v=1xjq2qV5geU>

Enfumages par Fernand Le Pic - Antipresse n°69

Emmanuel Macron ou la xyloglossie 2.0

Et si la rhétorique vide du golden boy était entièrement pompée dans le lexique de la pub bancaire?

Des millions de Français ont regardé le débat télévisé réunissant cinq des onze candidats à la présidentielle.

Ils ont tous constaté la vacuité du verbe de l'un d'eux: Emmanuel Macron. Et pourtant, des sondages flatteurs le plaçaient en tête pour sa force de conviction. Comment peut-on absorber la promesse de diriger la France dans un tel néant verbal? Comment réussit-on à placer des contradicteurs aussi chevronnés dans une orbite sémantique aussi lâche? Seule Marine Le Pen a osé extraire ce constat de la torpeur ambiante. Est-ce seulement parce qu'il est jeune qu'une majorité de Français avale ses incantations fictives comme des sucreries? Qu'elle se pâme de ses périphrases comme la poésie d'une nouvelle fonction Smartphone? Qu'elle adule une pensée absente de sa parole et qui se tapirait dans un faciès enjôleur? Macron serait-il un thaumaturge 2.0 lorsqu'il lance ses «je vous aime» contrefaisants d'un vieux tube de Julien Clerc?

Le fait est qu'il «passe». Nous sommes allés en chercher la raison dans la construction de son format publicitaire, au sens propre du terme.

On sait que Macron s'est entouré d'agences de publicité spécialisées dans la grande consommation et l'e-commerce pour organiser sa communication politique.

Les premières s'adressent à la fameuse «ménagère moins de 50», mais comme madame Macron n'est déjà plus dans la cible et que lui-même n'y est pas encore, les standards les plus récents de la com en ligne ont prévalu.

C'est Adrien Taquet, cofondateur de l'agence «Jésus et Gabriel», déjà tout un symbole, qui aurait trouvé le nom du parti politique de Macron en forme de slogan «En Marche!». Dans les casernes, le terme appartient plutôt au vocabulaire des adjudants, ce n'est donc pas là qu'on trouvera la source d'inspiration. Certains y vont la traduction française de «Move on», un contretorpilleur déguisé en ONG appartenant à la flotte de George Soros. C'est possible, mais ce n'est qu'une hypothèse.

Pourquoi ne pas fouiner dans l'univers de référence bancaire de Macron? Surprise, son agence a manifestement pompé le dernier slogan de «Soon», la banque en ligne d'Axa. Une banque résolument de son temps, dont l'offre est «100% mobile, sans conditions de revenus, idéale pour les jeunes!», dont la signature publicitaire depuis 2013 n'est autre que: «La révolution bancaire en marche!».

Autre point commun avec la banque d'Axa, le mode de développement. Ils appellent cela le mode «lean start-up», c'est-à-dire exprimer des convictions très générales avec force, dont les fonctionnalités sont construites progressivement et de façon itérative avec les utilisateurs. Exactement comme le mode d'accouchement du «programme» de Macron.

Le destin du jeune énarque et gendre idéal (sa propre épouse ne s'y est pas trompée), est donc bien le premier cas pratique de lancement d'un produit politique «en mode lean start-up». On comprend beaucoup mieux pourquoi, dans l'opération phénoménale de R&D qu'a été son passage à Bercy comme ministre de l'économie, on lui ait aussi ajouté l'appli «ministre du numérique».

On ne s'étonne pas non plus que le site de promotion de campagne de Macron propose le paiement en ligne. Peut-être que s'il est élu, il en fera même un service bancaire?

Nous commençons à comprendre pourquoi quelqu'un qui ne dit rien et dont les promesses politiques ne reposent sur aucune démonstration réelle peut ainsi séduire une telle proportion d'admirateurs dans le monde merveilleux et paradisiaque des sondés. Macron n'est évidemment plus un homme politique, c'est totalement ringard. C'est aussi dépassé que «culture française», ce plat cuisiné qu'on gardera peut-être encore congelé pour un en-cas. Macron est simplement un produit-geek lancé sur le marché pour impacter le code source du hardware sociétal, façon drag and drop.

Son verbiage n'est pas de la langue de bois mais du format compressé ZIP et tant pis pour ceux qui n'ont pas le plug-in de décompression.

Mais tout ce travail n'est pas que du fait des agences de com. Comme tout corps spongieux en politique, Macron s'est imbibé tout seul du langage bancaire, que d'ailleurs, il «assume pleinement». Le «bon sens près de chez vous», il le laisse à Fillon. Lui qui est d'accord sur tout et avec tout le monde, c'est plutôt «le pouvoir de dire oui» du Crédit Lyonnais, même si à l'époque de cette pub, il n'était pas encore né. A «l'autre façon d'être une banque», il substitue l'autre façon d'être candidat, «parce que le monde bouge» comme dirait le CIC. Et lorsque Fortuneo déclare «j'aime ma banque» il assène qu'il aime son public qui applaudit en phase avec les ordres envoyés par «chat», par ses metteurs en scène. Il ne se cache de rien, les voix des Français le captivent, comme autrefois la BNP qui osait: «Votre argent m'intéresse». Même la presse s'est installé dans le registre «investissez dans la réussite» comme le slogan d'HSBC, pour pousser à voter Macron.

S'il est élu, il pourra dire «Aujourd'hui je l'ai fait» et remercier ING Bank. Antipresse n°69

[Election présidentielle française.](#)

Tout est dit ici

- Francetv info - L'élection présidentielle de 2017 était réputée comme imperdable pour le candidat Les Républicains. Mais depuis les affaires qui frappent l'ancien Premier ministre, ce dernier stagne à 18% dans les sondages avec une dynamique à la baisse. Francetv info 24.03

Dans un dernier sondage publié hier (27.03), l'écart entre Macron et Fillon se resserre, il n'est plus que de 4%...

Parole d'internaute

- "La présence d'une caisse noire avec à la tête le chef de l'Etat, cela a toujours existé. Le fait qu'il y ait des gens sur écoute et qu'on remonte en permanence l'info au président, cela existe depuis longtemps. Mais là, ce qui est dit, c'est que ces infos remontées ont été diffusées à la presse à des fins électorales et c'est cela qui est grave. Comment expliquez-vous que le secret

de l'instruction soit systématiquement violé et que deux heures après avoir rencontré la justice, toute l'info soit dans les journaux ? Il y a des informateurs, des manipulateurs. (...)

Alors, arrêtons de se voiler la face et de faire semblant de s'étonner. Personne n'est dupe. Une enquête doit être diligentée."

Là vous êtes dupe pour le coup !

Le camp Fillon saisit la justice, nouvelle étape de la contre-offensive - AFP

La contre-offensive de François Fillon prend un tour judiciaire avec la saisine lundi du parquet par six responsables LR pour des "infractions" commises selon eux par l'exécutif et relevées par le livre "Bienvenue Place Beauvau".

Ce qui est décrit dans l'ouvrage comme un éventuel "cabinet noir anti-Sarkozy", "structure clandestine, aux ramifications complexes", est qualifié par ces élus LR d'"association de malfaiteur". François Hollande est mis directement en cause pour "collecte frauduleuse de données" personnelles, lui qui aurait déclaré en février 2014, selon "Bienvenue Place Beauvau": "Sarkozy, je le surveille, je sais tout ce qu'il fait". AFP 27.03

- Sarkozy a dénoncé "l'ingérence du pouvoir médiatique" dans la justice - AFP

En pleine affaire Fillon, Nicolas Sarkozy a récemment fustigé "l'ingérence du pouvoir médiatique" dans le fonctionnement de la justice, lors d'une intervention devant des avocats du barreau de Paris, rapportée par l'hebdomadaire Valeurs Actuelles lundi soir. AFP 27.03

- Péresse accuse le pouvoir de manipulation, veut porter plainte - Reuters

Valérie Péresse, présidente Les Républicains de la région Ile-de-France, a annoncé samedi son intention de porter plainte contre une tentative, orchestrée selon elle par le pouvoir socialiste, d'instrumentaliser une interpellation de son fils pour détention de cannabis, afin de la déstabiliser.

Elle se fonde sur des faits rapportés dans le livre de trois journalistes, "Bienvenue place Beauvau", sur lequel s'est déjà appuyé François Fillon pour accuser cette semaine François Hollande d'être partie prenante à une "machination" à son encontre.

Dans ce livre, Olivia Recasens, Didier Hassoux et Christophe Labbé racontent comment ils ont été informés pratiquement en direct, au début de l'automne 2016, de l'interpellation du jeune homme avec quatre grammes de cannabis par un haut responsable de la police parisienne, ancien conseiller de Manuel Valls qui était encore Premier ministre.

Selon eux, un collaborateur du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, fait alors "le tour de ses contacts journalistes" pour les mettre au courant. "Le renseignement aura mis moins d'une heure pour être exploité politiquement", écrivent-ils.

Dans un communiqué, Valérie Péresse, qui dit s'être déjà étonnée à l'époque du traitement réservé à son fils (une garde à vue de sept heures), déclare apprendre ainsi qu'elle aurait "été la victime d'une tentative de déstabilisation politique savamment orchestrée".

"MM. Hollande, Valls, Bartolone et (Bernard) Cazeneuve doivent rendre des comptes sur les faits relatés dans ce livre", ajoute-t-elle. "J'ai demandé à mon avocat (...) de saisir la justice et de porter plainte, notamment pour atteinte à la vie privée, violation du secret de l'enquête et violation du secret professionnel." Reuters 26.03

- Macron gaffe à nouveau en parlant de la Guyane comme d'une "île" - Le Huffington Post

Méprise? Décalage horaire? Lapsus? Après avoir qualifié par erreur d'"expatriée" une femme habitant en Guadeloupe au détour d'un selfie avec un lycéen au mois de décembre, Emmanuel Macron a en tout cas déclenché une nouvelle vague de commentaires mécontents ce dimanche 26 mars.

Interrogé lors de son déplacement à la Réunion sur la situation qui paralyse en ce moment la Guyane, le candidat En Marche! s'est de nouveau pris les pieds dans le tapis en qualifiant cette région d'outre-mer comme une "île".

Une erreur de géographie, car contrairement à La Réunion, la Martinique ou la Guadeloupe, la Guyane n'est pas une île, mais un territoire français situé sur le continent américain et qui partage des frontières avec le Suriname et le Brésil. Le Huffington Post

- Lexique de campagne : qu'est-ce que le vote utile ? - Franceinfo

Dans son lexique de campagne, France 2 revient cette semaine sur une expression qu'a notamment utilisée Benoît Hamon... Franceinfo

Ils ont décidé que ce serait Macron et personne d'autres.

- Fillon s'est fait offrir une montre de plus de 10.000 euros - AFP
- Macron toujours donné en tête du premier tour, d'après un sondage Ifop-Fiducial - Reuters

Tu m'étonnes !

- R.A.S. sur la déclaration de patrimoine de Macron, selon une lettre de la Haute autorité - Le Huffington Post
- Présidentielle : Macron en passe d'enterrer le clivage gauche-droite - Franceinfo
- "Cabinet noir à l'Elysée" : François Fillon fait de la "diffamation", juge Emmanuel Macron - Franceinfo
- «Cabinet noir» : les griefs flous et sans fondement de la fillonie - Liberation.fr
- Présidentielle: Fillon veut "pourrir" la campagne, accuse Cambadélis (PS) - AFP
- «Cabinet noir» : chasse au scoop ou au dahu ? - Liberation.fr
- Hamon dans une maison de retraite, se décrit en "anti-Fillon" - AFP
- Hamon fait un pied de nez à Fillon en rendant visite aux infirmières qui l'avaient malmené dans "L'Emission politique" - Franceinfo
- Fillon est "indigne de la fonction présidentielle" déclare Hamon - AFP

François Fillon "est indigne de la fonction présidentielle", a déclaré vendredi le candidat socialiste Benoît Hamon, en réponse aux accusations de "scandale d'Etat" et de "cabinet noir" portées par le candidat de la droite. AFP

- Fillon s'enferme dans "la théorie du complot", affirme Bayrou - AFP
- Dans le grand Ouest "terre de mission", Marine Le Pen attaque François Fillon - AFP

[Une "alternative" dans le cadre du régime actuel, chimère, tromperie pour le légitimer.](#)

- Six syndicats dévoilent leur alternative à la loi travail - lefigaro.fr

L'intersyndicale ayant mené bataille en 2016 contre la loi travail, dont la CGT et Solidaires, ont lancé une «plateforme revendicative» portant sur la rémunération, la réduction du temps de travail et l'emploi, dont les résultats sont publiés ce 28 mars.

Ils ne désarment pas. La CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl, qui ont lancé en janvier une «plateforme revendicative», vont en dévoiler ce mardi la version «finalisée, enrichie et légitimée par les débats». L'intersyndicale, à laquelle FO ne s'est pas jointe, avait lancé ce projet dans le but de «poursuivre la lutte contre la loi travail, à partir de propositions communes», expliquaient-ils dans un communiqué commun. lefigaro.fr 28.03

[Ils osent tout](#)

- Face à la «menace terroriste», la tour Eiffel va se doter d'une «paroi en verre» - LeFigaro.fr
- «La priorité est de protéger les enfants de la publicité» - LeFigaro.fr
- Présidentielle : Marine Le Pen est "soumise" à Vladimir Poutine, selon Benoît Hamon - Franceinfo

Le président russe a reçu la candidate du FN à la présidentielle, qui était en visite à Moscou.

- Le pape appelle les Européens à défendre l'UE avec passion - Reuters
- Traité de Rome : "Il ne faut pas sous-estimer le chemin parcouru" - Franceinfo
- ONU: premières négociations pour bannir l'arme nucléaire - AFP
- États-Unis : des adolescentes refoulées d'un vol... à cause de leurs leggings - lepoint.fr

Trois gamines d'une dizaine d'années accompagnées par leurs parents portaient une sorte de pantalon collant, la compagnie aérienne United Airlines refusa leur embaquement dans cette tenue « inappropriée », une des fillettes accepta d'ajouter une robe par-dessus son pantalon et put embarquer, les deux autres sont restées au sol rapporte Libération. lepoint.fr

La NED/CIA en action.

- Hong Kong : des opposants pro-démocratie inculpés - euronews.com

Devant les bureaux de la police de Hong Kong, des leaders du "mouvement des parapluies".

On avait déjà traité ce sujet...

- L'opposant russe Navalny condamné à 15 jours de détention après les manifestations - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Allemagne : la CDU d'Angela Merkel remporte l'élection régionale dans la Sarre et douche les espoirs du SPD - Franceinfo

En famille, Angela (Merkel - CDU) qui rit et Martin (Schulz - SPD) qui pleure. Depuis 2012, comme l'Allemagne, la Sarre est dirigée par une grande coalition CDU-SPD...

2- Argentine

- Argentine La rue contre la rigueur - Libération.fr

Manifestations, rues bloquées, piquets de grève sur la chaussée, barrages humains... Buenos Aires vit un début d'année au diapason de la tension sociale et de la colère contre la politique de rigueur du gouvernement libéral de Mauricio Macri, dont les réformes plombent le pouvoir d'achat. Jeudi prochain, la CTA, la puissante Centrale des travailleurs argentins, appelle à un nouveau défilé. Et le 6 avril, l'ensemble des syndicats convoquent une grève générale, la première de l'ère Macri. Photo Victor R.Caivano. Libération.fr

- La pauvreté en Argentine attisée par l'inflation - La Tribune

"La pauvreté a augmenté en Argentine durant les neuf premiers mois de 2016, passant de 29% à 33,6% de la population, stimulée par une inflation annuelle de 40%, selon une étude de l'Université catholique argentine. La pauvreté touche 13 millions des 41 millions d'Argentins, soit 32,6% de la population. Elle était de 29% fin 2015 et la dévaluation du peso argentin en décembre 2015 l'a fait bondir. Dans les premiers mois de 2016, un million de nouveaux pauvres ont été recensés." La Tribune

3- Irak

- Des dizaines de civils tués après une frappe de la coalition à Mossoul - Reuters

Plusieurs dizaines de civils, peut-être plus de 200, ont péri après une frappe aérienne de la coalition sous commandement américain dans la partie occidentale de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, où sont assiégés les djihadistes du groupe

Etat islamique (EI).

Le Commandement central des forces américaines (CentCom), qui supervise les opérations militaires au Moyen-Orient, a confirmé que la cible avait été touchée par un avion de la coalition sous commandement américain.

Le CentCom précise dans un communiqué que la mission visait des combattants et des équipements de l'EI "à l'endroit correspondant à celui où ont été signalées les pertes civiles" par des habitants ayant fui la zone des combats et des responsables irakiens.

Cette opération a été conduite le 17 mars dernier dans le quartier d'Al Djadidah, contrôlé par l'Etat islamique. Aucun bilan précis n'a été fourni mais le chef de la municipalité de Mossoul, Abdoul Sattar al Habbo, qui supervise les secours, a déclaré samedi soir que 240 corps avaient été extraits des décombres. Une précédente estimation faisait état de 130 morts.

L'ampleur du nombre de victimes civiles a conduit les forces gouvernementales irakiennes à stopper une nouvelle fois leur offensive contre la partie occidentale de Mossoul.

"Le nombre élevé de morts parmi les civils dans la Vieille ville nous a forcés à arrêter nos opérations pour revoir nos plans", a déclaré samedi un porte-parole de la police fédérale irakienne. "Nous devons nous assurer qu'éliminer Daech de la Vieille ville n'aura pas un coût humain trop élevé parmi les civils. Il nous faut des opérations d'une précision chirurgicale pour cibler les terroristes sans causer de dommages collatéraux parmi les habitants."

PUISSANTE EXPLOSION ET IMMEUBLES EFFONDRES

Selon des responsables de la défense civile et des habitants, plusieurs immeubles se sont effondrés après que les frappes visant les djihadistes à Al Djadidah ont provoqué une puissante explosion.

La cause exacte de l'effondrement des immeubles n'a pas été établie de manière précise mais un député et deux habitants ont expliqué que les frappes aériennes pourraient avoir touché un camion de l'EI rempli d'explosifs, détruisant plusieurs bâtiments dans un quartier densément peuplé.

Les civils sont également menacés par les djihadistes qui les utilisent comme boucliers humains dans la vieille ville de Mossoul.

"Ce qui se passe dans la partie ouest de Mossoul est extrêmement grave et ne peut être toléré en aucun cas", a commenté le président du Parlement irakien, Salim al-Jabouri.

Jusqu'à 600.000 civils se trouveraient encore dans les derniers quartiers contrôlés par l'EI sur la rive droite du Tigre, compliquant la progression des forces gouvernementales.

Selon l'Observatoire irakien des droits de l'homme citant des informations non confirmées par les autorités, et ne tenant pas compte de ce qui s'est passé à Al Djadidah, près de 700 civils ont été tués depuis le début de l'offensive contre Mossoul-Ouest, le 19 février dernier.

"Le droit humanitaire international est clair: les parties au conflit, toutes les parties, sont obligées de faire tout ce qui est possible pour protéger les civils. Cela signifie que des combattants ne peuvent pas se servir de la population comme boucliers humains et qu'ils ne peuvent pas non plus mettre des vies en péril par un usage sans discernement de leur puissance de feu", a rappelé Lise Grande, de l'Onu.

- "Et là ! Il n'y a plus personne ! Il est où le bouffon de l'Elisée qui criait "halte au massacre" quand il y avait les combats pour la libération d'Alep par les russes et l'armée syrienne? Il est où notre bouffon de ministre des affaires étrangères qui condamnait le massacre des terroristes modérés par l'armée syrienne et les russes?"

Silence donc cette fois, puisque c'est leur maître américain qui est à l'action !"

4- Yémen

4.1- Yémen: démonstration de force rebelle deux ans après l'intervention arabe

Deux ans après l'intervention d'une coalition militaire arabe au Yémen, les rebelles qui contrôlent la capitale Sanaa se disent prêts à résister jusqu'au bout, alors que les lignes de front sont figées et les efforts de paix au point mort.

Les rebelles chiites Houthis et leurs alliés, les partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, ont marqué cet anniversaire en organisant dimanche une manifestation géante à Sanaa, sous le slogan "Résistance à l'agression".

Selon des correspondants de l'AFP, des centaines de milliers de Yéménites --certains venant de régions contrôlées par les rebelles-- ont convergé vers la place Sabine en scandant des slogans hostiles à l'Arabie saoudite, qui conduit la coalition arabe, et en promettant de "résister jusqu'au bout".

"Nous sommes de retour aujourd'hui sur la place Sabine pour envoyer un message aux Arabes et aux musulmans: est-ce que votre religion vous autorise à agresser un peuple dans sa totalité sans aucune raison?", a demandé Abdullah Qadiry, un manifestant.

Symboliquement, un tribunal rebelle avait condamné à mort la veille le président Abd Rabbo Mansour Hadi pour "haute trahison".

M. Hadi, qui vit la plupart du temps à Ryad, a été reconnu coupable d'avoir "usurpé le titre de président après la fin de son mandat", d'avoir "incité à l'agression menée par l'Arabie saoudite" et d'avoir "porté atteinte à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République yéménite", a écrit l'agence rebelle Saba.

En complément, admirez le "parfois" !

- Au Yémen - Les raids aériens de la coalition se poursuivent sur une base quasi-quotidienne, faisant parfois des victimes civiles. AFP 26.03

4.2- 2.000 monuments historiques détruits en 2 ans de guerre au Yémen - sputniknews.com

En deux années de combats au Yémen, plus de 2.000 objets du patrimoine culturel et des dizaines de musées ont été détruits, signale le directeur général des musées et antiquités yéménites Muhannid Al Siyani dans un commentaire pour Sputnik.

Les pertes culturelles du Yémen sont énormes. Interviewé par Sputnik, le directeur général des musées et des monuments yéménites Muhannid Al Siyani indique que plus de 2 000 objets historiques et des dizaines de musées ont été détruits dans le pays en deux ans de guerre.

Selon le représentant yéménite, une liste contenant 50 lieux d'importance culturelle a été préparée pour la coalition internationale. Cependant, des frappes aériennes ont ciblé ces lieux dont plusieurs ont été attaqués jusqu'à 10 fois.

Il n'y a encore aucune donnée définitive sur l'étendue des dommages. Selon le représentant yéménite, des experts seront capables d'entreprendre des recherches et d'évaluer l'état des monuments historiques dès que cela deviendra matériellement possible. Actuellement, la plupart des objets rares sont abrités dans des endroits sécurisés, afin de les protéger des frappes aériennes.

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu) a adopté une résolution pour qualifier de crimes les attaques contre les monuments historiques au Yémen. Selon le directeur, cette décision pourrait être utilisée dans le cadre d'une accusation préparée contre les actions militaires et les pays qui les mènent. sputniknews.com 27.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Guyane

- Les raisons de la colère en Guyane à l'heure de la grève générale - huffingtonpost.fr

"Ça fait trop longtemps que ça dure! Tout ce que nous avons est pillé, il est temps que l'on reconnaisse la population guyanaise". À l'instar de cette femme venue prêter main forte pour bloquer le rond-point de l'aéroport de Cayenne dimanche, une partie de la Guyane est à bout.

Ce territoire ultramarin d'Amérique du Sud de plus de 260.000 habitants, touché par un vaste conflit social, vit au ralenti depuis plusieurs jours et affronte ce lundi 27 mars une grève générale lancée par les syndicats.

La Guyane est le territoire le plus violent de France, avec 42 homicides en 2016, et ces socioprofessionnels dénoncent le manque de moyens pour lutter contre les violences qui résultent en partie, selon eux, d'un développement économique trop faible.

Ces derniers s'inquiètent notamment de l'explosion démographique qui touche le territoire. On y compte près de 30 naissances pour mille, contre 11 en métropole. Un taux de natalité élevé que la croissance économique ne parvient pas à absorber et qui finit par diminuer fortement le PIB par habitant au point d'être deux fois plus faible que le PIB par habitant national.

Cette région française souffre aussi depuis de nombreuses années d'un taux de chômage très élevé. En 2015, il y était évalué à 22%, indique l'Insee. Plus du double des 9,7% de la France métropolitaine. Un ensemble de raisons qui pousse ces socioprofessionnels comme l'ensemble des manifestants guyanais à réclamer au gouvernement un véritable plan pour rattraper un retard "sécuritaire, économique, éducatif, sanitaire, foncier et énergétique".

Le mécontentement est en effet très large. Depuis une semaine, la Direction de l'agriculture et de la forêt est par exemple occupée en permanence par 50 agriculteurs ulcérés des lenteurs administratives et qui dénoncent des refus d'aide. Des transporteurs bloquent aussi le port de Degrad des Cannes (15 km de Cayenne), inquiets de la répartition des marchés du chantier du futur pas de tir d'Ariane 6.

"Nous avons une immigration impressionnante de part et d'autre", déplore encore David Riché, président de l'association des maires de Guyane, sur Franceinfo avant de revenir sur le problème de l'insécurité qui ne se limite pas aux vols et homicides. "L'insécurité concerne la santé: trouvez-vous normal que l'on ait un taux de rapatriement sanitaire exponentiel? Nous n'avons jamais vu cela. Nous avons des hôpitaux, des cliniques qui se meurent", regrette-il.

Les barrages qui paralysent la région rassemblent pêle-mêle des salariés d'EDF, des personnels du centre médico-chirurgical de Kourou, inquiets d'un désengagement de La Croix Rouge qui gère l'établissement, un collectif qui réclame un commissariat à Kourou et un autre collectif contre la délinquance, "les 500 frères", qui défilent cagoulés.

Dans son ensemble, le sentiment d'abandon est le point commun des revendications. "Quand, en Bretagne, les élus et la population, les bonnets rouges, ont réclamé un plan Marshall, ils ont eu un pacte d'avenir en un mois et 28 jours. En Guyane, nous attendons un pacte d'avenir depuis 2013, depuis 4 ans. Nous ne l'avons toujours pas," rappelle David Riché.

Sentiment renforcé par l'envoi sur place samedi d'une délégation menée par Jean-François Cordet, conseiller maître à la Cour des comptes et ancien préfet de Guyane, et composée de plusieurs hauts fonctionnaires connaissant bien la région pour entamer des discussions, mais d'aucun ministre. Treize des 22 maires de Guyane ont exigé la venue d'un membre du gouvernement et refusent de rencontrer cette mission interministérielle.

Une critique a priori entendue car Cordet a annoncé dimanche qu'une "autorité ministérielle viendra parapher" les engagements du gouvernement. Ce dernier a d'ailleurs déclaré devant la presse que "25 policiers, 23 gendarmes (viendront) renforcer les effectifs de la police nationale et de la gendarmerie", ainsi que "la fidélisation d'un escadron de gendarmes mobiles à Cayenne".

L'ancien préfet a promis la mise en place d'un scanner à l'aéroport pour lutter contre le trafic de drogues, a annoncé une enveloppe d'urgence de "60 millions d'euros supplémentaires" pour le centre hospitalier de Cayenne, fortement endetté, et l'arrivée d'une aide pour dégeler dans les prochains jours des subventions européennes que les agriculteurs attendent depuis 2014. huffingtonpost.fr 26.03

Réponse du gouvernement aux revendications sociales légitimes des Guyanais : plus de policiers et des subventions pour les patrons !

Francetvinfo.fr 26.03 - À la veille de l'appel à la grève générale, le président du Medef Guyane, Stéphane Lambert, a assuré dimanche 26 mars sur franceinfo son soutien au mouvement de contestations. "Nous sommes contraints d'en arriver là" a-t-il regretté. Il a dénoncé "l'incurie" du gouvernement et demande un "plan de développement fait par, pour, et avec les Guyanais".

Quelles sont les difficultés auxquelles font face les entreprises ?

L'économie guyanaise repose beaucoup sur la commande publique, on n'a pas eu les moyens de générer une économie endogène. Il y a eu une baisse de la commande publique qui a entraîné beaucoup de difficultés. Elle s'est positionné en même temps qu'une augmentation de la population, qui est de 3% par an. Tous les 17 à 20 ans, la population double. Sans ces facteurs-là, nous tiendrions assez bien. Mais si on maintient le même rythme de croissance économique qui est de 3% par an, par rapport à notre population, cela ne suffit pas. Dans une classe de 25 élèves, entre 6 et 8 trouveront du boulot dans les 20 ans qui viennent. 60 à 70% des élèves ne trouveront jamais de boulot, jamais. francetvinfo.fr 26.03

2- Canada

- Le gouvernement libéral canadien a annoncé que la marijuana serait légalisée d'ici au 1er juillet 2018. - Liberation.fr

Une loi doit être présentée avant le 10 avril. Les dix provinces et trois territoires pourront décider comment le cannabis sera distribué

et vendu et en fixeront les prix. L'âge minimum pour en acheter sera de 18 ans, mais les provinces seront libres de hausser la barre. Quant aux Canadiens souhaitant cultiver leur cannabis, le nombre de plants sera limité à 4 par ménage. Liberation.fr 27.03

Pour mieux pourrir la jeunesse... (Parole d'un vieux consommateur !)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mars 2017

CAUSERIE

Pondichéry 15h11.

10 articles ont été mis en ligne dans la rubrique *Articles d'actualité*.

On rajoute un mot en direction des militants subissant l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui estiment que le moment n'est pas venu de propager les idées du socialisme ou le programme de la révolution socialiste, en fait pour eux ce ne sera jamais le bon moment, on le sait pas expérience.

On pourrait ajouter tous ceux qui cultivent le scepticisme pour des raisons diverses, et qui à tout prendre ne partagent pas le sort des prolétaires qui n'ont rien à perdre, et qui pour cette raison sont mûrs pour le socialisme ou en finir avec le régime en place.

- *"Tous ceux qui parlent de "surestimation de l'idéologie", d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers "arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants". Mais c'est une erreur profonde."* (Que faire ? Lénine, 1905.)

Une erreur dramatique, un obstacle à la construction du parti, rien de moins.

Lénine poursuivait en donnant la parole à Kautsky avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme :

- *"Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience (souligné par K. K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette science. Le projet de programme donne à croire que la commission a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: "Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience de la possibilité et de la nécessité du socialisme". Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes.*

La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir, le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois (souligné par K. K.) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent.

Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragen) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe..." (id)

En 1848, en 1871, en 1905, en 1917, il était légitime de propager le communisme, mais pas en 2017, dites plutôt que vous avez

cessé d'y croire ce serait plus honnête.

La causerie de ce matin.

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter de nouveaux articles, ce sera fait cet après-midi, sans faute. J'ai privilégié l'actualité politique en France. Avant de lire la causerie du jour qui est très dense, un crétin m'a écrit en substance que je ne savais pas ce qui se passait en France, bref que j'étais un abruti, jugez par vous-même.

Appel.

Nous appelons tous les militants et travailleurs a participé à ce rassemblement.

Le syndicat de Maruti Suzuki en Inde (MSWU) appelle à faire du 4 AVRIL une JOURNÉE INTERNATIONALE pour la libération des 13 syndicalistes emprisonnés. Le POID appelle ses militants à se tenir prêts à se rassembler à l'ambassade d'Inde le 4 avril au soir. « Lorsque les syndicats sont touchés, c'est la démocratie qui est en cause. Tout le mouvement ouvrier est en cause. » écrit le POID qui a décidé de s'adresser à tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie « pour une rencontre, afin de construire ensemble une réponse unitaire pour exiger la libération des 13 » .

Le capitalisme ne vous dégoûtait pas encore ?

Le (vrai) visage hideux du capitalisme. Traite des blanches, trafic d'organes, ventre à louer, embryons et enfants à vendre, et maintenant le lait maternel.

- Le Cambodge a interdit l'exportation de lait maternel, mis en place par une entreprise américaine il y a quelques semaines.
- Liberation.fr

Ambrosia Labs achetait ce lait auprès de Cambodgiennes pauvres puis le congelait et l'expédiait aux Etats-Unis, où il était vendu 20 dollars (18,40 euros) les 147 ml. Sur son site, la société fanfaronnait que c'était une première mondiale.

Mardi, le Premier ministre, Hun Sen, a demandé que «des mesures immédiates soient prises pour empêcher l'achat et l'exportation du lait maternel» : «Certes le Cambodge est pauvre et a des difficultés, mais pas au point de devoir vendre le lait maternel de ses mères», a-t-il insisté.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a rappelé que le Cambodge a le taux de mortalité le plus élevé de la région chez les nourrissons, avec 97 décès pour 1 000 naissances. Et la plupart des enfants cambodgiens souffrent de malnutrition : 45 % montrent des signes de retard de croissance modéré ou sévère. Liberation.fr 30.03

Fabrication du consentement. Une technique bien rodée... mais largement éventée.

- Navalny « démocrate » made in USA par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 29.03

La presse occidentale met en scène l'opposant russe Alexei Navalny, un blogueur financé par la Ned/CIA. Outre qu'il n'a d'audience que parmi les bobos de Moscou et de Saint-Petersbourg, sa visibilité masque la véritable opposition intérieure russe : au sein du Kremlin, de nombreux hauts-fonctionnaires regrettent le temps où ils pouvaient passer leurs week-ends en Occident.

Manlio Dinucci - Un policier défonce la porte de la maison avec un mini bélier, l'autre entre en braquant son pistolet et crible de balles l'homme qui, réveillé en sursaut, a attrapé une batte de base-ball, pendant que d'autres policiers pointent leurs pistolets sur un enfant qui a les mains en l'air : scènes d'ordinaire violence « légale » aux États-Unis, documentées il y a une semaine avec des images vidéos par le New York Times, qui parle de « sillage de sang » provoqué par ces « perquisitions » effectuées par d'ex-militaires recrutés dans la police, avec les mêmes techniques que les ratissages en Afghanistan ou en Irak.

Tout cela, nos grands médias ne nous le montrent pas : ces mêmes médias qui mettent en première page la police russe qui arrête Alexei Navalny à Moscou pour manifestation non autorisée. « Un affront aux valeurs démocratiques fondamentales », d'après le département d'État US qui réclame fermement son relâchement immédiat et celui d'autres personnes arrêtées. Federica Mogherini aussi, haute-représentante de la politique étrangère de l'UE, condamne le gouvernement russe parce qu'il « empêche l'exercice des libertés fondamentales d'expression, d'association et d'assemblée pacifique ». Tous unis, donc, dans la nouvelle campagne lancée contre la Russie avec les tons typiques de la Guerre froide, en soutien du nouveau paladin des « valeurs démocratiques ».

Qui est Alexei Navalny ? Comme on peut lire dans son profil officiel, il a été formé à l'université états-unienne de Yale en tant que fellow (membre sélectionné) du « Greenberg World Fellows Program », un programme créé en 2002 pour lequel

sont sélectionnés chaque année à l'échelle mondiale à peine 16 personnes avec des caractéristiques propres à en faire des « leaders globaux » [1]. Ils font partie d'un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur », composé actuellement de 291 fellows de 87 pays, en contact les uns avec les autres et tous reliés au centre états-unien de Yale.

Navalny est en même temps co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », un des bénéficiaires de la National Endowment for Democracy (Ned), puissante « fondation privée à but non lucratif » états-unienne qui avec des fonds fournis y compris par le Congrès finance, ouvertement ou en sous-main, des milliers d'organisations non-gouvernementales dans plus de 90 pays pour « faire avancer la démocratie » [2]. La Ned, une des succursales de la CIA pour les opérations secrètes, a été et est particulièrement active en Ukraine. Elle y a soutenu (selon ce qu'elle écrit) « la Révolution de Maïdan qui a abattu un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie ». Avec pour résultat que, avec le putsch de Place Maïdan, a été installé à Kiev un gouvernement encore plus corrompu, dont le caractère démocratique est représenté par les néo-nazis qui y occupent des positions clé.

En Russie, où ont été interdites les activités des « organisations non-gouvernementales indésirables », la Ned n'a pas pour autant cessé sa campagne contre le gouvernement russe, accusé de mener une politique étrangère agressive pour soumettre à sa sphère d'influence tous les états faisant autrefois partie de l'Urss. Accusation qui sert de base à la stratégie USA/Otan contre la Russie. La technique, désormais consolidée, est celle des « révolutions oranges » : s'appuyer sur des cas vrais ou inventés de corruption et sur d'autres causes de mécontentement pour fomenter une rébellion anti-gouvernementale, de façon à affaiblir l'État de l'intérieur pendant que de l'extérieur s'accroît sur lui la pression militaire, politique et économique. Dans ce cadre s'insère l'activité d'Alexei Navalny, qui s'est spécialisé à Yale comme avocat défenseur des faibles face aux abus des puissants. Réseau Voltaire 29.03

[1] M. Navalny a été parrainé pour ce programme par Michael McFaul, futur ambassadeur des États-unis à Moscou.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

L'arnaque : Emmanuel Hollande

Cet article a été rédigé lors des trois derniers jours.

Il y a quelque chose d'étrange ou peut-être de révélateur dans le revirement du Medef privilégiant Fillon à Macron après la présentation de leurs programmes économiques.

Jusqu'à présent le président du Medef, monsieur Gattaz n'avait cessé de vanter les vertus impénétrables de l'ex-banquier porté au pinacle par les médias-oligarques, tandis que Fillon était empêtré dans les affaires et voué au gémonies, au point qu'on aurait pu être en droit de penser qu'ils avaient décidé qu'il devait être éliminé lors du premier tour de la présidentielle du 23 avril prochain.

Personnellement, j'en ai toujours douté, parce que Fillon s'appuie sur un parti structuré contrairement à Macron, et il bénéficie également du soutien indéfectible de l'oligarchie, ce dont avait témoigné le président du groupe Bilderberg, Henri de Castries, lorsqu'il avait déclaré le 8 mars dernier, qu'il n'avait «aucun doute sur la détermination de François Fillon», autrement dit qu'il lui renouvelait sa confiance et qu'il demeurerait bien officiellement leur candidat.

Dans ma causerie du 9 mars, je m'étais interrogé à haute voix :

- "On n'y comprend plus rien, Henri de Castries, président du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller, soutient Fillon, et Macron est aussi leur candidat. Non mais attendez, lui, c'est le cocu, le cornard, l'outsider, le deuxième couteau destiné à dépecer le PS, il n'est pas destiné à devenir président de la République, il est juste là pour faire barrage à Hamon, le vrai match c'est Fillon-Le Pen."

Apportons quelques précisions.

Gattaz et un panel d'économistes viennent de déclarer que le programme économique de Macron présente de graves lacunes pour ne pas dire ouvertement qu'il est aussi creux que le candidat lui-même, louant Fillon comme si les gamelles qu'ils triment derrière lui avaient soudainement disparu.

Face à un tel méli-mélo je me suis dit qu'il fallait considérer la situation dans son ensemble pour essayer d'y comprendre quelque chose, où ils veulent en venir et comment ils comptent s'y prendre pour y parvenir ou encore, qu'est-ce qui était prévu, qu'est-ce qu'ils ont manigancé, qu'est-ce qui s'est passé comme c'était prévu et qu'est-ce qui s'est passé différemment, et dans ce cas-là, comment ont-ils réagi. On pourrait résumer cela ainsi : de quelle manière les principaux candidats étaient-ils perçus par les électeurs et comment les ont-ils présenté pour influencer leurs votes afin que le candidat privilégié des oligarques soit élu, sachant que pour eux l'essentiel c'était de pouvoir poursuivre leur offensive antisociale contre la classe ouvrière.

Deux candidats incarnaient leur politique néoconservatrice ultra libérale, Macron et Fillon. Le premier sorti récemment du néant

n'avait aucune légitimité politique, tandis que le second pouvait se prévaloir d'une longue expérience politique derrière lui. Le premier n'avait ni parti ni élu, aucune institution dans lequel il serait représenté ou pour le soutenir, tandis que Fillon détenait la majorité au Sénat et près de la moitié des élus à l'Assemblée nationale, plus un important tissu d'élus à travers tout le pays pour le soutenir, plus le parti Les Républicains dont l'origine remonte à la fondation de la Ve République. Le premier n'a pour ainsi dire aucun programme, le second en a un parfaitement homogène.

Bref, si on analyse la consistance de chacun des deux candidats on s'aperçoit spontanément que Macron en manque singulièrement comparativement à Fillon. Qui plus est, l'équipe de Macron est hétéroclite ou faite de bric et de broc constituée de seconds couteaux ou de râtés, Bayrou, Hue, Cohn Bendit, etc.

D'un autre côté, on ne peut pas faire l'impasse sur la campagne hystérique médiatico-judiciaire qui a été menée contre Fillon pour le déstabiliser et le contraindre à retirer sa candidature, apparemment orchestrée depuis l'Élysée. Au regard des derniers développements on pourrait aussi se demander si cette opération n'a pas été montée de toutes pièces pour que le nom des deux candidats (ainsi que celui de Le Pen) parviennent aux oreilles des électeurs des milliers de fois de façon à éclipser tous les autres, principalement Hamon et Mélenchon, focalisant à outrance l'attention sur Macron et Fillon sans que les tenants de cette tactique ne dévoilent leur réelle intention, hormis favoriser la candidature de Macron au détriment de Fillon, c'est tout du moins ce que chacun est invité à penser, mais était-ce bien le but qu'ils s'étaient fixés ?

Il y a donc quelque chose qui ne colle pas dans tout cela. Les apparences sont trop évidentes, comme si on avait voulu nous orienter dans une mauvaise direction. J'en suis arrivé à la conclusion provisoire que tout ce capharnaüm avait été conçu pour atteindre non pas un mais deux objectifs : Propulser Macron sur le devant de la scène en le présentant comme le candidat idéal pour faire diversion, et il faut avouer que l'opération a été un succès au-delà de toute espérance, histoire de briser et d'affaiblir à la fois le PS et les centristes dont une partie se rallierait à Macron pour tenter de sauver les meubles ou leurs peaux, les charognards en tous genres, les plus affairistes d'entre tous, les pires laquais, les misérables traîtres sur lesquels personne ne peut compter, bref, les raclures, les élites les plus réactionnaires, opération qui pourrait déboucher sur la création d'un nouveau parti, le parti démocrate bâti sur le modèle du parti démocrate américain, personne ne peut ignorer qu'ils en rêvent depuis longtemps, dont Valls.

La baudruche Macron pourrait rapidement se dégonfler pour céder la place au vrai candidat de l'oligarchie : Fillon, puisque la vocation de Macron n'est pas de devenir président, tout du moins en 2017, mais d'achever le PS devenu trop encombrant avec ses "frondeurs", ce que personne ne pouvait réaliser de l'intérieur de ce parti, seul un aventurier extérieur au PS pourrait y parvenir, telle était sa mission. En marche ou le parti démocrate est trop jeune et fragile pour accéder au pouvoir du premier coup, ce sera pour la prochaine fois, une fois qu'il aura été structuré et qu'il aura fait ses preuves.

Mais alors pourquoi l'avoir porté au pinacle ? Pour préparer les esprits à ce qui les attendait avec Fillon dont le programme est indéfendable tellement il est ouvertement néolibéral ou ultra réactionnaire. Et puis il a été le Premier ministre d'un président de la République de sinistre mémoire qui fut très impopulaire au point de ne pas avoir été réélu en 2012, comme carte de visite pour se présenter devant les électeurs, ce n'était pas très convenable, cela aurait été comme si Sarkozy avait demandé aux électeurs de lui faire à nouveau confiance. Il leur suffira de transférer sur le programme de Fillon une partie des mérites qu'ils attribuaient jusque là à Macron pour que le tour soit joué.

Et les affaires ? Ils les ont sortis pour réaliser leur machination, certes, ils ont forcé un peu le trait, ils ont chargé la mule Fillon, certes, et après, il en fallut de peu que Sarkozy ne soit réélu, ils peuvent bien les enterrer aussi rapidement qu'ils les avaient déterrées. Ils doivent ménager Macron qui a toujours une autre mission à remplir, à moins que ce ne soit Valls qui s'en charge s'il quittait le PS, c'est la condition que vient de fixer Macron pour adhérer à son mouvement En marche ! Cambadélis a tenu des propos contradictoire sur la radiation ou non des membres du PS qui rejoignaient Macron, du coup on laissera cela de côté pour le moment. Ils peuvent aussi renoncer provisoirement à cet objectif compte tenu que Hamon est devancé par Mélenchon.

Fillon vient d'axer la fin de sa campagne contre Emmanuel Hollande, tout en affirmant qu'il était absolument convaincu qu'il sortirait blanchi de toutes les accusations portées contre lui, hormis le bluff qui n'est pas de mise à trois semaines du premier tour, pour afficher une telle certitude qui a de quoi étonner au premier abord, c'est qu'il a forcément obtenu des garanties en haut lieu. Et dans la foulée, il a annoncé qu'il était certain de "gagner cette élection".

Macron a pris la place de Hollande que Valls ne pouvait pas occuper pendant la présidentielle, ce qu'a confirmé sa défaite lors de la primaire de la "gauche", mais rien ne dit qu'ils ne vont pas inverser les rôles plutôt après que pendant ou avant les législatives. Tout dépendra du score réalisé par les différents candidats lors du 1er tour et si Macron est en mesure de se présenter au second tour, ces éléments détermineront le rôle assigné aux différents acteurs et partis pour tenter de parvenir à une majorité stable, ce qui est loin d'être gagné d'avance.

On se demande également comment Hamon pourrait assumer la direction du PS sans provoquer une énorme hémorragie au sein de ce parti, à moins qu'il opère une mutation propice à une synthèse avec son aile droite, Cambadélis ayant annoncé - contrairement à ce qu'il avait affirmé quelques semaines plus tôt, que les membres du PS qui avaient rallié Macron lors de la présidentielle, ne seraient pas exclus de leur parti d'ici les législatives, comptant sur cette échéance électorales pour se requinquer, ce qui est un pari osé en désespoir de cause, ce qui signifie qu'ils vont tout faire pour tenter de conserver le PS tel quel, alors que c'est la crise

du capitalisme ou du régime qu'ils refusent d'affronter qui le conduit à la dislocation. Tout va dépendre là encore des scores de Hamon et Mélenchon. Si Hamon s'écroulait, ils n'auraient aucune raison de le ménager et de passer un compromis avec lui, il leur serait plus facile de reprendre la main à la direction de leur parti en lui imputant cette défaite sans trop faire de vagues, mais s'il résistait les choses pourraient s'avérer plus compliquées. Reste à savoir quelle position vont adopter les électeurs qui se disent de gauche.

Quant au ralliement de Valls à Macron, compte tenu que Valls incarne le bilan désastreux de Hollande, ce serait plutôt un cadeau embarrassant ou empoisonné pour Macron. D'ailleurs son équipe a déjà annoncé que Macron "ne gouvernerait pas" avec Valls et d'autres ex-ministres ralliés à Macron qui seraient réduits à jouer uniquement un rôle parlementaire au côté du gouvernement. Autrement dit, si le scénario Macron à l'Élysée se réalisait, il ne pourrait gouverner qu'avec le soutien du PS, ce qui à terme contribuerait à l'affaiblir davantage. Trois jours après avoir rédigé ce passage on en a eu confirmation, le président du groupe PS au Sénat, Didier Guillaume, proche de Manuel Valls, a estimé que les "socialistes" avaient "vocation" à "gouverner dans une majorité avec Macron s'il est élu (Source : AFP 30.03).

L'avantage de ce mécanisme, c'est qu'il permet d'éliminer Hamon et Mélenchon. Ils font monter très haut artificiellement Macron de manière à ce que lorsqu'il redescendra il gardera une longueur d'avance suffisamment importante pour que Hamon et Mélenchon soient éliminés, tandis que Fillon se hissera tranquillement au second tour et sera élu face à Le Pen.

Et le vote utile en faveur de Macron ? Aux oubliettes, tartufferie, la stabilité des institutions est prioritaire, quitte à les affaiblir par la suite ou en faire de simples rouages du mondialisme dirigé par l'oligarchie financière anglo-saxonne, l'économie guidant leur stratégie, la politique y est subordonnée, c'est un instrument pour atteindre des objectifs économiques qui leur permettront de renforcer leur pouvoir politique et de dominer la société et le monde soumis à une dictature implacable.

Le hold-up sur les institutions ne peut se réaliser d'un coup, hormis un coup d'Etat. Aux Etats-Unis ils s'y sont pris pratiquement dès la rédaction de la Constitution avec un système électoral favorisant le bipartisme de droite, de sorte que le zèle auquel recourra chaque parti pour se différencier de l'autre le portera plutôt vers l'extrême droite, surtout sur le plan social en servant toujours plus les banquiers, avec 20.000 milliards de dollars, le démocrate Obama a battu tous les records en la matière. Aux Etats-Unis ils sont parvenus à privatiser les droits politiques du peuple, de sorte que tous les chemins partent et mènent à Wall Street, ils ont réduit les droits politiques du peuple américain à une collecte de fonds auprès des institutions financières après avoir acheté et neutralisé le mouvement ouvrier.

Ils monopolisent les droits politiques de sorte qu'aucune alternative politique ne puisse voir le jour. Et quand bien même certains s'aviseraient de ranimer le socialisme, il apparaîtrait tellement aux antipodes du régime oligarchique pour la quasi-totalité des travailleurs américains, qu'il faudrait être doué d'une extraordinaire propension à l'abstraction pour imaginer un instant qu'il pourrait se réaliser un jour, autant dire que face à l'oligarchie qui contrôle tous les centres de pouvoir, ce n'est certainement pas avec la conception obsolète de la lutte de classes à laquelle s'accroche désespérément les dirigeants corrompus de l'avant-garde du mouvement ouvrier que le socialisme paviera à s'imposer.

Vous trouverez ci-dessous les principaux faits et les principales déclarations qui permettent d'illustrer mon analyse, au-delà de ce que le lecteur est déjà censé connaître. J'ai essayé d'aller à l'essentiel.

Pour la petite histoire, j'ai reçu un courriel que je n'ai pas lu ou ouvert, il est parti directement dans la poubelle de celui qui l'avait rédigé, dans le titre son auteur affirmait que j'étais loin de la réalité, bref que j'ignorais de quoi je parlais, contrairement à ses dirigeants qui avaient été bien inspirés (une fois de plus) en appelant à voter Hamon qui depuis avoisine les 10% des intentions de vote, comme quoi j'ai raison de ne plus perdre mon temps à essayer de discuter avec des "trotskystes" qui ne valent décidément pas mieux que les sociaux-libéraux et les staliniens, de minables manoeuvriers pour préserver leur boutique ou SARL.

Macron et Valls.

- Présidentielle : pour Valls, « le vote utile face à Le Pen, c'est Macron » - LeParisien.fr

- Présidentielle: Valls votera Macron dès le premier tour - AFP

Manuel Valls a franchi le pas mercredi en annonçant qu'il voterait dès le premier tour de la présidentielle pour Emmanuel Macron, une décision qui a suscité un remerciement prudent du candidat d'En Marche! et l'indignation de son concurrent PS Benoît Hamon, qui a appelé à "sanctionner" l'ex-Premier ministre.

Après avoir "remercié" son ancien chef du gouvernement sur Europe 1, Emmanuel Macron, a toutefois assuré qu'il serait "le garant du renouvellement des visages, du renouvellement des pratiques". Et son équipe n'a pas tardé à réaffirmer qu'il "ne gouvernerait pas" avec M. Valls.

L'ancien Premier ministre, qui a progressivement rompu avec la candidature de Benoît Hamon depuis la primaire socialiste fin

janvier, a justifié sa défection par la volonté de "ne vouloir prendre aucun risque pour la République" face au niveau élevé de la candidate du Front national Marine Le Pen, promise à une qualification au second tour selon les sondages.

"Donc je voterai pour Emmanuel Macron. Je prends mes responsabilités", a-t-il affirmé sur BFMTV/RMC.

"L'intérêt supérieur du pays, l'intérêt supérieur de la France, va au-delà des règles d'un parti, d'une primaire et d'une commission", a fait valoir le finaliste défait de la primaire socialiste pour justifier le reniement de son engagement, signé de sa main, à soutenir le vainqueur de la primaire.

Après le ralliement de Jean-Yves Le Drian, c'est un nouveau soutien de poids pour Emmanuel Macron parmi les socialistes. Mais pas aussi chaudement désiré que celui du ministre de la Défense.

"Ce ne sont pas les décisions des uns et des autres qui détermineront la majorité présidentielle ni mon gouvernement", avait affirmé M. Macron dès mardi lors d'une conférence de presse.

Pour l'ancien ministre de l'Economie, ce soutien traduit le fait que "les primaires n'étaient pas en situation de regrouper l'ensemble de la gauche" et que "les sociaux-démocrates et les femmes et les hommes de gauche responsables sont prêts à s'inscrire dans une démarche qui est la mienne", a-t-il analysé mercredi.

En baisse dans les sondages, autour de 10 à 11%, Benoît Hamon avait anticipé cette défection dès dimanche, en dénonçant à l'avance un "ralliement" en forme de tentative de "mise à mort".

A son QG mercredi, le candidat PS a lancé mercredi un "appel solennel" aux électeurs pour "sanctionner ceux qui se prêtent à ce jeu morbide".

"Je vous demande en même temps de tourner la page de cette vieille politique, de tourner le dos à ces politiciens qui ne croient plus en rien et qui vont là où le vent va, au mépris de toute conviction", a déclaré le candidat PS, en appelant à nouveau Jean-Luc Mélenchon et les communistes "à unir leurs forces aux siennes".

Ce dernier lui a sèchement opposé une fin de non-recevoir, décision qu'a déplorée M. Hamon.

C'est l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, candidat battu à la primaire socialiste rallié à M. Hamon, qui a signé l'attaque la plus virulente. "Chacun sait désormais ce que vaut un engagement signé sur l'honneur d'un homme comme Manuel Valls: rien. Ce que vaut un homme sans honneur", a-t-il tweeté.

"Je pense que quand on ne respecte pas la parole donnée ?et je pense à (ce qu'a fait) Macron avec le président de la République ou à Valls? quand les idées passent au second plan (...) eh bien on se ressemble et on s'assemble", a commenté la maire de Lille Martine Aubry, en meeting à Lille avec M. Hamon.

"Ce n'est pas un ralliement. C'est une prise de position responsable", s'est défendu M. Valls, en précisant qu'il ne participerait pas à la campagne Macron.

Son prédécesseur à Matignon, Jean-Marc Ayrault, a assuré qu'il ne fallait pas compter sur lui pour "rajouter de la division à la division". "Viendra le moment du vote à l'élection présidentielle, je prendrai mes responsabilités", a-t-il ajouté, sans préciser son propos.

Le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis, critiqué pour l'absence de sanctions contre les socialistes soutenant Macron, a appelé "au calme", en se disant "triste" et en refusant "toute Saint-Barthélémy socialiste" à l'égard "des manques individuels de certaines de ses personnalités". AFP 29.03

- La presse fustige Valls, "Monsieur Déloyal" - AFP

La presse de jeudi juge sévèrement le ralliement de Manuel Valls à Emmanuel Macron, au mépris de son engagement de soutenir le vainqueur de la primaire socialiste, Benoît Hamon.

"Monsieur Déloyal" en Une. "Valls le pivot devenu girouette" en titre d'éditorial. De deux formules ciselées, Libération stigmatise l'attitude de l'ex-Premier ministre.

Dans son éditorial, Laurent Joffrin est cinglant : "Il était l'apôtre d'une gauche qui pense le réel. Il devient l'homme d'une gauche qui prend le vent. Il voudrait être le pivot d'un grand rassemblement progressiste. Le voilà changé en girouette. Il y a décidément une victime dans cette campagne : le respect de la parole donnée".

"C'est entendu : Manuel Valls - comme François de Rugy avant lui - est parjure", écrit Guillaume Tabard dans le Figaro même si, selon le chroniqueur, "ce n'est pas la "trahison" de Manuel Valls qui plombe la campagne de Benoît Hamon ; c'est l'effondrement de la candidature socialiste qui provoque un sauve-qui-peut à gauche dont Emmanuel Macron tire profit".

Par son choix, Manuel Valls prend le risque de "faire implorer le PS", titre Le Monde.

"La fin d'un parti ?" s'interroge d'ailleurs en Une La Croix. Les autres commentateurs répondent sans hésiter.

"Le Parti socialiste, celui d'Epinay, capable de rassembler autour d'un programme commun, est mort hier, sans panache, rongé par les rivalités idéologiques et personnelles" et Manuel "Valls a planté le dernier clou sur son cercueil", analyse Jean-Marie Montali dans Le Parisien.

Cécile Cornudet, du quotidien économique Les Echos, estime que "Manuel Valls a sans doute précipité ce qu'il avait lui-même théorisé. Les deux gauches du PS ne se réconcilieront plus. Epinay a vécu".

C'est "le PS, tel que l'avait construit François Mitterrand, (qui) a vécu", précise Patrice Chabanet dans Le Journal de la Haute-Marne.

Il reste que, "en reniant ainsi son engagement de la primaire, (Manuel Valls) affaiblit un peu plus la parole politique, déjà abîmée dans cette campagne", commente Bruno Dive de Sud-Ouest.

Pour Gilles Grandpierre de L'Union, "cette promesse était donc un chiffon de papier. Il s'est dédit. Politiquement, l'effet n'est pas glorieux".

Voilà maintenant Manuel Valls "catalogué comme le Ganelon ou le Iago de cette période électorale", écrit Bruno Mège dans Le Montagne, comparant l'ancien chef de gouvernement aux traîtres de La Chanson de Roland et d'Othello.

Bien peu finalement trouvent des circonstances atténuantes au théoricien des deux gauches "irréconciliables" du PS. Pour Michel Urvoy de Ouest-France, "on pourrait tout autant reprocher à Benoît Hamon son flirt douteux avec la gauche radicale".

"Si, aujourd'hui, Manuel Valls a rompu son engagement de soutenir Benoît Hamon, c'est peut-être qu'en bon "éléphant" du PS il a la mémoire longue, et se souvient du "frondeur" qui a pourri pendant deux ans l'action du gouvernement socialiste", estime Jean-Claude Souléry dans La Dépêche du midi.

Manuel Valls est à la fois "parjure et cohérent avec sa ligne, marqueur de son engagement", résume Xavier Brouet du Républicain lorrain. Il "a, en quelque sorte, moralement tort et politiquement raison". AFP 30.03

- Soutien de Valls à Macron : pourquoi une telle annonce ? - Franceinfo

"Un choix fait d'une certaine manière au nom de la cohérence. Malgré tout, il a trahi sa parole et piétiné la charte des primaires. Manuel Valls contribue à la descente aux enfers de Benoît Hamon", explique Nathalie Saint-Cricq sur le plateau de France 2.

Manuel Valls a voulu rester fidèle à sa ligne politique de centre gauche et sa méthode, la transgression. "En 2014, il rêvait d'un PS qui change de nom et qui devient la maison commune de tous les progressistes jusqu'à François Bayrou. Ce projet, Manuel Valls en rêvait, Emmanuel Macron l'a fait. Ce n'est donc ni étonnant, ni surprenant qu'il le soutienne. La première victime, c'est l'institution des primaires qui s'apparentent à un fiasco total", conclut la journaliste. Franceinfo

- Valls prêt à des "compromis" avec la droite en cas de victoire de Fillon - LePoint.fr

Après avoir pris la décision de soutenir Macron, Manuel Valls a confié à L'Obs sa volonté de "trouver des compromis" si Fillon l'emportait.

Manuel Valls a donc tenu à s'expliquer dans L'Obs sur sa décision. Comme il l'avait déjà dit sur BFM TV, il a fait ce choix, en conscience, pour ne "prendre aucun risque pour la République" face à une possible victoire du FN. Mais, comme Cazeneuve et Cambadélis, l'ancien pensionnaire de la place Beauvau pense déjà au coup d'après. Il va évoquer jusqu'à la ligne de conduite à adopter pour son parti, en cas de victoire du camp LR.

"Même si François Fillon sortait vainqueur de ce combat, il faudrait aussi chercher à trouver des compromis avec la droite parlementaire. Sans se renier, sans gommer nos différences. Mais il faut en finir avec les dogmes. Ne plus s'enfermer dans

des postures figées, politiciennes, repliées sur elles-mêmes", explique-t-il à L'Obs. LePoint.fr 29.03

- Valls se renie pour peser après les législatives - Liberation.fr

Pour comprendre le reniement de Manuel Valls, il ne faut pas avoir en tête l'échéance présidentielle, mais plutôt les futures élections législatives. En apportant son vote à Emmanuel Macron, l'ex-candidat à la primaire socialiste ne veut pas peser sur le premier tour de la course à l'Élysée, mais prend acte d'une possible, pour ne pas dire probable, recombinaison de la future majorité présidentielle. Tous les états majors ont déjà en tête ces législatives qui s'annoncent aussi inédites qu'imprévisibles. «C'est un véritable trou noir, confirme un dirigeant du PS. On n'a aucune visibilité de ce qui peut se passer.» Chacun se prépare donc à toutes les options. Mais une est privilégiée : celle d'une majorité introuvable à l'Assemblée nationale. Pour une raison presque mathématique : pour la première fois, cinq partis (FN, LR, En marche, PS, et France insoumise) ont, selon les circonscriptions, vocation à passer le premier tour. Et donc à s'affronter dans des triangulaires ou quadrangulaires au second tour.

Avec un possible Emmanuel Macron à l'Élysée, un dirigeant du PS tient le raisonnement suivant : «Aux législatives, le ressort du vote utile tombe. Donc une partie de la droite et de la gauche qui avait voté Macron à la présidentielle va revenir à la maison. LR et le PS seront beaucoup plus haut que lors de la présidentielle.» Et comme les experts de la chose électorale misent sur un groupe d'au moins 80 députés frontistes, la barre des 288 députés (sur un total de 577) risque d'être très difficile à franchir pour le camp du nouveau président.

Officiellement, dans l'entourage de Macron, on refuse de prendre cette question très au sérieux, puisqu'elle revient de fait à fragiliser leur candidat. Mercredi matin, François Bayrou a assuré n'avoir «aucun doute» que Macron, s'il est élu, aura une majorité parce que «les Français sont logiques et cohérents». «Nous allons présenter des visages nouveaux, expérimentés, pour un certain nombre, qui ont chacun un parcours. Ces candidats arriveront en tête dans les circonscriptions et ils gagneront le second tour, parce que la gauche sera en miettes et les Français auront cette cohérence-là», a prophétisé le patron du Modem. Mais en privé, un proche de Macron reconnaît que ce pari est loin d'être gagné : «C'est vrai que c'est difficilement imaginable aujourd'hui, mais comme c'était difficile d'imaginer, il y a encore trois mois, que Macron se retrouve en position de favori dans cette élection présidentielle.»

Le pari de Manuel Valls est donc clairement celui-là : un Macron élu à l'Élysée, mais ne disposant pas de majorité absolue. Avec un petit groupe d'une trentaine de députés réformistes, il espère donc avoir un rôle pivot. Tout en gardant une forme d'indépendance. «Son but est de monnayer le plus cher possible sa future influence notamment auprès de Macron», confirme un dirigeant socialiste. Reste à savoir si cette petite boutique pourra exister à l'intérieur du PS ou pas. En tout cas, la création d'un nouveau parti n'a pas été formellement évoquée pour l'instant. «Ce n'est absolument pas à l'ordre du jour», insiste son entourage, même si l'intéressé a semé mercredi de petits cailloux menant à sa «maison des progressistes». Si Macron l'emporte, «Bayrou sera son aile droite, Valls son aile gauche, avec En marche au milieu tout petit», confirme un proche. «Manuel a compris qu'il avait peu de chances de pouvoir l'emporter de l'intérieur, il lui fallait reprendre l'offensive, oxygéner son courant pour ne pas le perdre», avance un hiérarque PS passé chez Macron. Sans compter que, dans l'entourage de Benoît Hamon, on espère bien réussir à gauchir la ligne du PS : «Pour les législatives, il y a une logique politique à faire alliance avec Mélenchon, les Verts et les communistes, pour construire un groupe rose, rouge, vert. Mais est-ce qu'on sera suivi par le reste du PS sur cette option, rien n'est moins sûr.» D'où l'hypothèse sérieuse d'un possible éclatement du Parti socialiste...

Dans l'entourage du candidat d'En marche, personne n'est dupe du jeu de l'ex-Premier ministre : «A gauche, Valls se voit comme le futur pôle central de la majorité présidentielle. A droite, Sarkozy espère garder son influence en misant sur un Wauquiez ou un Baroin à Matignon. Tout cela nous fait doucement rigoler. On ne peut pas dire que l'on veut renouveler les usages et les visages de la vie politique, et se préparer à nouer des alliances avec les partis traditionnels.» Sauf que Macron n'aura peut-être pas le choix.

Un dirigeant socialiste fait cette analyse : «On est en train de vivre la décomposition de la Ve République et le retour des délices de la IVe et ses logiques de coalitions.» Et de promettre qu'en cas de majorité introuvable, Macron n'aura d'autre choix que «d'aller débaucher des députés un par un pour faire voter ses textes ou de nouer une alliance de coalition avec d'autres partis». Mercredi, en tout cas, Valls a clairement fait comprendre qu'il voulait en être. Liberation.fr 29.03

- PS : pas de sanction contre Valls, mais une lettre aux militants - LePoint.fr

« Je ne vais pas saisir la commission d'éthique pour exclure Manuel Valls », déclare au Point Jean-Christophe Cambadélis, en réponse aux demandes des hamonistes en colère contre le manquement de l'ancien Premier ministre à la charte de la primaire. Certes, en déclarant qu'il voterait pour Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle, Manuel Valls a manqué à ses engagements. Mais le patron du Parti socialiste refuse de se laisser entraîner dans des procès pour exclusion à répétition. Le PS a, estime-t-il, « tout intérêt à rester groupé jusqu'aux législatives, qui seront meilleures que la présidentielle ».

« Une élection ne dissout pas une Histoire », poursuit-il, rappelant que le PS a déjà connu des moments d'infortune (qui ne l'ont pas tué) et de fortune (qui ne signifiaient pas non plus que tous les problèmes étaient réglés). « On vous dit ou prédit la saignée macroniste, reprend le patron de Solférino. Il est vrai qu'une partie de notre électorat voit dans le vote Macron un moyen utile de faire barrage à François Fillon pour défaire Marine Le Pen. Pourtant, nous avons toujours pris nos responsabilités face

à Marine Le Pen, et nous le ferons encore. » Cela signifie, entre les lignes, que le PS appellera à voter Macron, mais seulement au second tour de la présidentielle, pas avant.

- Boutih: L'"effondrement" de Hamon "signe la fin du PS" - AFP

"C'est l'effondrement de Benoît Hamon dans les intentions de vote qui signe la fin du PS", insiste le député socialiste Malek Boutih, un soutien de M. Valls - que le journal de gauche Libération traite jeudi de "girouette" et de "monsieur déloyal".

Selon Henri Rey, du Centre de recherches politiques de Paris (Cevipof), la campagne de M. Hamon, "fonctionne" - "il y a des meetings, des salles pleines, beaucoup de jeunes autour de lui" - mais pâtit de la "démonétisation" du parti socialiste liée à l'impopularité du quinquennat du président François Hollande. Et ses efforts pour se démarquer de cet héritage ne convainquent pas, selon lui.

Les déchirements actuels rendent la situation du parti "plus que compliquée" et démontrent que la synthèse entre les différentes composantes de ce parti, encore possible avant la présidence de François Hollande, "ne fonctionne plus": entre une tendance social-libérale, défendue par M. Valls, et celle plus à gauche de M. Hamon, il y a des lignes "qui apparaissent comme irréconciliables", a-t-il expliqué à l'AFP.

"Il y a un processus de clarification qui est en train de s'opérer", juge-t-il car "les lignes sont maintenant très écartées".

La presse, elle s'interroge sur l'avenir même du parti: "le parti socialiste en marche vers son explosion", titre le Monde dans son édition datée de vendredi. Le site internet du Nouvel Obs, plus caustique, évoque le risque de "cataclysme", sous le titre: "les socialistes en slip". AFP 30.03

Emmanuel Hollande. Le "contrat" passé entre En marche et le PS.

- Présidentielle: Valls-Macron, un contrat de méfiance - AFP

Cadeau embarrassant, voire empoisonné, le soutien de Manuel Valls et de certains de ses partisans, qui pourrait acter l'implosion du PS, a été accueilli avec méfiance dans le camp d'Emmanuel Macron qui s'évertue à rappeler que l'ancien Premier ministre ne pèse qu'"une voix"... AFP 30.03

- Guillaume: les socialistes ont vocation à "gouverner" avec Macron - AFP

Le président du groupe PS au Sénat, Didier Guillaume, a affirmé jeudi sur CNews que les "vallsistes" ne prendraient pas l'étiquette En Marche! mais précisé que les "socialistes" avaient "vocation" à "gouverner dans une majorité avec (Emmanuel) Macron s'il est élu".

"Non", les vallsistes ne prendront pas l'étiquette "En Marche!", car "les vallsistes c'est les socialistes", a déclaré l'ancien directeur de campagne de Manuel Valls pendant la primaire.

"Les gens qui soutiennent Emmanuel Macron, qui sont dans son organisation politique, sont En Marche, sont membres de ce parti. Les socialistes ont vocation à être à l'Assemblée nationale, à gouverner dans une majorité avec Macron s'il est élu, ou à être dans l'opposition si c'est un autre", a-t-il précisé.

Pour M. Guillaume, il n'y a pas lieu d'exclure Manuel Valls ou les parlementaires PS qui ont parrainé M. Macron.

"Vous savez les procès de Moscou n'ont jamais été quelque chose de très bon. Exclure quoi ? Exclure des socialistes qui vont se retrouver au deuxième tour de l'élection présidentielle, en votant pour le même candidat ? Exclure des socialistes qui après l'élection présidentielle devront composer un groupe, une majorité pour aider le candidat, si Macron est élu, à exercer la magistrature suprême ? Ca n'a aucun sens", a-t-il expliqué.

"Ce qu'il faudra faire demain, c'est rassembler tout le monde (...) autour du président de la République qui sera élu, si c'est Macron. Avec une majorité, avec un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. On sera tous là à voter contre Marine Le Pen, à voter pour Emmanuel Macron si c'est lui, et s'il est élu président de la République, il faudra une majorité et les socialistes, les sociaux-démocrates, les sociaux-réformistes, devront être dans cette majorité", a-t-il insisté. AFP 30.03

La baudruche commence à se dégonfler...

- Laxisme ou sérieux budgétaire? Querelle d'experts sur le programme de Macron - AFP

- Macron et le risque de sa cour penchée - Liberation.fr

- Les ralliements à Macron, arme à double tranchant - Reuters

- Le «général courage» Bertrand Soubelet prend ses distances avec Macron - Liberation.fr

En complément : Macron en monarque.

- Emmanuel Macron veut recréer les chasses présidentielles, cette lointaine tradition royale qui renvoie à François 1er. Selon le candidat d'En Marche, ces chasses présidentielles, supprimées en 2010, "fascinent partout" dans le monde et participent de "l'attractivité" de la France. (Source : franceculture.fr)

PS.

C'était fait pour.

- Présidentielle : «La primaire a accéléré le processus d'autodestruction du PS» - LeParisien.fr

- La mort du PS est-elle annoncée ? - Franceinfo

- Après la "trahison" de Valls, "l'explosion" du PS ? - AFP

Certains parlent de "clarification", d'autres "d'explosion": la perspective d'une scission du PS, souvent annoncée, a en tout cas pris de l'épaisseur mercredi avec la décision de Manuel Valls de soutenir Emmanuel Macron. AFP

- Le choix de Valls pour Macron scelle l'implosion du PS - Reuters

Le choix de Manuel Valls, annoncé mercredi, de voter Emmanuel Macron à l'élection présidentielle entérine au Parti socialiste le divorce entre deux gauches irréconciliables, possible prélude à une scission du parti fondé en 1971.

Anticipant les critiques, Manuel Valls a estimé n'avoir aucune leçon à recevoir de "ceux qui n'ont respecté aucune règle pendant cinq ans". "Mais c'est vrai le Parti socialiste ne sera plus comme il a été jusqu'à maintenant après cette élection", a-t-il reconnu.

Dans une lettre aux militants, il demande de se méfier des sondages "qui ont déjà démontré qu'ils pouvaient être démentis par la réalité" et rappelle que "ceux qui ont rejoint En Marche ! ne sont plus au Parti socialiste". Reuters 30.03

En complément.

- L'ex-préfet de la région Ile-de-France sera jugé pour fraude fiscale - AFP

L'ancien préfet de la région Ile-de-France Jean Daubigny, ancien directeur de cabinet de Manuel Valls au ministère de l'Intérieur... AFP

Schulz (SPD) allié de Merkel (CDU) au gouvernement et "regardant dans la même direction", on n'en doute pas.

- Hamon reçoit le soutien de Schulz, assume le désaccord avec Merkel - Reuters

Mélenchon.

- Mélenchon refuse sèchement toute alliance avec Hamon - AFP

Enivré par une dynamique favorable depuis dix jours, Jean-Luc Mélenchon est déterminé à creuser l'écart avec Benoît Hamon, encore affaibli mercredi par le départ de Manuel Valls, et a sèchement refusé de rallier le candidat socialiste à la présidentielle.

"J'ai marché mon chemin, sans ne céder à rien, je ne vais pas commencer aujourd'hui! A faire le contraire ou à m'engager dans je ne sais quel arrangement qu'on me suggère de faire", a répondu le candidat de La France insoumise, devant plus de 5.000 personnes selon son équipe réunies aux Docks du Havre.

Après l'annonce du soutien de Manuel Valls à Emmanuel Macron avant même le premier tour, Benoît Hamon avait appelé un peu plus tôt le leader de la France insoumise et les communistes à "unir leurs forces aux (s)iennes".

Dans la foulée, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a relancé l'idée d'une candidature commune "pour créer les conditions de la victoire", appelant à une rencontre entre MM. Mélenchon, Hamon et l'écologiste Yannick Jadot "dans les prochains jours". Il a ensuite ajouté que la "dynamique de campagne" de Jean-Luc Mélenchon était un "atout".

Tout en plaignant M. Hamon, "malheureux candidat" que le PS "agite" et "que l'on dépouille chaque jour d'une partie de son équipage", M. Mélenchon a encore refusé "la tambouille" politicienne. Il a invité le socialiste s'il le souhaite à le rejoindre, mais "qu'il ne demande rien, comme nous, nous ne demandons rien".

"Je ne dépends que de vous, c'est à vous que j'ai fait la promesse, je ne négocierai rien, avec personne!", a-t-il tranché, comparant ses troupes, après la lecture du poème de Baudelaire, à de "petits albatros" qui doivent "s'envoler".

"Puisque ce n'est de nouveau pas possible, puisqu'il préfère continuer, qu'il continue, je le regrette profondément", a réagi M. Hamon, en meeting à Lille, devant plus de 3.000 personnes. "Sans rassemblement, la qualification au second tour sera difficile", a rappelé le socialiste.

"La campagne de Jean-Luc Mélenchon entre dans une belle dynamique", s'est réjoui mercredi son directeur de campagne Manuel Bompard, citant notamment "340.000 soutiens citoyens" sur le site de La France insoumise. "On est grisés, le bon pronostic (que nous avons) se réalise", selon Danielle Simmonet, co-responsable du Parti de gauche.

Au Havre, le député européen, qui a répété que Benoît Hamon n'était pas un concurrent, a affiché l'objectif de rattraper François Fillon, désormais troisième dans les sondages. "Il faut qu'on lui passe devant, on a dix jours, après, on s'occupera du suivant", a-t-il lancé, se sentant apparemment porté par "l'immense force que nous avons maintenue, allumée comme un brasier".

Ayant lui-même passé 30 ans au PS, il a estimé que "le Parti socialiste vient d'éclater sous nos yeux (...), réduit à l'emballage, contenant des matériaux connus et assez explosifs quand on les rapproche".

Tourné vers le premier tour, le candidat de La France insoumise accélère sa campagne, avec deux meetings par semaine, assortis de visites de terrain. Marseille le 9 avril, Lille le 12, Toulouse le 16... les villes réservées au dernier élan n'ont pas été choisies par hasard. Pour la dernière semaine, LFI annonce un "événement surprise", peut-être une reprise de l'expérience réussie de l'hologramme. AFP 29.03

- Sondage: Mélenchon fait une percée, Fillon en berne - AFP

Jean-Luc Mélenchon se hisse en tête des personnalités politiques auxquelles les Français souhaitent voir jouer un rôle important, avec un bond de 19 points en un mois, loin devant François Fillon qui décroche (-8), selon un sondage Kantar Sofres-OnePoint diffusé jeudi.

Avec 47% d'opinions favorables, le candidat de La France insoumise devance celui d'En Marche! (41%, "1) de 6 points et le socialiste Benoît Hamon, son rival à gauche dans la course à l'Élysée, en nette progression à 36% ("6).

Jean-Luc Mélenchon progresse dans tous les secteurs de l'opinion, selon cette enquête pour le Figaro Magazine, qui ne porte pas sur des intentions de vote.

François Fillon, le candidat de la droite, dégringole pour sa part à 18% après plusieurs semaines de rebondissements autour des emplois présumés fictifs de membres de sa famille.

Marine Le Pen, candidate du Front national à la présidentielle, perd un point à 24% et le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan en gagne 4 à 16%.

La confiance dans l'exécutif connaît par ailleurs une embellie, avec un gain de 5 points pour le président François Hollande, à 21%, et de 3 points pour le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, qui obtient la confiance de 32% des personnes interrogées "pour résoudre les problèmes" de la France. AFP 30.03

Fillon

- A 18% dans les sondages, Fillon se dit certain de "gagner cette élection", voici pourquoi. - Le Huffington Post

- "Emmanuel Hollande", le nouvel angle d'attaque de Fillon contre Macron - LePoint.fr

- Présidentielle: Fillon cible Macron rebaptisé "Emmanuel Hollande" - AFP

François Fillon a poursuivi sa contre-offensive jeudi à trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, affirmant que les juges ne pourraient jamais établir que l'emploi de son épouse était fictif et ciblant particulièrement Emmanuel Macron, rebaptisé "Emmanuel Hollande".

Deux jours après la mise en examen de son épouse dans l'affaire de ses emplois présumés fictifs à l'Assemblée nationale et à La Revue des deux mondes, François Fillon s'est montré très offensif jeudi matin sur RTL.

"La démonstration a été faite que cette accusation (d'emploi fictif) était fausse. Il y a un nombre de témoignages considérables. Des preuves matérielles, des témoignages. Et je vous le dis dans les yeux: jamais les juges ne pourront démontrer que l'emploi de mon épouse était fictif. Jamais", a-t-il lancé.

M. Fillon a de nouveau demandé "que la justice enquête" sur les révélations du livre "Bienvenue Place Beauvau" sur lequel il s'appuie pour dénoncer l'existence d'un supposé "cabinet noir" à l'Elysée, et ce malgré la prudence affichée par plusieurs ténors LR, de Gérard Larcher à Laurent Wauquiez. Comme il l'avait fait samedi, il a jugé "très possible" d'avoir été placé sur écoutes téléphoniques à auxquelles François Hollande pourrait avoir "accès".

Excédé d'être interrogé sur ces affaires judiciaires, l'ancien Premier ministre s'en est une nouvelle fois pris à "l'ensemble du système médiatique". "Ca fait deux mois que vous alimentez cette chronique, (...) deux mois que les Français sont privés d'une campagne présidentielle". Mais "malgré deux mois de démolition intensive, ce n'est pas vous qui allez choisir le président de la République, c'est les Français".

S'agissant de ses adversaires, M. Fillon a essentiellement ciblé Emmanuel Macron, rebaptisé à plusieurs reprises "Emmanuel Hollande". Une continuité du leader d'En Marche! avec le président sortant "symbolisée encore hier par le ralliement de Manuel Valls", a-t-il dit alors que les sondages le donnent distancé derrière l'ancien ministre de l'Economie.

"La méthode qui consiste à vouloir faire plaisir à tous les électeurs, à dire un petit mot pour les uns et un petit mot pour les autres, c'est la façon la plus ancienne et la plus vieille de faire de la politique", a également dénoncé M. Fillon, ralliant la dénomination "En Marche", "slogan (du candidat centriste) Jean Lecanuet dans les années 1960".

Quant à l'affaire d'emplois fictifs qui lui a valu une mise examen, ainsi qu'à sa femme Penelope, "jamais les juges ne pourront démontrer que l'emploi de mon épouse était fictif", a-t-il assuré. "La démonstration a été faite que cette accusation était fausse. Il y a un nombre de témoignages considérables. Des preuves matérielles, des témoignages", a-t-il assuré.

Sept candidats, dont Emmanuel Macron, Marine Le Pen et François Fillon, ont passé un "grand oral" devant le monde rural réuni à Brest à l'initiative du Conseil de l'agriculture française.

Le candidat des Républicains a été le plus applaudi, déclarant qu'il fallait "arrêter d'emmerder les agriculteurs" qui cumulent "les difficultés: crises sanitaires, accidents climatiques, prix extrêmement fluctuants et beaucoup trop bas pour couvrir (les) coûts".
AFP 30.03

- En Charente-Maritime, les résistants du fillonisme s'accrochent - LePoint.fr

Les militants de base refusent de lâcher leur candidat, malgré la pression juridico-médiatique et le retrait des ténors locaux LR.
LePoint.fr

- Fillon plébiscité par des patrons, Macron ne lève pas le doute - Reuters

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a exprimé clairement sa préférence pour le programme du candidat Les Républicains, empreint selon lui de "pragmatisme, cohérence, confiance".

"Le programme économique et social de François Fillon a une vision vers le plein emploi, une ambition (...). Les réformes restent tout à fait pragmatiques, cohérentes pour aller vers la croissance", a-t-il dit à des journalistes après ces entretiens.

Un avis qui reflète les conclusions d'une étude du cabinet d'analyses économiques COE-Rexecode, dont Pierre Gattaz partage les interrogations concernant le programme d'Emmanuel Macron.

Le programme d'Emmanuel Macron "va dans le bon sens" mais "il ne va pas jusqu'au bout des réformes", a dit le président du Medef, s'inquiétant de l'impact sur le coût du travail du projet du candidat d'En Marche !, en tête des intentions de vote pour le second tour.

En cause, sa volonté de transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en baisse des cotisations sociales, ce qui se traduirait par une hausse de l'impôt sur les sociétés payé par les entreprises. Reuters 30.03

- Fillon certain d'être blanchi par la justice avec son épouse - Reuters

- Soupçons d'emplois fictifs: Penelope Fillon à son tour mise en examen - AFP

Son avocat, Me Pierre Cornut-Gentille, a noté que "les magistrats instructeurs ont décidé de mettre en examen Penelope Fillon, dans la logique d'une enquête et d'une instruction conduites exclusivement à charge, au mépris de la séparation des pouvoirs et de la présomption d'innocence, dans des délais de rapidité hors norme".

"Lorsque cette affaire sera examinée dans la sérénité et le respect des principes de droit, je maintiens que l'innocence de Penelope et de François Fillon sera reconnue", a ajouté Me Cornut-Gentille dans un communiqué diffusé par l'équipe du candidat à la présidentielle. AFP

Ils ont de la suite dans les idées.

- Neuf Français sur dix veulent la reconnaissance du vote blanc, mais pas les trois favoris à la présidentielle - huffingtonpost.fr

C'est une aspiration constante qui confirme une volonté de nouveauté dans la sphère politique. Les électeurs français sont favorables à une vraie reconnaissance du vote blanc. Alors qu'ils étaient 79% selon un sondage YouGov pour Le HuffPost en octobre 2016, ils sont désormais 86% selon une étude Ifop publiée ce mardi 28 mars par le think thank Synopia. Cela s'inscrit aussi dans un contexte où près de 250.000 internautes ont signé une pétition sur Change.org réclamant une telle reconnaissance.

Dans le sondage Ifop pour Synopia, on apprend que si ce vote blanc était en application, 40% des électeurs envisageraient de se porter sur ce suffrage, au détriment principalement de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Alexandre Malafaye, président de Synopia dans une tribune publiée sur Le HuffPost, propose pour sa part que l'élection soit annulée au-delà de 30% de bulletins blancs. "Les formations politiques disposent alors d'un délai de trois ou quatre mois pour s'organiser, revoir leurs programmes et présenter de nouveaux candidats. Pendant ce temps, un gouvernement technique est chargé de gérer les affaires courantes. Le Président sortant reste en poste, son mandat est prorogé jusqu'au prochain suffrage, mais ses pouvoirs sont limités aux domaines réservés (diplomatie et défense)", ajoute-t-il dans sa volonté de tester ce vote blanc sur la présidentielle.

Changer la constitution

Sans aller jusqu'à une telle extrémité, reconnaître le vote blanc pourrait avoir pour conséquence de donner la victoire à un candidat qui n'obtient pas 50% des voix au second tour. L'Opinion rappelle qu'en 1995, Jacques Chirac n'aurait obtenu que 49,5% des voix et François Hollande 48,6% en 2012. Pour contrecarrer ce problème constitutionnel, le sénateur Roland Courteau prévoit dans sa proposition de loi de "modifier l'article 7 de la Constitution, afin qu'au second tour de la présidentielle, le vainqueur puisse être élu à la majorité relative".

Mais on ne trouve rien de tout cela chez Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen. huffingtonpost.fr 30.03

Ils osent tout

- Les Français sont plus tolérants mais restent pétris de préjugés - LeFigaro.fr

La Commission nationale et consultative des droits de l'Homme (CNCDH) rend ce jeudi matin son rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en France. LeFigaro.fr

Remplacer les "Français" par leurs dirigeants qui tolèrent l'apartheid en Israël, le racisme aux Etats-Unis, l'antisémitisme qui sévit au sein du gouvernement et du parlement en Ukraine, Lettonie, etc. la xénophobie hystérique envers la Russie notamment...

- Les pays arabes dénoncent les ingérences étrangères au Moyen-Orient - AFP

Exceptées celles américaines, britanniques, françaises, allemandes...

- Espionnage : "Ankara is watching you", Berlin horrifiée - euronews.com

Welcome to NSA/CIA !

ACTUALITE EN TITRES

[Encore un record à mettre au compte d'Emmanuel Hollande.](#)

- 69 430 - Liberation.fr

C'est le nombre de détenus dans les prisons françaises, un record. De quoi renouer avec les pics de juillet 2016 (69 375 personnes). Liberation.fr

[En France...](#)

- Paris : 35 arrestations après une manifestation pour un homme tué par la police - LeFigaro.fr

[Etats-Unis. Le PIB en hausse...](#)

- USA: le Congrès révoque un texte de protection de la vie privée sur internet - AFP

Les fournisseurs d'accès à internet américains pourront continuer à vendre les données personnelles de leurs clients à des tiers sans obtenir d'autorisation explicite, après la révocation par le Congrès mardi d'une réglementation de l'ère Obama. AFP

[Facebook l'inquisiteur.](#)

- Facebook promet au Pakistan de lutter contre le blasphème - Reuters

Facebook s'est engagé auprès des autorités pakistanaïses à s'attaquer aux contenus à caractère blasphématoire circulant sur le réseau social, à la suite de plaintes du gouvernement d'Islamabad, a dit mardi le ministre pakistanaïse de l'Intérieur. Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[En oligarchie, les patrons sont mafieux et font dans le racket. A exterminer en urgence.](#)

- Télécoms : les plaintes ont bondi de 50% en 2016 - bfmbusiness.bfmtv.com

Le nombre de plaintes de consommateurs des télécoms a bondi de 50% en 2016, selon l'Association française des utilisateurs de télécommunications (Afutt). Dans le détail, l'Afutt a reçu l'an dernier 2.466 plaintes en ce qui concerne l'internet fixe (+68%), 2.104 plaintes pour le mobile (+37%) et 450 pour la téléphonie fixe, en légère hausse.

L'ensemble SFR/Numericable/RED représente 55,8% des plaintes, alors qu'il était déjà "leader" l'an dernier avec 39% des récriminations. Dans l'internet, "l'achat de SFR par Numericable semble s'être traduit par un certain désordre dans la qualité des prestations fournies aux abonnés de ces prestataires" qui s'est "amplifié en 2016", note l'Afutt.

Dans le mobile, l'observatoire note aussi "la forte progression, deux années consécutives, du taux de plaintes ayant pour origine les clients de SFR" et la décroissance de celles concernant Orange.

Les plaintes concernant Orange baissent à 13,7%, ainsi que celles concernant Free à 11,5%, tandis que les plaintes touchant Bouygues Telecom sont quasiment constantes à 10,9%. bfmbusiness.bfmtv.com 29.03

[Meurtre sioniste ordinaire. Une balle pour une paire de ciseaux.](#)

- Une Palestinienne abattue par la police israélienne à Jérusalem - Reuters

Un policier israélien près de la porte de Damas à Jérusalem. Les forces de l'ordre israéliennes ont abattu mercredi une Palestinienne qui menaçait de les attaquer à l'aide d'une paire de ciseaux à l'entrée de la vieille ville de Jérusalem. L'incident s'est produit porte de Damas, une des voies fortement gardée donnant accès à Jérusalem-Est, qui a été le théâtre d'agressions du même type par le passé.

"La police a répondu à une situation qui présentait une menace vitale et elle a abattu la terroriste sur place", a déclaré Mickey Rosenfeld un des porte-parole de la police.

Luba Samri, une autre porte-parole de la police, a précisé que l'assaillante était une habitante de Jérusalem-Est âgée de 49 ans. Reuters 30.03

[En oligarchie, ils assument la dictature, et vous ?](#)

- Etats-Unis : la fouille très appuyée d'un ado dans un aéroport provoque un tollé - Franceinfo

Cette vidéo a provoqué l'indignation des internautes. Jennifer Williamson, une mère de famille américaine, a filmé et diffusé sur Facebook, dimanche 26 mars, la palpation très appuyée qu'a subie son fils à l'aéroport de Dallas-Fort Worth (Texas).

Aaron, 13 ans, souffre de troubles sensoriels, une maladie qui modifie la perception des stimulations, comme le toucher ou la vue. Sa mère demande alors aux agents de sécurité si son fils peut éviter le scanner corporel. Problème : la fouille qui suit est très appuyée et semble excessive. Au total, elle dure près de deux minutes.

"On a vécu un enfer, s'est indignée la mère sur Facebook. Après, il n'a pas arrêté de me demander : 'Je ne sais pas ce que j'ai fait. Qu'est-ce que j'ai fait de mal ?'" Au total, la vidéo a été vue plus de 7 millions de fois et a été largement commentée. Interrogées par la télévision américaine WFAA, les autorités assument ce contrôle. Franceinfo 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Washington affirme que le sort d'Assad sera décidé par les Syriens - AFP

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a affirmé jeudi que le sort du président Bachar al-Assad serait décidé par les Syriens, dans la première prise de position publique à ce sujet de la nouvelle administration américaine.

M. Tillerson s'exprimait lors d'une visite en Turquie largement axée sur la Syrie, au lendemain de l'annonce par Ankara de la fin de son opération militaire lancée en août dans le nord de ce pays afin d'en chasser les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et les milices kurdes syriennes.

"Le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien", a déclaré M. Tillerson lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Mevlüt Cavusoglu.

L'opposition réclame le départ d'Assad tout comme l'a fait pendant longtemps l'administration de Barack Obama, bien que celle-ci se soit abstenue lors de ses derniers mois au pouvoir de lancer des appels en ce sens, laissant implicitement entendre qu'elle ne serait pas hostile à son éventuel maintien.

Mais l'administration de Donald Trump n'avait pas à ce jour exprimé une position claire sur le sujet. Les déclarations de M. Tillerson semblent même prendre le contre-pied de celles de la représentante américaine à l'ONU Nikki Haley et le porte-parole du département d'Etat Mark Toner qui ont affirmé il y a quelques jours que le sort d'Assad restait une pierre d'achoppement et qu'il ne pouvait pas faire partie de l'avenir politique de la Syrie.

M. Tillerson, plus haut responsable de l'administration Trump à se rendre en Turquie, s'est entretenu à Ankara avec le président Recep Tayyip Erdogan et son Premier ministre Binali Yildirim.

Des sources à la présidence turque ont indiqué que M. Erdogan a insisté sur la nécessité de coopérer "avec des acteurs convenables et légitimes dans la lutte contre le terrorisme".

La Turquie dénonce régulièrement en effet le soutien apporté par Washington en Syrie aux milices kurdes des YPG dans la lutte contre l'EI. Ankara, qui appuie de son côté d'autres groupes armés sous la bannière de "l'Armée syrienne libre", considère les YPG comme un groupe terroriste émanant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

M. Tillerson a esquivé plusieurs questions sur le sujet. Saluant la Turquie comme "un partenaire clef" dans la lutte contre l'EI, il a affirmé que les deux pays partageaient le même objectif: "vaincre l'EI".

Ankara affirme vouloir travailler avec ses alliés, mais sans les milices kurdes, à la reconquête de Raqa, la capitale de facto du groupe Etat islamique en Syrie.

"Nous avons discuté aujourd'hui de différentes options qui se présentent à nous et il s'agit pour être franc d'options difficiles", s'est borné à dire M. Tillerson.

"Il n'est pas réaliste de travailler avec un groupe terroriste tout en luttant contre un autre", a pour sa part déclaré M. Cavusoglu au sujet du soutien américain aux YPG contre l'EI.

Ankara a annoncé mercredi soir la fin de son opération "Bouclier de l'Euphrate" dans le nord de la Syrie, sans spécifier si les troupes turques s'en retireraient pour autant.

Dans le cadre de cette opération, les rebelles syriens appuyés par la Turquie ont repris aux jihadistes plusieurs villes dont Jarablos, Al-Rai, Dabiq et enfin Al-Bab, où l'armée turque a subi de lourdes pertes.

Mais la Turquie s'est gardée de lancer des attaques contre des localités tenues par les milices kurdes, dissuadée par les alliances que ces dernières ont nouées avec Washington et Moscou.

"La politique turque vis-à-vis des milices kurdes est dans l'impasse. Ses mains sont liées du fait de ces alliances et ses efforts se sont heurtés à un mur russo-américano-syrien", affirme à l'AFP l'expert Marc Pierini, professeur invité à Carnegie Europe. AFP 30.03

- Le départ d'Assad n'est plus la priorité américaine, dit Nikki Haley - Reuters

La priorité de la politique syrienne des Etats-Unis n'est plus d'obtenir le départ du président Bachar al Assad, a annoncé jeudi l'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley.

"Notre priorité n'est plus de nous asseoir ici et de nous focaliser sur les moyens de faire partir Assad. Notre priorité est de regarder vraiment comment nous pouvons faire progresser les choses, avec qui nous devons travailler pour améliorer véritablement le sort des gens en Syrie", a-t-elle dit devant un petit groupe de journalistes.

"Nous ne pourrions pas forcément nous focaliser sur Assad comme l'a fait la précédente administration", a-t-elle ajouté. Reuters 30.03

Venezuela

- Venezuela : le président du Parlement accuse Maduro de "coup d'Etat" - AFP

Le président du Parlement vénézuélien Julio Borges a accusé jeudi le président Nicolas Maduro de "coup d'Etat" après la décision de la Cour suprême, réputée proche du pouvoir, de s'octroyer le droit d'édicter des lois.

"Au Venezuela, Nicolas Maduro vient de commettre un coup d'Etat", a déclaré M. Borges lors d'une conférence de presse devant le Parlement, en appelant l'armée à sortir du "silence" face à la rupture de l'ordre constitutionnel.

"Nicolas Maduro ne peut pas être au-dessus de la Constitution", a-t-il ajouté, estimant que le président avait "retiré le pouvoir au peuple vénézuélien".

Lors d'un nouveau coup de force du camp présidentiel, la Cour suprême s'est attribuée jeudi les pouvoirs du Parlement, le bastion des opposants, deux jours après leur avoir enlevé leur immunité. AFP 30.03

Brésil

- Brésil: l'ex-patron des députés condamné à 15 ans de prison pour corruption - AFP

Autrefois l'un des politiques les plus influents du Brésil, l'ancien chef des députés Eduardo Cunha, qui avait œuvré à la destitution de l'ex-présidente de gauche Dilma Rousseff, a été condamné jeudi à 15 ans de prison pour corruption.

La décision du juge anti-corruption Sergio Moro a été annoncée par le parquet de Curitiba (sud), dans le cadre de la vaste affaire de pots-de-vin au sein du géant pétrolier Petrobras.

"Parmi les crimes de corruption, de blanchiment d'argent et d'évasion de devises, il existe des preuves matérielles, c'est pourquoi les peines additionnées totalisent 15 ans et 4 mois de réclusion", selon le document.

La justice reproche notamment à Eduardo Cunha d'avoir reçu "illégalement" 1,3 million de francs suisses (environ 1,5 millions de dollars) pour avoir œuvré en tant que médiateur de Petrobras dans l'acquisition des droits d'exploitation d'un site pétrolier au Bénin.

M. Cunha, membre du Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre droit) de l'actuel président Michel Temer, qui a succédé fin août à Mme Rousseff après la destitution de cette dernière, avait été arrêté en octobre 2016.

Tout puissant il y a encore quelques mois, ce Machiavel brésilien aux cheveux poivre et sel et costumes italiens impeccables avait été suspendu le 5 mai de ses fonctions de président de l'Assemblée par le Tribunal suprême fédéral (STF).

Ce député évangélique ultra-conservateur de 58 ans était accusé d'avoir "menti" à ses pairs en niant être le titulaire de comptes bancaires en Suisse, alimentés par des millions de réais correspondant à des pots-de-vin versés en marge de contrats de Petrobras à l'étranger, selon les enquêteurs.

Né en 1958 de parents italiens à Rio de Janeiro, Eduardo Cunha s'est formé en économie et a touché à tout avant d'embrasser la politique.

Il a été courtier en assurances, économiste chez Xerox, propriétaire de radio évangélique, dirigeant d'entreprises publiques avant de devenir député de l'Etat de Rio en 2001, puis député fédéral à partir de 2002.

Partisan de la création d'un "Jour de la fierté hétérosexuelle", adversaire acharné de l'avortement, il s'est assuré au fil des années de solides soutiens au parlement.

Eduardo Cunha était l'égérie du groupe parlementaire informel "BBB", pour "Boeuf, Bible, Balles", qui veille aux intérêts des puissants lobbies néo-pentecôtistes, des armes à feu et de l'agro-business.

Volontiers volubile sur les règlements du parlement, Eduardo Cunha se refermait comme une huître quand on l'interrogeait sur ses comptes en Suisse et les folles dépenses de son épouse, une ex-présentatrice de la TV Globo, dans les boutiques de luxe de Paris. AFP 30.03

Mexique

- Mexique : un juge acquitte un jeune homme accusé de viol car "il n'avait pas l'intention de satisfaire un désir sexuel" - Franceinfo

La décision de justice a provoqué un véritable tollé. Un juge mexicain a décidé de relaxer un jeune homme accusé de viol au motif qu'il n'avait pas, selon lui, "l'intention de satisfaire un désir sexuel", rapporte l'agence Reuters, mercredi 29 mars.

Les faits remontent à la nuit du 1er janvier 2015, note The Guardian (en anglais). La victime, une adolescente de 17 ans, a raconté avoir été agressée lors de la soirée du réveillon par quatre jeunes hommes de son lycée privé. L'un d'entre eux s'appelle Diego Cruz. Il est âgé de 21 ans et appartient à une riche famille de l'Etat de Veracruz. Pour le juge, il n'y avait pas d'"intention charnelle", même si le jeune homme était accusé d'avoir touché la poitrine et d'avoir pénétré la victime avec ses doigts.

Cette décision a suscité une vive indignation. Plusieurs associations de défense des droits de l'homme dénoncent une impunité parmi l'élite du pays. Le procureur de l'Etat de Veracruz a annoncé qu'il allait faire appel de cette décision, d'après Reuters. Le Conseil de la magistrature fédérale du Mexique a suspendu le juge concerné et ouvert une enquête sur lui. Franceinfo 30.03

Je n'ai pas eu le temps de traiter un autre sujet sur le Mexique, les journalistes sont devenus la cible privilégiée de la mafia qui n'hésite plus à les assassiner en plein jour en pleine rue...

[Haut de page ↗](#)